

EDITIONS DU PEUPLE
SHANGHAI
DECEMBRE 1975

ETUDIONS
L'ECONOMIE
POLITIQUE

Texte traduit du chinois et édité par

E 100

OUVRAGES PARUS DANS LA MÊME COLLECTION

- *L'impérialisme aujourd'hui*
- *Sur le matérialisme dialectique*
- *Economie des grands pays capitalistes* (précis historique) à paraître.
- *Economie rurale en Chine* (de la réforme agraire aux communes populaires).

**Connaissance de base
de l'économie politique :
Le capitalisme**

Tome I

Présentation de la « Collection pour l'étude des jeunes », par le Groupe de Rédaction.

Le président Mao nous enseigne : « *Il est très nécessaire que les jeunes qui ont de l'instruction aillent à la campagne pour se faire rééduquer par les paysans pauvres et moyens-pauvres* ». Répondant à ce grand appel du président Mao, des groupes de jeunes dotés d'une conscience communiste n'ont cessé de se rendre avec un grand enthousiasme dans les campagnes. Ceci constitue une entreprise d'une portée profonde pour réduire les trois grandes différences (entre travail manuel et intellectuel, ville et campagne, ouvriers et paysans - N.d.T.) et limiter le droit bourgeois.

Dans cet univers immense que sont les campagnes, de nombreux jeunes instruits étudient consciencieusement les classiques marxistes-léninistes et les livres du président Mao, combattant avec ardeur en première ligne des trois grands mouvements révolutionnaires (lutte de classes, lutte pour la production et expérimentation scientifique - N.d.T.), suivent résolument la voie de l'intégration aux ouvriers et aux paysans, et apportent leur contribution à l'édification d'une campagne nouvelle socialiste. Des héros prolétariens surgissent sans cesse, une nouvelle génération révolutionnaire grandit et s'épanouit. C'est une grande victoire de la ligne révolutionnaire du président Mao.

Suivant l'enseignement du président Mao : « *Il faut prendre soin de la croissance de la jeune génération* », nous éditons et publions cette « *Collection pour l'étude des jeunes* » pour répondre aux besoins des jeunes instruits installés à la campagne qui étudient par eux-mêmes. Se guidant sur le marxisme-léninisme et sur la pensée de Mao Tsétoung, cette collection comprend, du point de vue du contenu, des connaissances générales en philosophie, en sciences sociales, en littérature et en sciences naturelles, ainsi que sur l'utilisation des techniques agricoles.

Nous espérons que la publication de cette collection pourra jouer un rôle positif dans l'étude des jeunes instruits installés à la campagne, et les aider à élever davantage leur conscience de la lutte des classes, de la lutte de lignes et de la poursuite de la révolution sous la dictature du prolétariat. Nous espérons qu'elle les aidera à élever davantage leur niveau théorique en politique, leur niveau culturel et scientifique, pour qu'ils progressent à grands pas sur la voie consistant à être rouge et expert et qu'ils répondent encore mieux aux besoins de l'édification de la nouvelle campagne socialiste et du développement de toutes les tâches entreprises.

Nous exprimons nos remerciements sincères aux unités concernées et aux auteurs qui soutiennent puissamment le travail de publication de cette collection et nous invitons tous nos lecteurs à formuler leurs observations et leurs critiques concernant cette collection, afin de l'améliorer.

Editions du Peuple de Shanghai
2^e édition, décembre 1975.

CHAPITRE I

Etudions l'Economie politique : objet de l'économie politique

Notre grand dirigeant le président Mao nous enseigne : « *Pourquoi Lénine a-t-il dit qu'il faut exercer la dictature sur la bourgeoisie ? Cette question doit être bien comprise. Si elle ne l'était pas, on tomberait dans le révisionnisme. Cela doit être porté à la connaissance du pays tout entier* » (citation tirée du « *Quotidien du Peuple* » du 22 février 1975). Il est extrêmement important d'étudier l'économie politique, afin de posséder le marxisme, de maintenir une dictature intégrale sur la bourgeoisie et d'appliquer consciemment la ligne fondamentale et la politique du Parti pour l'ensemble de la période historique du socialisme.

A la campagne et dans les usines combattent des jeunes qui sont l'espoir du pays, qui sont les continuateurs de la cause révolutionnaire prolétarienne. Il est indispensable que ces jeunes instruits étudient l'économie politique s'ils veulent eux-mêmes être capables de mieux lutter et de s'épanouir plus vite.

Ce sont les rapports de production qui constituent l'objet de l'économie politique

Quelle branche scientifique représente l'économie politique ? Tout d'abord, il faut discuter de ce qui fait l'objet de son étude. Ce sont les rapports de production qui constituent l'objet de l'économie politique marxiste. Engels a précisément indiqué : « *Ce n'est pas une chose qu'étudie l'économie politique, ce sont les rapports entre les hommes, ce sont, en dernière analyse, les rapports entre les classes.* »¹ Comment sont nés les rapports de production entre les hommes ? Cela nous amène à parler des activités de production de l'humanité.

Le président Mao a dit : « *les marxistes estiment, au premier chef, que l'activité de production des hommes constitue la base même de leur activité pratique, qu'elle détermine toute autre activité.* »² Mais il y a plus d'une cen-

taine d'années, à l'époque où le marxisme n'était pas encore né, les hommes n'avaient pas cette connaissance scientifique. Les nombreux idéologues des classes exploiteuses refusaient tous ce point de vue. Quand ils ne propageaient pas l'absurdité selon laquelle la société humaine se développe suivant la volonté de Dieu, ils répandaient cette théorie pernicieuse : ce sont les héros qui font l'histoire. Ces prétendus idéologues gommaient ce fait extrêmement simple : l'homme doit d'abord se nourrir, se vêtir, se loger, il faut qu'il entreprenne des activités de production. C'est pourquoi la production directe des articles de consommation courante constitue la base du développement de la société humaine. Sans l'activité productrice du peuple travailleur, l'humanité n'existerait pas, et la société ne pourrait donc pas se développer. C'est Marx qui a découvert cette loi du développement de l'histoire de l'humanité.

Pour produire, les hommes sont obligés d'établir des rapports réciproques déterminés, car l'individu isolé ne peut produire. Tout comme l'indique Marx : « *Pour produire, ils entrent en relations et en rapports déterminés les uns avec les autres, et ce n'est que dans les limites de ces relations et de ces rapports sociaux que s'établit leur action sur la nature, la production.* »³ Ces rapports établis au cours du procès de production s'appellent rapports de production. Dans une société de classes, ces rapports se manifestent en dernière analyse comme des rapports de classes.

Les rapports de production comprennent trois domaines :

- 1) la forme du système de propriété des moyens de production ;
- 2) la place des hommes dans la production et leurs rapports mutuels ;
- 3) la forme de répartition des produits.

La forme du système de propriété recouvre le problème de savoir à qui appartiennent les moyens de production (qui comprennent les moyens de travail comme les machines,

les usines, la terre et les objets de travail comme les matières premières). Dans les rapports de production, la forme de propriété des moyens de production est ce qu'il y a de plus important, c'est la base des rapports de production. La forme de propriété des moyens de production détermine la nature des rapports de production. Au cours du développement de l'humanité sont apparues les sociétés primitive, esclavagiste, féodale, capitaliste et socialiste. Toutes se différencient par des formes différentes de propriété des moyens de production. La forme de propriété des moyens de production détermine la place des hommes dans la production et leurs rapports mutuels, et c'est d'elle que découle la forme de répartition des produits.

Pour qu'il y ait production, il faut non seulement que les hommes entrent en relation entre eux, mais aussi qu'ils entrent en relation avec la nature. L'homme doit soumettre la nature et la transformer. La capacité qu'a l'homme de soumettre la nature et la transformer, c'est ce qu'on appelle les forces productives. Les forces productives sont formées de ces deux éléments que sont l'homme et le matériel (c'est-à-dire les moyens de production). Parmi les forces productives, les instruments de production constituent un facteur important. C'est l'utilisation de tel ou tel outil qui reflète la capacité plus ou moins grande qu'ont les hommes de soumettre la nature. Pourtant, nous ne devons pas considérer les instruments de production comme le facteur décisif des forces productives. « *Le facteur décisif, c'est l'homme et non le matériel.* »⁴ « *De tous les biens du monde, l'homme est le plus précieux.* »⁵ En effet, l'outil doit passer par l'homme pour être utilisé, pour être créé, pour être amélioré. Sans homme, pas d'outil, pas de technique. Sans l'union entre l'homme et l'outil, même le meilleur des robots ne pourrait jamais marcher.

Les rapports de production et les forces productives forment les deux aspects de la production sociale. Au cours du développement de l'histoire, ce sont les forces produc-

tives qui sont en général principalement déterminantes : tout changement dans les rapports de production a été suscité par un certain développement des forces productives. Les rapports de production doivent être adaptés au développement des forces productives. Quand un certain type de rapports de production n'est plus conforme au développement des forces productives, il doit nécessairement être remplacé par un nouveau type de rapports de production conforme au développement des forces productives. Ce n'est pas la volonté subjective des hommes qui décide d'établir tel ou tel rapport de production, mais le niveau de développement des forces productives. Les rapports de production doivent nécessairement correspondre au développement des forces productives. C'est une loi objective que la volonté des hommes ne peut pas changer. La naissance de rapports de production déterminés, leur développement, leur disparition, tout ce processus se déploie dans le mouvement contradictoire de forces productives déterminées. De là découle que l'économie politique marxiste doit lier l'étude des rapports de production à celle des forces productives.

Au cours du développement de l'histoire, les forces productives sont en général principalement déterminantes ; est-ce à dire que les rapports de production sont entièrement dépendants, passifs à l'égard des forces productives ? Absolument pas ! Quand les rapports de production sont conformes aux forces productives, ils jouent un rôle actif en accélérant le développement de celles-ci. Quand les rapports de production ne sont plus adaptés aux forces productives, ils peuvent être un obstacle et nuire à leur développement. Les rapports de production ne changent pas, les forces productives ne peuvent plus se développer, c'est le changement des rapports de production qui joue alors le rôle décisif. En Chine, dans l'ancienne société, sous la domination de l'impérialisme, du féodalisme et du capitalisme bureaucratique, la classe des propriétaires fonciers et

la classe des compradores⁶ représentaient les rapports de production les plus arriérés, les plus réactionnaires, ce qui bloquait et sapait les forces productives. Avant la Libération, la Chine n'avait pratiquement aucune industrie mécanique, et encore moins une industrie automobile et aéronautique. Mis à part le Nord-Est, la production d'acier n'atteignait que quelques dizaines de milliers de tonnes. Même les articles d'usage courant étaient pour la plupart importés. On appelait les tissus «tissus d'outre-mer»⁷ les parapluies «parapluies d'outre-mer», jusqu'au plus petit clou qui s'appelait «clou d'outre-mer». Dans cette situation, le renversement de la domination réactionnaire de l'impérialisme, du féodalisme et du capitalisme bureaucratique, la transformation des rapports de production compradores et féodaux et la construction de rapports de production socialistes se sont avérés décisifs pour faire avancer le développement des forces productives.

Le grand essor des forces productives a toujours lieu après un changement dans les rapports de production, c'est une loi universelle. Dans la société capitaliste aussi, c'est seulement après que la bourgeoisie ait provoqué la ruine des rapports de production féodaux et que les rapports de production capitalistes se soient développés rapidement qu'est apparu le grand essor des forces productives. Prenons l'exemple de l'Angleterre. C'est à la fin du XVIII^e et au début du XIX^e siècles, sur la base de la révolution bourgeoise survenue au XVII^e siècle, qu'a commencé la révolution industrielle. C'est seulement alors qu'est apparu le grand essor des forces productives. En France, en Allemagne, aux Etats-Unis, au Japon, quoique sous des formes différentes, ce n'est qu'après avoir changé l'ancienne superstructure et les rapports de production que l'industrie moderne a pris un essor rapide.

Depuis toujours, s'en tenir à la théorie de l'unité dialectique entre rapports de production et forces productives ou propager la théorie réactionnaire des seules forces produc-

tives, voilà un aspect important de la lutte prolongée entre le marxisme et le révisionnisme. Lin Biao et autres Chen Boda proclamaient que la tâche la plus importante après le 9^e Congrès était le développement des forces productives. C'était rééditer sous une forme nouvelle l'absurdité révisionniste introduite par Liu Shaoqi et Chen Boda dans la résolution du 8^e Congrès du Parti, résolution qui parle d'une soi-disant « *contradiction entre un système socialiste avancé et des forces productives arriérées* ». Dans notre pays, les rapports de production socialistes sont pour l'essentiel en accord avec les forces productives et ouvrent de vastes perspectives à leur développement. Mais les rapports de production ne sont pas parfaits dans notre pays et les insuffisances entrent en contradiction avec le développement des forces productives. La pratique de la révolution socialiste nous montre que c'est toujours grâce à la supériorité du système socialiste que le développement des forces productives se met en mouvement. C'est toujours en transformant la partie des rapports de production qui ne sont pas adaptés au développement des forces productives qu'on peut faire avancer ces dernières. Où se place donc cette contradiction entre un système socialiste avancé et des forces productives arriérées ? Liu Shaoqi, Lin Biao et autres escrocs du même genre propageaient ces absurdités dans un but criminel : tenter en vain, en se servant de l'arme de la théorie des seules forces productives, d'arrêter la poursuite de la révolution sous la dictature du prolétariat, de contrer la ligne fondamentale du Parti définie par le président Mao pour toute la période historique du socialisme. Mais tout cela n'est que rêve chimérique.

Les rapports de production doivent nécessairement être adaptés au développement des forces productives. Le développement des forces productives exige de briser les vieux rapports de production qui ne correspondent pas à ces forces productives et de les remplacer par de nouveaux rapports de production qui soient conformes à leur développe-

ment. Mais la disparition des vieux rapports de production et la naissance de nouveaux rapports de production ne peuvent se faire sans heurt ni accident. Le changement des vieux rapports de production, la naissance et l'épanouissement de nouveaux rapports de production ne peuvent se faire que dans la lutte révolutionnaire. C'est pourquoi, si l'on veut comprendre comment les vieux rapports de production ont été transformés, comment les nouveaux rapports de production ont été établis et se sont perfectionnés, il est insuffisant d'expliquer cela par les seules contradictions entre rapports de production et forces productives. Il faut aussi examiner les rapports entre la superstructure et la base économique.

La superstructure, c'est le système politique (pouvoir d'Etat, armée, droit) et l'idéologie qui lui correspond (philosophie, littérature, art). La base économique, ce sont les rapports de production. « *L'ensemble de ces rapports de production constitue la structure économique de la société, la base concrète sur laquelle s'élève une superstructure juridique et politique et à laquelle correspondent des formes de conscience sociales déterminées.* »⁸ Cette thèse de Marx met scientifiquement en lumière les rapports entre la superstructure et la base économique.

Dans les contradictions entre la superstructure et la base économique, c'est cette dernière qui joue en général le rôle déterminant, c'est elle qui détermine la superstructure. A telle base économique, telle superstructure. Si la base économique se transforme, cela « *bouleverse plus ou moins rapidement toute l'énorme superstructure.* »⁹ C'est-à-dire que si la vieille base économique se désagrège, la superstructure construite sur cette base doit inévitablement être détruite, mais sa destruction peut être plus ou moins rapide. Après la transformation de l'appareil d'Etat réactionnaire, les classes décadentes renversées ne se retirent pas d'elles-mêmes de la scène de l'histoire, mais elles engagent dans les domaines politique, idéologique et culturel,

une lutte acharnée et de longue haleine avec la classe montante. En particulier, la vieille idéologie liée aux classes déclinantes continue d'exister sur une très longue période.

La superstructure est déterminée par la base économique, mais une fois établie, elle exerce une très importante action en retour sur la base économique. Staline a écrit : « *La superstructure est justement engendrée par la base pour servir celle-ci, pour l'aider activement à se cristalliser et à s'affermir, pour lutter activement en vue de liquider la vieille base périmée avec la vieille superstructure.* »¹⁰ Cela montre qu'une superstructure est seulement au service de sa propre base économique. La superstructure socialiste est au service de la base économique socialiste ; la superstructure capitaliste est au service de la base économique capitaliste.

Dans la société capitaliste, avec l'exacerbation des contradictions entre la socialisation de la production et la propriété privée des moyens de production, le besoin de remplacer le système de propriété privée capitaliste par un système de propriété collective socialiste existe objectivement depuis longtemps. Mais les capitalistes tiennent entre leurs mains l'appareil d'Etat réactionnaire qu'ils utilisent pour la sauvegarde de la base économique capitaliste. Le prolétariat, s'il ne brise pas d'abord l'appareil d'Etat bourgeois, ne peut liquider le système économique capitaliste. « *Le capitalisme peut passer pacifiquement au socialisme* », voilà bel et bien un mensonge proféré par les révisionnistes anciens ou modernes.

Un aspect fondamental de la société socialiste, c'est que la superstructure correspond à la base économique. Mais l'existence de la classe capitaliste et de son idéologie, l'existence dans l'appareil d'Etat de certaines habitudes bureaucratiques, ainsi que de défauts dans les maillons du système d'Etat, tout cela entrave et peut même saboter le renforcement, l'amélioration et le développement de la base économique socialiste. Il faut mener vigoureusement

la lutte dans la superstructure et y menèr jusqu'au bout la révolution socialiste, pour qu'elle serve mieux la base économique.

L'économie politique touche aux intérêts les plus réels, les plus vitaux de chaque classe et couche sociales. Elle aborde les problèmes les plus aigus et les plus acharnés de la lutte de classes. L'économie politique marxiste tout comme la philosophie marxiste déclare ouvertement qu'elle est au service de la politique prolétarienne. L'économie politique est une science de la lutte de classes.

L'économie politique est la base théorique de la ligne fondamentale définie par le parti

L'économie politique marxiste est apparue en même temps que le prolétariat moderne, né avec les gigantesques forces productives de la grande industrie. Marx lui-même a participé à la pratique de la lutte de classes de l'époque en utilisant le matérialisme dialectique révolutionnaire et en disséquant d'une manière approfondie la société capitaliste. Marx a dévoilé le secret de l'exploitation des ouvriers par les capitalistes et a montré scientifiquement les contradictions existant entre la socialisation de la production et la propriété privée capitaliste. Ces contradictions se manifestent sur le plan des rapports de classes sous la forme de l'antagonisme aigu entre le prolétariat et la bourgeoisie. Au fur et à mesure que se développent les contradictions dans la société capitaliste, la force du prolétariat, fossoyeur du système capitaliste, s'accroît. « *L'heure de la propriété capitaliste a sonné. Les expropriateurs sont à leur tour expropriés.* »¹¹ De là cette conclusion révolutionnaire et scientifique : le système capitaliste doit nécessairement être remplacé par le système socialiste, la dictature de la bourgeoisie doit nécessairement être remplacée par la dictature du prolétariat. « *Si Marx conclut à la transformation inévitable de la société capitaliste en société socialiste, c'est entièrement et exclusivement à partir des lois économiques*

du mouvement de la société moderne. »¹² Ainsi, l'économie politique marxiste devient, avec la philosophie marxiste et la théorie du socialisme scientifique, la base théorique de la ligne fondamentale définie par le parti du prolétariat. Sur la base théorique du marxisme, dans les conditions du capitalisme, les dirigeants de la révolution prolétarienne ont élaboré la ligne politique fondamentale du parti du prolétariat, c'est-à-dire la prise du pouvoir politique par la violence révolutionnaire. Ils indiquaient que le prolétariat doit lutter pour renverser entièrement la bourgeoisie et toutes les classes exploiteuses, remplacer la dictature de la bourgeoisie par la dictature du prolétariat, le capitalisme par le socialisme, et finalement réaliser le communisme.

Dans la société socialiste, l'économie politique marxiste demeure la base théorique qui permet au parti du prolétariat de définir sa ligne fondamentale. Le président Mao a analysé profondément les contradictions qui existent dans la société socialiste entre les rapports de production et les forces productives, entre la superstructure et la base économique. Il a démontré la longueur et la complexité de la lutte de classes et de la lutte de lignes pendant la période socialiste et, sur cette base théorique, il a défini la ligne fondamentale de notre Parti pendant toute cette période historique. Cette ligne fondamentale nous avertit que la société socialiste s'étend sur une assez longue période historique. Tout au long de cette période existent les classes, les contradictions de classes et la lutte de classes, de même que la lutte entre la voie socialiste et la voie capitaliste, le danger d'une restauration du capitalisme, ainsi que la menace de subversion et d'agression de la part de l'impérialisme et du social-impérialisme.

*« Toutes ces contradictions ne peuvent être résolues que grâce à la théorie de la continuation de la révolution sous la dictature du prolétariat et à la pratique guidée par cette théorie. »*¹³ La ligne fondamentale du Parti conduit le peuple de notre pays à persévérer dans la révolution sous la

dictature du prolétariat, à lutter pour renforcer cette dictature, à prévenir une restauration du capitalisme, à construire le socialisme et enfin à réaliser dans le monde entier le grand idéal qu'est le communisme.

Le président Mao indique : « *En un mot, la Chine est un pays socialiste. Avant la Libération, c'était à peu près comme le capitalisme. Maintenant encore, on pratique le système des salaires à huit échelons, la répartition selon le travail, l'échange par l'intermédiaire de la monnaie, et tout cela ne diffère guère de l'ancienne société. La différence, c'est que le système de propriété a changé. Notre pays pratique à l'heure actuelle le système marchand, et le système des salaires est inégal, il y a les salaires à huit échelons, etc. Tout cela, on ne peut que le restreindre sous la dictature du prolétariat. C'est pourquoi, si des gens comme Lin Biao accèdent au pouvoir, il leur est très facile d'instaurer le régime capitaliste. Nous devons donc lire davantage les œuvres marxistes-léninistes.* »¹⁴ Le droit bourgeois, concrétisé par le système marchand et la répartition selon le travail, constitue la base économique essentielle de l'apparition de la bourgeoisie et de nouveaux éléments bourgeois. La compréhension de ces problèmes est capitale pour maintenir la dictature intégrale du prolétariat sur la bourgeoisie. Ces questions concernent l'économie politique. Étudier l'économie politique peut nous permettre d'approfondir notre compréhension de la ligne fondamentale du Parti, et d'appliquer encore plus consciemment cette ligne.

L'économie politique marxiste est diamétralement à l'opposé de l'économie politique bourgeoise ou révisionniste. De plus, elle s'est développée dans la lutte contre ces dernières. En étudiant l'économie politique marxiste, on peut tracer une ligne de démarcation très nette entre le marxisme et le révisionnisme, entre le socialisme et le capitalisme, entre le prolétariat et la bourgeoisie, corriger les courants erronés dans notre style de travail et élever notre conscience politique.

En un mot, pour combattre les courants idéologiques

anti-parti et anti-marxistes, pour mieux appliquer la ligne fondamentale de notre Parti pour toute la période historique du socialisme, pour approfondir les mouvements de critique de Lin Biao et de rectification du style de travail, pour arracher de nouvelles victoires encore plus grandes dans la grande cause de la révolution et de la construction socialistes, il est nécessaire d'étudier l'économie politique.

Bien étudier l'économie politique en liant la théorie à la pratique

L'économie politique est la démonstration et l'utilisation du matérialisme dialectique et du matérialisme historique. Pour étudier l'économie politique, il faut avoir pour principes directeurs le matérialisme dialectique et le matérialisme historique. « *(La dialectique), saisissant le mouvement même, dont toute forme faite n'est qu'une configuration transitoire, rien ne saurait lui imposer ; parce qu'elle est essentiellement critique et révolutionnaire.* »¹⁵ Cette conception prolétarienne du monde est tout à l'opposé de l'idéalisme et de la métaphysique. C'est seulement en maîtrisant la conception du monde du matérialisme dialectique et du matérialisme historique et en l'utilisant pour examiner et analyser les lois qui déterminent les transformations économiques de la société capitaliste, qu'on arrive à comprendre l'inéluctabilité historique de la disparition du capitalisme et de l'avènement du socialisme. Ce n'est qu'en l'utilisant pour analyser et examiner les lois du mouvement de l'économie de la société socialiste que l'on peut comprendre la durée et la complexité de la lutte de classes et de la lutte de lignes dans la société socialiste, que l'on peut comprendre la tendance historique générale, indépendante de la volonté des hommes, qui veut que la société socialiste se développe vers le communisme. Ainsi, nous raffermirons notre confiance, nous prendrons notre résolution et sans craindre les sacrifices et les difficultés nous lutterons pour la victoire finale de la cause du communisme.

Pour étudier l'économie politique, il faut persévérer dans un style révolutionnaire qui lie théorie et pratique. Le président Mao a indiqué : « *Il faut assimiler la théorie marxiste et savoir l'appliquer.* »¹⁶ La liaison de la théorie et de la pratique est une question de style d'étude révolutionnaire et aussi d'esprit de parti. Il faut lier l'étude de l'économie politique avec la critique du révisionnisme moderne et avec celle des absurdités réactionnaires des Liu Shaoqi et autres Lin Biao. Il faut la lier aux trois grands mouvements révolutionnaires que sont la lutte de classes, la lutte pour la production et l'expérimentation scientifique. Il faut la lier à la refonte de sa conception du monde.

Le président Mao indique : « *Lénine a dit que « la petite production engendre le capitalisme et la bourgeoisie constamment, chaque jour, à chaque heure, d'une manière spontanée et dans de vastes proportions.» De même, ils apparaissent chez une partie de la classe ouvrière, une partie des communistes. Le style de vie bourgeois se manifeste au sein du prolétariat comme parmi le personnel des organismes d'Etat et autres.* »¹⁷ Nous devons prendre l'économie politique comme arme pour nous opposer consciemment au « vent bourgeois » et mener une lutte sans relâche contre les forces capitalistes et contre la bourgeoisie.

Est-ce qu'on rencontrera des difficultés dans l'étude de l'économie politique marxiste? Bien sûr. Marx, dans la préface à la première édition du « *Capital* », a écrit : « *Dans toutes les sciences, le commencement est ardu.* » L'économie politique marxiste, quand elle analyse concrètement les choses objectives, saisit leur nature à travers les phénomènes et procède par abstractions scientifiques. C'est pourquoi nous rencontrerons des concepts qui, surtout au début, ne seront pas faciles à comprendre. Mais l'économie politique marxiste a été écrite pour le prolétariat, elle est partie intégrante de la théorie révolutionnaire prolétarienne. En l'étudiant sérieusement on peut, pas à pas, la

comprendre. « *Il n'est rien de difficile au monde à qui veut s'appliquer à bien faire. S'initier à l'art militaire n'est pas difficile et se perfectionner est aussi possible pour peu qu'on s'applique et qu'on sache apprendre.* »¹⁸ »

Marx a dit : « *Il n'y a pas de route royale pour la science et ceux-là seulement ont la chance d'arriver à ses sommets lumineux qui ne craignent pas de se fatiguer à gravir des sentiers escarpés.* »¹⁹ Les dirigeants de la révolution prolétarienne ont consacré l'énergie de toute leur vie à la création et au développement de la théorie marxiste. Nous devons suivre leur exemple lumineux en nous attaquant ardemment à l'étude des classiques du marxisme-léninisme et des œuvres de Mao Tse-toung.

Nous devons étudier activement pour maîtriser l'arme théorique du marxisme afin de contribuer à la révolution et à l'édification du socialisme dans notre pays et pour réaliser le communisme dans le monde entier !

PRINCIPAUX MATERIAUX D'ETUDES :

MARX : « Préface à la *Critique de l'économie politique* ».

ENGELS : « *Anti-Dühring* », Deuxième partie, chapitre 1.

LENINE : « *Karl Marx* ». (« *La doctrine économique de Marx* »).

MAO TSE-TOUNG : « *De la contradiction* », chapitre 4. Œuvres Choies, T. 1.

MAO TSE-TOUNG : « *De la juste solution des contradictions au sein du peuple* », (5 essais philosophiques), première partie.

SUJETS DE REFLEXION :

- 1) Pourquoi dit-on que l'économie politique est une science de la lutte de classes ?
- 2) Pourquoi dit-on que l'économie politique marxiste est la base théorique essentielle de la ligne fondamentale du Parti ?
- 3) Comment bien étudier l'économie politique ?

1. Engels : « *Karl Marx, Critique de l'économie politique* ».
2. Mao Tse-toung : « *De la pratique* », Editions de Pékin (E.P.), Oeuvres choisies, T. 1, p. 329.
3. Marx : « *Travail salarié et capital* », E.P., p. 28-29.
4. Mao-Tse-toung : « *De la guerre prolongée* », E.P. Œuvres choisies, T. 2, p. 152.
5. Mao Tse-toung : « *La faillite de la conception idéaliste de l'histoire* », E.P. Œuvres choisies, T. 4, p. 478.
6. N.d.T. : c'est-à-dire la fraction de la bourgeoisie chinoise directement au service des intérêts économiques et politiques des impérialistes. Cette classe finit par concentrer, entre les mains des « 4 grandes familles », à la fois les principaux secteurs de l'économie (industries, banques) et l'appareil d'Etat ; c'est le phénomène qui est désigné par capitalisme bureaucratique.
7. N.d.T. : c'est-à-dire tissus étrangers.
8. Marx : Préface à la « *Critique de l'économie politique* », Editions sociales (E.S.), p. 4.
9. Ibid.
10. J. Staline : « *Le marxisme et les problèmes de linguistique* », E.P., p. 3.
11. Marx : « *Le Capital* », E.S., Livre 1, T.3, p. 205.
12. Lénine : « *Karl Marx* », E.P., p. 36.
13. Statuts du PCC, document du 10e Congrès du PCC, E.P., p. 68.
14. Citations tirées du « *Quotidien du Peuple* » du 22 février 1975.
15. Marx : « *Le Capital* », E.S., Livre 1, T. 1, p. 29.
16. Mao Tse-toung : « *Pour un style de travail correct dans le parti.* » E.P., Œuvres choisies, p. 34.
17. Citations tirée du « *Quotidien du Peuple* » du 22 février 1975.
18. Mao Tse-toung : « *Problèmes stratégiques de la guerre révolutionnaire* », E.P., Œuvres choisies, T. 1, p. 211.
19. Marx : « *Le Capital* », E.S., Livre 1, T.1., p. 44.

CHAPITRE II

Les systèmes socio-économiques pré-capitalistes

**Les rapports de production
dans la société primitive,
la société esclavagiste
et la société féodale**

Les sociétés primitive, esclavagiste et féodale représentent trois formes sociales antérieures à la société capitaliste. Comprendre les transformations des rapports de production entre ces sociétés revêt pour nous une grande importance. En effet, cela nous aide à connaître le processus historique qui a vu le développement des rapports de production de la société humaine et en particulier la naissance et le développement des rapports de production capitalistes ainsi que la loi historique selon laquelle ceux-ci seront inéluctablement remplacés par des rapports de production socialistes.

La communauté primitive a établi les premiers rapports de production dans l'histoire de l'humanité

Le travail a créé l'homme lui-même

La société primitive représente le point de départ de la séparation de l'homme et du monde animal. La naissance de la société humaine et celle de l'homme sont simultanées : dès que l'homme apparaît, commence alors l'histoire de la société humaine.

Le développement de la société humaine jusqu'à aujourd'hui représente une histoire vieille d'environ un million d'années. L'ancêtre de l'homme est un anthropoïde supérieur. Comment celui-ci s'est-il transformé en homme ? C'est le travail qui est la clé de la réponse. Or le travail commence avec la fabrication de l'outil. Il se produisit une grande révolution au cours du processus qui vit l'anthro-

poïde se transformer en homme : en éclatant un morceau de pierre avec un autre, il a fabriqué un couteau, une hache de pierre ; en travaillant une branche, il en a fait un gourdin ; c'est ainsi qu'il a pu modifier un objet naturel pour en faire un outil adapté, même s'il s'agissait seulement d'outils simples et grossiers. L'homme quitta le monde animal et, en comptant sur ses propres mains, il fabriquait des outils, transformait la nature et la maîtrisait. Comme l'a dit Engels : « *Il (le travail) est la condition fondamentale première de toute vie humaine, et il l'est à un point tel que, dans un certain sens, il nous faut dire : le travail a créé l'homme lui-même.* »¹ Au cours du lent processus du travail, l'homme fut progressivement capable de fabriquer des outils de pierre, de chasser et de pêcher, il découvrit l'arc et les flèches, et surtout il découvrit et sut utiliser le feu, ce qui augmenta énormément la capacité des hommes à maîtriser et transformer la nature. Engels accordait la plus haute importance à ce grand progrès, il écrit : « *Le feu par frottement (la machine à vapeur) dépasse encore en efficacité libératrice universelle. Car le feu par frottement a donné à l'homme pour la première fois l'empire sur une force de la nature et, en cela, l'a séparé définitivement du règne animal.* »² A partir de ce moment, la société humaine faisait vraiment son apparition sur la terre.

Après s'être séparé du monde animal, l'homme se lança dans des activités de production qui, dès le début, se présentèrent comme sociales, collectives. « *Tout individu, en tant que membre de cette société, joint ses efforts à ceux des autres membres, entre avec eux dans des rapports de production déterminés et se livre à l'activité de production en vue de résoudre les problèmes relatifs à la vie matérielle des hommes.* »³ A l'époque la plus reculée où l'humanité a levé le rideau de son histoire, ces rapports de production entre les hommes étaient ceux de la communauté primitive. Ce sont là les premiers rapports de production de l'histoire de l'humanité.

Le système de propriété de la communauté clanique est la base des rapports de production dans la communauté primitive

L'organisation sociale et économique de base de la société primitive, c'est la communauté clanique, formée de ceux qui, réunis par les liens du sang, entreprennent ensemble le travail. Le système de propriété dans la communauté clanique est un système primitif de propriété collective : la terre et les autres moyens de production sont le bien commun de l'ensemble des membres de la communauté. A cette époque où les hommes utilisaient des couteaux, haches ou lances de pierre, des arcs et des flèches et autres outils rudimentaires, seul un travail commun permettait de lutter contre les formidables éléments naturels. Voilà pourquoi le phénomène d'appropriation individuelle des moyens de production et des produits ne pouvait pas encore apparaître. Ce système de la propriété clanique était la seule forme que pouvaient adopter les hommes, dans des conditions où le niveau des forces productives était très bas. Les moyens de production que la communauté clanique possédait en commun étaient : les instruments de production, la terre, les forêts, les rivières, le bétail, etc., pour les armes et les arcs et flèches, on les portait et les utilisait individuellement.

Dans la société primitive, chaque homme qui possède une capacité de travail participe au travail collectif de production. Dans le travail, on assiste à une division naturelle suivant le sexe et l'âge : les hommes partent chasser, les vieux fabriquent des outils, les femmes cueillent des plantes, s'occupent des tâches domestiques et se consacrent à une agriculture primitive, les enfants aident les femmes dans les travaux annexes. Les rapports entre les hommes sont des rapports primitifs de coopération mutuelle.

Dans les conditions de propriété et de travail en commun du clan, on adopte le principe de la répartition égale

des produits. A cause du très faible niveau des forces productives, les produits obtenus à partir du travail en commun ne laissent aucun surplus, car les hommes ne parviennent qu'à grand peine à garantir leur vie minimale. Sans système de répartition égale, une partie du clan serait morte de faim ou bien même la communauté clanique se serait désagrégée.

La base économique de la société primitive donna naissance à une superstructure qui lui correspondait.

Dans la société primitive, apparurent deux étapes : le matriarcat et le patriarcat. La formation du matriarcat trouve son origine la plus déterminante dans le fait que les femmes occupaient une place plus importante que les hommes dans les activités de production. A cette époque, les femmes s'occupaient essentiellement de l'agriculture primitive alors que les hommes se consacraient aux activités de chasse. Or, la chasse reste saisonnière et aléatoire alors que l'agriculture est une source relativement sûre de moyens de subsistance. C'est pourquoi la femme était naturellement le centre de la vie sociale. Avec le développement des forces productives, l'agriculture perdit son aspect primitif, l'élevage se sépara de l'agriculture et l'importance de l'homme dans les activités de production s'accrut ; en outre, à cause du passage du mariage par groupe avec la femme pour centre au mariage par couple, les femmes se retrouvèrent progressivement dans une position subordonnée et ce fut l'apparition du patriarcat.

La totalité des adultes du clan participe au conseil clanique qui est l'organe du pouvoir le plus élevé dans la communauté. Le conseil clanique élit le chef de la tribu et le chef militaire en temps de guerre, il discute et décide de toutes les affaires importantes. Le savant américain Morgan, dans son livre « *La société archaïque* » décrit ainsi la communauté clanique des Indiens d'Amérique : « *Chacun de ses membres est un homme libre et tous doivent mutuellement défendre leur liberté ; sur le plan des droits indivi-*

duels, c'est l'égalité et même le chef de tribu ou le chef militaire ne peuvent réclamer un quelconque droit privilégié. Ce sont des frères unis par les liens du sang.» Cette superstructure de la communauté primitive eut un rôle très stimulant pour consolider et développer la base économique du clan, pour développer les forces productives à l'époque.

Le président Mao indique : « *Au cours de son développement, le peuple chinois (il sera surtout question ici des Hans) a vécu, comme beaucoup d'autres nations du monde, pendant des dizaines de millénaires sous le régime de la communauté primitive sans classes.* »⁴ La société de « *l'homme de Pékin* », découverte à Zhoukoudian, à proximité de Pékin, représente la première étape de la société primitive en Chine. Les sites et les objets découverts dans de nombreuses régions de notre pays prouvent que la tribu matriarcale y a existé, avec le bassin du fleuve jaune pour centre jusqu'au Heilongjiang, en Mongolie, au Xinjiang, au Tibet, au Guangxi, au Sichuan, au Yunnan, etc. Il y a environ 5000 ans, les tribus du bassin du Fleuve Jaune et du Yangzi passèrent progressivement à la communauté clanique patriarcale. Avant la dynastie Xia (environ XXI^e siècle-XVI^e siècle, avant notre ère), en Chine, il avait existé une société primitive longue de quelques centaines de milliers d'années.

L'histoire démontre que dans la société primitive n'existent ni propriété privée, ni classes, ni exploitation et oppression de classe. Voilà qui réfute avec force les absurdités selon lesquelles propriété privée et classes ont toujours existé.

L'apparition du système de la propriété privée a provoqué la désagrégation de la communauté primitive

Au cours du processus de développement de la société primitive, les forces productives, en se développant, provoquèrent une division sociale du travail. La toute première

des grandes divisions sociales du travail fut la séparation entre élevage et agriculture : certaines tribus se consacrèrent exclusivement à l'élevage, d'autres à l'agriculture. Plus tard, l'artisanat se sépara de l'agriculture pour devenir un secteur de production indépendant, ce fut là la seconde grande division sociale du travail. Dans la dernière période de la société primitive surtout, les hommes découvrirent le fer. L'apparition d'objets en fer est le signe que la société humaine est entrée dans une étape supérieure. Pourtant, la société primitive fut ainsi amenée à la veille de sa dislocation. Avec la naissance de chacun des secteurs productifs dont l'agriculture, l'élevage et l'artisanat, apparut une production directement destinée à l'échange : la production marchande.

Le développement constant des forces productives permit aux hommes d'obtenir un surplus de produits par rapport à la garantie de leurs besoins vitaux minimum. Les deux grandes divisions sociales du travail en avaient élevé la productivité, le développement de l'élevage, de l'agriculture et de l'artisanat s'en trouva accéléré, l'excédent des produits augmenta progressivement et la richesse sociale s'accrut peu à peu. Dans ces conditions, d'un côté existait la possibilité pour une partie des hommes de s'approprier les fruits du travail d'une autre partie, d'un autre côté, avec l'accroissement des échanges existait également la possibilité pour les chefs de clan de transformer peu à peu les richesses de la communauté en richesses privées, leur appartenant en propre. L'utilisation d'outils métalliques et surtout ceux en fer (hâche, bêche, soc, etc.) a sensiblement élevé la productivité du travail, créant les conditions d'une production indépendante sur la base familiale. La production collective d'autrefois, avec le clan comme unité, se disloqua progressivement pour passer à une production individuelle, avec la famille comme unité : d'affaire collective, la production devint l'affaire privée de chaque famille, les instruments de production, les produits, etc., devinrent

propriété privée. Ainsi, la terre labourable qui était autrefois utilisée comme une propriété commune, distribuée à chaque famille, devint peu à peu propriété privée. La propriété privée était née. La société primitive se désagrégeait.

La naissance de la propriété privée devait nécessairement provoquer l'inégalité des richesses entre les familles. Les chefs de clan, utilisant leur pouvoir, continuèrent de transformer les biens de la communauté en propriété privée et leurs familles devinrent ainsi les plus riches du clan. Parallèlement, ces familles riches, voyant augmenter leurs richesses et s'étendre leur zone d'activité, estimaient que la force de travail était insuffisante ; d'un autre côté, avec le développement des forces productives, il commençait à devenir possible et avantageux de recourir au travail des esclaves. Alors on cessa de mettre à mort les prisonniers de guerre pour les utiliser en tant qu'esclaves. Ensuite, certains pauvres, à l'intérieur du clan, devinrent les esclaves des maisons riches. L'exploitation de l'homme par l'homme était née.

Le développement de la production, l'augmentation des échanges provoquèrent la troisième grande division sociale du travail : les commerçants qui se consacraient uniquement à l'échange des marchandises virent le jour. Avec le développement de cet échange marchand, naquit la monnaie. Grâce à elle, les familles riches se livrèrent à l'usure et concentrèrent les richesses sociales, aggravant l'inégalité des richesses. De cette façon, d'un côté, celles-ci se concentrèrent rapidement dans les mains d'un nombre très réduit de maîtres d'esclaves, d'un autre côté, d'innombrables travailleurs ruinés et miséreux se virent réduits à l'esclavage, ce qui augmenta démesurément le nombre des esclaves. La société se trouva alors scindée en classes : les maîtres d'esclaves et les esclaves. C'était bien la première fois que l'histoire de l'humanité voyait apparaître deux classes fondamentalement antagonistes comme celles-ci. Avec la naissance des classes, le conseil clanique de jadis se mua de

serviteur de la société en maître de celle-ci, devenant l'instrument des maîtres d'esclaves pour opprimer les esclaves. A partir de ce moment-là, l'Etat (cette machine par laquelle une classe en opprime une autre) était né. Dès lors et jusqu'à aujourd'hui, *« l'histoire de toute société n'a été que l'histoire de luttes de classes. »*⁵

L'esclavagisme est le premier système d'exploitation de l'histoire

Caractéristiques des rapports de production de la société esclavagiste : les maîtres d'esclaves détiennent les moyens de production et les esclaves

Dans la société esclavagiste, les maîtres d'esclaves détiennent non seulement les moyens de production, mais aussi les esclaves. L'esclave n'est qu'un outil doué de la parole qui subit le contrôle absolu de son maître. L'esclave est exploité, mais il est également bétail, objet de sacrifice et marchandise commerciale, son maître pouvant même à sa guise le mettre à mort. Le travail des esclaves est ouvertement un travail forcé. Le maître oblige l'esclave à travailler par la violence et se livre sur l'esclave à toutes sortes d'atroces châtiments corporels, selon son bon plaisir. Pour faciliter la capture d'un esclave qui s'enfuit, le maître marque ses esclaves au fer rouge et les enchaîne. Le maître exploite l'excédent de travail et le surplus de produits de l'esclave en ayant recours aux méthodes les plus barbares. Les produits fabriqués par les esclaves sont entièrement la propriété du maître. Celui-ci considère la vie de l'esclave comme celle du bétail : il le nourrit pour éviter qu'il crève. Voilà quels sont les rapports de production dans la société esclavagiste.

Le président Mao indique que pour le peuple chinois, « depuis la désagrégation de cette communauté, devenue société de classes, jusqu'à nos jours, en passant par la société esclavagiste et la société féodale, 4000 ans environ se sont écoulés. »⁶ Après la dynastie Xia, notre pays est entré dans la société esclavagiste. Durant la dynastie Yin (environ XVI^e siècle-1066, avant notre ère), « multitude », « troupeau » et d'autres termes désignent les esclaves. Les figurines en terre cuite d'esclaves, découvertes sur le site Yin (les ruines de la capitale Yin dans les environs de l'actuel Xiaotun dans la banlieue de Anyang au Henan), ont toutes des menottes aux poignets ; les hommes les portent par derrière, les femmes par devant. Voilà une image de la vie des esclaves à l'époque. Quant aux tueries d'esclaves, c'est encore bien plus effrayant. Les maîtres se servaient souvent de leurs esclaves comme objets de sacrifice : quelquefois, pour un sacrifice à l'époque des Yin, on allait jusqu'à massacrer plus d'un millier d'hommes. Dans les tombes des maîtres d'esclaves de cette époque, on a découvert des esclaves enterrés vivants ou enterrés morts ; dans les tombes on trouve au minimum une dizaine de cadavres, mais ce chiffre peut atteindre plusieurs centaines ; on trouve aussi bien des hommes que des femmes, et même des enfants. Voilà qui rend difficile de douter que la Chine ait historiquement connu la société esclavagiste.

Pourtant, Chen Boda et autres trotskystes ont répandu des absurdités, racontant que la Chine n'avait jamais traversé de société esclavagiste. Ils s'efforçaient de nier la vérité universelle du marxisme concernant la délimitation des différentes formes de la société humaine et d'accréditer leur absurdité sur le communisme inadaptable à la situation nationale chinoise. Voilà qui est aussi purement réactionnaire que totalement vain.

L'opposition de classes crée les oppositions entre ville et campagne, entre travail intellectuel et travail manuel

Les toutes premières cités antiques datent de la dernière période de la société primitive. Elles sont fondées dans un but défensif, au cœur d'une région où vivent des tribus alliées. Après la formation de la société esclavagiste, le développement de l'agriculture de l'artisanat et des échanges marchands fit apparaître l'opposition entre ville et campagne.

A l'époque, les produits industriels étaient les produits de l'artisanat, lequel était concentré dans la ville. Le développement de la production artisanale se trouvait lié à celui du commerce, c'est pourquoi la ville était aussi le centre des activités commerciales. Dans notre pays, à l'époque de la dynastie Yin, le commerce connaissait déjà un important développement et les villes commerçantes étaient déjà apparues. La dynastie Yin s'appelle aussi dynastie Shang (N.d.T. : « shang » signifie « commerce »). Le site Yin d'aujourd'hui était à l'époque une ville commerçante d'assez grande échelle.

Les maîtres d'esclaves établirent une superstructure en rapport avec la base économique de la société esclavagiste : la ville devint le centre politique de cette société. Les maîtres d'esclaves furent particulièrement attentifs au renforcement de l'appareil d'Etat dans les villes, pour réprimer la résistance des esclaves. Bon nombre de maîtres d'esclaves, de grands commerçants, d'usuriers et de fonctionnaires se regroupèrent pour habiter dans les villes où ils menaient une vie parasitaire de débauche et de luxe. Pour répondre à leurs propres exigences de jouissance, les maîtres contraignirent les esclaves à construire dans la ville des palais, des temples, des théâtres et toutes sortes d'édifices publics fastueux. En se développant peu à peu, la ville devint aussi le centre culturel de la société esclavagiste.

De cette façon, la ville de la société esclavagiste exerçait une domination économique, politique et idéologique sur la campagne, donnant naissance à l'opposition ville-campagne. Cette opposition est le produit de l'aiguïsement des contradictions de classe ; sa caractéristique, c'est que la ville exploite la campagne.

Dans la société primitive, chaque individu capable de travailler participe au travail, il n'existe pas d'individu se consacrant au seul travail intellectuel. Dans la société esclavagiste, c'est différent. Du fait que le travail des esclaves sur une grande échelle donne naissance à un important excédent de produits, les maîtres ont la possibilité d'abandonner tout travail productif. La division entre travail intellectuel et travail manuel est alors nécessaire et possible. Dès l'origine, la nature de cette division est antagoniste. Recevoir une éducation est le privilège de la classe des maîtres d'esclaves. *« La classe qui dispose des moyens de la production matérielle dispose, du même coup, des moyens de la production intellectuelle, si bien que, l'un dans l'autre, les pensées de ceux à qui sont refusés les moyens de production intellectuelle sont soumises du même coup à cette classe dominante. »*⁷ La classe des maîtres d'esclaves répand par tous les moyens l'absurdité : *« Ceux qui travaillent avec leur tête gouvernent, ceux qui travaillent avec leurs bras sont gouvernés »*. Ils s'efforcent de consolider leur propre dictature en utilisant la politique, le droit, la philosophie, comme instruments de domination sur les esclaves et la masse des travailleurs.

Les révoltes d'esclaves accélèrent la disparition de l'esclavagisme

L'esclavagisme est une étape nécessaire dans le développement de l'histoire humaine. Son apparition correspond aux exigences du développement des forces productives de l'époque. Sous le régime esclavagiste, on cesse en général de massacrer en grand nombre les prisonniers de guerre, car

on les conserve pour le travail, ce qui favorise le développement de la production. Du fait que les maîtres d'esclaves détiennent une grande quantité de moyens de production et de force de travail, il est alors possible d'organiser certaines productions sur une échelle relativement grande ainsi que de coordonner le travail. Avec l'utilisation d'outils en métal, l'agriculture, l'élevage et l'artisanat connurent un assez grand développement. L'agriculture était devenue le principal secteur de l'économie du pays ; le cheval, le bœuf, le mouton, le poulet, le chien, le porc, ces six animaux constituaient le bétail domestique élevé par les hommes. En Chine, à l'époque de la dynastie Yin, grâce à la coordination du travail d'un grand nombre d'artisans, il était déjà possible de fabriquer un bronze sacrificiel comme le grand cratère finement décoré, dit « Simuwu » (520 kg ; 1,10 m de longueur transversale ; 77 cm de largeur ; 1,37 m de hauteur avec les anses). On peut donc en déduire la qualité de la production et le niveau artistique atteints dès cette époque.

Les rapports de production de la société esclavagiste ont favorisé, à un certain niveau, le développement des forces productives. Mais, dès l'origine, ces rapports de production étaient en contradiction avec le développement des forces productives. Cette contradiction s'aggrava au fur et à mesure que se développaient les forces productives. La multitude des esclaves ne pouvait plus supporter l'exploitation et l'oppression cruelles de leurs maîtres ; ils sabotaient largement leur travail, s'enfuyaient en grand nombre et détérioraient souvent les instruments de production. Les maîtres, d'un côté, renforçaient la répression et les persécutations sur les esclaves, provoquant la mort prématurée de quantité d'entre eux ; d'un autre côté, ils ne leur confiaient plus que des instruments rudimentaires, difficiles à abîmer. Mais de cette façon, ils faisaient obstacle au développement des forces productives. Le système esclavagiste y faisait aussi obstacle du fait qu'il avait créé un

mépris pour le travail manuel : les petits producteurs ruinés préféraient le vagabondage au travail. Tout cela met en lumière le fait que les rapports de production esclavagistes ne correspondaient plus au développement des forces productives. La disparition de ce système devenait, tout comme sa naissance, une nécessité historique.

Dans la dernière période de la société esclavagiste, apparurent peu à peu les rapports de production féodaux. A l'origine, la terre était propriété de l'Etat esclavagiste et c'était là la base des rapports de production esclavagistes. Dans notre pays, sous les dynasties Yin et Zhou (environ 1066-771 avant notre ère), la propriété foncière d'Etat prit la forme du caractère chinois 井 (jing), d'où le nom du système. Loin d'être la base d'un système égalitaire, la forme du caractère chinois 井 (jing), d'où le nom du système. Loin d'être la base d'un système égalitaire, comme le voulait la tradition confucéenne, il s'agit d'une forme importante de l'exploitation esclavagiste). Toutes les parcelles délimitées par les champs en « jing » étaient dites « terres publiques ». Ces « terres publiques » avec les esclaves qui y étaient attachés étaient réparties par le maître d'esclaves le plus puissant de tout le pays, le fils du ciel (l'empereur), entre les maîtres d'esclaves de rang inférieur : princes, ministres et hauts fonctionnaires. Du fait du développement des forces productives, certains maîtres d'esclaves contraignirent les esclaves à défricher quantité de « terres privées », en plus de ce qu'on appelait « terres publiques », extorquant encore davantage d'excédent de travail. L'augmentation constante des « terres privées » amena la dislocation du « système des terres en jing ». C'est alors qu'apparut la classe des propriétaires fonciers. Ils formulèrent le mot d'ordre « *Abolition des terres en jing, ouverture des chemins et sentiers.* »⁵ Les esclaves se transformèrent progressivement en serfs. Les bourgeois des rapports de production féodaux se multiplièrent.

Les classes fondamentales de la société esclavagiste sont

la classe des maîtres d'esclaves et celle des esclaves. A part ces deux grandes classes, il existait encore une fraction de paysans et d'artisans, ce sont là des producteurs libres. La classe des esclaves était la couche sociale la plus basse, subissant l'exploitation et l'oppression la plus cruelle de la part de la classe des maîtres d'esclaves. L'ensemble de la période esclavagiste est le théâtre constant d'une lutte de classes acharnée, de résistance des esclaves à leurs maîtres. En Chine, les époques des Printemps-Automne (722-481) et des Royaumes Combattants (403-221), représentent justement le passage du système esclavagiste au système féodal. A cette époque, vivait Zhi, chef d'une insurrection d'esclaves : « *Il avait organisé une bande de 9000 hommes qui parcouraient le monde entier, en envahissant les territoires des princes* ». Les révoltes d'esclaves portèrent un coup terrible à la domination de la classe des maîtres d'esclaves. Dans tous les états du monde, les insurrections ont produit d'innombrables récits épiques telle la plus grande des révoltes que connut la Rome ancienne, celle dirigée par Spartacus, avec 120 000 hommes. Elles ébranla toute la base de la domination de l'empire romain. La tempête des insurrections d'esclaves mina gravement le pouvoir des maîtres d'esclaves et accéléra la ruine du système esclavagiste. Au cours du processus qui vit la disparition du système esclavagiste, les rapports de production féodaux vinrent progressivement à maturité. La classe montante des propriétaires fonciers qui représentait ces rapports de production se servit de la force du peuple travailleur pour abattre le système royal des maîtres d'esclaves, ils établirent le pouvoir de leur propre classe et le système féodal finit par remplacer le système esclavagiste.

Que le système féodal remplace le système esclavagiste, c'est là la tendance nécessaire du développement historique à l'époque. Dans notre pays, au moment de ces grands bouleversements entre nouvelle et vieille société, Confucius, ce penseur réactionnaire défenseur acharné du sys-

tème esclavagiste, s'opposa de toutes ses forces au changement. En parlant de la gigantesque transformation des rapports de production, il dit : « *Le monde a perdu sa règle.* ». Il s'opposa farouchement à toute mesure de réforme de la classe montante des propriétaires fonciers. Il clamait que tout devait être fait suivant le vieux système de l'aristocratie esclavagiste, s'imaginant pouvoir sauver les vestiges branlants de la dictature des maîtres d'esclaves. Mais ces temps-là étaient révolus, ce ne furent là que de vains soubresauts d'agonie.

Le système féodal est aussi un système d'exploitation où existe l'antagonisme de classes

Le système féodal de la propriété foncière est la base de l'économie dans la société féodale

Les rapports de production féodaux ont pour base le fait que la classe des propriétaires fonciers détient la terre et partiellement les serfs. La classe des propriétaires fonciers dispose de l'écrasante majorité des terres, alors que les serfs ou les paysans n'en possèdent que très peu ou pas du tout et ne peuvent éviter de cultiver les terres des propriétaires fonciers pour subsister. De cette façon, ils sont étroitement ligotés par le système foncier féodal et perdent leur liberté physique, soumis à l'exploitation et l'oppression atroces de la classe des propriétaires fonciers.

La forme principale de l'exploitation des paysans par la classe des propriétaires fonciers est le prélèvement de la rente foncière féodale, du fait de la location de la terre aux paysans. La rente foncière féodale revêt en général trois formes : la rente en corvées, la rente en nature, la rente en espèces.

La rente en corvées, appelée également rente en travail gratuit, était largement répandue dans la première période

de la société féodale. Ce qu'on désigne par rente en corvées, c'est le fait que les paysans, au jour et à l'heure fixés par le propriétaire foncier, viennent avec leurs propres instruments de production et travaillent sur les terres que le propriétaire met directement en valeur. Ce n'est qu'après avoir achevé le travail pour le propriétaire foncier que le paysan peut travailler sur la terre qu'il exploite lui-même. Avec cette forme de rente foncière, les rapports entre exploiters et exploités sont très clairs. Sur la terre que le paysan exploite lui-même, les produits de son labeur sont sa propriété, et il porte de l'intérêt à son travail. Sur celle que le propriétaire met directement en valeur, le fruit du labeur du paysan va en totalité à ce propriétaire et, évidemment, le paysan ne témoigne aucune ardeur à la tâche. Les propriétaires fonciers féodaux se sont eux aussi aperçus de ce phénomène. Pour contraindre les paysans à s'appliquer dans leur travail sur les terres que les propriétaires se réservent, ceux-ci entretiennent des surveillants qui se livrent à toutes sortes de contraintes de type esclavagiste sur les paysans. C'est pourquoi, avec cette forme de rente foncière, les rapports entre oppresseurs et opprimés, dominateurs et dominés sont également faciles à discerner. Dans la première période de la société féodale, le niveau des forces productives est encore très bas ; si les propriétaires fonciers ne s'appuient pas sur une contrainte directe, il leur est alors impossible d'exploiter l'excédent de travail des paysans. Cette forme de la rente foncière féodale rencontra la résistance acharnée des paysans.

Plus tard, sous l'impulsion du développement des forces productives, la classe des propriétaires fonciers visa à accroître l'exploitation et en même temps à la camoufler. Elle adopta alors la forme de la rente en nature pour remplacer la rente en corvées. Avec cette rente en nature, le paysan ne travaille déjà plus sous la surveillance directe du propriétaire foncier et n'a plus à travailler sur les terres que le propriétaire exploite directement. Le paysan, à cette épo-

que, peut lui-même décider totalement de l'organisation de son travail. Mais à périodes fixes, il doit verser en nature un surplus de produits au propriétaire foncier. Cette forme de rente foncière a, par rapport aux corvées, un rôle stimulant vis-à-vis du progrès technique et de l'augmentation de la productivité du travail. Mais la rente en nature n'a absolument en rien allégé l'exploitation du propriétaire foncier féodal sur le paysan. Cette rente en nature représente souvent la moitié, voire plus de 70 ou 80 % de la récolte du paysan. Pour garantir un minimum vital, le paysan ne peut que prolonger le temps de travail et en augmenter l'intensité : il se lève aux aurores et rentre à la nuit noire. Et même ainsi, les paysans ne peuvent éviter une vie extrêmement précaire.

La rente en espèces apparut dans la dernière période de la société féodale. A cette époque, le niveau des forces productives s'était assez sensiblement élevé par rapport au passé et les rapports monétaires et marchands s'étaient assez largement développés. Les propriétaires fonciers féodaux avaient de plus en plus besoin de monnaie pour satisfaire les exigences de leur vie dispendieuse. Dans ces conditions, naquit la rente en espèces. C'est-à-dire que le paysan va lui-même vendre sur le marché les produits de son travail et les échange contre de la monnaie qu'il verse ensuite au propriétaire foncier féodal. De cette manière, non seulement le paysan subit l'exploitation de ce dernier, mais il est également la proie de l'exploitation intermédiaire du marchand. Quelquefois la récolte est bonne, mais comme on dit « *les céréales sont à bas prix, pauvre paysan* » : les commerçants baissent au maximum les prix pour pomper le sang et la sueur des paysans. C'est pourquoi, la vie du paysan est encore plus misérable et il est en but au danger permanent de la ruine.

Dans la société féodale, la masse des paysans, en plus de l'exploitation par la rente foncière féodale, doit encore verser à l'Etat féodal des taxes écrasantes et subit l'exploita-

tion de l'usure. Les propriétaires fonciers sont liés aux fonctionnaires, à l'armée : ils ravagent les champs des paysans, pillent leurs biens, les obligent à se livrer à toutes sortes de tâches non rémunérées. Voilà qui fait peser sur le paysan quantité de formes d'exploitation extra-économiques.

Les révoltes paysannes reflètent l'aiguïsement des contradictions de classes dans la société féodale

C'est un progrès historique que la société féodale ait remplacé la société esclavagiste. Les rapports de production féodaux, dans la première période de cette société, stimulèrent le développement des forces productives. A cette époque, les techniques de production des paysans connurent des améliorations, ainsi que les instruments de travail, l'utilisation des instruments en fer était assez répandue, la variété des espèces agricoles et le volume de la production augmentaient, l'artisanat ne cessait de se développer. En Chine, à l'époque des Royaumes Combattants, d'importants ouvrages hydrauliques de grande envergure ont été édifiés, comme la grande digue au Sichuan. Après avoir été entièrement restaurée au cours de l'histoire, cette digue est encore aujourd'hui d'une très grande utilité. L'artisanat de notre pays comme les salins, la fonte des métaux, la soie, le tissage, la poterie, la broderie, etc., était assez développé dans la société féodale ; très tôt, on découvrit la boussole, la poudre, le papier et les techniques d'imprimerie.

Mais, dans les rapports de production féodaux, la production est fondamentalement à une échelle réduite : le foyer en est l'unité de base. Cette petite production ne favorise pas un nouveau développement des forces productives. Dans les rapports de production féodaux c'est surtout la masse des paysans qui subit une exploitation et une oppression cruelles : il y a donc peu de possibilités de développer les forces productives. Dans la société féodale, la contradiction entre rapports de production et forces productives se reflète d'une manière concentrée dans les rap-

ports de classes : c'est la contradiction entre la classe des propriétaires fonciers et celle des paysans. C'est là la contradiction principale de la société féodale. L'expression la plus élevée de cette contradiction, ce sont les révoltes des paysans qui entreprennent une lutte armée pour résister à la domination de la classe des propriétaires fonciers. Ces révoltes et ces luttes traversent l'histoire tout entière de la société féodale. En Chine, un peu avant 200 avant notre ère, Qin Shihuang avait unifié le pays et fondé depuis peu le premier Etat féodal centralisé quand éclata la première grande révolte paysanne de l'histoire de notre pays : la révolte de Chen Sheng et Wu Guang. Par la suite jusqu'à la révolte Taiping au milieu du XIX^e siècle, durant plus de 2000 ans, c'est par centaines que se comptent ces révoltes, grandes ou petites. Ce sont des mouvements de résistance paysans, des guerres paysannes révolutionnaires. Dans l'histoire de Chine, le nombre des grandes révoltes paysannes est important, rarement atteint dans l'histoire mondiale. *« Les luttes de classe de la paysannerie, les insurrections et les guerres paysannes ont seules été les véritables forces motrices dans le développement de l'histoire. Car chaque insurrection de paysans, chaque guerre paysanne de quelque importance portait un coup au régime féodal de l'époque et donnait, par conséquent, une impulsion plus ou moins grande au développement des forces productives de la société. »*⁹ Pourtant, les traîtres à la Chen Boda considéraient que, dans la société féodale, le développement des forces productives était le résultat de la « politique de concession » mise en pratique par la classe féodale dominante, ce qui ne correspond pas à la réalité historique. Historiquement la classe des propriétaires fonciers n'a jamais fait de « concession » à l'égard des révoltes paysannes ; elle a toujours exercé par mille moyens une sanglante répression sur les paysans, elle est toujours passée à la contre-attaque, il n'a jamais été question de la moindre « concession ». Les traîtres à la Chen Boda, en claironnant leur thé-

orie de la « politique de concession » ne font qu'idéaliser la classe des propriétaires fonciers.

Le développement de l'économie marchande et l'accumulation primitive du capital engendrent et développent les rapports de production capitalistes

Dans la dernière période de la société féodale, avec les nouveaux progrès de l'économie marchande, naquirent les bourgeois des rapports de production capitalistes.

La production marchande simple, dans la société féodale, a pour base la propriété privée et le travail individuel ; le but de la production est l'échange. Les produits que fabrique le petit producteur marchand doivent être amenés sur le marché pour y être vendus. Mais, d'un côté, du fait des différences de conditions de production, de degré d'habileté et d'intensité de travail entre chacun des producteurs marchands, la quantité de travail dépensée pour produire la même marchandise sera différente. D'un autre côté, la même marchandise ne pourra être vendue qu'au même prix, c'est là une contradiction. Cette contradiction se développant, la petite partie des petits producteurs marchands dont les conditions de production sont meilleures, s'enrichit peu à peu alors que la majorité des petits producteurs marchands dont les conditions de production sont mauvaises sombre sans recours et s'appauvrit progressivement. De cette façon, on se trouve alors devant une bipolarisation des producteurs marchands simples. (N.d.T. : c'est-à-dire que la minorité riche s'enrichit toujours davantage alors que la majorité ne cesse de s'appauvrir. C'est ce phénomène qui est appelé « bipolarisation ».)

Dans la société féodale, les artisans d'une même région et de la même profession fondent généralement une corporation pour résister à la concurrence des artisans d'autres régions et d'autres professions et pour limiter la concurrence des artisans d'une même profession entre eux. Les

artisans appartenant à la corporation sont tous tenus de respecter les règlements de la corporation. A l'intérieur de la corporation artisanale, il y a les maîtres d'ateliers, les compagnons, les apprentis, etc. Les rapports des maîtres d'ateliers avec les compagnons et les apprentis sont essentiellement des rapports patriarcaux et féodaux entre maître et apprenti : les maîtres d'atelier font peser sur les compagnons et les apprentis une légère exploitation. Ce système de corporations limitait jusqu'à un certain point la bipolarisation des petits producteurs marchands. Mais, avec le développement de l'économie marchande une partie assez riche des maîtres d'ateliers, sans se soucier des limitations du règlement corporatif, augmenta à sa guise le nombre de compagnons et d'apprentis, prolongea leur temps de travail, améliora les techniques de production et transforma progressivement ses propres compagnons et apprentis en ouvriers salariés ; une autre partie des maîtres d'ateliers, ruinés, ainsi que leurs compagnons et apprentis, rejoignit en bon ordre les rangs des ouvriers salariés. Sur la base de la bipolarisation, naquirent peu à peu les rapports salariés capitalistes.

Au cours du processus qui permit l'apparition de la bipolarisation des petits producteurs marchands et la naissance des rapports de production capitalistes, le capital commercial joua un rôle très important. A l'origine, les marchands étaient des intermédiaires dans l'échange des marchandises. Plus tard, ils se présentèrent comme commerçants qui achètent à forfait les produits des producteurs marchands, au point d'en arriver à fournir directement les matières premières, voire aussi les outils de travail, aux petits producteurs. Ces derniers devaient produire pour le commerçant des marchandises suivant des normes de temps, de qualité, de quantité, de variété, de dimension. Dès lors, les petits producteurs marchands se trouvaient totalement sous le contrôle des commerçants et devenaient

des ouvriers salariés. Ainsi, le commerçant lui-même devenait un capitaliste industriel.

Dans les campagnes, du fait du développement de l'économie marchande et la classe des propriétaires fonciers pratiquant de plus en plus la rente en espèces, les paysans de la dernière période de la société féodale dépendaient chaque jour davantage du marché, ce qui accélérât le processus de bipolarisation des paysans. La grande majorité des paysans, progressivement ruinés, semblait comme salariés agricoles, alors qu'une minorité s'élevait comme paysans riches, se transformant en capitalistes de l'agriculture.

De cette manière, les rapports de production capitalistes s'épanouirent peu à peu à l'intérieur même de la société féodale. Dans la dernière période de la société féodale, en Chine, avec le développement de l'économie marchande, les bourgeois des rapports de production capitalistes étaient déjà apparus. Sans l'influence du capitalisme étranger, la Chine se serait, quand même, lentement développée en une société capitaliste.

Le processus qui voit la formation des rapports de production capitalistes dans la société féodale est intimement lié au développement des forces productives. Au début, le petit atelier de l'artisan s'est transformé en un gros atelier capitaliste où on pratiquait toujours le travail à la main. Mais, si beaucoup d'ouvriers sous le commandement d'un même capital travaillent ensemble, il est alors possible de mettre en pratique une coopération simple, ce qui constitue une nouvelle force productive. Par la suite, la coopération simple capitaliste passa au stade de la manufacture. La caractéristique de la manufacture, c'est que les ouvriers qui produisent dans l'entreprise la même marchandise appliquent la division du travail, à savoir que chaque ouvrier se consacre spécialement à un geste : c'est sur cette base de division du travail qu'est établie la coopération. Les gestes du travail s'en trouvent simplifiés et le travail des ouvriers est encore plus intense, ce qui permet d'élever

la productivité du travail et crée les conditions du remplacement des gestes manuels par la machine.

Le développement des rapports de production capitalistes présuppose deux conditions fondamentales :

1) Il faut un grand nombre de prolétaires qui peuvent vendre librement leur force de travail.

2) Il est aussi nécessaire qu'il y ait accumulation d'une grande quantité de richesses monétaires.

Afin d'accélérer le développement des rapports de production capitalistes, la bourgeoisie a utilisé la violence pour créer ces deux conditions fondamentales. C'est ainsi qu'au cours du développement du capitalisme existe un processus d'accumulation primitive du capital.

Un important moyen de l'accumulation primitive du capital est d'exproprier le paysan. L'Angleterre, premier pays où se sont développés les rapports de production capitalistes, en est l'exemple type. Durant plus de 300 ans, entre les années 70 du XV^e siècle et le début du XIX^e siècle, la classe dominante anglaise a lancé le fameux « mouvement des enclosures » qui dépouilla par la force les paysans de la terre. Au tout début, l'industrie anglaise moderne a prospéré à partir de l'industrie lainière qui nécessite beaucoup de laine, ce qui provoqua l'augmentation du prix de celle-ci. Afin de s'enrichir, les landlords¹⁰ et fermiers ont partout enclos les terres pour élever des moutons. Ils ont utilisé la violence pour expulser les paysans de la terre, ils ont détruit et brûlé leurs maisons, les dépouillant en grand nombre de leurs moyens de production et d'existence. Le « mouvement des enclosures » contraignit la masse des paysans à quitter leur campagne, à vagabonder en mendiant pour vivre. Suite à cela, la classe dominante anglaise promulgua toutes sortes de lois sanguinaires qui interdisaient aux paysans le vagabondage et les obligeaient dans de terribles conditions à accepter le système du travail salarié.

Quant à la mainmise sur les richesses monétaires, c'est un autre moyen essentiel de l'accumulation primitive du

capital. La bourgeoisie européenne entreprit des expéditions armées lointaines et en Asie, en Afrique, en Amérique, en Océanie, elle édifia un système colonial, déclencha la guerre commerciale et fit main basse sur les matières premières et les richesses monétaires des colonies, accumulant ainsi un capital monétaire pour fonder la grande production capitaliste.

C'est pourquoi le processus d'accumulation primitive du capital est par nature un processus qui, par la violence, oblige le producteur direct à se séparer des moyens de production et qui fait des richesses monétaires concentrées entre les mains des capitalistes un capital. Marx l'a très bien noté : « *L'histoire de leur expropriation (celle des producteurs directs par la bourgeoisie)... est écrite dans les annales de l'humanité en lettres de sang et de feu indélébiles.* »¹¹ Le processus d'accumulation primitive du capital prouve avec force que les capitalistes n'ont pas « *élevé leur puissance sur le labeur et l'économie* », mais qu'ils ont entièrement bâti leur fortune sur le pillage. « *Le capital y vient au monde en suant le sang et la boue par tous les pores.* »¹²

La révolution bourgeoise, c'est l'arrêt de mort du système féodal

La naissance et le développement des rapports de production capitalistes à l'intérieur de la société féodale furent fortement freinés par les rapports de production féodaux et la superstructure féodale ; il était impossible qu'ils occupent la position dominante dans la société féodale. De ce fait, la classe féodale dominante ne tenait absolument pas à quitter de son plein gré la scène de l'histoire, elle se servit en permanence de l'appareil d'Etat qu'elle avait elle-même entre les mains pour préserver le plus possible ce système féodal déjà anachronique. A cette époque, la bourgeoisie et ses intellectuels, représentants des rapports de production capitalistes, se dressèrent pour préparer l'opinion

publique¹³, claironnant que les rapports de production capitalistes étaient une « manifestation de la raison éternelle », une « loi éternelle de la nature », ils avancèrent la célèbre doctrine « liberté, égalité, fraternité », condamnant le régime féodal ; ils préparaient ainsi l'opinion publique au déclenchement de la révolution bourgeoise qui renverserait le système féodal. Au cours de la révolution bourgeoise, les forces de classe principales furent la classe des paysans, le prolétariat et la bourgeoisie. Les paysans étaient la force principale de la révolution mais ils ne représentaient pas de nouvelles forces productives. Le prolétariat, lui, ne constituait pas encore une force politique indépendante. Ce fut donc la bourgeoisie qui se fit la classe dirigeante de la révolution bourgeoise.

Dans la Chine ancienne, du fait qu'il s'agissait d'une société semi-féodale et semicoloniale, la bourgeoisie se divisait en deux :

- 1) la bourgeoisie bureaucratique soumise à l'impérialisme, représentante avec la classe des propriétaires fonciers des rapports de production les plus attardés et les plus réactionnaires en Chine ;
- 2) la bourgeoisie nationale qui, d'une part, subit l'oppression et la contrainte de l'impérialisme et du féodalisme, mais, d'autre part, conserve mille liens ténus avec ces derniers. C'est ce qui détermine que, sous certaines conditions, la bourgeoisie nationale est une force de la révolution démocratique, mais, en même temps, que cette classe reste très faible et très hésitante.

Voilà pourquoi « *c'est un verdict de l'histoire que la révolution démocratique bourgeoise contre l'impérialisme et le féodalisme est une tâche qui ne peut être accomplie que sous la direction du prolétariat et non de la bourgeoisie* ». ¹⁴

Bien que la révolution bourgeoise soit une révolution qui voit une forme d'exploitation en remplacer une autre, elle est à plusieurs reprises le théâtre d'une lutte de classes aigüe et acharnée entre la classe féodale qui rêve de restau-

ration et la bourgeoisie qui lutte tout au long du processus révolutionnaire contre cette restauration. L'Angleterre a commencé sa révolution bourgeoise à partir de 1640, elle a traversé deux guerres civiles et a mis à mort Charles I^{er} représentant de la dynastie Stuart. En 1660, Charles II représentant de la même dynastie Stuart, entame la restauration. En 1688, la bourgeoisie anglaise invite un prince d'Orange (William III) à venir de Hollande pour renverser une nouvelle fois la dynastie Stuart, et ce n'est qu'alors que la dictature de la bourgeoisie commence à être stable. En France, c'est pendant 86 ans, de 1789, année où éclate la révolution bourgeoise jusqu'à la fondation de la Troisième République en 1875, que s'entremêlent progrès et réaction, républiques et empires, terreur révolutionnaire et terreur contre-révolutionnaire, guerres civiles et guerres extérieures, conquêtes au-delà des frontières et soumissions à l'étranger : ce fut une période particulièrement instable. Malgré tout cela, comme le régime féodal était déjà pourri, quelle que fût la rage qu'il mit à s'agiter, il lui était impossible d'éviter de disparaître. Les rapports de production capitalistes remplacèrent les rapports de production féodaux, ce qui était devenu une nécessité historique.

PRINCIPAUX MATERIAUX D'ETUDE :

MARX et ENGELS : « *Manifeste du parti communiste* ».

ENGELS : « *L'origine de la famille, de la propriété privée et de l'Etat* ».

MAO TSE-TOUNG : « *Analyse des classes de la société chinoise* » Œuvres Choiesies, T. 1.

MAO TSE-TOUNG : « *La révolution chinoise et le Parti Communiste Chinois* », Premier chapitre, Œuvres Choiesies, T. 2.

SUJETS DE REFLEXION :

- 1) *Comment sont nés la propriété privée, les classes, l'Etat ?*
- 2) *Dans la société esclavagiste et la société féodale, comment la contradiction entre rapports de production et forces productives se manifeste-t-elle d'une façon concentrée dans la lutte de classes ?*
- 3) *Quelles sont les principales conditions nécessaires à l'apparition et au développement des rapports de production capitalistes ?*

1. Engels : « *Dialectique de la nature* », E.S., p. 171.
2. Engels : « *Anti-Dühring* », E.S., p. 143.
3. Mao Tse-toung : « *De la pratique* », Œuvres choisies, T. 1, p. 329-330.
4. Mao Tse-toung : « *La révolution chinoise et le Parti Communiste Chinois* », Œuvres choisies E.P., T. 2, p. 326.
5. Marx et Engels : « *Manifeste du parti communiste* », E.P., p. 32.
6. Mao Tse-toung : « *La révolution chinoise et le Parti Communiste Chinois* », Œuvres choisies, E.P., T. 2 p. 326.
7. Marx et Engels : « *L'idéologie allemande* » E.S., p. 75.
8. N.d.T. : « chemins et sentiers » qui désignent ici les bandes de terre nord-sud et ouest-est qui forment les limites du champ en « *jing* ».
9. Mao Tse-toung : « *La révolution chinoise et le Parti Communiste Chinois* », Œuvres choisies, E.P., t. 2, p. 329.
10. N.d.T. : c'est-à-dire les grands propriétaires fonciers qui détiennent la terre du fait de leur appartenance à la noblesse héréditaire.
11. Marx : « *Le Capital* », E.S., Livre 1, T. 3, p. 155.
12. Marx : « *Le Capital* », E.S., Livre 1, T. 3, p. 202.
13. N.d.T. : se référer à la citation du président Mao : « *Pour renverser un pouvoir politique on commence toujours par préparer l'opinion publique et par agir dans le domaine idéologique. Cela est vrai aussi bien pour une classe révolutionnaire que pour une classe contre-révolutionnaire.* »
14. Mao Tse-toung : « *Les tâches du Parti Communiste Chinois dans la résistance* », Œuvres choisies, E.P., T. 1, p. 306.

CHAPITRE III

**On doit partir
de la marchandise
pour disséquer
la société capitaliste**

Marchandise-Monnaie-Loi de la valeur

Le Président Mao nous indique que Marx, « *en partant de la marchandise, l'élément le plus simple du capitalisme, a étudié minutieusement la structure économique de la société capitaliste* ». ¹ Pourquoi, lorsqu'il étudie l'économie capitaliste, Marx commence-t-il par l'analyse de la marchandise ? La raison en est que, dans la société capitaliste, tout produit est marchandise. Outre les moyens de production et les produits de consommation, la force de travail de l'homme devient elle-même marchandise. La richesse sociale se manifeste alors par une énorme accumulation de marchandises ; la marchandise est la forme cellulaire de l'économie capitaliste et contient en germe toutes les contradictions de ce système. Voilà pourquoi l'étude de l'économie capitaliste doit débiter par l'analyse de la marchandise.

Les rapports marchands portent en germe toutes les contradictions du capitalisme

La marchandise est constituée de deux éléments qui sont sa valeur d'usage et sa valeur

La marchandise est un produit du travail, produit que l'on échange ou que l'on vend. Son apparition et son développement sont les phases d'un processus historique. Dans la communauté primitive, les hommes produisaient collectivement, et les produits ainsi obtenus étaient entièrement auto-consommés par les membres de la communauté. Dans ces conditions, il n'y avait ni échange, ni production de marchandises. Ce n'est que dans la société capitaliste que l'échange et la production de marchandises qui avaient connu un développement progressif dans la société esclavagiste et féodale, atteignent leur apogée.

Quels sont les attributs fondamentaux de la marchandise, forme cellulaire de l'économie capitaliste ?

Puisque la marchandise est un produit de travail destiné

à l'échange, elle doit tout d'abord être utile à l'homme : le riz calme la faim, les vêtements protègent du froid, l'acier sert à la fabrication des machines, les tracteurs permettent de labourer... etc. On appelle valeur d'usage cette utilité de la marchandise. Il est bien évident qu'un objet qui n'a aucune valeur d'usage pour l'homme et dont personne n'a besoin, ne peut devenir marchandise.

La valeur d'usage est un attribut fondamental de la marchandise, mais elle n'en est pas le seul. En effet, tous les objets ayant une valeur d'usage n'en sont pas pour autant des marchandises. L'air et les rayons du soleil, bien que nécessaires à l'existence humaine, ne sont pourtant pas des produits du travail : ils ne peuvent devenir marchandises et les hommes en jouissent librement. De même, les céréales et les légumes, lorsqu'ils sont produits et consommés par le paysan lui-même, ne sont pas non plus des marchandises, bien qu'ils soient des produits du travail. Remarquons encore qu'à l'époque féodale, les céréales cultivées à grande-peine par les paysans étaient remises gratuitement, en tant que rente foncière, au propriétaire foncier ; elles ne faisaient pas l'objet d'un échange commercial. Ces céréales n'étaient donc pas des marchandises, même si elles ne servaient pas à la consommation personnelle du paysan producteur.

Le produit du travail ne devient marchandise que lorsqu'il est transféré à autrui à travers l'échange. Aussi la valeur de la marchandise réside non seulement dans sa valeur d'usage, mais encore dans le fait qu'elle est échangée contre un autre produit. On appelle valeur d'échange, cette propriété qui permet l'échange d'un produit contre un autre.

La valeur d'échange se manifeste en premier lieu comme rapport quantitatif entre deux valeurs d'usage échangées. Par exemple, j'échange 3 mètres de tissu contre 2 boisseaux de riz : les 2 boisseaux de riz représentent la valeur d'échange de 3 mètres de tissu.

Le rapport quantitatif entre deux marchandises échangées varie selon l'époque et le lieu, mais pour un même lieu et une même époque, ce rapport reste à peu près constant. On peut se demander ce qui détermine ce rapport d'échange. Il est clair que si des marchandises différentes peuvent au cours de l'échange établir un rapport quantitatif fixe, c'est qu'elles doivent avoir entre elles un élément commun. Cet élément commun ne peut pas être leur valeur d'usage. En effet, si l'on considère leur valeur d'usage respective, chaque marchandise a une nature propre qui la différencie des autres. Le tissu, par exemple, sert à confectionner des vêtements, tandis que le riz calme la faim, ce sont là deux valeurs d'usage de nature différente, on ne peut donc pas les comparer. Aussi l'élément commun entre diverses marchandises doit être recherché ailleurs que dans leur valeur d'usage. Si l'on élimine la valeur d'usage du tissu et du riz, il reste malgré tout un élément commun : ils sont tous deux des produits du travail. Leur production représente une dépense de travail humain. C'est ce travail cristallisé dans les marchandises qui constitue leur valeur. En tant que valeurs, des marchandises différentes ont une nature commune : on peut désormais les comparer quantitativement. La raison pour laquelle on peut échanger 3 mètres de tissu contre 2 boisseaux de riz est que leur production respective demande une dépense égale de travail. C'est pourquoi leur valeur peut être équivalente. On voit donc que la valeur d'échange est déterminée par la valeur (N.d.T. : c'est-à-dire le travail cristallisé dans les marchandises) ; la valeur d'échange est une manifestation de la valeur et cette dernière est le fondement de la valeur d'échange.

Valeur d'usage et valeur sont deux attributs fondamentaux de la marchandise, elles en constituent les deux éléments. La valeur d'usage est le support matériel de la valeur. Si un objet n'a pas de valeur d'usage, quelle que soit la quantité de travail dépensée lors de sa fabrication, il

ne peut constituer de la valeur et ne peut donc devenir marchandise échangeable contre un autre produit de travail. De même, seule la valeur d'usage créée par le travail peut devenir valeur d'usage de la marchandise. Considérons un objet sur lequel l'homme ne dépense aucun travail, mais dont la valeur d'usage est indispensable à sa subsistance ; cet objet, au même titre que l'air et les rayons du soleil dont nous avons parlés plus haut, n'est pas une marchandise.

Le double caractère de la marchandise provient du double caractère du travail à l'origine de la marchandise

D'où provient le double caractère de la marchandise ? Si nous remontons à la source, nous découvrons que le travail à l'origine de la marchandise possède lui aussi un double caractère : travail concret d'une part, et travail abstrait d'autre part.

Pour produire toutes sortes de valeurs d'usage différentes, l'homme doit se consacrer à de multiples activités productives qui ont chacune un but précis. Par exemple, le menuisier fabrique des tables, le paysan cultive des céréales : l'objet de leur travail, leurs instruments et leurs méthodes sont différents. Le menuisier utilise des instruments tels que la scie, le rabot ou la hache, il transforme ainsi le bois pour fabriquer une table. Le travail du paysan consiste à produire des céréales en utilisant des instruments aratoires variés et différentes formes de travail : labour, sarclage, semailles et moisson. Le travail fourni à travers ces différentes formes s'appelle travail concret. Ce travail concret crée de la valeur d'usage. La valeur d'usage des marchandises varie d'une marchandise à l'autre et le travail concret qui en est à l'origine est également très diversifié. A chaque métier correspond un travail concret spécifique, cette diversité incarne la complexité de la division sociale du travail.

Du fait de leur nature différente, ces travaux concrets ne sont pas comparables, et cependant les produits de ces travaux dissemblables, une fois sur le marché, sont comparables mutuellement. Cela signifie que le travail productif, bien qu'il se diversifie dans les travaux concrets, présente cependant une constante.

Quelle est cette constante? Bien que les formes concrètes du travail productif soient différentes, elles ont toutes un trait commun, à savoir qu'elles représentent une dépense de force de travail humain, manuel ou intellectuel. Ce travail humain qui n'est pas différent par nature, si l'on fait abstraction de ses particularités concrètes est appelé travail abstrait. La valeur de la marchandise est créée par ce travail abstrait. Nous avons dit plus haut que le travail cristallisé dans la marchandise devient valeur. L'analyse que nous avons faite du double caractère du travail nous permet à présent de définir plus précisément le sens de la valeur : la valeur est le travail abstrait cristallisé dans la marchandise.

Travail concret et travail abstrait ne sont pas deux sortes différentes de travail, ils sont deux aspects d'un même travail. Afin de subvenir à leurs divers besoins, les hommes doivent entreprendre du travail concret sous différentes formes et produire ainsi des valeurs d'usage variées. Le travail concret incarne le rapport entre l'homme et la nature. Il n'en va pas de même pour le travail abstrait qui procure, quant à lui, une mesure unique servant à comparer la dépense de travail requise pour la fabrication de chaque marchandise. Le travail abstrait incarne donc les rapports sociaux d'échange de travail entre les hommes dans les conditions de la production marchande.

La valeur de la marchandise est déterminée par la quantité de travail socialement nécessaire

La valeur de la marchandise est créée par le travail, elle est déterminée par la quantité de travail dépensée dans la

production de la marchandise et la quantité de travail se mesure au temps de travail. Plus le temps de travail nécessaire à la fabrication d'une marchandise est long, plus la quantité de travail dépensée est importante, et plus la valeur de cette marchandise est élevée.

Cela veut-il dire que plus un individu est paresseux ou inexpérimenté, et plus la valeur de la marchandise qu'il produit est élevée ? Non, il n'en est pas ainsi.

Pour la production d'une même marchandise, le temps de travail nécessaire à chaque producteur diffère obligatoirement. Certains sont très habiles, d'autres moins ; les outils et les machines sont plus ou moins modernes selon le cas. Le producteur habile et dont les outils sont modernes mettra moins longtemps à produire une marchandise qu'un producteur néophyte dont les outils sont arriérés. Dans ces conditions, d'après quel temps de travail la valeur de la marchandise pourra-t-elle être déterminée ?

Le temps de travail dépensé par chaque producteur est le temps de travail individuel. Ainsi, par exemple, pour fabriquer une table, certains menuisiers mettront 30 heures, d'autres mettront 25 heures ou même 20 heures. 30, 25 et 20 heures représentent le temps de travail individuel. La valeur de la marchandise ne se mesure pas au temps de travail individuel, mais au temps de travail socialement nécessaire. « *Le temps socialement nécessaire à la production des marchandises est celui qu'exige tout travail, exécuté avec le degré moyen d'habileté et d'intensité et dans des conditions qui, par rapport au milieu social donné, sont normales.* »²

Supposons, dans des conditions sociales normales, avec un degré moyen d'habileté et d'intensité, que la confection d'une table demande 25 heures de travail. Ces 25 heures sont le temps socialement nécessaire pour fabriquer une table ; cette quantité de travail est la quantité de travail

socialement nécessaire qui détermine la valeur de cette table.

Quand on dit que la mesure de la valeur est la quantité de travail, il faut différencier non seulement le temps de travail individuel et le temps de travail socialement nécessaire, mais encore le travail simple et le travail complexe. Ce qu'on appelle travail simple est un travail qui peut être exécuté sans formation ni apprentissage particulier : tout homme normalement constitué et en bon état de santé peut l'accomplir. Le travail dit complexe nécessite formation et apprentissage, il requiert un travailleur habile et spécialisé. Aussi, pour un même temps, la valeur créée par le travail simple est moins élevée que celle créée par le travail complexe. Le travail complexe est un multiple du travail simple. La conversion du travail complexe en travail simple a lieu spontanément au cours du processus d'échange des marchandises.

La contradiction entre travail individuel et travail social est la contradiction fondamentale de la production marchande

Nous venons d'analyser le double caractère de la marchandise et le double caractère du travail producteur de marchandises, ainsi que le problème de la mesure de la valeur de la marchandise. Avec ces quelques connaissances de base, nous pouvons aller un peu plus avant dans l'analyse des contradictions de la production marchande.

La marchandise est un produit du travail qui s'échange. Lorsqu'un producteur fabrique une marchandise, ce n'est pas pour son utilisation personnelle, mais pour la vendre et acquérir en échange les marchandises dont il a besoin. Prenons l'exemple du forgeron qui martelle une bêche, il n'a lui-même aucun usage de cette bêche. Il s'occupe de la vendre, de réaliser sa valeur, afin d'acquérir en retour les marchandises telles que riz et tissu dont il a besoin. La

vente de sa marchandise est pour le producteur une question vitale.

La marchandise est l'unité des contraires que représentent la valeur d'usage et la valeur ; le travail concret producteur de marchandise et le travail abstrait représentent aussi une unité des contraires. Ils sont unis dans une marchandise, tout en restant en contradiction. Si la marchandise parvient à se vendre, alors ces contradictions internes se trouvent résolues. Une fois que la bêche est aux mains du paysan qui en a besoin, le travail concret se transforme en travail abstrait et le forgeron reçoit la valeur de sa bêche. A ce moment-là, la valeur d'usage de la bêche et sa valeur sont unies. Si la marchandise ne se vend pas, les contradictions entre sa valeur d'usage et sa valeur, entre le travail concret et le travail abstrait éclatent immédiatement au grand jour. Bien que la valeur d'usage de la bêche soit évidente, si toutefois elle ne se vend pas, sa valeur n'a aucun moyen de se réaliser et la bêche n'est alors rien d'autre qu'un bout de ferraille. Dans ce cas, bien que le travail du forgeron représente une dépense de force manuelle et intellectuelle, il ne peut pas se transformer en travail abstrait, la dépense de travail n'est pas reconnue par la société et les efforts du forgeron auront été vains. Il ne pourra pas acheter la fonte et le charbon nécessaire pour continuer à produire, il n'aura pas non plus de quoi s'approvisionner en bois, riz, huile et sel pour vivre. Les contradictions entre la valeur d'usage et la valeur, entre le travail concret et le travail abstrait ont donc une incidence directe sur la production et la vie du producteur.

D'où provient cette contradiction dans la production de marchandises ? Quelle en est la source ?

La production de marchandises dans le système de propriété privée comporte une contradiction fondamentale, contradiction entre travail individuel et travail social. Puisque la marchandise est un produit échangeable du travail, puisque la valeur d'usage que crée le producteur n'est pas

destinée à sa consommation personnelle mais aux besoins sociaux, le travail du producteur a donc un caractère social, il représente une partie de l'ensemble du travail social. Cependant, dans les conditions du système de propriété privée, la nature de la marchandise, la quantité produite et le revenu restent l'affaire personnelle du producteur. C'est pourquoi son travail est également de caractère privé. Cette contradiction entre le travail privé et le travail social est la source de toutes les contradictions dans la production marchande en système de propriété privée. Si les marchandises produites par les particuliers parviennent à se vendre sur le marché, cela signifie que leur travail individuel est reconnu par la société et devient ainsi une partie du travail social total. Si les marchandises sont invendues c'est que le travail individuel du producteur n'est pas reconnu par la société, qu'il ne se transforme pas en travail social ; le travail concret du producteur ne peut pas non plus se transformer en travail abstrait et la valeur de la marchandise ne peut pas se réaliser.

La théorie de la valeur travail de Marx est le fondement de la théorie de la plus-value

Grâce à son analyse du double caractère du travail, Marx put établir solidement la théorie de la valeur travail. Cette théorie démontre scientifiquement que le travail concret crée la valeur d'usage de la marchandise, que le travail est l'unique source de la valeur. La théorie de la valeur travail est la base de la théorie marxiste de la plus-value et une composante importante de l'économie politique marxiste.

Avant d'avoir la théorie marxiste pour guide, le prolétariat ne comprenait pas l'origine de ses difficultés, il ne voyait pas clairement l'objectif de sa lutte. Certains croyaient en effet que ces difficultés étaient imputables aux machines, et ils avaient recours à la destruction des machines pour développer la lutte. Marx fit le bilan de l'ex-

périence de la longue lutte du prolétariat et établit la théorie de la plus-value. Il révéla ainsi le secret de l'exploitation capitaliste, de sorte que le prolétariat put saisir clairement sa propre mission historique. Le prolétariat prit conscience que seule la révolution violente et le remplacement du système capitaliste par le système socialiste pouvait lui permettre de se libérer. Or, la théorie de la plus-value de Marx a justement pour fondement la théorie de la valeur travail. Sans cette dernière, il eut été impossible d'établir la théorie de la plus-value.

C'est précisément parce que la théorie marxiste de la valeur travail est la théorie qui guide le prolétariat dans sa lutte révolutionnaire, que les économistes bourgeois cherchent par tous les moyens à fabriquer toutes sortes de théories antiscientifiques : ils essaient de rompre le lien entre la valeur et le travail, afin de s'opposer à la théorie marxiste de la valeur travail en masquant l'exploitation capitaliste.

Une théorie selon laquelle ce sont les dépenses de production qui déterminent la valeur, est couramment admise chez les économistes bourgeois vulgaires. Ils prétendent que la valeur de la marchandise est déterminée par les dépenses de production (valeur des moyens de production et salaire). S'il en était vraiment ainsi, le capitaliste n'aurait pour revenu que les seules dépenses de production qu'il a engagées, comment pourrait-il donc s'enrichir ? Comment se manifesterait donc son exploitation des travailleurs ? Voilà pourquoi les économistes bourgeois vulgaires qui affirment que les dépenses de production déterminent la valeur, interprètent toujours les profits du capitaliste comme un salaire élevé, rémunération de son dévouement, dédommagement des risques encourus... etc. C'est bien là que transparaissent leurs faces clownesques de défenseurs de la bourgeoisie.

Il existe une autre théorie qui a cours chez les écono-

mistes bourgeois vulgaires, à savoir la théorie de la valeur-utilité. D'après cette théorie, la valeur de la marchandise varie en fonction de son utilité. Mais qu'est-ce donc que cette « utilité » ? En fait, elle n'est autre que la valeur d'usage de la marchandise. Nous avons dit plus haut qu'en tant que valeurs d'usage, les marchandises sont de nature différente, elles ne sont pas comparables. Dire que la valeur d'usage de la marchandise détermine sa valeur, ne tient donc pas debout. Les tenants de la théorie de la valeur-utilité restent sans réponse devant la question : pourquoi des valeurs d'usage, telles que l'air et les rayons du soleil qui sont indispensables à la vie humaine, n'ont absolument aucune valeur et ne peuvent être vendues en tant que marchandises ?

Une théorie de la valeur selon l'offre et la demande a également cours chez les économistes bourgeois vulgaires. Cette théorie nie la valeur objective interne à la marchandise, et considère que la valeur de la marchandise est déterminée par le rapport entre l'offre et la demande sur le marché. Lorsque, pour une marchandise donnée, l'offre dépasse la demande, le nombre de marchandises contre lesquelles elle peut s'échanger diminue et sa valeur baisse ; lorsque la demande dépasse l'offre, le nombre de marchandises contre lesquelles elle peut s'échanger augmente et sa valeur monte. Cette théorie de la valeur selon l'offre et la demande ne tient pas non plus debout, et ses tenants s'avèrent incapables de répondre aux arguments suivants : quand l'offre et la demande s'équilibrent, qu'est-ce qui détermine la valeur ? lorsque le rapport entre l'offre et la demande pour des marchandises de type divers subit des variations, comment se fait-il que certaines marchandises sont toujours plus chères que d'autres ?

Les économistes bourgeois s'acharnent à réfuter cette théorie de la valeur travail, mais la vérité n'est pas réfutable. La théorie marxiste de la valeur travail a fait ses preuves dans la lutte contre toute la panoplie des théories bourgeoises anti-scientifiques : elle seule est juste.

La monnaie est le produit nécessaire du développement de l'échange marchand

La monnaie est une marchandise spécifique qui joue le rôle d'équivalent général

Lorsque nous parlons de la marchandise, nous pensons tout de suite à la monnaie, parce que dans la vie quotidienne, la valeur des marchandises est représentée par la monnaie, les marchandises sont achetées avec de l'argent. Cependant la valeur de la marchandise n'a pas de tous temps été représentée par la monnaie. La monnaie est le produit du développement de la production et de l'échange des marchandises.

L'échange des marchandises à ses débuts prenait la forme du troc direct. Les tribus de pasteurs nomades et les tribus d'agriculteurs échangeaient alors entre elles leur excédent de produits, elles échangeaient par exemple des moutons contre du riz. A cette époque, l'échange marchand n'était encore qu'occasionnel et n'intervenait qu'entre différentes communautés claniques. Dans ce genre d'échange, la valeur d'une marchandise est représentée de façon forcuite par une autre marchandise. Ainsi par exemple, 2 moutons = 1 sac de riz ; la valeur du mouton ne se voit pas dans le mouton lui-même, mais lorsque le mouton est échangé contre le riz, sa valeur est alors représentée par le riz. Dans cette équation, la marchandise à droite du signe « = » a déjà une fonction spécifique, elle joue le rôle « *d'équivalent* ». Elle ressemble à un miroir, on peut voir en elle la valeur d'une autre marchandise.

L'échange marchand s'est développé avec l'évolution des forces productives et de la division sociale du travail. Les catégories de marchandises échangées devinrent de plus en plus nombreuses. Une marchandise put alors être échangée contre beaucoup d'autres, sa valeur put se refléter sur chacune d'elles. Au fur et à mesure du développement de

l'échange marchand, les insuffisances du troc appaurent de plus en plus clairement : le troc direct implique en effet que les deux partenaires de l'échange aient justement besoin de l'objet que propose l'autre, sans quoi l'échange ne pourrait avoir lieu. Par exemple, celui qui a un mouton veut l'échanger contre des céréales ; cependant celui qui a des céréales n'a pas besoin d'un mouton, mais d'une bêche. Quant à celui qui a une bêche, il ne veut ni du mouton, ni des céréales, il a besoin de tissu. Si celui qui a du tissu a justement besoin d'un mouton, dans ce cas, le vendeur du mouton devra acquérir du tissu en échange de son mouton, puis échanger ce tissu contre la bêche et enfin la bêche contre les céréales qu'il cherche à obtenir. Que de complications pour réaliser l'échange souhaité ! Si le propriétaire du tissu ne veut pas du mouton, alors celui qui a le mouton ne parviendra pas à obtenir ce qu'il cherche à se procurer. Tout cela n'est guère commode : on voit les difficultés que posait le troc direct tandis que la production marchande se développait.

Les hommes prirent progressivement conscience que pour atteindre plus facilement leur objectif, il suffisait de procéder à deux échanges successifs. L'objet dont on cherche à se départir est échangé dans un premier temps contre une marchandise (un mouton par exemple) dont le besoin est assez généralement répandu, puis dans un deuxième temps, cette marchandise est à nouveau échangée contre l'objet souhaité au départ. C'est ainsi qu'au cours du lent processus d'évolution des échanges marchands, certaines marchandises, comme le mouton par exemple, se différencièrent peu à peu des autres et commencèrent à jouer un rôle que les autres marchandises ne pouvaient pas jouer : toute marchandise était d'abord échangeable contre le mouton, et en retour, le mouton pouvait être échangé contre n'importe quelle autre marchandise. A cette époque, la valeur de toute marchandise était exprimée en moutons. Le mouton faisait donc dans l'échange

marchand figure « *d'équivalent général* ». Tout au long de cette période, l'équivalent général n'était pas le même pour tous les peuples : mouton, coquillage, rouleau de soie, métaux, etc. Il finit pourtant par se fixer sur les métaux précieux, tels l'or ou l'argent. La raison en est que, pour une petite quantité, ces métaux ont une grande valeur, ils sont pratiques à manipuler et inaltérables. Ils sont aisément malléables et sont par conséquent les plus adaptés à cette fonction d'équivalent général. Cet équivalent général, sous forme d'or et d'argent devint la monnaie couramment utilisée. Aussi l'or et l'argent ne sont-ils pas naturellement monnaie, ils ne le sont devenus que sous des rapports de production bien déterminés.

A partir de l'origine de la monnaie, nous pouvons en comprendre la nature. La monnaie est une marchandise particulière qui s'est différenciée des autres pour devenir un équivalent général.

Les cinq fonctions de la monnaie se sont constituées progressivement

La nature de la monnaie apparaît dans ses fonctions. La monnaie a cinq fonctions qui se sont constituées progressivement avec le développement de l'échange marchand. Ce sont : mesure de la valeur, moyen de circulation, instrument de thésaurisation, moyen de paiement et monnaie internationale. Mesure de la valeur et moyen de circulation sont les fonctions fondamentales de la monnaie, elles sont apparues en même temps qu'elle.

La première fonction de la monnaie est de mesurer la valeur. De même que la règle permet de mesurer la longueur des objets, de même la monnaie est la règle qui sert à mesurer la valeur d'une marchandise. Cette monnaie, mesure de la valeur, peut n'être qu'une abstraction, c'est-à-dire que lorsque les hommes se servent de la monnaie pour mesurer la valeur des marchandises, il n'est nullement

besoin de manipuler de l'argent liquide. Par exemple, une table vaut 100 francs, point n'est besoin de sortir sur la table les 100 francs en question, il suffit de coller sur la table une étiquette sur laquelle sont indiqués les 100 francs. Au moment où la valeur de la marchandise s'exprime en argent, il s'agit alors de son prix. Le prix est la représentation monétaire de la valeur. Le prix des marchandises est déterminé par deux facteurs, l'un est la valeur de la marchandise proprement dite, l'autre est la valeur de la monnaie (or, argent). Le prix de la marchandise est proportionnel à sa valeur et inversement proportionnel à la valeur de la monnaie. Prenons un exemple : la valeur d'un bœuf est 500 heures de travail social ; la valeur de 50 grammes d'or est également 500 heures de travail social. Donc, le prix d'un bœuf est 50 grammes d'or. Supposons que le rendement du travail du chercheur d'or double, la valeur de 50 grammes d'or baissera jusqu'à 250 heures de travail social. Dans ce cas, bien que la valeur du bœuf n'ait pas changée du tout et reste donc à 500 heures de travail, le prix du bœuf passera à 100 grammes d'or.

La deuxième fonction de la monnaie est d'être moyen de circulation ; elle joue le rôle d'intermédiaire dans la circulation des marchandises. On nomme circulation des marchandises, l'échange marchand dans lequel l'intermédiaire est la monnaie. Avant son apparition, l'échange direct de marchandises était, si on l'exprime par une formule : $M - M$. Après l'apparition de la monnaie, toute marchandise s'échange par l'intermédiaire de la monnaie, on a donc la formule : $M - A - M$ ($A =$ argent). Ce rôle d'intermédiaire dans la circulation des marchandises est cette fonction de la monnaie appelée « *moyen de circulation* ».

Au début, cette monnaie en tant que moyen de circulation se présentait sous forme de morceaux d'or et d'argent de tailles et de poids différents ; plus tard elle fut remplacée progressivement par la monnaie fondue. Cette monnaie fondue n'est rien d'autre que des pièces métalliques dont la

forme, la couleur et le poids sont garantis par l'Etat. Chaque pays a sa propre monnaie. En Chine la monnaie de cuivre commença à être fabriquée dès la fin de la dynastie des Shang (XI^e siècle avant J.C.). La forme de cette première monnaie ressemblait aux instruments aratoires. Sous les Zhou, (XI^e siècle au III^e siècle avant J.C.), il y avait également des pièces rondes ou en forme de couteau. Sous l'empereur Guang Xu (1875-1908) de la dynastie des Qing, on commença à fondre des pièces d'argent, chaque pièce était titrée à 36 grammes d'argent.

Les pièces de monnaie s'usent peu à peu en circulant et perdent une partie de leur valeur. Malgré leur valeur moindre par rapport à l'étalon, elles continuent à être utilisées tout comme les pièces à valeur normale. C'est que, en tant que moyen de circulation, ces pièces ne font que nous passer entre les mains, nous ne les gardons que peu de temps. Les hommes échangent des marchandises contre des pièces de monnaie parce que ces pièces leur permettent d'acquérir ce dont ils ont besoin. Le possesseur de marchandises se préoccupe en premier lieu du fait que la monnaie est effectivement un moyen de circulation, non pas de savoir si elle a bien toute sa valeur. C'est précisément pour cette raison que la monnaie de valeur moindre par rapport à l'étalon peut malgré tout servir de moyen de circulation, et que même le papier-monnaie, dont la valeur est purement fictive, peut aussi la remplacer.

Dans la circulation des marchandises, le papier monnaie fait fonction de moyen de circulation à la place de la monnaie métallique. De ce fait, l'émission de billets doit être limitée à la quantité de monnaie métallique nécessaire à la circulation. Marx indiquait : « *L'émission du papier-monnaie doit être proportionnée à la quantité d'or (ou d'argent) dont il est le symbole.* »³ Si l'émission de billets est égale à la quantité de monnaie métallique nécessaire à la circulation des marchandises, le pouvoir d'achat du papier-monnaie est égal à celui de la monnaie métallique ; si

l'émission de billets dépasse la quantité de monnaie nécessaire à la circulation des marchandises, l'ensemble des billets ainsi émis ne pourra toutefois représenter que la quantité de monnaie nécessaire à la circulation et de ce fait, la quantité de monnaie métallique que représente alors un billet diminuera, le papier-monnaie perdra de sa valeur et les prix monteront. Prenons un exemple : pour une période donnée, la quantité de monnaie métallique nécessaire à la circulation des marchandises est de 100 millions de francs, mais la quantité de billets émis atteint la somme de 200 millions de francs. Dans ce cas, le papier-monnaie sera dévalué de moitié. Le pouvoir d'achat d'un billet de 10 francs sera égal à 5 francs seulement en monnaie métallique.

Cette dévalorisation du papier-monnaie due à un excédent de billets émis par rapport à la quantité de monnaie métallique nécessaire à la circulation, c'est l'inflation. Dans la société capitaliste, l'inflation est une méthode qu'utilise fréquemment l'Etat bourgeois pour voler le peuple travailleur. L'effet de l'inflation est la dévalorisation du papier-monnaie et la montée des prix : or, les augmentations salariales des travailleurs sont beaucoup plus lentes que la montée des prix. Par conséquent, le salaire réel baisse, ainsi que le niveau de vie. Parallèlement, les revenus que la bourgeoisie tire de l'exploitation augmentent de façon spectaculaire. En Chine, à l'époque du Guomindang (Parti nationaliste), l'émission de billets fantoches atteignait des proportions effrayantes, provoquant une inflation catastrophique, une montée en flèche des prix. Voici le calcul qui a été fait pour un billet dont le pouvoir d'achat était de 100 Yuans. En 1937, cela correspondait à 2 bœufs, en 1938, à un bœuf, en 1941 à un porc, en 1947 au tiers d'une boîte d'allumettes. En 1948, ce même billet de 100 Yuans ne permettait même plus d'acheter le tiers d'une allumette.

La troisième fonction de la monnaie est d'être instrument de thésaurisation. Le développement des relations

monétaires et marchandes permit de plus en plus à la monnaie de devenir l'expression de la richesse sociale. Lorsque l'économie naturelle était encore dominante, l'accumulation des richesses revêtaient des formes matérielles, à savoir réserves de céréales, coton, soie... etc.

Puisque la monnaie permet d'acheter n'importe quelle marchandise, l'accumulation des richesses depuis le développement des rapports marchands et monétaires a pris de plus en plus la forme de thésaurisation de monnaie (d'or ou d'argent). La monnaie qui est ainsi temporairement retirée de la circulation des marchandises, pour être thésaurisée par son possesseur, devient monnaie thésaurisée. C'est là une autre fonction de la monnaie.

La quatrième fonction de la monnaie est d'être moyen de paiement. Le développement de la production et de l'échange marchands entraîna aussi le développement progressif du crédit. Lorsque le crédit arrive à son terme, la somme due doit être remboursée en argent. Mais à ce moment-là, l'échange de marchandises est déjà réalisé depuis longtemps. La monnaie n'est donc plus ici moyen de circulation, mais elle fait fonction de moyen de paiement. La monnaie en tant que moyen de paiement ne fut tout d'abord utilisée que pour des remboursements de dettes entre différents producteurs de marchandises. Par la suite, elle déborda de plus en plus de la sphère de la circulation des marchandises et servit par exemple à payer les rentes foncières, les intérêts et les impôts.

La cinquième fonction de la monnaie est d'être monnaie internationale. Au fur et à mesure de l'extension des échanges marchands au-delà des frontières nationales, on vit apparaître le commerce international: la monnaie connut donc une nouvelle fonction en tant que monnaie internationale.

Sur le marché mondial, l'or est premièrement un moyen général de paiement qui sert à équilibrer les balances com-

merciales entre nations. C'est là la fonction principale de la monnaie internationale. Deuxièmement, l'or est généralement un moyen de règlement sur le marché mondial qui permet d'acquérir toutes les marchandises. Troisièmement, c'est en tant qu'expression de la richesse sociale que l'or est transféré d'un pays à un autre. Ainsi, lorsque il y a un transfert d'or ou d'argent dans un autre pays, que ce soit pour le remboursement d'une dette de guerre, l'exportation de capitaux ou tout autre motif, l'or est alors expression de la richesse sociale.

Les cinq fonctions de la monnaie que nous venons de décrire sont liées organiquement ; elles sont des manifestations différentes de la nature de la monnaie, de son rôle d'équivalent général dans tous les domaines au cours du développement de la circulation marchande.

La loi de la valeur est la loi économique de la production marchande

La nécessité objective de la loi de la valeur est l'échange à valeur égale

La loi de la valeur est la loi économique de la production marchande. Le contenu fondamental de cette loi est : la valeur de la marchandise est déterminée par le temps de travail socialement nécessaire ; les marchandises s'échangent selon leur valeur, ce qui implique un échange à valeur égale. Tant que subsiste l'économie marchande, la loi de la valeur y joue obligatoirement son rôle. Marx dit : « *Dans les rapports d'échange accidentels et toujours variables de leurs [les travaux privés] produits, le temps de travail social nécessaire à leur production l'emporte de haute lutte comme loi naturelle régulatrice, de même que la loi de la pesanteur se fait sentir à n'importe qui lorsque sa maison s'écroule sur sa tête.* »⁴

Bien que l'influence de l'offre et de la demande se traduise par une constante variation de proportion dans l'échange marchand, bien que le temps de travail socialement nécessaire (la valeur) contenu dans deux marchandises échangées entre deux partenaires ne puisse pas être absolument équivalent, pourtant, si on considère la tendance à long terme, l'échange marchand est nécessairement un échange à valeur égale : la valeur des deux marchandises échangées doit être équivalente.

Pourquoi la tendance objective de l'échange marchand est-elle nécessairement l'échange à valeur égale ? C'est que les producteurs de marchandises portent une grande attention à la quantité de produits qu'ils peuvent obtenir en échange de leurs propres produits. L'influence de l'offre et de la demande entraîne une constante variation des proportions dans l'échange. Les producteurs vont donc essayer au maximum d'intensifier la production des marchandises rentables et de réduire la production de celles qui ne le sont pas. Il en résulte une augmentation de production des premières pour lesquelles l'offre dépasse bientôt la demande et dont, en conséquence, la valeur d'échange baisse. La production de marchandises non rentables diminue, l'offre ne suffit alors plus à la demande et leur valeur d'échange augmente. Ces deux catégories de marchandises intervertissent leur position sur le marché : la première catégorie perd sa rentabilité et la deuxième, au contraire, devient rentable. Ces variations constantes dans l'échange marchand expliquent justement que l'échange à valeur égale est une loi objective indépendante de la volonté humaine.

Les échanges marchands ont toujours pour intermédiaire la monnaie, depuis l'apparition de celle-ci, le prix est l'expression de la valeur. La loi de la valeur implique l'échange à valeur égale, c'est-à-dire correspondance entre le prix et la valeur. Il est bien évident que c'est en tant que tendance objective que l'on parle de correspondance entre

prix et valeur. En fait, dans une économie marchande qui a pour base la propriété privée, le caractère aveugle de la production et la fréquente incohérence entre l'offre et les besoins de marchandises sur le marché provoquent alternativement des hausses et des baisses de prix. Malgré ces oscillations de prix dues aux modifications dans l'offre et la demande les prix tournent toujours plus ou moins autour de cet axe qu'est la valeur. C'est pourquoi les écarts entre prix et valeur que créent les rapports entre l'offre et la demande, les prix tournent toujours plus ou moins autour de cet axe qu'est la valeur. C'est pourquoi les écarts la loi de la valeur pour jouer son rôle.

La loi de la valeur remplit trois fonctions à travers la concurrence sur le marché

La loi de la valeur a principalement trois effets vis-à-vis de la production marchande fondée sur la propriété privée. Ces effets se réalisent à travers les forces spontanées de la concurrence sur le marché.

Tout d'abord, la loi de la valeur est le régulateur de la production : elle régularise spontanément la répartition des moyens de production et du travail social entre les différents secteurs de la production. La production marchande fondée sur la propriété privée s'effectue dans la concurrence et l'anarchie : personne n'a les moyens de savoir ce dont la société a besoin et de combien elle a besoin. Pourtant, la continuation de la production sociale nécessite un certain ordre, un aménagement global. Cet aménagement global est réalisé grâce à la régulation de la loi de la valeur et à l'effet spontané des variations de prix sur le marché. Si, pour une marchandise, l'offre ne peut pas satisfaire les besoins, son prix montera au-dessus de sa valeur ; produire cette marchandise sera particulièrement rentable, aussi sa production se développera. Si par contre, le prix d'une marchandise tombe au-dessous de sa valeur, sa production diminuera. C'est ainsi que la loi de la

valeur guide les activités des producteurs, en régularisant la répartition de la force de travail et des moyens de production entre différents secteurs.

Bien que cette régulation de la production sociale par la loi de la valeur permette à l'économie marchande du système de propriété privée d'établir un certain ordre, remarquons cependant que cet ordre se réalise au milieu d'une situation générale d'anarchie et qu'il est sans arrêt perturbé par la concurrence aveugle. Une fois détruit, un nouvel ordre se reconstitue spontanément, mais le rétablissement de l'équilibre se fait au prix d'un énorme gaspillage de travail social. Marx disait : « *C'est l'ensemble du mouvement de ce désordre qui est son ordre même.* »⁵

Deuxièmement, la loi de la valeur stimule le progrès technique dans la production et l'élévation de la productivité du travail. La productivité du travail se mesure à la quantité de produits fabriqués pour une unité de temps fixe. La formule sera :

$$\text{productivité du travail} = \frac{\text{nombre de produits}}{\text{temps de travail}}$$

Les différences de productivité sont dues à de nombreux facteurs dont les principaux sont : l'habileté, le développement des sciences et des techniques et leurs applications dans la production, le degré de division du travail et de coopération. Etant donné les implications objectives de la loi de la valeur, les marchandises sont vendues au prix déterminé d'après le travail socialement nécessaire. Celui qui dispose d'une technique avancée et d'une productivité élevée obtiendra d'autant plus de bénéfices que le temps de travail individuel sera moindre par rapport au temps de travail socialement nécessaire. Cet état de chose encourage le producteur de marchandises à se soucier du progrès technique et de l'élévation de la productivité du travail. Cependant, dans le système de propriété privée, si les producteurs améliorent les techniques de production, leur objectif est la recherche de revenus accrus. Les producteurs qui pos-

sèdent des techniques modernes veulent nécessairement préserver les secrets techniques. Dans ces circonstances, le développement des forces productives sera entravé.

Troisièmement, la loi de la valeur contribue à accroître la bipolarisation entre les producteurs de marchandises. Cela provient de ce que les conditions de production ne sont pas identiques chez tous les producteurs, aussi le temps de travail individuel dépensé pour produire une même marchandise varie-t-il considérablement. Cependant, la loi de la valeur veut que les marchandises soient vendues à la valeur déterminée d'après le temps de travail socialement nécessaire. Aussi les producteurs chez qui les conditions de production sont bonnes et dont le temps de travail individuel est moindre par rapport au temps de travail socialement nécessaire, sont favorisés dans la concurrence, leurs bénéfices sont copieux et le développement de leur production est rapide. Au contraire, ceux pour qui les conditions de production sont mauvaises et dont le temps de travail individuel est supérieur au temps de travail socialement nécessaire, seront perdants dans la concurrence. Aussi l'élargissement de l'écart entre ces deux catégories de producteurs est-il inévitable.

Qu'est-ce que le fétichisme de la marchandise ?

Le fétichisme est à l'origine une croyance humaine en la force mystérieuse d'un objet quelconque, c'est une religion qui consiste à vénérer cet objet. A une époque où le niveau des forces productives était très bas, la capacité humaine de contrôle sur la nature était extrêmement faible : l'homme, alors impuissant face aux forces de la nature, les défia. Il croyait que ces forces du monde naturel tels le tonnerre, l'éclair, l'eau et le feu étaient dirigées par des esprits, et il se prosternait à leurs pieds. Dans l'économie mar-

chande fondée sur la propriété privée, un phénomène semblable existe. A l'origine, l'homme a créé la marchandise de ses deux mains, mais bientôt elle fut considérée comme supérieure à l'homme lui-même et capable d'agir sur son destin. Marx appelait ce phénomène le fétichisme de la marchandise. Comment est apparu ce fétichisme de la marchandise ?

Dans la production marchande fondée sur la propriété privée, les rapports de production entre les hommes se présentent comme des relations entre objets. La marchandise semble supplanter l'homme, le dominer. Le destin du producteur est indissolublement lié à celui de la marchandise. Son destin dépend entièrement de la vente de ses marchandises et du prix qu'il peut en tirer. Si les marchandises se vendent, et qui plus est, se vendent à bon prix, alors le producteur vivra des jours heureux. Si les marchandises ne se vendent pas ou ne se vendent qu'à un prix médiocre, le producteur aura bien des difficultés. Il ne peut pas savoir à l'avance si quelqu'un voudra de sa marchandise, s'il lui sera possible de l'écouler à bon prix. Le prix des marchandises n'est pas fixé par le seul producteur, il suit les variations spontanées dues à l'action de la loi de la valeur sur le marché. Cet état de choses fait que le producteur a le sentiment de ne pas être maître de son destin, mais de dépendre de la conjoncture du marché.

Lorsqu'apparut la monnaie, cet équivalent général échangeable contre toute marchandise, l'homme se méprit sur sa nature : il crut que l'argent était doué de pouvoirs spéciaux capables d'agir sur son destin. C'est pourquoi, le fétichisme de la marchandise devait inéluctablement mener au fétichisme de l'argent.

Marx fut le premier à révéler le mystère du fétichisme de la marchandise. Là où les économistes bourgeois ne voyaient que des rapports entre objets, la théorie marxiste des rapports monétaires et marchands nous révèle des rapports entre les hommes, rapports sociaux que les hommes

entretiennent et que nous cachent l'enveloppe extérieure des choses. La théorie marxiste prouve de façon irréfutable que les rapports monétaires et marchands ne sont pas éternels, que ce sont des phénomènes historiques. De là, le système économique capitaliste, qui a pour forme cellulaire la marchandise, n'est pas non plus éternel. Ce qui est produit dans certaines circonstances historiques doit disparaître avec le changement de ces conditions historiques, c'est là une loi objective indépendante de la volonté humaine.

PRINCIPAUX MATERIAUX D'ETUDE :

Marx : « *Le Capital* » Livre 1, chapitres 1 à 3.

Engels : « *L'Anti-Dühring* » 2^e partie, Chapitre 5.

Lénine : « *Karl Marx* » (théorie économique de Marx).

SUJETS DE REFLEXION :

- 1) Pourquoi dit-on que les rapports marchands portent en germe toutes les contradictions du capitalisme ?
- 2) Quel est le contenu principal ainsi que le sens de la théorie marxiste de la valeur travail ?
- 3) Dans l'économie marchande fondée sur la propriété privée, quel rôle joue la loi de la valeur ?

1. Mao Tse-Toung : « *Pour un style de travail correct dans le Parti* », E.P., Tome 3, p. 36.

2. Marx : « *Le Capital* », E.S., Livre 1, T. 1, p. 55.

3. Marx : « *Le Capital* », E.S., Livre 1, T. 1, p. 133.

4. Marx : « *Le Capital* », E.S., Livre 1, T. 1, p. 87.

5. Marx : « *Travail salarié et Capital* », E.P., p. 25.

CHAPITRE IV

Comment les capitalistes exploitent et oppriment les ouvriers

Capital et plus-value

La production capitaliste est la production de marchandises qui a pour but la recherche de la plus-value. Si l'on veut saisir l'essence de la production capitaliste, on doit étudier la théorie du capital et de la plus-value de Marx. Ce n'est qu'en s'armant de cette théorie que l'on peut comprendre les rapports d'exploitation capitalistes, connaître la loi du développement social selon laquelle la destruction du capitalisme et la victoire du socialisme sont inévitables. C'est ainsi que l'on peut comprendre la mission historique du prolétariat et devenir un combattant révolutionnaire et conscient du prolétariat.

Le secret de l'exploitation des ouvriers par les capitalistes

La prémisse de la production de plus-value : la force de travail devient marchandise

Les vieux ouvriers issus de l'ancienne société ont tous une histoire de famille faite de sueur et de sang. Ils se souviennent que dans l'ancienne société, les ouvriers « *étaient nourris comme des porcs, menaient une vie de chien* », « *traités plus bas que terre, ils trimaient jusqu'à la vieillesse* ». Ils étaient opprimés politiquement, ils n'avaient aucune garantie pour leur vie, leur existence était de plus en plus dure : pour quelle raison ? Et ces capitalistes qui ne travaillaient jamais, qui s'engraissaient sur le dos des ouvriers, qui menaient une vie de pourriture et de débauche voyaient au contraire leurs richesses augmenter sans cesse. Pour quelle raison tout cela ? La théorie du capital et de la plus-value de Marx a pour la première fois dévoilé ce secret, elle a répondu de façon scientifique à cette question.

Comment la théorie du capital et de la plus-value de Marx a-t-elle donc dévoilé le mystère de l'exploitation des ouvriers par les capitalistes ? Nous devons d'abord parler

de cette marchandise particulière qu'est la force de travail.

La force de travail est la capacité de travail de l'homme, c'est-à-dire la combinaison du travail physique et intellectuel qu'il possède. Dans toute société la force de travail est le facteur essentiel de la production, mais il n'y a que dans la société capitaliste que la force de travail devient marchandise. Il y a deux conditions pour cela :

1) le travailleur est un « homme libre », c'est-à-dire qu'il peut vendre sa force de travail en tant que marchandise sans aucune entrave ni limite ;

2) le travailleur est « libre et n'a aucune propriété », il n'a aucun moyen de production, ni moyen de subsistance : pour vivre, il ne peut que compter sur la vente de sa force de travail. Ces deux conditions sont apparues dans le processus historique de l'écroulement de la société féodale, de la bipolarisation progressive des petits producteurs marchands et de l'accumulation primitive du capital. Les capitalistes ont embauché des ouvriers, c'est-à-dire qu'ils ont acheté leur force de travail, et en ont fait leurs esclaves salariés.

Puisque la force de travail est devenue marchandise, elle a, comme toute marchandise, une valeur et une valeur d'usage. La valeur de la force de travail, de même que la valeur de toute autre marchandise, est déterminée par le temps de travail socialement nécessaire pour produire et reproduire cette marchandise. Si le capitaliste veut que l'ouvrier travaille, il doit entretenir la capacité de travail de ce dernier. Et s'il veut entretenir la capacité de travail de l'ouvrier, celui-ci doit donc manger, se vêtir et se loger ; il doit avoir des moyens de subsistance. C'est pourquoi la valeur de la force de travail englobe en premier lieu la valeur des moyens de subsistance indispensables à la vie matérielle de l'ouvrier. En même temps l'ouvrier vieillit et meurt ; et si le capitaliste veut maintenir son système d'exploitation, il doit assurer la relève par de nouveaux

ouvriers. C'est pourquoi on doit englober dans la valeur de la force de travail la valeur des moyens de subsistance nécessaires à la naissance et à l'éducation des enfants de l'ouvrier. Pour exploiter encore plus les ouvriers, les capitalistes leur demandent en général la maîtrise d'une certaine technique. Et si les ouvriers veulent maîtriser une technique, ils doivent recevoir une formation. Ainsi, on est obligé d'inclure dans la valeur de la force de travail les frais occasionnés par cette formation, mais la proportion est insignifiante. On dit généralement que le temps de travail socialement nécessaire pour produire la force de travail est le temps de travail socialement nécessaire pour produire les moyens de subsistance dont on vient de parler, ou encore que la valeur de la force de travail est la valeur des moyens de subsistance nécessaires à garantir l'existence de l'ouvrier et de sa descendance.

Quand à la valeur d'usage de la force de travail, elle diffère de la valeur d'usage des autres marchandises. La force de travail est une marchandise particulière, sa valeur d'usage possède un caractère spécifique. Les autres marchandises comme les céréales, les vêtements, etc. ne peuvent créer de nouvelle valeur tant qu'est consommée leur valeur d'usage. Mais l'usage de cette marchandise particulière qu'est la force de travail, c'est-à-dire le temps pendant lequel l'ouvrier travaille, peut créer de la valeur ; celle-ci peut être supérieure à celle de la force de travail elle-même. « *C'est cette différence de valeur que le capitaliste avait en vue, lorsqu'il acheta la force de travail.* »¹ On appelle plus-value cette différence.

La plus-value extorquée par le capitaliste provient de l'exploitation de l'ouvrier

Comment est donc engendrée la plus-value ? Nous allons maintenant examiner concrètement le processus de production de la plus-value. Après avoir acheté la force de

travail de l'ouvrier, le capitaliste oblige celui-ci à aller travailler dans son usine et produire pour lui des marchandises. La production capitaliste a un double caractère : le procès de travail et le processus de l'augmentation de la valeur.

Le procès de travail est le processus par lequel l'homme modifie l'objet de travail grâce à une activité conforme à son propre but et à une méthode de travail déterminée, afin de satisfaire les besoins de ses semblables. Les capitalistes possèdent les moyens de production, les ouvriers travaillent sous les ordres des capitalistes, et les fruits du travail reviennent à ces derniers : tout ceci constitue la caractéristique du procès de travail capitaliste. Celui-ci produit des valeurs d'usage pour satisfaire les besoins sociaux, mais ce n'est absolument pas le but de la production capitaliste. Si les capitalistes obligent les ouvriers à produire telle ou telle valeur d'usage, c'est uniquement parce que la valeur d'usage est le support matériel de la valeur. Si on ne fournit pas une valeur d'usage déterminée, personne ne voudra de la marchandise, et la valeur déjà produite (y compris la plus-value) ne pourra se réaliser.

Le procès de production capitaliste est en même temps processus d'augmentation de la valeur. Lorsqu'il produit une valeur d'usage, l'ouvrier, par son travail, crée encore une nouvelle valeur. La valeur nouvellement créée par l'ouvrier est plus grande que la valeur de la force de travail elle-même ; elle est appelée augmentation de la valeur. Cette augmentation de valeur constitue le but final visé par le capitaliste, le processus d'augmentation de la valeur est le principe directeur de la production capitaliste.

Dans la production de filé de coton par exemple, le capitaliste commence par acheter les moyens de production nécessaires au travail d'un ouvrier pour une journée de travail de 12 heures. On suppose que la valeur des moyens de production est égale à 48 heures de travail, soit 240 francs. On suppose aussi que le capitaliste achète la force de tra-

vail d'une journée de l'ouvrier, dont la valeur est égale à 6 heures de travail, soit 30 francs. Ensuite, on entre dans le procès de production, où l'ouvrier file le coton. Et puisque le capitaliste a acheté la force de travail d'une journée, il ne peut pas faire travailler l'ouvrier pendant 6 heures seulement. On suppose que la journée de travail de cet ouvrier est de 12 heures. Dans ce cas, la valeur des filés produits est égale à une quantité de travail de 60 heures, soit 300 francs. Y sont inclus : une valeur de 240 francs transmise par les moyens de production, et 60 francs de valeur nouvellement créée par les 12 heures de travail de l'ouvrier. Dans ce procès de travail, le capitaliste n'a dépensé que 270 francs, dont 240 utilisés pour acheter les moyens de production et 30 pour le versement du salaire. Les 30 francs supplémentaires représentent l'augmentation de la valeur, la plus-value créée par l'ouvrier, mais accaparée sans contrepartie par le capitaliste. Ainsi, le processus de l'augmentation de la valeur est le processus de la production de la plus-value.

Tout ce qui a été dit plus haut respecte encore le principe de l'échange à valeur égale. Pourtant, il y a augmentation de valeur, apparition de plus-value. Une fois la force de travail achetée par le capitaliste, celui-ci en acquiert le droit d'utilisation : c'est là que réside la clé du mystère. « *La valeur d'usage de la force de travail, c'est-à-dire le travail, n'appartient pas plus au vendeur que n'appartient à l'épicier la valeur d'usage de l'huile vendue. L'homme aux écus a payé la valeur journalière de la force de travail, son usage pendant le jour, le travail d'une journée entière lui appartient donc. (Que) l'entretien journalier de cette force ne coûte qu'une demi-journée de travail, bien qu'elle puisse opérer ou travailler pendant une journée entière, c'est-à-dire que la valeur créée par son usage pendant un jour soit le double de sa propre valeur journalière...* »² Plus le capitaliste ouvre d'usines, plus celles-ci sont grandes, et plus les richesses s'accroissent, car la valeur créée par la force de

travail de l'ouvrier dépasse de beaucoup celle de la force de travail, et cette différence est accaparée par le capitaliste.

En analysant le procès de production de la plus-value, nous pouvons voir clairement que celle-ci est créée par l'ouvrier dans la sphère de la production. Mais pour camoufler la nature de l'exploitation de l'ouvrier, la bourgeoisie et ses représentants affirment que la nouvelle valeur obtenue par les capitalistes vient de la sphère de la circulation. Nous devons dissiper totalement ce mensonge. On ne peut expliquer la plus-value ni par le fait que l'acheteur acquiert la marchandise à un prix inférieur à sa valeur, ni par le fait que le vendeur cède la marchandise à un prix supérieur à sa valeur. En effet, les bénéfices ou les pertes engendrés pour ceux qui utilisent de telles méthodes seront compensés par le fait qu'ils se trouvent tour à tour acheteur ou vendeur. De même on ne peut expliquer la plus-value par l'extroquerie, car bien qu'il y ait un côté victime et l'autre bénéficiaire, la somme globale des richesses des deux partenaires ne peut être augmentée. « *La classe entière des capitalistes d'un pays ne peut pas bénéficier sur elle-même.* »³ Si l'on veut voir un quelconque rapport entre la plus-value et la sphère de la circulation, ce rapport existe dans le fait que le capitaliste achète la force de travail, les moyens de production, et écoule les marchandises : ceci ne peut être séparé de cette sphère. Dans la sphère de la circulation, le capitaliste achète la force de travail et les moyens de production et permet la production de la plus-value ; et quand le capitaliste écoule les marchandises, cela permet la réalisation de la plus-value. Mais de toute façon, la plus-value ne peut être produite que dans la sphère de la production, et non pas dans celle de la circulation. La plus-value ne peut être que le produit de l'exploitation de l'ouvrier par le capitaliste au cours du procès de production.

Après avoir dévoilé le secret de l'exploitation capitaliste, nous pouvons comprendre l'essence du capital et les lois économiques fondamentales du capitalisme. Le capital est

une valeur pouvant apporter de la plus-value, c'est-à-dire une valeur qui produit elle-même de la valeur. Le capital n'est pas neutre, il incarne les rapports de production capitalistes, c'est-à-dire les rapports de classe d'exploitation des ouvriers par les capitalistes.

Ces rapports incarnés par le capital sont le résultat du développement historique. Les moyens de production et la monnaie existaient bien avant la naissance des rapports de production capitalistes, mais ils ne sont devenus du capital qu'avec les rapports de production capitalistes ; c'est-à-dire quand ils ont été accaparés par les capitalistes, et qu'ils sont devenus le moyen d'extorquer la plus-value des ouvriers. Marx indique : « *Un nègre est un nègre. C'est seulement dans des conditions déterminées qu'il devient esclave. Une machine à filer le coton est une machine à filer le coton. C'est seulement dans des conditions déterminées qu'elle devient du capital.* »⁴ Les économistes bourgeois affirment que les moyens de production représentent du capital. Selon leurs dires, la pierre et le bâton des hommes primitifs seraient du capital. Le but de ces absurdités est d'utiliser les rapports entre les choses pour camoufler les rapports de classe entre les hommes ; c'est de camoufler la nature exploiteuse du capital, de nier que le capital est une catégorie historique et de dire que le système capitaliste existe depuis l'antiquité et ne changera jamais.

En analysant les particularités du mode de production capitaliste, Marx indique : « *Fabriquer de la plus-value, telle est la loi absolue de ce mode de production.* »⁵ Cette loi est la loi économique fondamentale du capitalisme, elle éclaire la finalité objective de la production capitaliste et dévoile sa nature. S'il n'y avait pas production de plus-value, la production ne pourrait pas devenir capitaliste. Toute l'activité du capitalisme consiste à pomper la sueur et le sang des ouvriers, dans le but de s'enrichir. Gagner des milles et des cents, être avide de plus-value, telle est la

nature du capitalisme, « *la fin du capital étant la production de profit et non la satisfaction des besoins* ». ⁶ « *Le capital et sa mise en valeur par lui-même apparaissent comme point de départ et point final, moteur et fin de la production.* » ⁷ Tout le système capitaliste est construit sur la base de l'horrible exploitation des ouvriers par les capitalistes. Le système capitaliste est un système criminel d'exploitation de l'homme par l'homme.

Afin de sauvegarder le système capitaliste, la bourgeoisie et ses représentants camouflent la nature exploiteuse du capitalisme et fabriquent des tas d'absurdités pour tromper les masses. Ils disent que si les ouvriers ont faim et froid, c'est parce que « la vie est dure », que si les capitalistes s'enrichissent c'est grâce à « leur activité et esprit d'économie », etc. Paroles tout à fait trompeuses. Si les capitalistes ne travaillent pas, n'empoignent pas le marteau, ne touchent pas aux machines, comment peuvent-ils se dire « actifs » ? S'ils ripaillent sans arrêt, mènent une vie de débauche, comment peuvent-ils se dire « économes » ? Dans l'ancienne société, les ouvriers vivaient dans une pauvreté insupportable, non pas parce que « la vie était dure » mais parce que les fruits créés par leur travail étaient en grande partie accaparés par les capitalistes. En un mot, la pauvreté des ouvriers, la richesse des capitalistes, ont toutes deux la même origine : le système d'exploitation capitaliste qui a pour base l'appropriation privée capitaliste.

Les méthodes cruelles de l'exploitation et de l'oppression des ouvriers par les capitalistes

Le taux de plus-value reflète le degré d'exploitation des ouvriers par les capitalistes

Le capitaliste est la personification du capital, son âme est l'âme du capital. Le capitaliste est un vampire qui

exploitera l'ouvrier jusqu'à la dernière goutte de son sang. Afin d'accaparer encore plus de plus-value, le capitaliste s'évertue à utiliser toutes sortes de méthodes pour renforcer l'exploitation des ouvriers. Le taux de plus-value nous permet de voir le degré d'exploitation de l'ouvrier par le capitaliste.

Si l'on veut comprendre ce qu'est le taux de plus-value, et expliquer le degré d'exploitation de l'ouvrier par le capitaliste, nous devons tout d'abord comprendre les rôles différents que jouent les moyens de production et la force de travail dans la formation et l'augmentation de la valeur, et comprendre la différence entre capital constant et capital variable.

Les moyens de production s'usent dans le procès de travail, leur valeur d'usage originelle se perd, mais leur valeur ne disparaît pas. Grâce à la transformation opérée par le travail de l'ouvrier, leur valeur est transférée dans les nouveaux produits. Pourtant ce transfert ne peut pas créer une nouvelle valeur, quelle qu'elle soit. Par conséquent, cette partie du capital qui sert à acheter les moyens de production est appelée capital constant. Contrairement au capital constant, la partie du capital qui sert à acheter la force de travail provoque l'augmentation de la valeur (en effet, la nouvelle valeur créée par le travail de l'ouvrier dépasse la valeur de sa force de travail elle-même) : elle est appelée capital variable. La plus-value est précisément le produit de l'augmentation du capital variable.

La lettre c représente le capital constant, v le capital variable, pl la plus-value. Ainsi, le capital avancé par le capitaliste est égal à $c + v$, la valeur totale du produit est égale à $c + v + pl$. Puisque c ne peut changer de valeur durant le procès de production, pl est uniquement le résultat de l'augmentation de v . C'est pourquoi si l'on veut représenter le degré d'exploitation de l'ouvrier, on ne doit pas prendre en compte c , mais comparer pl à v . Si on rap-

porte pl à v , $\frac{pl}{v}$ est alors le taux de plus-value. Si on reprend l'exemple des filés de coton, on a $v = 30$ francs, pl est aussi égal à 30 francs, le taux de plus-value $\frac{pl}{v}$, reflet du degré d'exploitation capitaliste, est alors de 100 %.

Nous pouvons voir, d'après le processus d'augmentation de la valeur, que le temps de travail d'une journée d'un ouvrier peut en réalité être divisé en deux parties : une partie assure la reproduction de la valeur du capital variable (c'est-à-dire le salaire), cette partie du temps de travail permet de satisfaire les besoins vitaux de l'ouvrier ; elle est appelée temps de travail nécessaire. L'autre partie sert à produire la plus-value pour le capitaliste, elle est appelée temps de surtravail. Ainsi on peut exprimer le taux de plus-value de la manière suivante :

$$\begin{aligned} \text{Taux de plus-value} &= \frac{\text{plus-value } (pl)}{\text{capital variable } (v)} \\ &= \frac{\text{temps de surtravail}}{\text{temps de travail nécessaire}} \end{aligned}$$

Extorsion de la plus-value absolue par l'allongement du temps de travail

Pour renforcer l'exploitation de l'ouvrier, le capitaliste s'efforce toujours d'augmenter le taux de plus-value. La méthode la plus généralement employée par le capitaliste est l'allongement du temps de travail. Dans le système capitaliste, le temps de travail d'un ouvrier pendant une journée est constitué par la somme du temps de travail nécessaire et du temps de surtravail. Si le temps de travail nécessaire reste constant, plus long sera le temps de travail et plus long sera le temps de surtravail. Supposons qu'à l'origine, la journée de travail d'un ouvrier est de 12 heures, dont 6 heures de temps de travail nécessaire et 6 de surtravail. Maintenant, le capitaliste allonge le temps le travail jusqu'à 15 heures ; le temps de travail nécessaire n'a pas changé, il reste toujours de 6 heures. Mais le temps de sur-

travail a été élevé jusqu'à 9 heures, d'où une augmentation de 3 heures. Ainsi la proportion de surtravail par rapport au travail nécessaire est passée de 6/6 à 9/6, et le taux de plus-value de 100 % à 150 %. Cette production de plus-value due à un allongement absolu du temps de travail journalier s'appelle plus-value absolue.

Dans l'ancienne Chine, la durée de la journée de travail d'un ouvrier était effrayante. Elle atteignait 15, 16 heures et même plus de 18 heures, et « *se lever avant le jour, se coucher à minuit, voir toujours les étoiles* » était chose fréquente. Avant la libération, les ouvriers d'une usine de Tientsin devaient travailler 357 jours par an, et près de 20 heures par jour. Si l'on compte selon le système de la journée de 8 heures, chaque ouvrier devait faire 893 jours de travail par an, soit 3 années réelles en un an de travail. Afin d'allonger la journée de travail, le capitaliste a recours à toutes sortes de mesquineries, comme l'interdiction de prendre plus de 10 minutes pour manger, l'obligation de s'inscrire pour aller aux toilettes, et il va même jusqu'à faire retarder les pendules ! Plus le temps de travail de l'ouvrier s'allonge, plus le temps de surtravail est important et plus la quantité de plus-value absolue accaparée par le capitaliste devient importante. Sous l'exploitation cruelle des capitalistes, cette dépense excessive de force de travail occasionne à l'ouvrier d'énormes préjudices physiques et une mort prématurée.

Les capitalistes renforcent l'exploitation en allongeant le temps de travail, mais bien que cette méthode soit très commode, elle suscite inévitablement la résistance des ouvriers. De plus, le capitaliste ne peut les faire travailler pendant 24 heures d'affilée, parce que la dépense de force de travail se heurte à une limite physiologique. Alors, pour aggraver l'exploitation des ouvriers, le capitaliste adopte des méthodes détournées, c'est-à-dire la réduction du temps de travail nécessaire et l'allongement relatif du temps de sur-travail.

Extorsion de la plus-value relative par la réduction du temps de travail nécessaire

Comment peut-on réduire le temps de travail nécessaire ? Nous savons que celui-ci est le temps de travail qui est nécessaire à la reproduction de la valeur de la force de travail. La valeur de la force de travail dépend à son tour de la valeur des moyens d'existence nécessaires à l'ouvrier et à sa famille. Si le capitaliste utilise de nouvelles techniques et de nouvelles machines, cela fait généralement augmenter la productivité du travail social et donc diminuer la valeur des moyens d'existence nécessaires à la reproduction de la force de travail. Ainsi, bien que la durée d'une journée de travail d'un ouvrier reste inchangée, le temps de travail nécessaire peut être réduit et le temps de sur-travail allongé d'une façon relative, du fait de la baisse de la valeur de la force de travail. Supposons que le temps de travail nécessaire soit de 6 heures à l'origine, et celui de sur-travail de 6 heures. Si on multiplie la productivité du travail par 2, la valeur des moyens d'existence nécessaires à l'ouvrier et à sa famille est alors réduite de moitié. Ainsi le temps de travail nécessaire à la reproduction de la valeur de la force de travail passera de 6 heures à 3 heures, mais le temps de sur-travail, des 6 heures à l'origine, passera à 9 heures, soit une augmentation de 3 heures. Le rapport entre temps de sur-travail et temps de travail nécessaire passera de $6/6$ à $9/3$, et le taux de plus-value, de 100 % s'élèvera à 300 %. Cette plus-value produite par la réduction du temps de travail nécessaire et l'allongement relatif du temps de sur-travail s'appelle plus-value relative.

Précisons encore que si un capitaliste individuel adopte de nouvelles techniques, de nouvelles machines, et force les ouvriers à élever la productivité du travail, dans la mesure où il ne peut réduire à lui tout seul la valeur des moyens de subsistance, il ne peut pas immédiatement extorquer la plus-value relative. Puisqu'il en est ainsi, pourquoi le capitaliste adopte-t-il de nouvelles techniques et de nouvelles

machines ? Sa motivation directe, si le temps de travail individuel pour la fabrication de sa marchandise est inférieur au temps de travail socialement nécessaire, est de vendre sa marchandise à la valeur déterminée par le temps de travail socialement nécessaire : il peut en retirer davantage de plus-value que d'autres capitalistes. Marx a appelé plus-value extra cette plus-value résultant de ce que le temps de travail individuel pour une marchandise est inférieur au temps de travail socialement nécessaire. Mais le capitaliste qui adopte le premier des techniques nouvelles ne pourra pas empocher cette plus-value extra pendant longtemps, car les autres capitalistes, voyant l'importance de ses profits, voudront en faire autant. Après l'adoption générale des nouvelles techniques et machines, et avec l'élévation de la productivité du travail, la valeur des marchandises pourra baisser et la différence, qui, à l'origine, produisait la plus-value extra, entre le temps de travail individuel, et le temps de travail socialement nécessaire disparaîtra : la plus-value extra n'existera plus. Mais de cette façon, la productivité du travail s'élèvera et la valeur d'un grand nombre de marchandises diminuera corrélativement ; les moyens de subsistance qui constituent l'essentiel de la valeur de la force de travail seront meilleur marché ; la valeur de la force de travail baissera donc, et le temps de travail nécessaire diminuera. Le résultat, c'est que le capitaliste peut de nouveau accaparer encore plus de plus-value relative.

En plus de la hausse de la productivité du travail, les avides capitalistes procèdent à l'intensification du travail et à la diminution du temps de travail nécessaire pour accaparer de la plus-value relative. Marx dit : « *L'augmentation de la productivité du travail et de son intensité multiplie la masse des marchandises obtenues dans un temps donné, et par là, raccourcit la partie de la journée où l'ouvrier ne fait que produire un équivalent de ses subsistances* ». ⁸ Le capitaliste rend plus intense et difficile le travail des ouvriers par l'augmentation des cadences,

l'élévation des normes, la diminution des postes de travail, si bien qu'après une journée de labeur les ouvriers n'ont plus aucune force. Dans une filature de Shanghai, il y avait 440 ouvriers pour 10 000 broches, en 1933. Pour faire concurrence à une usine de filés japonaise et accaparer encore davantage de plus-value, les capitalistes de cette usine obligeaient les ouvriers à intensifier le travail, tout en diminuant leurs effectifs. En 1934, le nombre des ouvriers passa à 270 pour 10 000 filés. Dans l'ancienne société, sous le joug des capitalistes, beaucoup d'ouvriers, harassés par un travail excessif, étaient incapables de travailler après 40 ans et mouraient prématurément.

Baisse du salaire en-dessous de la valeur de la force de travail, aggravation de l'exploitation de l'ouvrier

Parmi les nombreuses combines qu'utilisent les capitalistes pour exploiter les ouvriers, il existe les réductions et les retenues de salaire. Quand nous avons analysé ci-dessus la plus-value absolue, nous avons supposé que le capitaliste versait le salaire d'après la valeur de la force de travail. Mais en fait, le salaire des ouvriers est souvent plus bas que la valeur de la force de travail. Le capitaliste rêve toujours de réduire les salaires, c'est-à-dire que ceux-ci suffisent juste à assurer aux ouvriers une existence précaire ; en plus, les capitalistes pratiquent au maximum des retenues sur les salaires et les abaissent au-dessous de la valeur de la force de travail, de sorte que les ouvriers ne peuvent même plus s'assurer le niveau de vie minimum. A la mine de charbon de Kailuan par exemple, il était explicitement fixé que le fourrage des mulets et des chevaux revenait à 47 fens par jour⁹ mais le salaire journalier du mineur ne dépassait pas 22 fens. On avait bien raison de dire « *un homme ne vaut pas un mulet* ». De plus, dans l'ancienne Chine, il existait dans beaucoup d'usines une série de sanctions dirigées contre les ouvriers pour les punir, et parfois les amendes dépassées le salaire. Par exemple, il y avait une

amende pour ceux qui se servaient d'eau à volonté, pour ceux qui regardaient par la fenêtre, et ceux qui appelaient à des réunions, créaient des organisations étaient encore plus réprimés, etc. Ces amendes entraient dans les bourses des capitalistes et devenaient un moyen de faire fortune.

Les capitalistes exploitaient encore plus cruellement le travail d'un grand nombre de femmes et d'enfants. Dans ces conditions, le salaire des ouvriers tombait souvent au-dessous de la valeur de la force de travail, et celui des femmes et des enfants était encore plus bas. Dans l'ancienne Chine, les femmes travaillaient aussi plus de 10 heures par jour, mais leur salaire était généralement des 2/3 ou de la moitié de celui des ouvriers. Le salaire des enfants était encore plus bas, souvent la moitié de celui des ouvrières. Certains capitalistes leur donnaient seulement un peu de nourriture grossière, sans leur verser le moindre salaire. Les « apprentis » et les « enfants placés à l'usine » n'étaient absolument pas considérés comme des êtres humains par les capitalistes. Marx indique : les capitalistes filèrent *« de la soie... avec le sang d'enfants si petits qu'on était obligé de les mettre sur de hautes chaises pendant toute la durée de leur travail »*.¹⁰ A cause du mauvais traitement que leur infligeaient les capitalistes, les enfants, au moment de leur formation physique et intellectuelle, n'avaient rien à manger, rien pour se vêtir, ils étaient souvent battus et insultés. Sous l'oppression cruelle des capitalistes, un grand nombre d'enfants étaient malingres, et ce n'était que maladies, graves infirmités, et morts.

Dans la société capitaliste, les ouvriers sont non seulement exploités, mais ils sont aussi opprimés par les capitalistes. Dans l'ancienne Chine, beaucoup de capitalistes industriels élaborèrent des règlements qui opprimaient les ouvriers ; ces règlements comprenaient entre quelques dizaines et une centaine d'articles. Ils violaient gravement la liberté individuelle des ouvriers. C'était « la fouille à l'entrée et à la sortie », « le pouvoir d'expulser les ouvriers de

l'usine », etc. De telles usines étaient de véritables prisons, et les ouvriers étaient devenus des détenus. Certains capitalistes étaient allés jusqu'à faire entrer la police militaire dans leur usine pour réprimer les ouvriers.

Le système capitaliste apporte aux ouvriers des calamités sans nom, il constitue un système d'exploitation criminel. Mais le traître Liu Shaoqi défendait de toutes ses forces ce système, claironnait ses théories qui « justifiaient l'exploitation », théories des plus réactionnaires. Il disait : « *Non seulement l'exploitation n'est pas criminelle, mais de plus elle a ses mérites* ». C'est un mensonge pur et simple ! La théorie de la plus-value de Marx constitue la critique la plus puissante de cette théorie qui « justifie l'exploitation ». Les individus du genre Liu Shaoqi espèrent rétablir le système d'exploitation capitaliste en Chine socialiste, mais ils ne peuvent que démasquer leur visage hideux de représentants de la bourgeoisie !

Le salaire masque les rapports d'exploitation du capitalisme

Le salaire est une forme déguisée de la valeur ou du prix de la force du travail

En société capitaliste, les ouvriers travaillent dans les usines des capitalistes, et reçoivent des salaires de ces derniers. En apparence, il pourrait sembler que pour une journée de travail le capitaliste paie à l'ouvrier une journée de salaire, pour une semaine de travail, il lui paie une semaine de salaire, comme si tout le travail de l'ouvrier recevait une rémunération et qu'il s'agissait « d'un marché équitable ». En réalité, la forme salariale masque l'exploitation des ouvriers par les capitalistes.

Marx indique : « *Le salaire du travail n'est pas ce qu'il paraît être, à savoir la valeur (ou le prix) du travail, mais seulement une forme déguisée de la valeur (ou du prix) de*

la force de travail. »¹¹ Quand la bourgeoisie claironne que le salaire est « la valeur ou le prix du travail », c'est tout à fait faux.

Il faut opérer la distinction entre la force de travail et le travail, cela constitue « *l'un des points les plus importants de toute l'économie politique* ». ¹² Dans le système capitaliste, c'est la force de travail et non le travail qui est marchandise. Pourquoi le travail n'est-il pas une marchandise, et ne peut-il devenir un objet de commerce ? Pour les raisons suivantes :

1) Si le travail était une marchandise, il devrait, comme toutes les autres marchandises, exister avant sa mise en vente. En réalité, le travail est l'usage de la force de travail, il n'existe pas avant sa mise en vente, mais seulement après la vente de la force de travail de l'ouvrier. Il n'existe qu'après le début du procès de travail. De plus, à ce moment-là, le travail de l'ouvrier ne lui appartient plus, il appartient au capitaliste, et par conséquent, il ne peut plus être mis en vente par l'ouvrier.

2) Si le travail était de la marchandise, il y aurait obligatoirement échange à valeur égale, d'après la loi de la valeur. Pour acheter le travail de l'ouvrier, le capitaliste devrait lui donner un salaire correspondant à toute la valeur créée par ce travail. S'il en était ainsi, le capitaliste perdrait la source de son enrichissement, c'est-à-dire la plus-value. Le système capitaliste lui-même n'existerait plus.

3) Si le travail était marchandise, il devrait avoir aussi de la valeur ; mais qu'est-ce qui déterminerait cette valeur ? Nous savons que la valeur de toute marchandise est déterminée par la quantité de travail qu'elle contient. S'il y a une valeur du travail, cette valeur serait aussi déterminée par la quantité de travail, et donc le travail serait mesuré par le travail. C'est un non-sens.

On peut donc voir que le travail n'est pas une marchandise, qu'il n'a pas de valeur. En réalité, « la valeur ou le prix du travail » n'existe pas. Dans le système capitaliste, c'est la force de travail que le capitaliste achète à l'ouvrier,

non le travail. Le salaire qu'il lui verse est une partie de la valeur de la force de travail, et quant à l'autre partie créée par le travail de l'ouvrier et largement supérieure, c'est-à-dire la plus-value, elle est accaparée par le capitaliste. C'est pourquoi le salaire capitaliste reflète les rapports d'employeur à salarié, d'exploiteur à exploité, qui existent entre le capitaliste et l'ouvrier.

Le salaire réel de l'ouvrier a tendance à baisser

Habituellement, les capitalistes se servent de l'argent pour verser les salaires. Quand l'ouvrier vend sa force de travail et prend une somme d'argent déterminée, cette somme qui représente le salaire est appelée salaire nominal. Cette quantité d'argent ne peut montrer le niveau de vie réel de l'ouvrier. Seule la quantité de moyens de subsistance pouvant effectivement être achetés par le salaire en argent peut le montrer. Ce salaire, qui montre le niveau de vie réel de l'ouvrier, est appelé salaire réel.

Le salaire nominal et le salaire réel ne concordent pas toujours. Quand le salaire nominal ne change pas, le salaire réel peut baisser. Parallèlement à la baisse du pouvoir d'achat de la monnaie et à la hausse des prix des moyens de subsistance, la quantité de ceux-ci pouvant être échangée contre le salaire nominal diminue et le salaire réel baisse. Parfois, le salaire nominal connaît une petite hausse, mais cependant, cette hausse est moins importante que celle des prix des moyens de subsistance, si bien que le salaire réel subit encore une baisse.

Le salaire réel des ouvriers fait apparaître à tout moment une tendance à la baisse en société capitaliste. Par l'inflation, la hausse des prix, l'augmentation des loyers, la bourgeoisie élargit sans cesse la différence entre le salaire nominal et le salaire réel, et aggrave ainsi l'exploitation des ouvriers.

Dans la Chine ancienne, *«les salaires se trainaient*

comme des tortues et les prix filaient comme des lièvres ». Afin de sauvegarder sa domination réactionnaire et de pressurer le peuple, la dynastie de la famille Jiang¹³, faisait marcher la planche à billets encore plus vite, et l'inflation atteignait un niveau inimaginable. Pendant les douze années de 1937 à 1949, le nombre total de papier-monnaie émis a augmenté de plus de 140 milliards de fois, et la hausse des prix de plus de 8 500 milliards de fois. A cause de cette inflation, l'ouvrier de l'ancienne Chine touchait au plus profond du malheur. Avant l'effondrement de la dynastie de la famille Jiang, chaque jour où l'ouvrier touchait sa paie, *« il courait dehors après avoir pris son argent, mais une fois deux ou trois grandes rues traversées, le prix du riz avait déjà fait trois fois la culbute »*. Dans l'ancienne Chine, le salaire des ouvriers était déjà réduit, et le nombre des objets qu'ils pouvaient acheter l'était encore plus ; il était très difficile d'entretenir une famille. Parfois, après une grève et une lutte, le salaire nominal pouvait bénéficier d'une petite augmentation, mais les prix augmentaient encore plus rapidement : la vie des ouvriers s'aggravait au fil des jours. D'autant plus que le loyer dans l'ancienne Chine était cher : pour une chaumière croulante servant d'habitation, le propriétaire capitaliste au cœur de pierre vous écorchait encore à vif. Marx et Engels indiquent : *« Une fois que l'ouvrier a subi l'exploitation du fabricant et qu'on lui a compté son salaire, il devient la proie d'autres membres de la bourgeoisie : du propriétaire, du détaillant, du prêteur sur gages, etc. etc. »*¹⁴ « Dans l'univers, tous les corbeaux sont noirs ». Les méthodes d'exploitation de la bourgeoisie européenne au XIX^e siècle, dévoilées par Marx et Engels, étaient les mêmes que celles de la bourgeoisie de l'ancienne Chine.

La lutte de la classe ouvrière contre l'exploitation capitaliste

La baisse du salaire réel fait des ouvriers la proie de la

faim et du froid ; inexorablement, la classe ouvrière se dresse alors et combat l'exploitation capitaliste.

Afin de sauvegarder son droit à l'existence, la classe ouvrière s'oppose à la cruelle exploitation de la bourgeoisie, développe la lutte économique pour la hausse des salaires ; cela est très important. Elle peut ainsi freiner momentanément la baisse du salaire réel, mais aussi, en luttant, renforcer son unité, élever sa conscience de classe, aiguïser sa combativité. Mais nous ne pouvons trop exagérer le rôle de la lutte économique. Marx indique : les ouvriers, en tant que classe, *« ne doivent pas oublier qu'ils luttent contre les effets et non contre les causes de ces effets, qu'ils ne peuvent que retenir le mouvement descendant, mais non en changer la direction, qu'ils n'appliquent que des palliatifs, mais sans guérir le mal »*.¹⁵ Ainsi la classe ouvrière doit chercher à se libérer totalement, et ne doit absolument pas se limiter à la lutte économique, elle doit développer la lutte économique jusqu'à la lutte politique, renverser la domination réactionnaire de la bourgeoisie, détruire le système d'exploitation capitaliste.

Mais des traîtres à la classe ouvrière de tout poil claironnent avec force : *« Tant mieux si les ouvriers mènent uniquement la lutte économique. »* D'après ces absurdités, il ne s'agit pas du tout que la classe ouvrière utilise la révolution violente pour conquérir le pouvoir et anéantir le système capitaliste. Il suffit d'une petite augmentation de salaire, d'une quelconque amélioration de son sort, pour s'estimer satisfait. Si cette poignée de traîtres crie ces absurdités, c'est qu'elle pense aiguïller le mouvement révolutionnaire du prolétariat dans l'impasse du réformisme bourgeois, faire éternellement subir à la classe ouvrière l'esclavage salarié des capitalistes. *« Au lieu du mot d'ordre conservateur : un salaire équitable pour une journée de travail équitable, ils doivent inscrire sur leur drapeau le mot d'ordre révolutionnaire : « abolition du salariat. »*¹⁶

PRINCIPAUX MATERIAUX D'ETUDE

Marx : « *Le Capital* », livre 1, chapitres 4, 5, 10 et 17.

Marx : « *Travail salarié et capital* ».

Marx : « *Salaire, prix et profit* ».

Mao Tsé-toung : « *Analyse des classes de la société chinoise* » Œuvres choisies, t.1.

Mao Tsé-toung : « *La révolution chinoise et le Parti communiste chinois* », chapitre 1, section 3 et chapitre 2, section 4. Œuvres choisies, t.2.

SUJETS DE REFLEXION

1) *Comment la plus-value est-elle produite ? Pourquoi dit-on que l'essence de la production capitaliste est la production de la plus-value ?*

2) *Quelles sont les méthodes utilisées par les capitalistes pour exploiter et opprimer les ouvriers ?*

3) *Pourquoi dit-on que le salaire capitaliste n'est que la forme masquée de la valeur ou du prix de la force de travail ?*

4) *Pourquoi doit-on étudier la théorie de la plus-value de Marx ? Comment utiliser cette théorie pour critiquer la théorie de la « justification de l'exploitation » prônée par Liu Shaoqi ?*

1. Marx : « *Le Capital* », E.S., Livre 1, T. 1, p. 194.

2. Marx : « *Le Capital* », E.S., Livre 1, T. 1, p. 194.

3. Marx : « *Le Capital* », E.S., Livre 1, T. 1, p. 166.

4. Marx : « *Travail salarié et capital* », E.P., p. 28.

5. Marx : « *Le Capital* », E.S., Livre 1, T. 3, p. 59.

6. Marx : « *Le Capital* », E.S., Livre 3, T. 1, p. 269.

7. Marx : « *Le Capital* », E.S., Livre 3, T. 1, p. 263.

8. Marx : « *Le Capital* », E.S., Livre 1, T. 2, p. 200.

9. N.d.T. : 1 yuan = 100 fens.

10. Marx : « *Le Capital* », E.S., Livre 1, T. 1, p. 287.

11. Marx : « *Critique du Programme de Gotha* », E.P., p. 22.

12. Engels : *Introduction à « Travail salarié et capital »*, E.P., p. 3.

13. N.d.T. : la famille de Tchiang Kai-shek : une des « quatre grandes familles » qui, avant 1949, contrôlaient la vie politique et économique du pays.

14. Marx et Engels : « *Manifeste du Parti communiste* », E.P., p. 42.

15. Marx : « *Salaire, prix et profit* », E.P., p. 73.

16. Marx : « *Salaire, prix et profit* », E.P., p. 73.

CHAPITRE V

Les inégalités s'accroissent continuellement dans la société capitaliste

**L'accumulation du capital
et la paupérisation du prolétariat**

Les capitalistes extorquent par tous les moyens la plus-value absolue et la plus-value relative, et transforment à nouveau en capital cette plus-value qui vient de l'exploitation ; ils exploitent et oppriment toujours plus largement les ouvriers. Ce processus par lequel la plus-value se transforme à nouveau en capital, constitue l'accumulation du capital. L'analyse de l'accumulation du capital peut nous faire comprendre pourquoi, dans l'ancienne société, les capitalistes qui ne travaillaient jamais voyaient s'accroître constamment leurs richesses, alors que les ouvriers, qui tous les jours travaillaient dur, voyaient leurs conditions de vie devenir de plus en plus difficiles. En outre, nous comprendrons mieux pourquoi les expropriateurs seront expropriés, pourquoi la disparition du capitalisme et la victoire du socialisme sont inévitables, sans qu'aucune force réactionnaire ne puisse les empêcher. La grande mission historique du prolétariat, c'est justement le renversement de ce système capitaliste criminel.

L'accumulation du capital aggrave l'exploitation des ouvriers

Analysons la reproduction simple capitaliste et démasquons les mensonges prétendant que ce sont les capitalistes qui nourrissent les ouvriers

Nous avons dit ci-dessus que l'accumulation du capital est le processus par lequel les capitalistes transforment à nouveau en capital la plus-value exploitée. Avant d'analyser l'accumulation du capital, nous allons voir ce qui se passerait si, au lieu de transformer à nouveau en capital la plus-value exploitée, les capitalistes l'utilisaient en entier pour leur consommation personnelle. Dans ce cas, la production des capitalistes ne pourrait s'élargir et ils ne pourraient procéder qu'à la reproduction capitaliste simple.

Prenons un capitaliste. Il ouvre une usine avec un capi-

tal de 10 000 francs, dont 8 000 qu'il utilise pour acquérir bâtiments, matières premières et équipements en machines (pour simplifier, supposons que ces moyens de production d'une valeur de 8 000 francs soient entièrement consommés en un an et que leur valeur soit totalement transférée dans les produits), et 2 000 francs qui servent à acheter la force de travail. Supposons aussi un taux de plus-value de 100 %. En une année, la valeur des produits est finalement de $8\,000\ c + 2\,000\ v + 2\,000\ pl = 12\,000$ francs, dont 2 000 de plus-value. Si le capitaliste et sa famille utilisent entièrement pour des dépenses somptuaires ces 2 000 francs de plus-value acquise, au début de la seconde année de production le capital qu'il a entre les mains sera comme par le passé de $8\,000\ c + 2\,000\ v = 10\,000$ francs. Supposons que le taux de plus-value ne change pas ; la valeur de la production de la seconde année reste de $8\,000\ c + 2\,000\ v = 12\,000$ francs. Au cours de la production, l'échelle de la production ne s'est pas élargie, on a maintenu le niveau de départ. Cette reproduction à la même échelle que la production initiale, c'est la reproduction simple.

Que montre la reproduction simple capitaliste ?

Elle permet tout d'abord de comprendre clairement qui nourrit qui dans la société capitaliste. Supposons un seul procès de production. Le capitaliste se sert du capital avancé pour payer les salaires. Il semble bien que ce soit lui qui entretienne les ouvriers. C'est exactement ce que prétend la propagande des capitalistes. Mais il suffit de regarder le processus de la reproduction pour que ce mensonge des capitalistes soit immédiatement démasqué. Le salaire est seulement une partie de la valeur créée par les ouvriers eux-mêmes au cours du procès de production. Dans la valeur nouvellement produite, il y a non seulement la valeur qui permet à l'ouvrier de vivre et de reproduire sa force de travail, mais encore la valeur qui permet au capitaliste de vivre et de mener une vie de plaisirs. C'est pourquoi ce ne sont pas les capitalistes qui font vivre les ouvriers.

Tout au contraire, ce sont les ouvriers qui entretiennent les capitalistes.

Ensuite, le processus de la reproduction simple nous permet de comprendre que le capital des capitalistes vient toujours de la transformation de la plus-value. Reprenons l'exemple précédent ; ce capitaliste qui possédait initialement un capital de 10 000 francs consacre chaque année 2 000 francs à ses dépenses personnelles. Ainsi en cinq ans, il a totalement mangé son capital initial de 10 000 francs. Mais grâce à la reproduction simple, il dispose toujours, cinq ans après, d'un capital de 10 000 francs. Ces 10 000 francs de capital ne sont déjà plus le capital initial, mais ils représentent la somme des plus-values extorquées année après année en 5 ans. Marx a dit : « *Abstraction faite de toute accumulation proprement dite, la reproduction simple suffit donc pour transformer tôt ou tard tout capital avancé en capital accumulé ou en plus-value capitalisée.* »¹ Il est donc tout à fait juste que la classe ouvrière, après la prise du pouvoir, dépouille la bourgeoisie de tous les moyens de production pour les faire revenir à l'Etat du prolétariat, puisque le capital des capitalistes provient de la transformation de la plus-value créée par les ouvriers. Ce n'est que la confiscation des richesses produites par des générations et des générations d'ouvriers.

Enfin, à partir du processus de la reproduction simple, on peut voir que la reproduction capitaliste reproduit non seulement toutes sortes de marchandises, mais aussi les rapports de production capitalistes. Au cours de la reproduction, les ouvriers créent sans cesse le capital variable qui permet d'acheter la force de travail, et aussi la plus-value qui permet au capitaliste de vivre et de maintenir son capital initial. A la fin du procès de production, l'ouvrier reste un travailleur salarié qui n'a rien entre les mains, et le capitaliste possède toujours tout ce qui est nécessaire à l'exploitation de l'ouvrier.

La reproduction élargie capitaliste sert à extorquer encore davantage de plus-value

Ci-dessus, nous avons supposé que le capitaliste dépensait pour sa propre consommation toute la plus-value extorquée, et qu'ainsi, la reproduction ne pouvait se répéter qu'à l'échelle initiale. Mais la reproduction simple n'est pas la caractéristique de la production capitaliste.

La caractéristique de la production capitaliste, c'est la reproduction élargie.

Pour entreprendre la reproduction élargie, le capitaliste ne doit pas utiliser pour sa consommation personnelle toute la plus-value extorquée, mais il doit en réserver une partie qu'il transforme à nouveau en capital, pour l'utiliser à l'achat de nouvelles machines, de nouveaux équipements et à l'embauche de nouveaux ouvriers : c'est seulement ainsi qu'il peut élargir l'échelle de la production et réaliser la reproduction élargie.

Prenons le capital d'un capitaliste au moment où il se lance dans la production. Soit 10 000 francs : 8 000 de capital constant, 2 000 de capital variable ; le taux de plus-value est de 100 %. A la fin du procès de production, la valeur des produits est de $8\ 000\ c + 2\ 000\ v + 2\ 000\ pl = 12\ 000$ francs. Supposons encore que le capitaliste utilise la moitié de ces 2 000 francs de plus-value pour sa consommation personnelle, et l'autre moitié pour l'accumulation, qu'il transforme en nouveau capital. Si la proportion entre capital constant et capital variable reste la même que dans l'exemple initial, dans le nouveau capital de 1 000 francs, le capital constant nouvellement ajouté est de 800 francs, le capital variable nouvellement ajouté est de 200 francs. La deuxième année, le montant global du capital atteint donc 11 000 francs, sa composition est : $8\ 800\ c + 2\ 200\ v$. Si le taux de plus-value reste de 100 %, la deuxième année, la valeur du produit est de $8\ 800\ c + 2\ 200\ v + 2\ 200\ pl = 13\ 200$ francs. Si on la compare avec la valeur du produit

de la première année, on voit que ce capitaliste a réalisé la reproduction élargie.

Si l'on examine la reproduction élargie capitaliste, on peut voir qu'elle n'existe que par la transformation en capital d'une partie de la plus-value. Dans la reproduction simple il faut attendre un certain temps pour constater que le capital investi par le capitaliste résulte de la transformation de la plus-value ; mais dans la reproduction élargie, le capital additionnel apparaît clairement depuis le début comme produit de la transformation de la plus-value.

Pourquoi le capitaliste entreprend-il l'accumulation du capital et la reproduction élargie au lieu d'utiliser toute la plus-value pour sa consommation personnelle ? Certains économistes bourgeois interprètent l'accumulation du capital comme la manifestation d'une vertu d'« abstinence » des capitalistes, comme si les capitalistes entreprenaient cette accumulation dans l'intérêt de la société toute entière, comme s'ils domptaient leur désir de consommation pour élargir la production.

Marx a démasqué la nature de l'« abstinence » des capitalistes. Il a indiqué que le capitaliste est « *dominé par sa passion aveugle pour la richesse* ». ² La cupidité avec laquelle les capitalistes recherchent la plus-value est sans limites : ce n'est qu'en réalisant sans cesse l'accumulation du capital, en augmentant sans cesse le chiffre de leur capital, en élargissant sans cesse la production, qu'on peut accroître la plus-value. En même temps, la concurrence oblige aussi les capitalistes à accumuler du capital. Celui dont le capital est le plus grand peut acquérir de l'outillage, acheter des matières premières, adopter de nouvelles techniques, etc., il occupe une position avantageuse. Il a donc plus de possibilités d'accroître la productivité, d'abaisser le temps de travail individuel pour la fabrication d'un produit au-dessous du temps de travail socialement nécessaire, et par là de l'emporter dans la concurrence. Dans le cas contraire, il sera vaincu par la concurrence et deviendra une proie,

petit requin que mangent les gros requins. La concurrence constitue une pression pour chaque capitaliste. Dans la concurrence, la crainte de l'échec et de la faillite oblige les capitalistes à accumuler du capital autant qu'ils le peuvent pour renforcer leur potentiel de concurrence. *« La concurrence impose les lois immanentes de la production capitaliste comme lois coercitives externes à chaque capitaliste individuel. Elle ne lui permet pas de conserver son capital sans l'accroître, et il ne peut continuer de l'accroître à moins d'une accumulation progressive. »*³

De toute évidence, ce n'est pas quelque vertu d'« abstinence », mais la cupidité et la crainte qui poussent les capitalistes à transformer à nouveau en capital une partie de la plus-value extorquée sur le dos des ouvriers. Plus les capitalistes les exploitent, plus l'accumulation du capital est grande. Plus l'accumulation du capital est grande, plus les capitalistes veulent en retour extorquer de plus-value. C'est pourquoi l'accumulation du capital n'est pas seulement le résultat de l'exploitation des ouvriers, mais encore un moyen pour les capitalistes d'aggraver et d'étendre cette exploitation.

Le chômage ouvrier est le résultat inévitabile de l'accumulation du capital

L'élévation de la composition organique du capital provoque l'exclusion de l'ouvrier par la machine

L'accumulation du capital n'est pas seulement l'accroissement du montant global du capital. Au cours de ce processus d'accumulation, la composition du capital peut également varier, ce qui a de grosses conséquences pour le prolétariat.

Du point de vue matériel, la composition du capital

apparaît comme un rapport entre les moyens de production (bâtiments d'usine, machines, matières premières) et la force de travail. Il existe un certain rapport entre la quantité de moyens de production achetés par le capitaliste et le nombre d'ouvriers qu'il emploie. Par exemple, il existe un certain rapport entre la quantité de coton usée chaque jour et le nombre de fuseaux montés quotidiennement par une ouvrière du textile. Que ce rapport soit faible ou élevé dépend du niveau technique de la production sociale, des caractéristiques et du degré de mécanisation de chaque branche de la production, et dépend aussi du degré d'équipement technique de chaque entreprise. C'est pourquoi nous appellerons ce rapport la composition technique du capital.

On peut aussi examiner la composition du capital sous l'angle de la valeur. La valeur des moyens de production apparaît comme le capital constant, la valeur de la force de travail comme le capital variable. Le rapport entre capital constant et capital variable s'appelle la composition-valeur du capital.

Il existe un rapport étroit entre la composition technique et la composition-valeur du capital. De façon générale, la transformation de la composition technique entraîne le changement de la composition-valeur du capital. *« Nous appellerons composition organique du capital sa composition-valeur en tant qu'elle dépend de sa composition technique et que, par conséquent, les changements survenus dans celle-ci se réfléchissent dans celle-là. »*⁴ La formule de la composition organique du capital est : c/v .

Un exemple : un capitaliste possède un capital de 10 000 francs dont 8 000 de capital constant et 2 000 de capital variable. La composition organique de ce capital est finalement de $8\ 000/2\ 000 = 4/1$.

Au cours du développement du capitalisme, la composition organique du capital n'est ni fixe ni immuable. Le capi-

taliste, pour extorquer toujours davantage de plus-value, et pour avoir le dessus dans la concurrence acharnée, doit améliorer le matériel technique de l'entreprise, utiliser des machines pour remplacer le travail manuel, ou remplacer les vieilles machines par des nouvelles. Ainsi, le capitaliste est dans l'obligation d'accroître le capital utilisé pour les machines. Si les machines remplacent le travail manuel, l'ouvrier produira pour le même temps de travail encore plus de produits et consommera plus de matières premières ; le capitaliste devra donc accroître le capital consacré à l'achat de matières premières. Ainsi, dans le processus ininterrompu de l'accumulation du capital, la part du capital constant dans le capital total est de plus en plus grande, alors que celle du capital variable est de plus en plus petite. La composition organique du capital ne cesse de s'élever.

L'élévation de la composition organique du capital a en général pour préalable l'accroissement d'un capital individuel.

L'accroissement du capital revêt deux formes concrètes.

L'une est l'accumulation du capital, c'est-à-dire qu'un capital particulier s'appuie sur sa propre accumulation pour augmenter le montant total de son propre capital.

L'autre est la concentration du capital. A travers la concurrence, le grand capital en absorbe de plus petits, ou plusieurs petits capitaux initialement dispersés pour devenir une société par actions, et constituer un capital important. Accumulation et concentration du capital entraînent nécessairement l'élévation de la composition organique du capital.

L'élévation de la composition organique du capital a inévitablement de graves conséquences pour la classe ouvrière. Si la composition organique du capital ne change pas, l'accumulation du capital augmente parallèlement aux besoins en main-d'œuvre, c'est-à-dire qu'elle aug-

mente proportionnellement aux possibilités d'embauche ouvrière. Mais après l'élévation de la composition organique du capital, les conséquences de l'accumulation du capital ne sont plus les mêmes. La demande en main-d'œuvre peut augmenter, mais l'importance de cette augmentation est beaucoup plus faible que celle du capital constant. Dans certains cas, il peut même y avoir réduction des besoins de main-d'œuvre. C'est parce qu'en dernière analyse, ce n'est pas le montant du capital total qui décide des besoins en main-d'œuvre, mais celui du capital variable. Par exemple, quand la composition organique d'un capital est de $4/1$, cela ne signifie pas que pour 100 francs, 20 vont servir à payer les ouvriers.

Si la composition organique du capital s'élève à $9/1$, cela signifie que sur 100 francs de capital, 10 seulement vont servir à payer les ouvriers. Ainsi, même quand un capital passe de 10 000 à 15 000 francs la part du capital variable peut diminuer de 2 000 à 1 500 francs. Cela montre que l'élévation de la composition organique du capital diminue l'offre d'emploi et a des conséquences très néfastes pour les ouvriers. Dans la société capitaliste c'est la classe ouvrière qui crée les machines, mais l'utilisation des machines par le capitaliste jette à la rue un grand nombre d'ouvriers qui deviennent chômeurs. L'adoption de la machine à coudre par les capitalistes a mis au chômage un grand nombre d'ouvriers couturiers ; celle de la machine à composer a mis au chômage un grand nombre d'ouvriers typographes ; celle de la machine à emballer a mis au chômage beaucoup d'ouvriers emballeurs. Pendant le développement du capitalisme, le chômage s'accroît et les occasions d'embauche pour les travailleurs diminuent relativement au fur et à mesure que les techniques s'améliorent et que la composition organique du capital s'élève ; c'est l'exclusion de l'ouvrier par la machine.

La surpopulation relative est le résultat inévitable de l'accumulation du capital

L'élévation de la composition organique du capital fait diminuer relativement les besoins du capital en force de travail. Mais au cours de l'accumulation du capital, l'offre en force de travail est pourtant en augmentation absolue. Le développement des techniques de production capitaliste et l'adoption, sur une grande échelle, des machines ont simplifié de nombreux gestes de travail, qui ne requièrent plus, par conséquent, une grande force physique. Le résultat, c'est l'entrée dans les troupes de travailleurs salariés d'un grand nombre de femmes et d'enfants. En même temps, au cours du processus d'accumulation du capital, un grand nombre de petits producteurs marchands et de petits capitalistes font faillite par suite de la concurrence, et ne peuvent faire autrement pour gagner leur vie que de vendre leur force de travail. Le développement du capitalisme à la campagne accule aussi à la ruine un grand nombre de paysans, lesquels affluent à la ville pour y chercher de quoi vivre. Tout cela fait s'accroître de façon absolue l'offre en force de travail.

Ainsi, il y a d'un côté diminution relative des besoins en force de travail et de l'autre accroissement absolu de l'offre en force de travail. En conséquence, il existe inévitablement dans la société capitaliste une armée considérable de chômeurs qui constituent une surpopulation relative.

Surpopulation relative, car cette surpopulation n'est excédentaire que par rapport aux besoins du capital, ce qui ne veut pas dire que cette population est réellement en surnombre de façon absolue, ni qu'elle dépasse vraiment les limites de la production sociale des moyens de subsistance qui permettrait de la nourrir, ni qu'en fin de compte, elle est réellement de trop dans la société. En réalité, dans le monde, il ne peut absolument pas y avoir de surpopula-

tion absolue, parce que les hommes ont non seulement une bouche pour manger, mais aussi une paire de bras pour créer toutes sortes de richesses matérielles. Le jour où le peuple travailleur prendra en main son destin, il entamera un combat de grande envergure pour la production et créera des moyens de subsistance jour après jour plus nombreux, ce qui rendra sa vie de jour en jour plus prospère. C'est seulement en société capitaliste que les travailleurs sont jetés à la rue et forment une surpopulation relative, puisqu'ils ne sont pas maîtres de leur destin et que les machines qu'ils créent sont utilisées par le capital. Marx considère que la surpopulation relative est *« la loi de population qui distingue l'époque capitaliste et correspond à son mode de production particulier »*, il indique que *« l'accumulation, le progrès de la richesse sur la base capitaliste produit donc nécessairement une surpopulation ouvrière »*.⁵

La surpopulation relative dans la société capitaliste revêt trois formes fondamentales.

La première est la surpopulation flottante. C'est le terme utilisé pour désigner la population en chômage qui a été exclue temporairement du procès de production. Cette forme de chômage est la plus courante dans les centres industriels. Pendant les crises, ou après l'adoption de nouvelles machines ou de nouvelles technologies, une partie des ouvriers est jetée à la porte de l'usine. Mais quand arrive une période de reprise ou quand l'industrie se développe, ces chômeurs sont absorbés et réintègrent les usines. Seul un petit nombre d'ouvriers des pays capitalistes n'a jamais souffert du chômage. La grande majorité des ouvriers est à certains moments en chômage, à d'autres moments trouve du travail.

La deuxième forme, c'est la surpopulation latente. C'est-à-dire la surpopulation à la campagne. Après la transformation capitaliste à la campagne et l'élévation de la compo-

sition organique du capital, les besoins en ouvriers agricoles diminuent sans cesse. Mais dans l'agriculture, cette exclusion de la force de travail est absolue. On ne peut absorber à nouveau de la force de travail qu'en défrichant de nouvelles terres. Parmi les travailleurs exclus par l'agriculture capitaliste, certains affluent vers les villes, certains mènent une vie des plus précaires en conservant une petite parcelle qu'ils cultivent et en se louant comme journaliers. D'un point de vue formel, ils paraissent ne pas être au chômage, mais en fait, ils sont en surnombre dans la production agricole, c'est pourquoi on parle de surpopulation latente.

La troisième forme, c'est la surpopulation stagnante. Ce sont ceux qui s'adonnent au travail domestique ou au travail à façon. Bien qu'on les compte dans l'armée des travailleurs en service actif, leur travail est très instable, le temps de travail est le plus long, et pourtant, leur salaire est le plus bas, leur niveau de vie se trouve au-dessous du niveau moyen de celui de la classe ouvrière.

Dans la société capitaliste existe encore, outre ces trois sortes de surpopulation relative, la grande masse des misérables qui vivent de la charité ou de la mendicité. Parmi eux, ceux qui ont perdu leur capacité de travail : les vieux, les faibles, les malades, les invalides, les orphelins, les vagabonds, etc. Ils représentent la couche la plus défavorisée de la surpopulation, et leur vie est la plus misérable.

La surpopulation relative est le résultat inévitable de l'accumulation du capital. En même temps, elle se change en retour en levier de l'accumulation du capital jusqu'à devenir une des conditions de l'existence et du développement du mode de production capitaliste. Les capitalistes utilisent le chômage ouvrier comme un atout pour renforcer l'oppression et l'exploitation des ouvriers qui travaillent. On peut souvent entendre dans la bouche des capitalistes des paroles cruelles de ce genre : *« S'il est difficile de trouver une centaine de chiens, il est très facile de trouver une*

centaine d'ouvriers. » Pourquoi les capitalistes peuvent-ils se permettre une telle arrogance ? C'est simplement parce qu'à la porte de l'usine attendent des milliers et des milliers d'ouvriers chômeurs, que le capitaliste peut de ce fait menacer ceux qui sont dans l'usine et diminuer leurs salaires. En même temps, l'économie capitaliste se développe dans la concurrence et dans l'anarchie qui règne dans la production. La production capitaliste se rétrécit et s'élargit par bonds. Quand la production s'élargit soudainement, les besoins du capital en travail ne peuvent être satisfaits par le seul accroissement naturel de la force de travail. Les capitalistes doivent chercher un « réservoir » de force de travail. La surpopulation relative est justement un « réservoir » de ce genre. En ce sens, nous appelons l'armée de chômeurs de la société capitaliste l'armée industrielle de réserve. Elle est indispensable à l'existence et au développement du mode de production capitaliste.

La « théorie de la population » de Malthus est une absurdité réactionnaire inventée pour plaider la cause du capitalisme

Dans la société capitaliste, l'armée de chômeurs existe sur une grande échelle, ce qui pour la bourgeoisie est d'un côté une « bonne » affaire, car elle sert l'exploitation, mais d'un autre côté la déshonore, car elle fait de ces pays soi-disant civilisés des pays barbares. Certains théoriciens à la solde de la bourgeoisie ont réussi, en se creusant la tête, à extirper de leur cervelle des théories bancales pour défendre la bourgeoisie. La « théorie de la population » concoctée au début du XIX^e siècle par l'économiste vulgaire anglais Malthus, est justement une de ces théories bancales.

Malthus développa une idée qui l'a rendu tristement célèbre, prétendant que la population s'accroît selon une progression géométrique (1, 2, 4, 8...) alors que les moyens de subsistances s'accroissent selon une progression arithmétique (1, 2, 3, 4...). Ce serait là la cause fondamentale de la surpo-

pulation, du chômage des masses populaires et de la pauvreté. Cette façon de présenter les choses cache une intention évidente : le chômage et la misère ne sont pas des crimes du système capitaliste, mais le résultat de lois naturelles. Selon la théorie de Malthus, les guerres et les épidémies sont des bienfaits pour les sociétés humaines : beaucoup de gens meurent, ce qui atténue la surpopulation et permet à la croissance de la population de s'adapter à la croissance des moyens de subsistance. Les faits sont éloquents. La théorie extrêmement réactionnaire de Malthus ne tient pas debout. Comment a été créée cette pseudo science de l'accroissement de la population selon une progression géométrique et de celui des moyens de subsistance selon une progression arithmétique ?

A l'origine, Malthus a pris comme base du taux d'accroissement de la population le taux d'accroissement de la population américaine pendant un temps donné et comme base du taux d'accroissement des moyens de subsistance le taux d'accroissement de la production de céréales en France pendant un temps donné. Mais l'analyse scientifique des statistiques a démasqué le tour de passe-passe de Malthus. A cette époque, l'accroissement impétueux de la population américaine a eu pour facteur principal l'immigration et non la reproduction naturelle. Quant à la production de céréales en France, si on la compare à l'accroissement de la population française et non pas à celui de la population américaine, loin d'être en retard sur cet accroissement, elle le dépasse. En 1760, la population française était de 21 millions d'habitants, la quantité moyenne de céréales par personne de 450 litres. Quarante-vingts années plus tard, c'est-à-dire en 1840, la population française atteignait 34 millions d'habitants, soit une augmentation de 62 %, mais la production de céréales s'était accrue encore plus vite, puisqu'en 1840 la quantité moyenne de céréales par personne était de 832 litres soit un accroissement de 85 %. Des documents analogues concernant de nombreux

pays capitalistes peuvent démontrer de même que la population ne s'accroît pas plus vite que les moyens de subsistance, mais que tout au contraire, ces derniers s'accroissent plus vite que la population. Pourtant, malgré cela le peuple travailleur est toujours aussi démuné de tout et a bien du mal à gagner sa vie. Malthus espère, avec cette prétendue surpopulation absolue justifier les crimes du système capitaliste. Peine perdue !

Dans la Chine d'autrefois, la « *théorie de la population* » de Malthus a très largement répandu son venin. Les impérialistes et les réactionnaires du Guomindang⁶ ont toujours utilisé la théorie de la population de Malthus comme arme contre la révolution du peuple chinois. Avant la Libération, ils prétendaient que la cause principale de la misère du peuple chinois était l'excédent de population, et ils mettaient sur le dos des phénomènes naturels les crimes de l'impérialisme, du féodalisme et du capitalisme bureaucratique. A la veille de la Libération, ils ont aussi prétendu que la population était trop nombreuse, que le pouvoir populaire ne pourrait nourrir sa population et qu'il ne tiendrait pas plus de quelques mois. Le président Mao a sévèrement réfuté ces absurdités réactionnaires et a indiqué : « *Il est fort heureux que la Chine soit très peuplée. Même avec une population plusieurs fois multipliée, la Chine est tout à fait capable de trouver une solution ; cette solution, c'est la production.* » « *Révolution et production peuvent résoudre le problème de nourrir la population.* »⁷ Depuis l'édification de la Chine socialiste, cette thèse scientifique du président Mao a été entièrement confirmée par la pratique. Guidé par la ligne révolutionnaire du président Mao, notre pays a très tôt éliminé le phénomène du chômage, l'économie socialiste se développe impétueusement, les conditions de vie du peuple s'améliorent : une Chine misérable et arriérée s'est déjà transformée en un pays socialiste qui connaît un début de prospérité. Les prophéties de l'impérialisme ont été balayées.

L'accumulation du capital entraîne la paupérisation du prolétariat

La bipolarisation entre riches et pauvres est une loi générale de l'accumulation du capital

L'accumulation du capital entraîne des conséquences radicalement différentes pour le prolétariat et la bourgeoisie. Du côté de la bourgeoisie, l'accumulation du capital est un processus d'accumulation et de concentration du capital ; c'est un processus de gonflement des richesses de la bourgeoisie. Du côté du prolétariat, l'accumulation est un processus d'exclusion de l'ouvrier par la machine, d'accroissement de l'armée des chômeurs, de renforcement incessant de l'exploitation des ouvriers qui ont du travail, d'aggravation constante des conditions de vie pour l'ensemble de la classe ouvrière. La bipolarisation entre riches et pauvres au cours de l'accumulation du capital dans la société capitaliste est indépendante de la volonté des hommes. A un bout de la société, c'est l'accumulation des biens, à l'autre bout, c'est l'accumulation de la misère. Marx a indiqué : « *Voilà la loi absolue, générale, de l'accumulation capitaliste.* »⁸

Marx a découvert cette loi d'une extrême importance. Elle nous apprend que l'aggravation des conditions de vie et de travail du prolétariat est due aux rapports de production capitalistes. Dans le système capitaliste, le développement de la production ne peut amener autre chose que la paupérisation du prolétariat, paupérisation qui non seulement est relative mais encore absolue.

La diminution constante de la part du revenu national qui revient au prolétariat crée la paupérisation relative

Le revenu national est la somme de toutes les nouvelles valeurs créées dans l'ensemble de la société en un an. Dans la société capitaliste, le revenu national se divise d'abord

en deux : les salaires qui reviennent aux ouvriers et la plus-value extorquée par les capitalistes. Quel est le changement qui va intervenir au cours du développement du capitalisme dans la répartition du revenu national entre les ouvriers et les capitalistes ?

Le revenu national est entièrement créé par les travailleurs et il s'accroît sans cesse au cours de la reproduction élargie ; pourtant, dans le système capitaliste, la part spécifique du revenu national qui revient au prolétariat sous forme de salaire diminue sans cesse alors que celle qui revient aux capitalistes sous forme de plus-value augmente sans cesse. Ce phénomène est ce qu'on appelle la paupérisation relative du prolétariat. Selon les chiffres américains publiés officiellement, la part spécifique des salaires des ouvriers américains dans le revenu national était de 45,6 % en 1843, 43,5 % en 1866, 42,7 % en 1891, 37 % en 1938, 33,3 % en 1945 et 29,7 % en 1956. Il est évident qu'au cours de l'accumulation du capital, la part relative du revenu des ouvriers n'a cessé de baisser alors que s'accroissait sans cesse la masse des biens usurpés par la bourgeoisie.

Les conditions de travail et de vie ne cessent de s'aggraver, entraînant la paupérisation absolue du prolétariat

Dans la société capitaliste, la paupérisation du prolétariat est non seulement relative, mais encore absolue. Comme Lénine l'a indiqué « *« L'ouvrier se paupérise de façon absolue, c'est-à-dire qu'il devient véritablement plus pauvre qu'avant, qu'il est obligé de vivre encore plus mal, d'avoir une nourriture plus chiche, d'être plus souvent sous-alimenté, et de s'entasser dans des caves et dans des greniers. »* »

La paupérisation absolue du prolétariat se manifeste principalement sous les aspects suivants :

1) L'existence d'une grande quantité de chômeurs. Les ouvriers des pays capitalistes sont souvent menacés de chômage. Aussitôt en chômage, ils perdent toute source de

revenus et se retrouvent immédiatement dans le dénuement le plus complet, acculés au désespoir. C'est un des critères importants de l'aggravation des conditions de vie matérielles du prolétariat. Aux Etats-Unis, le nombre d'ouvriers chômeurs est passé de 1,1 million en 1945 à 2,654 millions en 1955 et 2,8 millions en 1968 pour atteindre 5 millions en 1971. En Angleterre aussi le phénomène du chômage est extrêmement grave. Le nombre d'ouvriers chômeurs anglais est passé de 500 000 à la fin de 1952 à plus de 1,6 million en février 1972.

2) La diminution du salaire réel. Dans les pays capitalistes, les ouvriers qui travaillent ont eux aussi bien du mal à gagner leur vie. Les salaires des ouvriers sont toujours au-dessous de la valeur de leur force de travail, ce qui fait qu'ils parviennent difficilement à maintenir un niveau de vie correct. En luttant contre les capitalistes, ils peuvent voir leurs salaires nominaux augmenter un peu, mais dans la société capitaliste, il y a généralement inflation ; l'augmentation de la valeur-argent des salaires est donc toujours en retard sur la hausse des prix. En définitive, le salaire réel n'a pas augmenté et peut même diminuer. Par exemple, selon les statistiques officielles américaines, les salaires des ouvriers des industries de transformation ont augmenté de 2,6 % entre décembre 1969 et décembre 1970, mais dans le même temps les prix des produits d'usage courant ont augmenté de 5,5 %. Ainsi, le salaire réel des ouvriers des industries de transformation a diminué de 2,9 %. De plus, les impôts et les taxes pullulent dans les pays capitalistes et ils permettent d'extorquer au peuple travailleur une grande partie de son revenu. D'après les statistiques officielles américaines, le montant des impôts collectés aux Etats-Unis a été environ multiplié par 16 pendant les trente années comprises entre 1940 et 1970. Le montant de la dette privée (qui comprend les hypothèques des maisons et le crédit à la consommation) atteignait 197,8 milliards de dollars U.S. en 1960, soit une dette d'environ

1 133 dollars U.S. par personne. Ce montant s'élevait fin 1970 à 557,9 milliards de dollars U.S., soit environ 2 832 dollars U.S. à la charge de chaque Américain. En 1970, le peuple américain a utilisé en moyenne 22,3 % de son revenu annuel pour éponger ses dettes et payer les intérêts. A peu près la moitié de son revenu annuel a servi à payer les impôts et rembourser les dettes et intérêts.

3) Les conditions de vie précaires. Les ouvriers des pays capitalistes sont obligés d'endurer des conditions de vie précaires à cause de la baisse de leur salaire réel. L'aggravation des conditions de vie des ouvriers dans les pays capitalistes est particulièrement flagrante dans le domaine des conditions de logement. Puisque dans la société capitaliste la production se développe de façon anarchique, la production industrielle et la population se concentrent de façon aveugle. Un petit nombre de villes deviennent de plus en plus grandes tandis que les conditions de logement des ouvriers s'aggravent. Marx a indiqué : « *A mesure que l'accumulation du capital s'accélère dans une ville industrielle ou commerciale et qu'y afflue le matériel humain exploitable, les logements improvisés des travailleurs empirent.* »¹⁰

Marx et Engels ont parlé à maintes reprises dans leurs œuvres de l'aggravation des conditions de logement des ouvriers dans la société capitaliste et ont décrit l'affreuse situation des taudis de la grande ville de Londres. A l'heure actuelle, le nombre des taudis des grandes villes du monde capitaliste ne fait que s'accroître. Dans la plus grande ville des Etats-Unis, New-York, la population vivant dans des taudis est passée de 1 664 000 en 1950 à 2 572 000 en 1957. La population des Etats-Unis, était en 1959 de 180 millions d'habitant dont 22 millions habitaient des taudis et 44 millions des logements insalubres.

La pollution de l'air, de l'eau, l'évacuation des déchets par les usines sont de véritables fléaux qui aggravent les conditions de logement des ouvriers et portent gravement

atteinte à leur santé. Plus les villes industrielles se développent plus la pollution y est importante. Les capitalistes qui ont de l'argent peuvent s'installer en banlieue dans des villas entourées de jardin et ce sont encore les masses ouvrières qui souffrent de ce fléau. Dans quelques grandes villes où la pollution est particulièrement grave, les citadins respirent chaque année une grande quantité d'air vicié. Dans ces grandes villes, le taux d'emphysème, de bronchite et d'asthme est très élevé, et le taux de mortalité s'élève en conséquence. En Europe, aux Etats-Unis et au Japon, les ouvriers qui perdent leur emploi parce qu'ils ont contracté l'emphysème ou d'autres maladies sont de plus en plus nombreux.

Quant aux soins médicaux aux Etats-Unis, c'est : « *La porte de l'hôpital est ouverte à deux battants, mais le malade sans argent n'entre pas.* » Chaque fois qu'on est malade, on doit déboursier un tiers du revenu quotidien moyen d'un ouvrier pour les seuls frais d'inscription ; l'opération de l'appendicite coûte deux mois de salaire d'un ouvrier et ce n'est qu'en épargnant plusieurs mois qu'une famille ouvrière moyenne peut payer les frais occasionnés par la naissance d'un enfant. De 1965 à 1972, les frais d'hospitalisation aux Etats-Unis ont augmenté en moyenne de 12,2 % par an et le prix de la consultation de 6,1 % en moyenne par an ; parce qu'ils ne peuvent payer les frais médicaux, beaucoup d'ouvriers continuent de travailler alors qu'ils sont malades et meurent avant l'âge.

4) Travail trop intense et conditions de travail précaires. Au fur et à mesure du développement de la mécanisation et de l'automatisation des entreprises capitalistes, les ouvriers sont non seulement transformés en accessoires de la machine, mais l'intensité de leur travail augmente aussi beaucoup. Un ouvrier de l'industrie automobile américaine accuse : « *Dans la Grèce antique et la Rome impériale, les esclaves pouvaient quand même se reposer un peu à côté de leurs rames, quand le bateau avait le vent en*

poupe mais l'ouvrier d'aujourd'hui qui travaille à la chaîne n'a même pas le temps de souffler, car les pièces arrivent sans arrêt. » Les capitalistes utilisent le « système des cadences » pour exploiter toujours plus les ouvriers ; aux U.S.A., certains ouvriers perdent en 8 ou 10 ans leur capacité de travail et d'autres plus nombreux, la quarantaine venue, ne sont plus adaptés au travail intensif. A cause du travail trop intensif et de l'absence de dispositifs de sécurité, il y a des accidents de travail à n'en plus finir. Le gouvernement américain est obligé de reconnaître qu'il y a au bas mot 85 % des ouvriers américains qui risquent à tout instant d'être blessés pendant le travail et que chaque année, 3 à 5 % des ouvriers meurent d'accidents du travail ou sont grièvement blessés. Le pays capitaliste réputé comme le plus « développé » dans le domaine scientifique, le plus « avancé » dans la technique, est ainsi un pays qui tire ses conditions d'existence de l'appauvrissement constant des ouvriers et des traitements toujours plus mauvais qu'il leur fait subir dans leur travail.

D'après tous les aspects évoqués ci-dessus, on peut voir que la paupérisation absolue du prolétariat existe dans la société capitaliste. C'est une réalité indiscutable.

Les capitalistes, ainsi que leurs représentants dans la classe ouvrière, veulent nier, à partir de phénomènes ponctuels, locaux, partiels, la paupérisation absolue du prolétariat : cela ne tient pas debout.

Le problème de la paupérisation du prolétariat doit être d'abord analysé d'un point de vue de classe. On doit retrancher des rangs des ouvriers ces quelques aristocrates ouvriers achetés par la bourgeoisie. Une petite poignée d'aristocrates ouvriers reçoit de la bourgeoisie quelques miettes du festin, et son niveau de vie s'améliore réellement, mais ces individus ne font déjà plus partie des rangs ouvriers, ce sont des traîtres au prolétariat.

Nous devons aussi analyser le problème de la paupérisa-

tion du prolétariat historiquement et concrètement. A des périodes différentes, à des pays différents, correspondent des niveaux de vie différents ; on ne doit pas comparer de façon simpliste avec le passé. Dans le passé, les rois s'éclairaient à la lampe à huile, aujourd'hui, la quasi-totalité des ouvriers des pays capitalistes ont l'électricité. Si l'on dit que les ouvriers ont l'électricité et que donc il n'y a pas de paupérisation, on dit que le niveau de vie des ouvriers d'aujourd'hui est meilleur que celui des rois dans le passé ! N'est-ce pas un mensonge éhonté ?

On doit aussi examiner la question de la paupérisation du prolétariat sous tous ses aspects. L'examiner sous tous ses aspects revient à dire qu'il ne faut pas regarder la question du niveau de vie dans une usine particulière, dans un endroit particulier, dans une période particulière, mais qu'il faut la regarder pour toute la classe ouvrière sur une longue période. Cela signifie qu'il ne faut pas seulement regarder la vie des ouvriers qui travaillent, mais aussi celle des ouvriers chômeurs ou chômeurs partiels ; qu'il ne faut pas regarder seulement la vie de la classe ouvrière des pays impérialistes, mais aussi celle de la classe ouvrière des colonies ; qu'il ne faut pas seulement regarder la vie de la classe ouvrière pendant les périodes de fausse prospérité du capitalisme, mais qu'il faut aussi la regarder pendant les périodes de crise économique. Ainsi, il n'est pas difficile de voir que le niveau de vie des ouvriers peut s'accroître dans une usine particulière, dans un endroit particulier, pendant une période particulière, mais que pourtant, la situation de l'ensemble de la classe ouvrière est en général une situation de paupérisation constante.

Le prolétariat est le fossoyeur du système capitaliste

Le processus d'accumulation du capital est un processus

d'enrichissement de la bourgeoisie et de paupérisation du prolétariat, mais c'est aussi un processus qui voit les contradictions entre les forces productives et les rapports de production capitalistes s'aiguïser sans cesse. Au cours du développement de l'économie capitaliste, la petite production individuelle, dispersée, indépendante, à échelle réduite, se transforme en grande production socialisée. La socialisation de la production qui se développe dans le système capitaliste comporte deux aspects. D'abord, l'usine du capitaliste n'est pas l'équivalent du petit atelier de l'artisan individuel. Dans l'atelier artisanal, le procès de production de la marchandise est accompli par l'artisan seul. Dans les usines capitalistes, des dizaines, des centaines, voire des milliers d'ouvriers dispersés dans différents ateliers et départements de l'usine, sous le commandement des capitalistes et de leurs représentants, fabriquent une marchandise, grâce à cette division sociale du travail et à cette coopération. Ensuite, la division sociale du travail se développe de jour en jour. La production se spécialise de plus en plus, les différentes branches, les différentes entreprises qui participent à la production sociale ont entre elles des rapports mutuels étroits et sont dans une dépendance mutuelle. Le développement de la division du travail dans l'usine et dans la société fait que la production « *se transforme d'une série d'actes individuels en une série d'actes sociaux et les produits, de produits d'individus en produits sociaux* ». ¹¹ Les machines-outils, les automobiles, le coton, les chaussures et autres produits sont tous la cristallisation du travail commun de beaucoup d'ouvriers, et personne ne peut dire « *ceci est mon œuvre* ».

La production est socialisée, mais les moyens de production et les produits du travail socialisé ne sont pourtant pas propriété publique, ils sont propriété privée des capitalistes. Ainsi apparaît une contradiction entre la socialisation de la production et la propriété privée capitaliste. C'est la contradiction fondamentale du système capitaliste.

La propriété privée capitaliste restreint gravement le développement de la grande production socialisée. Les rapports de production capitalistes font de plus en plus obstacle et deviennent une entrave au développement des forces productives. Il n'y a qu'en abolissant la propriété privée, en établissant la propriété collective socialiste, en remplaçant les rapports de production capitalistes par des rapports de production socialistes qu'on peut résoudre radicalement cette contradiction. C'est pourquoi la destruction du système capitaliste et la naissance du système socialiste sont indépendantes de la volonté humaine et sont historiquement inéluctables.

Mais le processus historique par lequel le système socialiste : remplace le système capitaliste n'est pas spontané. La bourgeoisie, dont l'existence repose sur le système capitaliste, entrave inévitablement cette transformation sociale. Pour réaliser cette transformation, il faut une force sociale qui anéantisse la résistance bourgeoise. Cette force sociale, c'est le prolétariat. Le prolétariat est le représentant des forces productives avancées, il est en position d'exploité et d'opprimé, c'est la classe la plus consciente et la plus profondément révolutionnaire ; armé du marxisme, il se lèvera nécessairement pour renverser le système capitaliste : « *La contradiction entre production sociale et appropriation capitaliste se manifeste comme l'antagonisme du prolétariat et de la bourgeoisie.* »¹² Le prolétariat mûrit et se renforce au cours du développement de l'accumulation du capital.

L'accumulation du capital et la reproduction élargie ne sont pas seulement des processus de reproduction élargie de biens matériels ; ils sont aussi un processus de reproduction élargie des rapports de production capitalistes. D'un côté, ils font naître des capitalistes toujours plus puissants, de l'autre, des salariés toujours plus nombreux. C'est pourquoi l'accumulation du capital ne prépare pas seulement les conditions matérielles objectives de l'anéantissement du

capitalisme, c'est-à-dire la grande production socialisée, mais aussi les fossoyeurs du capitalisme, le prolétariat. « *La bourgeoisie n'a pas seulement forgé les armes qui la mettront à mort ; elle a produit aussi les hommes qui manieront ces armes, les ouvriers modernes, les prolétaires.* »¹³ Le prolétariat naît en même temps que le capitalisme, et il prend progressivement conscience et force au cours de l'accumulation du capital. Le développement de l'accumulation du capital fait progressivement grossir les rangs du prolétariat et la grande production socialisée aiguise le caractère discipliné et organisé de celui-ci. La paupérisation du prolétariat approfondit sans cesse la contradiction bourgeoisie-prolétariat : la pratique de la lutte de classe, l'arme du marxisme font du prolétariat la classe la plus désintéressée, la plus clairvoyante, la plus radicalement révolutionnaire.

Dans le processus d'accumulation du capital, l'énorme développement de la socialisation de la production arrive nécessairement à un point où l'enveloppe capitaliste ne peut plus la contenir. Marx proclamait avec confiance : « *Cette enveloppe se brise en éclats. L'heure de la propriété capitaliste a sonné. Les expropriateurs sont à leur tour expropriés.* »¹⁴ Le capitalisme sera anéanti, le socialisme triomphera, c'est le dénouement inéluctable de l'accumulation du capital.

PRINCIPAUX MATERIAUX D'ETUDE :

MARX : « *Le Capital* », Livre 1, section 7.

LENINE : « *La paupérisation dans la société capitaliste* », Œuvres, Tome 18.

MAO TSE-TOUNG : « *La faillite de la conception idéaliste de l'histoire* », Œuvres choisies, T. 4.

SUJETS DE REFLEXION :

1) *A quelles conclusions nous amène l'analyse de la reproduction simple et de la reproduction élargie capitaliste ?*

2) *Quelles sont les causes du chômage et de la paupérisation du proléta-*

riat en système capitaliste ? Quelle est la nature réactionnaire de la « théorie de la population » de Malthus ?

3) *Pourquoi dit-on que le prolétariat est le fossoyeur du système capitaliste ?*

1. Marx : « *Le Capital* », E.S., Livre 1, T. 3, p. 13.
2. Marx : « *Le Capital* », E.S., Livre 1, T. 3, p. 32.
3. Marx : « *Le Capital* », E.S., Livre 1, T. 3, p. 32.
4. Marx : « *Le Capital* », E.S., Livre 1, T. 3, p. 54.
5. Marx : « *Le Capital* », E.S., Livre 1, T. 3, p. 74-75.
6. N.d.T. : Parti nationaliste.
7. Mao Tse-Toung : « *La faillite de la conception idéaliste de l'histoire* », Œuvres choisies, E.P., T. 4, p. 477-478.
8. Marx : « *Le Capital* », E.S., Livre 1, T. 3, p. 87.
9. Lénine : « *La paupérisation dans la société capitaliste* », Œuvres, T. 18, p. 451.
10. Marx : « *Le Capital* », E.S., Livre 1, T. 3, p. 103.
11. Engels : « *Anti-Dühring* », E.S., p. 306.
12. Engels : « *Anti-Dühring* », E.S., p. 309.
13. Marx et Engels : « *Manifeste du parti communiste* », E.P., p. 41.
14. Marx : « *Le Capital* », E.S., Livre 1, T. 3, p. 205.

CHAPITRE VI

**Le procès du mouvement
du capital
est le procès par lequel
la plus-value est extorquée
et réalisée**

**Le cycle, la rotation du capital,
et la reproduction du capital social**

Pour remplir pleinement son rôle, le capital doit être en mouvement perpétuel. Il passe du procès de circulation au procès de production, puis de nouveau du procès de production au procès de circulation, et ainsi de suite.

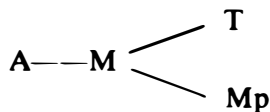
Dans les deux chapitres précédents, nous avons momentanément laissé de côté le procès de circulation du capital, pour examiner le seul procès de production. Dans ce chapitre, nous allons examiner le mouvement du capital et ses contradictions internes du point de vue de la circulation.

Le cycle du capital passe par trois phases et prend trois formes

Les trois phases du cycle du capital réalisent l'unité du procès de production et du procès de circulation

Au cours de son mouvement, le capital passe par trois phases successives et prend trois formes correspondantes.

Dans la première phase du mouvement du capital, le capitaliste dépense d'abord une certaine somme d'argent, avec laquelle il achète des moyens de production et de la force de travail sur le marché des marchandises et sur le marché du travail. Si nous représentons l'argent par A, les marchandises par M, la force de travail par T, et les moyens de production par Mp, nous pouvons représenter ce procès de la façon suivante :



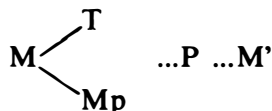
Durant cette phase, l'argent qui se trouve dans les mains du capitaliste remplit simultanément la fonction de moyen d'achat et de paiement, et la fonction de capital. Le capitaliste achète la force de travail et les moyens de production

nécessaires pour extorquer aux travailleurs un excédent de travail : de ce fait, l'argent devient ici un capital-argent ; par l'achat de moyens de production et de force de travail, ce capital-argent se transforme alors en capital productif. S'il n'y a pas de capital-argent, il n'y a pas non plus de capital productif, et il n'est donc pas possible de produire de la plus-value. La fonction du capital-argent est de préparer les conditions de la production de la plus-value.

Dans la deuxième phase du mouvement du capital, le capitaliste combine moyens de production et force de travail pour mener à bien la production. Ainsi, le procès de circulation du capital est interrompu, et on aborde le procès de production. Au cours de ce procès, la force de travail est dépensée, les matières premières sont transformées, les équipements s'usent, pour produire une certaine quantité de marchandises. Ainsi, le capital productif se convertit alors en capital-marchandise.

A ce stade, le capital-marchandise contient déjà la plus-value créée par les ouvriers. C'est pourquoi, si on le compare aux marchandises achetées au départ, non seulement la forme naturelle est différente, mais aussi sa valeur est déjà plus grande que celle du capital de départ.

On peut représenter ce procès de la façon suivante :



Ici, P représente le capital productif à l'œuvre dans le procès de production, les points de suspension avant et après P représentent l'interruption du procès de circulation et la mise en action du procès de production ; M' représente les marchandises incluant la plus-value.

Durant cette phase, les moyens de production et la force de travail remplissent non seulement le rôle d'éléments

essentiels de la production, mais aussi celui de capital. En effet, c'est pour produire la plus-value que les moyens de production et la force de travail sont réunies entre les mains du capitaliste. La fonction du capital productif, c'est la production de la plus-value.

Dans la troisième phase du mouvement du capital, le capitaliste doit mettre en vente sur le marché les marchandises produites incluant la plus-value. Grâce à la vente des marchandises, le capital-marchandise se convertit à nouveau en capital-argent. De cette façon, le capital revient à sa forme monétaire originelle.

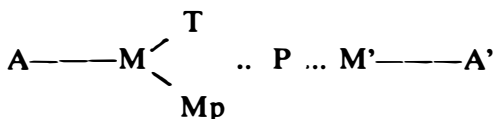
On peut représenter ce procès de la façon suivante :

M'———A'

Ici, A' représente le capital-argent déjà accru ; il comprend la valeur du capital avancé par le capitaliste, et aussi la plus-value déjà réalisée. Ainsi, M'———A' est non seulement le procès de la métamorphose de la valeur marchande, c'est-à-dire la transformation de la marchandise en argent ; mais plus important encore est le procès de réalisation de la plus-value extorquée par le capitaliste et contenue dans la marchandise. La fonction du capital-marchandise est de réaliser la plus-value.

Les trois phases et les trois formes par lesquelles passe le mouvement du capital montrent que le capital, à chacune de ces phases et sous chacune de ces formes, a une fonction indépendante. Après avoir rempli une fonction déterminée, il entre alors dans une nouvelle phase et prend une autre forme. Le capital qui subit des transformations successives dans ce mouvement représente le capital industriel. Ce qu'on appelle le capital industriel comprend non seulement le capital de l'industrie, mais aussi celui de l'agriculture, du bâtiment et des autres branches de la production matérielle. Ce capital change tour à tour de forme, et passe de plus par trois phases différentes, ce qui permet

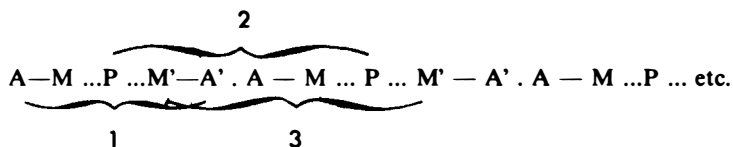
l'augmentation de la valeur ; il finit par retourner à son point de départ initial. Ce mouvement est le cycle du capital industriel. On peut représenter son procès complet de la façon suivante :



Au cours du cycle du capital industriel, la première et la troisième phases constituent le procès de circulation, la deuxième, le procès de production. Dans ces trois phases, le procès de production occupe un rôle déterminant : en effet, seul le procès de production peut créer la plus-value ; tandis que, dans les première et troisième phases, seule la forme du capital se modifie, sans entraîner d'accroissement de la valeur. Cependant, le procès de circulation est lui aussi indispensable au cycle du capital industriel. S'il n'y avait pas procès de circulation, le capitaliste ne pourrait produire, ni réaliser la plus-value. C'est pourquoi le cycle du capital industriel est l'unité des procès de production et de circulation. C'est précisément pour cette raison que les trois phases du cycle du capital industriel doivent se succéder sans interruption. Si le capital rencontrait un obstacle dans la première phase A—M, il pourrait devenir trésor sans pouvoir remplir le rôle de capital ; s'il rencontrait un obstacle dans la deuxième phase, alors il ne pourrait y avoir production de plus-value ; s'il rencontrait un obstacle dans la troisième phase, alors la plus-value déjà produite ne pourrait pas se réaliser.

Le cycle du capital industriel réalise l'unité de trois cycles

Pour que le capitaliste puisse toujours extorquer la plus-value, il faut que le capital soit en mouvement cyclique perpétuel. De cette façon, la formule du cycle du capital industriel se répète à l'infini :



La formule ci-dessus montre que le mouvement incessant du capital industriel n'a pas une forme de cycle unique, mais trois formes de cycle, c'est-à-dire : (1) le cycle du capital-argent, A ... A' ; (2) le cycle du capital productif, P ... P ; (3) le cycle du capital-marchandise, M' ... M'. Pour permettre un mouvement incessant du capital, le capitaliste doit faire en sorte que son capital existe simultanément sous trois formes, et aussi que le capital, sous chacune de ces formes, soit sans arrêt en mouvement suivant la forme du cycle correspondant. Ainsi par exemple, si un capitaliste a un capital de 60 000 francs, il doit le diviser en trois parties : 20 000 francs se trouvent sous la forme de capital-argent, 20 000 francs sous la forme de capital productif, et 20 000 francs sous la forme de capital-marchandise ; et il doit faire en sorte que ces parties soient en mouvement continu suivant la forme de leur cycle propre. C'est seulement ainsi que ce capitaliste peut, lorsque son capital-marchandise de 20 000 devient capital-argent, avoir en même temps un capital productif de 20 000 francs qui devient capital-marchandise, et un capital-argent de 20 000 francs qui devient capital productif. S'il investit tout son capital de 60 000 francs sous une seule forme, alors il ne peut y avoir de production continue, mais seulement intermittente. Si le capital, sous l'une ou l'autre de ses trois formes, rencontre un obstacle dans son procès cyclique, ou si même le cycle est interrompu (par exemple, les marchandises ne se vendant pas, le capital-marchandise ne peut se transformer en capital-argent), alors cela nuira à l'ensemble du cycle du capital ; le mouvement du capital sera bloqué, et le capitaliste sera obligé de fermer boutique et d'arrêter la production.

La rotation du capital est la production et la réalisation continues de la plus-value

Le temps de production et le temps de circulation déterminent la vitesse de rotation du capital

Le cycle du capital n'est jamais interrompu, mais se perpétue continuellement. Le mouvement du capital, en tant que cycle ininterrompu, s'appelle rotation du capital. Marx indique: « *Le cycle du capital, défini non pas comme démarche isolée, mais comme procès périodique, s'appelle sa rotation.* »¹

La rotation du capital doit traverser successivement la sphère de la production et celle de la circulation. Lorsque le capital se trouve dans la sphère de la production, on parle de temps de production du capital; lorsqu'il se trouve dans la sphère de la circulation, on parle de temps de circulation du capital. Ces deux temps réunis constituent le temps de rotation du capital.

D'une façon générale, le temps de production du capital comprend trois parties:

A) Le temps pendant lequel les moyens de production interviennent dans le procès de production. Ce temps est tout d'abord celui pendant lequel les travailleurs transforment l'objet de travail pour achever un produit quelconque: c'est le temps de travail. La durée de ce temps de travail dépend principalement des deux facteurs suivants:

1) la nature de la branche de la production. Par exemple, une filature peut filer chaque jour une quantité déterminée de coton, alors qu'il faut souvent plusieurs mois, voire plusieurs années, à un chantier naval pour construire un bateau: le temps de travail dans le deuxième cas est ainsi plus long que dans le premier cas.

2) la productivité du travail dans l'entreprise. Si l'on com-

pare des entreprises qui produisent le même type d'articles, le temps de travail pour fabriquer un article sera plus court dans une entreprise où la productivité du travail est élevée, et inversement, plus long dans une entreprise où la productivité est faible. Dans certaines branches, le temps pendant lequel les moyens de production interviennent dans le processus de production comprend, outre le temps de travail, le temps pendant lequel la nature a une action propre sur l'objet de travail. Par exemple, la fabrication du vin nécessite un certain temps de fermentation, le bois doit avoir séché un certain temps avant d'être travaillé, les plantes agricoles doivent pousser naturellement pendant un certain temps, etc.

B) Le temps pendant lequel, les moyens de production se trouvent toujours sur le lieu de la production, bien que le processus de production soit suspendu. Par exemple, le temps où les machines cessent de fonctionner à cause d'un incident, ou bien la nuit.

C) Le temps pendant lequel les moyens de production sont déjà entrés dans la sphère de la production, mais pas encore dans le processus de production, par exemple lors du stockage de matières premières. De ces différents moments, le temps de travail est le plus important, car c'est le seul moment où les ouvriers créent de la valeur et la plus-value. C'est pourquoi le capitaliste s'efforce toujours de raccourcir les deux autres temps et de faire en sorte que le temps de production corresponde autant que possible au temps de travail : de cette façon, un capital déterminé peut, dans un temps déterminé, donner une plus-value encore plus importante.

Le temps de circulation du capital comprend non seulement le temps pendant lequel le capital-argent devient capital productif, c'est-à-dire celui où le capitaliste achète les moyens de production et la force de travail ; mais il comprend encore le temps pendant lequel le capital-marchan-

dise devient capital-argent, c'est-à-dire lors de la vente des marchandises.

La durée du temps de circulation du capital dépend principalement de l'état de l'offre et de la demande sur le marché, de la proximité du lieu de production par rapport au marché, ainsi que des conditions de transport.

Chaque branche de la production, chaque entreprise, subit de façon différente l'influence de tous ces facteurs : c'est pourquoi le temps de production et le temps de circulation de chaque capital varient, faisant varier le temps de rotation.

De ce fait, la vitesse de rotation n'est pas non plus la même pour chaque capital (la vitesse de rotation du capital est couramment calculée sur un an). Dans l'hypothèse où le temps de circulation d'un capital est d'un mois (pour passer de capital-argent en capital productif et de capital-marchandise en capital-argent), et où le temps de production du capital est de trois mois, la rotation du capital s'effectue alors en quatre mois, et la vitesse de rotation est de trois fois par an. Dans une autre hypothèse où la rotation d'un capital se fait en six mois, la vitesse de rotation est de deux fois par an.

Grâce à l'analyse précédente, on peut voir que la vitesse de rotation du capital est en définitive déterminée par le temps de production et le temps de circulation du capital.

La composition du capital productif a une très grande influence sur la vitesse de rotation du capital

Au cours de l'analyse précédente, nous avons supposé que toutes les parties du capital productif se transforment simultanément en capital-marchandise. Mais en fait, le caractère et le mode de rotation de chacune de ces parties sont très différents. De ce point de vue, le capital productif se compose de deux parties, le capital fixe et le capital circulant.

Le capital fixe est la partie du capital qui existe sous forme d'usines et d'équipements en machines. Cette partie est avancée en une fois, sa forme naturelle entre en totalité dans le procès de production, et elle est utilisable dans plusieurs procès de production ; mais sa valeur, du fait de l'usure progressive des machines, passe petit à petit dans les nouveaux produits. A cause de ce mode particulier de transfert de la valeur, nous appelons cette partie du capital, capital fixe. Prenons le cas d'une machine-outil d'une valeur de 4 000 francs, et dont la durée de vie se limite à dix ans. Dans ce cas, 400 francs de valeur-capital sont transférés chaque année dans les articles produits. Avec la vente de ces articles, 400 francs de valeur-capital retournent chaque année entre les mains du capitaliste, comme amortissement. Ce processus de transfert de la valeur ne s'achèvera qu'au bout de dix ans.

Le capital circulant est la partie du capital qui existe sous forme de matières premières, de combustibles, de matières auxiliaires, et celle qui sert à acheter la force de travail.

Lorsque s'achève un procès de production, ces matières premières, combustibles, matières auxiliaires, ont alors perdu leur forme naturelle d'origine, et leur valeur est entièrement transférée dans les nouveaux produits en un seul procès de production ; de plus, lorsque les produits ont été vendus, cette valeur retourne entièrement entre les mains du capitaliste sous forme d'argent. C'est pourquoi on appelle capital circulant le capital investi dans les matières premières, combustibles et matières auxiliaires.

La valeur de la partie du capital circulant qui sert à acheter la force de travail n'est absolument pas transférée dans les biens nouvellement produits, c'est le nouvel apport de travail des ouvriers qui crée la valeur correspondante à celle de cette partie du capital. Malgré cette particularité propre, du point de vue du mode de rotation de la valeur,

la partie du capital circulant qui sert à acheter la force de travail est cependant semblable à celle qui sert à acheter les matières premières, les combustibles et les matières auxiliaires. En effet, la valeur créée par les ouvriers lors du procès de production, équivalente à la valeur de la force de travail, entre aussi en totalité dans les nouveaux produits au cours d'un seul procès de production ; de plus, avec la vente de ces produits, elle est aussi totalement restituée. C'est pourquoi la partie du capital qui sert à acheter la force de travail est aussi du capital circulant.

Nous le voyons maintenant, Marx divise le capital de deux façons. Dans le chapitre sur la production de la plus-value, il distingue capital constant et capital variable : cette distinction repose sur les rôles différents de chaque partie du capital dans le procès de production de la plus-value. Elle nous permet de comprendre que la plus-value s'accroît à partir du capital variable : elle dévoile le secret de l'exploitation des ouvriers par les capitalistes. Dans ce chapitre-ci, la distinction entre capital fixe et capital circulant repose sur les différences de nature et de mode de la rotation de chaque partie du capital. Cette distinction nous permet, pour ce qui est de la composition du capital, de saisir les différents facteurs qui influent sur la vitesse de rotation du capital.

On peut représenter de la façon suivante ces deux façons de diviser le capital :

D'après le rôle
dans la production
de la plus-value

D'après la nature
et le mode
de la rotation

Capital constant	{ usines et autres bâtiments équipements en machines matières premières, combustibles matières auxiliaires	} Capital fixe
Capital variable		

Nous avons dit précédemment que la valeur du capital fixe passait progressivement dans les nouveaux produits, suivant son degré d'usure. Cette usure a une influence directe sur l'ordre de grandeur de la valeur ainsi transférée, ainsi que sur la vitesse de rotation. Pour mieux étudier les caractéristiques de la rotation du capital fixe, nous devons encore analyser l'usure du capital fixe.

Cette usure est due à des causes de nature différente. On peut distinguer érosion visible et érosion invisible :

L'érosion visible est en premier lieu causée par l'usage du capital fixe dans le procès de production ; elle est ensuite causée par l'action de la nature, par exemple le bois pourrit, le fer rouille, etc. C'est pourquoi cette érosion est aussi appelée usure matérielle.

L'érosion invisible provient de l'amélioration des techniques de la production, qui permet de raccourcir le temps de travail socialement nécessaire pour produire une même machine, et qui donc fait baisser la valeur du capital fixe d'origine. Elle provient aussi de l'apparition de nouvelles machines de plus grande efficacité, qui entraîne une dépréciation des anciennes machines. Ce type d'érosion qui crée la dévalorisation des anciennes machines, est appelé usure morale ou aussi érosion invisible. Pour éviter ce type d'érosion invisible, le capitaliste s'efforce toujours d'accélérer la rotation du capital et de renforcer l'exploitation des ouvriers, à l'aide de moyens tels que l'allongement de la journée de travail, l'élévation de l'intensité du travail, la pratique des équipes tournantes, etc., dans le but de recouvrer le plus vite possible la valeur du capital fixe.

Etant donné que ni la vitesse, ni le temps de rotation du capital fixe et du capital circulant ne sont les mêmes, lorsque nous parlons de la vitesse de rotation d'un capital quelconque, il s'agit en général de la vitesse de rotation totale de ce capital. La vitesse de rotation totale d'un capital avancé est fixée d'après la moyenne des rotations de chacun des composants de ce capital. Pour la calculer, la for-

mule est de diviser le montant total de la rotation du capital sur une année par le total du capital avancé. Le tableau ci-dessous indique la rotation totale de l'ensemble d'un capital avancé, à partir d'un exemple chiffré.

Les différents éléments du capital productif	Valeur (francs)	Nombre de rotations sur un an	Montant total après une rotation sur un an (N.d.T. : des dépenses de production) (francs)
Capital fixe	100.000	1/10	10.000
dont :			
* usines	30.000	1/30	1.000
* machines	60.000	1/10	6.000
* petits outils	10.000	3/10	3.000
Capital circulant	50.000	4	200.000
Total du capital avancé	150.000	1,4	210.000

D'après ce tableau, on peut voir qu'en divisant le montant total de la rotation du capital, 210 000 francs, par le total du capital avancé, 150 000 francs, il ressort que la vitesse de rotation de l'ensemble du capital avancé est de 1,4 fois par an. On peut aussi voir que la composition du capital productif a une très grande influence sur la vitesse de rotation du capital. La vitesse de rotation du capital fixe est faible, celle du capital circulant est grande. C'est pourquoi plus la proportion du capital fixe est élevée, plus la vitesse de rotation de l'ensemble du capital est faible ; plus la proportion du capital circulant est élevée, plus la vitesse de rotation de l'ensemble du capital est grande.

Le capitaliste s'efforce d'accélérer la rotation du capital, et extorque toujours davantage de plus-value

La vitesse de rotation du capital a une très grande influence sur la production de la plus-value. L'accélération de la rotation du capital permet non seulement d'économiser la quantité du capital avancé, mais, plus important encore, d'accélérer aussi la rotation du capital variable dans le capital circulant, et d'apporter ainsi encore davantage de plus-value. Supposons que deux capitalistes ont chacun un capital variable de 2 000 francs, et que le taux de plus-value est dans les deux cas de 100 %. Si la rotation du capital du capitaliste A se fait une fois en un mois, il peut en une année obtenir une plus-value de 24 000 francs ; par contre, si la rotation du capital du capitaliste B se fait une fois en six mois, il n'obtiendra en un an que 4 000 francs de plus-value. Bien que le taux de plus-value soit le même pour l'un et l'autre, le taux annuel de plus-value (le rapport de la quantité de plus-value produite en un an sur le montant global de la valeur du capital variable avancé sur un an) n'est cependant pas le même :

Taux annuel de plus-value du capitaliste A :

$$\frac{pl}{v} = \frac{24\,000}{2\,000} = 1\,200\%$$

Taux annuel de plus-value du capitaliste B :

$$\frac{pl}{v} = \frac{4\,000}{2\,000} = 200\%$$

C'est pourquoi, bien que la quantité de capital variable avancé soit la même dans les deux cas, la vitesse de rotation du capital du capitaliste A est, sur une année, six fois plus grande que celle du capital du capitaliste B, et donc la plus-value qu'il obtient en un an est aussi six fois plus élevée.

Les capitalistes inventent toujours toutes sortes de méthodes pour raccourcir le temps de rotation du capital, (c'est-à-dire le temps de production et le temps de circula-

tion) et extorquer encore davantage de plus-value en accélérant cette rotation. Pour ce faire, dans la sphère de la production, le capitaliste a recours à l'allongement du temps de travail de l'ouvrier, à l'élévation de l'intensité du travail, à l'amélioration des méthodes de production, pour raccourcir le temps de production. Dans la sphère de circulation, il se sert du développement des transports, des postes et télécommunications, et de l'amélioration de l'organisation du commerce, pour raccourcir le temps de circulation. Cependant, les contradictions inhérentes au capitalisme font que souvent l'amélioration des techniques est entravée, et que la vente des marchandises est difficile. C'est pourquoi il est bien rare que le souhait des capitalistes d'accélérer la rotation du capital puisse se réaliser sans encombre.

La reproduction capitaliste se réalise spontanément au milieu de contradictions antagonistes

Le capital social est la somme des capitaux individuels

Des milliers d'entreprises existent dans la société capitaliste. Le capital individuel de chacune de ces entreprises exerce une fonction de capital indépendamment des autres capitaux et réalise l'augmentation de sa valeur. Ces capitaux individuels autonomes ne sont cependant pas coupés les uns des autres, mais au contraire, ils sont en relation et se conditionnent les uns les autres. Car, pour pouvoir réaliser l'augmentation de sa valeur, chacun des capitaux individuels doit entrer en relation avec les autres lors du procès de circulation. Une filature, par exemple, devra d'une part être en relation avec les entreprises qui lui fournissent des moyens de production tels que les machines à filer, le coton, etc., et d'autre part avec les entreprises qui consomment ses produits, comme les industries textiles, et vendre le fil qu'elle produit. C'est pourquoi il existe des relations

d'interdépendance extrêmement serrées entre les différentes entreprises ; grâce à ses relations, les capitaux individuels autonomes forment un tout organique. L'ensemble de ces capitaux individuels liés entre eux constitue le capital social ; et l'ensemble du mouvement de tous ces capitaux constitue le capital social ; et l'ensemble du mouvement de tous ces capitaux constitue le mouvement du capital social.

Précédemment, lorsque nous avons analysé le cycle et la rotation du capital, nous nous placions du point de vue de la reproduction du capital individuel : nous avons essentiellement analysé le procès de production et de réalisation de la plus-value, sans savoir à qui les capitalistes vendent leurs marchandises, où ils achètent les différents moyens de production, où les capitalistes et les ouvriers achètent les produits de consommation dont ils ont besoin. Mais lorsque nous analysons la reproduction du capital social, la situation n'est plus la même. En effet, le capital social englobe déjà tous les capitaux individuels, et il ne peut remplacer les ressources qu'il consomme lors du procès de reproduction qu'à partir de l'ensemble du produit social. Aussi, la question de savoir si ce produit social total peut ou non, et si oui, comment, remplacer la forme naturelle de toutes les ressources consommées dans l'année, est ainsi devenue extrêmement importante pour la marche normale de la reproduction sociale. Comme Lénine l'indique : « *La question, maintenant, c'est justement de savoir où les ouvriers et les capitalistes prendront les moyens de production ; comment le produit fabriqué pourra couvrir toutes les demandes et permettra l'élargissement de la production. Par conséquent, nous avons affaire, ici, non seulement à la « substitution de la valeur, mais également au remplacement de la forme naturelle du produit ».*² Ainsi, dans l'analyse de la reproduction du capital social, il faut non seulement étudier la substitution de la valeur, mais aussi étudier le remplacement de la forme naturelle.

Marx indique tout à fait clairement que le produit social total dans la société capitaliste peut être divisé du point de vue de la valeur en capital constant (c), capital variable (v) et plus-value (pl) ; du point de vue de la forme naturelle, on peut distinguer d'après les différents rôles remplis dans le procès de reproduction, moyens de production et moyens de consommation.

Marx distingue dans l'ensemble de la production sociale deux grands secteurs, qui correspondent à la division selon la forme naturelle du produit : le secteur I est la production des moyens de production, c'est-à-dire la production des machines, des équipements, des matières premières, etc. ; le secteur II est la production des moyens de consommation, c'est-à-dire la production de l'alimentation, des vêtements, des produits d'usage courant, etc. Chaque secteur englobe aussi de nombreuses branches de la production.

La condition fondamentale nécessaire à la reproduction simple

Pour la simplicité de l'exposé, nous supposons que seuls la bourgeoisie et le prolétariat existent dans la société capitaliste ; que le cycle de la production dure une année, et que pendant un cycle la valeur du capital constant est entièrement transférée dans les nouveaux produits ; que toutes les marchandises sont vendues d'après leur valeur, et que la valeur et le prix des marchandises ne varient pas ; qu'il n'y a pas de commerce extérieur. Dans ce cas, la réalisation du produit social total dans les conditions de la reproduction simple fera apparaître les formules suivantes :

$$\text{I) } 4\,000\ c + 1\,000\ v + 1\,000\ pl = 6\,000$$

$$\text{II) } 2\,000\ c + 500\ v + 500\ pl = 3\,000$$

On suppose ici que le capital constant dans le secteur I est de 4 000 , le capital variable de 1 000, la plus-value de 1 000 : la valeur de l'ensemble du produit est de 6 000 ; les

moyens de production constituent sa forme naturelle. Dans le secteur II, le capital constant est de 2 000, le capital variable de 500, la plus-value de 500 : la valeur de l'ensemble du produit est de 3 000 ; les moyens de consommation constituent sa forme naturelle.

Pour que la reproduction puisse se poursuivre, tous les produits des deux grands secteurs doivent se réaliser. Qu'appelle-t-on la réalisation d'un produit ? C'est dire qu'après la consommation d'un objet, sa valeur doit non seulement pouvoir être substituée, mais sa forme naturelle doit aussi pouvoir être remplacée. Pour parler couramment, il faut non seulement pouvoir vendre, mais aussi pouvoir acheter. Nous allons maintenant voir comment se réalise le produit des deux grands secteurs.

Voyons tout d'abord l'échange dans le secteur I. Dans ce secteur, lorsque le procès de production commence au début de l'année, la valeur des moyens de production est de 4 000 francs ; supposons que, lorsque le procès de production s'achève à la fin de l'année, ils aient été entièrement usés. Pour que la reproduction simple puisse avoir lieu la deuxième année, il est nécessaire que de nouveaux moyens de production d'une valeur de 4 000 francs viennent les remplacer. Où les capitalistes iront-ils prendre ces moyens de production, sinon dans un échange réciproque de leurs marchandises à l'intérieur de ce secteur ? Car seule ce secteur I produit des moyens de production. Par exemple, les capitalistes des chantiers navals achètent de l'acier aux capitalistes des aciéries, ces derniers achètent du coke aux capitalistes des houillères, des machines aux capitalistes des usines de machines-outils,... De cette façon, grâce aux échanges à l'intérieur du secteur I, les 4 000 *c* sont substitués et remplacés à la fois en valeur et sous forme naturelle. Comme le dit Marx : « *C'est l'échange d'une forme naturelle de capital constant contre une autre forme naturelle de capital constant, d'une sorte de moyens*

de production contre d'autres sortes de moyens de production. »³

Vient ensuite l'échange dans le secteur II. Dans ce secteur, lorsque le procès de production s'achève à la fin de l'année, les ouvriers utiliseront le salaire de 500 francs qu'ils ont touché pour leur consommation personnelle ; les capitalistes possèdent une plus-value de 500 francs : dans les conditions de la reproduction simple, il n'y a pas accumulation de capital, et cette plus-value de 500 francs sera aussi utilisée pour acheter des produits de consommation. Où les ouvriers et les capitalistes iront-ils acheter les moyens de consommation qui leur sont nécessaires, sinon à l'intérieur du secteur II ? car seul le secteur II produit des moyens de consommation. Il résulte des échanges réciproques à l'intérieur du secteur II que le produit représenté par 500 v et par 500 pl a entièrement été réalisé en valeur et sous forme naturelle.

Enfin, il y a échange entre les deux grands secteurs. Après les deux types d'échanges décrits ci-dessus, il reste dans le secteur I un produit équivalent à 1 000 v et 1 000 pl , et dans le secteur II un produit équivalent à 2 000 c : ces deux parties du produit ne peuvent ni l'une ni l'autre se réaliser dans leur propre secteur. En effet, du point de vue de leur valeur les 1 000 v et les 1 000 pl du secteur I doivent être utilisés par les ouvriers et les capitalistes pour leur consommation personnelle ; or, ce produit n'est pas en moyens de consommation, mais au contraire en moyens de production. Du point de vue de leur valeur, les 2 000 c du secteur II doivent être utilisés par les capitalistes pour remplacer les moyens de production usagés ; or, ce produit n'est pas en moyens de production, mais au contraire en moyens de consommation. Comment résoudre cette contradiction ? On ne peut la résoudre que par des échanges entre les deux secteurs. Le résultat des échanges est : les ouvriers et les capitalistes du secteur I obtiennent tous les moyens de consommation qui leur sont néces-

saires ; les capitalistes du secteur II obtiennent aussi les moyens de production nécessaires à la reproduction pour l'année suivante. On peut représenter les échanges entre les deux grands secteurs par la formule suivante :

$$I) \underbrace{4\,000\ c + 1\,000\ v + 1\,000\ pl}_{= 6\,000} = 6\,000$$

$$II) \underbrace{2\,000\ c + 500\ v + 500\ pl}_{= 3\,000} = 3\,000$$

Le résultat de l'ensemble du processus d'échange montre que, dans les conditions de la reproduction simple en société capitaliste, une proportion déterminée doit être maintenue entre les deux grands secteurs : c'est-à-dire que la somme du capital variable et de la plus-value du secteur I doit être équivalente en valeur au capital constant du secteur II. C'est-à-dire aussi que dans notre exemple, I (1 000 v + 1 000 pl) doit être égal à II (2 000 c). La reproduction simple ne peut se poursuivre que si une telle proportion est maintenue entre les deux secteurs. C'est pourquoi on dit que la formule I (v + pl) = II c, est la condition de la réalisation du produit social dans les conditions de la reproduction simple, en régime capitaliste.

La condition fondamentale nécessaire à la reproduction élargie

Nous savons que la caractéristique de la reproduction capitaliste est la reproduction élargie. Pour que celle-ci ait lieu, les capitalistes ne peuvent pas consommer entièrement la plus-value : ils doivent sans cesse transformer une partie de la plus-value en capital, pour élargir l'échelle de la production. Pour cela, ils doivent faire d'une partie de ce capital additionnel un capital constant, qui sert à acheter les moyens de production, machines et matières premières, nécessaires à la reproduction élargie ; et d'une autre partie un capital variable, pour embaucher de nouveaux ouvriers. C'est pourquoi, pour que la reproduction élargie puisse avoir lieu, le produit total de la production du secteur I sur une année doit encore laisser un excédent

après avoir remplacé les moyens de production usés dans l'année par les deux secteurs : sinon, la reproduction élargie ne pourrait en aucun cas avoir lieu. Représentée par une formule, cette condition est : $I(c + v + pl) > Ic + IIc$. De chaque côté du signe $>$ se trouve le même terme Ic , ce qui indique que les moyens de production usés dans le secteur I peuvent être remplacés à l'intérieur de ce secteur. Si on laisse de côté cette substitution interne au secteur I pour envisager les relations entre les deux secteurs, la formule précédente apparaît alors ainsi ; $I(v + pl) > IIc$, c'est-à-dire que la somme du capital variable et de la plus-value dans le secteur I doit être supérieure au capital constant du secteur II. C'est la condition première de la reproduction élargie en régime capitaliste.

A présent, nous allons essayer, à l'aide de formules, d'analyser de plus près comment finalement se réalise le produit social, dans les conditions de la reproduction élargie.

$$I) 4\ 000\ c + 1\ 000\ v + 1\ 000\ pl = 6\ 000$$

$$II) 1\ 500\ c + 750\ v + 750\ pl = 3\ 000$$

Voici une hypothèse chiffrée de la production dans les deux grands secteurs pendant la première année ; cette hypothèse remplit la condition nécessaire $I(c + v + pl) > Ic + IIc$, ou bien $I(v + pl) > IIc$. Maintenant, puisque la reproduction élargie doit avoir lieu, les capitalistes ne peuvent pas utiliser toute la plus-value tirée de l'exploitation pour leur consommation. Si l'on suppose que les capitalistes du secteur I prennent la moitié des $1\ 000\ pl$ pour leur consommation personnelle, l'autre moitié se convertit en capital additionnel, et, de plus, s'ajoute au capital d'origine en respectant la proportion 4/1 ($4\ 000\ c : 1\ 000\ v$) de la composition organique du capital de départ. Ainsi, la répartition des $1\ 000\ pl$ est alors :

500 consommation personnelle des capitalistes	
1 000 <i>pl</i> <	400 <i>c</i>
500 sert à l'accumulation <	100 <i>pl</i>

Nous savons que le capital constant additionnel de 400 dans le secteur I sert à acheter de nouveaux moyens de production, et que sa forme naturelle est aussi en moyens de production : c'est pourquoi les échanges peuvent avoir lieu à l'intérieur du secteur I. Au contraire, le capital variable additionnel de 100 dans le secteur I sert à payer les salaires des nouveaux ouvriers embauchés, il sera utilisé pour la consommation individuelle des ouvriers ; mais sa forme naturelle est en moyens de production : c'est pourquoi, il devra y avoir des échanges avec le secteur II pour obtenir des moyens de consommation.

Puisque la forme naturelle du capital variable additionnel 100 dans le secteur I est en moyens de production, il faut pratiquer des échanges avec le secteur II : cela fournit les conditions de la reproduction élargie pour le secteur II, mais cela implique que le secteur II opère aussi et nécessairement une accumulation du capital correspondante et qu'elle pratique la reproduction élargie, pour s'adapter aux besoins en moyens de consommation pour la reproduction élargie dans les deux secteurs. Si l'on suppose que les capitalistes du secteur II utilisent une partie de leur plus-value (100 *pl*) pour obtenir des moyens de production en échange avec le secteur I, cette partie se transforme en capital constant additionnel ; de plus, suivant la proportion 2 : 1 (1 500 *c* : 750 *v*) de la composition organique du capital d'origine dans le secteur II, les capitalistes prennent encore 50 *pl* en tant que capital variable additionnel. Ainsi, les 750 *pl* se répartissent de la façon suivante :

600 consommation personnelle des capitalistes	
750 <i>pl</i> <	100 <i>c</i>
150 sert à l'accumulation <	50 <i>v</i>

Du fait de cette accumulation du capital, le produit des deux grands secteurs, s'organise de nouveau ainsi du point de vue de la valeur :

$$I) (4\ 000\ c + 400\ c) + (1\ 000\ v + 100\ v) + 500\ pl = 6\ 000$$

$$II) (1\ 500\ c + 100\ c) + (750\ v + 50\ v) + 600\ pl = 3\ 000$$

De cette façon, le capital dans chacune des deux grands secteurs s'est accru par rapport au capital avancé initialement : les conditions sont donc créées pour assurer l'élargissement de l'échelle de la production l'année suivante, dans les deux grands secteurs.

Comment le produit de deux grands secteurs se réalise-t-il donc dans les conditions de la reproduction élargie ?

Dans ce cas, la réalisation du produit social est la même que lors de la reproduction simple ; elle se pratique sous trois aspects : les échanges à l'intérieur du secteur I, les échanges à l'intérieur du secteur II, et enfin les échanges entre les deux secteurs. La représentation en est la suivante :

$$I) (4\ 000\ c + 400\ c) + (1\ 000\ v + 100\ v) + 500\ pl = 6\ 000$$

$$II) (1\ 500\ c + 100\ c) + (750\ v + 50\ v) + 600\ pl = 3\ 000$$

Grâce aux échanges décrits ci-dessus, dans chacun des deux grands secteurs le capital s'est accru par rapport au capital initial avancé, et lorsque la deuxième année débute, la composition du capital, dans les deux secteurs, est la suivante :

$$I) 4\ 400\ c + 1\ 100\ v = 5\ 500$$

$$II) 1\ 600\ c + 800\ v = 2\ 400$$

Si l'on suppose que, pendant cette année, le taux d'exploitation est toujours de 100 %, la deuxième année la production dans les deux grands secteurs sera :

$$I) 4\ 400\ c + 1\ 100\ v + 1\ 100\ pl = 6\ 600$$

$$II) 1\ 600\ c + 800\ v + 800\ pl = 3\ 200$$

Si l'on compare avec la production de la première année, la reproduction élargie est désormais réalisée.

Les contradictions de la reproduction capitaliste sont antagonistes

Grâce à l'analyse précédente, nous avons compris les conditions nécessaires à la réalisation du produit social, dans les cas de reproduction simple et élargie en régime capitaliste. Cependant, cela ne signifie nullement que ces conditions existent fréquemment dans la réalité de la société capitaliste. En fait, ces conditions sont souvent perturbées. Comme Lénine l'indique : « *La théorie abstraite de la réalisation implique et doit impliquer une répartition proportionnelle du produit entre les différentes branches de la production capitaliste. Mais cela ne signifie nullement que la théorie de la réalisation soutienne que dans la société capitaliste les produits soient toujours répartis ou puissent être répartis proportionnellement.* »⁴ C'est en fait parce que, dans la société capitaliste, existe la propriété privée des moyens de production et du produit, et que l'ensemble de la production sociale est soumis à la concurrence et à l'anarchie. Aussi la proportion entre les deux grands secteurs de la production sociale, et même entre les différentes branches de la production au sein d'un même secteur, est-elle nécessairement souvent détruite. Puisque, dans la société capitaliste, existe une contradiction antagonique entre l'énorme accroissement des forces productives et la réduction relative de la demande solvable de l'immense masse laborieuse, il n'y a pas moyen de garantir de façon régulière la proportion nécessaire entre les deux grands secteurs de la production sociale. C'est pourquoi la reproduction capitaliste ne peut que rencontrer des difficultés et des obstacles répétés. Le procès de la reproduction capitaliste regorge de toute une série de contradictions antagonistes. Lorsque ces contradictions se développent

jusqu'à un certain point, elles font inévitablement éclater une crise économique.

PRINCIPAUX MATERIAUX D'ETUDE :

MARX : « *Le Capital* », Livre deuxième, chapitres 1, 2, 3, 7, 8, 20, et 21.

LENINE : « *Remarque sur la question de la théorie des marchés* » Œuvres, t.1.

SUJETS DE REFLEXION :

1) *Comment les capitalistes, au cours du cycle et de la rotation du capital, extorquent-ils et réalisent-ils toujours davantage de plus-value ?*

2) *Quelles sont les conditions de la réalisation de la reproduction du capital social ? Ces conditions existent-elles en général dans la société capitaliste ? Pourquoi ?*

1. Marx : « *Le Capital* », E.S. Livre 2, t. 1, p. 143

2. Lénine : « *Le développement du capitalisme en Russie* », 1^o chap. 6, E.S., p. 33

3. Marx : « *Le Capital* », E.S. livre 2, t. 2, p. 76.

4. Lénine : « *Nouvelles remarques sur la théorie de la réalisation* », Œuvres, t. 4, p. 77.

CHAPITRE VII

**C'est la bourgeoisie
dans son ensemble
qui exploite
et opprime les ouvriers**

La redistribution de la plus-value

Dans la société capitaliste, les ouvriers subissent l'exploitation et l'oppression exercées par les capitalistes à l'intérieur de l'entreprise. Mais ils subissent aussi l'exploitation et l'oppression de l'ensemble de la classe bourgeoise (c'est-à-dire les capitalistes de l'industrie, du commerce, de la banque) ainsi que celles de la classe des propriétaires fonciers. Tous les profits industriels, les profits commerciaux, les profits bancaires, les intérêts, la rente foncière, etc., sont tirés de l'exploitation des ouvriers ; ce sont autant de formes modifiées que prend la plus-value. Comment les différents groupes d'exploiteurs se partagent-ils la plus-value ? Comment la plus-value se transforme-t-elle en des formes concrètes telles que profits, intérêts, rente foncière ? C'est ce que nous allons voir dans ce chapitre.

La concurrence entre les capitalistes industriels aboutit à l'égalisation des taux de profit

Le profit est une forme modifiée de la plus-value

La nature du capitaliste, c'est d'éprouver pour la plus-value une avidité sans bornes. L'exploitation du capitaliste porte sur la plus-value que crée le surtravail des ouvriers, mais celle-ci se manifeste concrètement comme le profit qu'obtient le capitaliste. Quelle différence et quel rapport existent entre le profit et la plus-value ?

Nous savons que le capitaliste doit avancer un certain capital avant d'exploiter la plus-value des ouvriers. Une partie de ce capital est réservée à l'achat des moyens de production, l'autre partie sert à acheter la force de travail. L'ensemble du capital rentre alors dans le procès de production capitaliste. Nous avons vu dans le quatrième chapitre que la partie du capital réservée à l'achat des moyens de production est le capital constant qui ne change pas de valeur dans le procès de production. Par contre, la partie

du capital destinée à l'achat de la force de travail accroît sa valeur dans le même procès, ce qui rapporte de la plus-value au capitaliste. C'est ainsi que la plus-value créée à l'origine par la classe ouvrière n'est qu'un produit du capital variable. Cependant, lorsqu'il calcule ses bénéfices, le capitaliste compare toujours la plus-value obtenue avec le capital qu'il a avancé comme si celle-ci était le fruit de la totalité de ce capital avancé. Ainsi, « *imaginée comme rejection de l'ensemble du capital avancé, la plus-value prend la forme modifiée du profit* ». ¹

La plus-value se transforme en profit et le taux de plus-value se transforme en taux de profit. Le taux de plus-value est le rapport de la plus-value au capital variable, en voici la formule :

$$\frac{\text{plus-value}}{\text{capital variable}} \quad \text{soit } \frac{pl}{v}$$

Le rapport de la plus-value au capital total avancé est le taux de profit, sa formule est :

$$\frac{\text{plus-value}}{\text{capital total avancé}} \quad \text{soit } \frac{pl}{c + v}$$

La transformation de la plus-value en profit camoufle la vraie provenance de la plus-value, comme si le capital constant pouvait aussi rapporter de la plus-value au capitaliste. La transformation du taux de plus-value en taux de profit masque le degré d'exploitation des ouvriers par les capitalistes. Prenons un exemple. Un capitaliste avance un capital de 10 000 francs, le capital constant s'élevant à 8 000 francs et le capital variable à 2 000 francs ; la plus-value exploitée est de 2 000 francs par an. Le taux de plus-value est donc :

$$\frac{2\,000}{2\,000} \text{ soit } 100\% ;$$

le taux de profit est :

$$\frac{2\,000}{8\,000 + 2\,000} \quad \text{soit } 20\% \text{ seulement}$$

Il est donc très inférieur au taux de plus-value. En faisant de la plus-value le fruit de la totalité du capital avancé, le but du capitaliste est de camoufler la véritable origine de la plus-value et le degré d'exploitation des ouvriers.

La concurrence entre les capitalistes des différentes branches donne naissance au profit moyen

La course au profit, voilà la nature de classe de la bourgeoisie. Le capitaliste espère toujours tirer le maximum de profit à partir d'un capital avancé minimum. Dans leur course au profit, les capitalistes, non contents d'exploiter cruellement les ouvriers, se livrent entre eux à une concurrence acharnée.

Il faut distinguer la concurrence entre les entreprises à l'intérieur d'une même branche et celle entre les différentes branches. Dans le premier cas, les capitalistes qui adoptent des techniques nouvelles sont favorisés : dans leurs entreprises où la productivité du travail est élevée (le temps de travail individuel est inférieur au temps de travail socialement nécessaire), il y a création d'une plus-value supplémentaire. Cette plus-value extra se transforme en surprofit qu'empochent les capitalistes qui emploient des moyens techniques avancés. La concurrence entre différentes branches a, quant à elle, d'autres effets : les taux de profit entre différentes branches ont tendance à s'égaliser pour aboutir à un taux moyen de profit. Une certaine quantité de capital rapportant une quantité donnée de profit, c'est sur cette base que les capitalistes de chaque branche se partagent la plus-value créée par les ouvriers.

Il nous faut maintenant analyser comment la concurrence entre les différentes branches entraîne l'égalisation des taux de profit.

Dans la société capitaliste, les taux de profit pour chaque branche de production sont inégaux du fait des diffé-

rences dans la composition organique du capital. La composition organique du capital est le rapport entre capital constant et capital variable, d'autre part la plus-value n'est que le résultat d'un accroissement du capital variable. Donc, à taux de plus-value égaux, et si la composition organique du capital est relativement élevée (capital constant élevé et capital variable faible), un même capital avancé ne peut que produire une assez faible plus-value et le taux de profit serait relativement bas. Par contre, si la composition organique du capital est assez faible, le taux de profit sera donc relativement élevé. Prenons comme exemple les trois branches d'industrie suivantes : chaussure, textile et construction mécanique. La composition organique du capital dans le secteur de la chaussure est $7/3$; dans la branche textile $8/2$; dans la branche de la construction mécanique $9/1$. Le montant du capital de chacune de ces trois branches est égal à 10 000 francs (que ce soit 1 000 ou 10 000 francs revient au même) et le taux de plus-value est dans les trois cas de 100 %. Pour simplifier l'analyse, admettons que la rotation du capital dans ces trois branches s'effectue en un an et que le capital constant transfère totalement sa valeur aux produits fabriqués dans cette année. Le taux de plus-value étant de 100 %, le profit serait de 3 000 francs dans le secteur de la chaussure, de 2 000 dans le textile et seulement de 1 000 dans la construction mécanique. Dans la branche de la chaussure, où la composition organique du capital est la plus faible, le taux de profit serait de 30 % ; dans le secteur de la construction mécanique où la composition organique du capital est la plus élevée, le taux de profit serait bas, 10 % seulement. La branche du textile dont la composition organique du capital est moyenne donnerait un taux égal à 20 %, inférieur au secteur de la chaussure mais supérieur à celui de la construction mécanique.

Dans la société capitaliste, cette situation (profits inégaux pour des investissements égaux) ne saurait durer. Les

capitalistes cherchent toujours à investir leurs capitaux dans des secteurs où le taux de profit est élevé. Voilà pourquoi la situation décrite ci-dessus devra nécessairement changer. Tout d'abord, certains capitalistes de la construction mécanique abandonneraient ce secteur et placeraient leurs capitaux dans la branche de la chaussure, où le taux de profit est élevé. Ce transfert de capitaux entraînerait une forte augmentation de la production dans la branche de la chaussure. L'offre dépasserait progressivement la demande et les prix baisseraient peu à peu. D'autre part, dans la construction mécanique, la production diminuerait progressivement, l'offre en équipement mécanique pourrait de moins en moins satisfaire la demande, et les prix augmenteraient de plus en plus. Ces transferts de capitaux et ces variations de prix auraient pour conséquence que les taux de profit dans les diverses branches productives tendraient largement à s'égaliser pour donner naissance à un taux moyen de profit. Le taux moyen de profit est le rapport entre la totalité de la plus-value à l'échelle de la société et le capital social total. Considérons que les trois secteurs ci-dessus représentent l'ensemble de la production sociale. La totalité de la plus-value à l'échelle de la société est de 6 000, le capital social total est de 30 000, aussi le taux moyen de profit sera de :

$$\frac{6\ 000}{30\ 000} = 20\ \%$$

On appelle profit moyen le profit obtenu selon le taux moyen de profit. Marx a indiqué : « *Le profit moyen ne peut rien être d'autre que la masse totale de la plus-value répartie sur les masses de capitaux dans chaque sphère de production, suivant leurs grandeurs respectives.* »² Cette catégorie du profit moyen reflète les rapports existant entre les capitalistes de chaque secteur qui se partagent la

plus-value créée par la classe ouvrière à l'échelle de toute la société.

L'existence du profit moyen masque encore davantage les rapports d'exploitation capitalistes. De fait, on ne distingue plus la source de la plus-value, puisque celle-ci a pris la forme du profit, pourtant la quantité de profits réalisés par les capitalistes des différents secteurs de la production reste encore égale à la quantité de la plus-value créée par les ouvriers de ces différents secteurs. Or, du fait de ce profit moyen, les capitalistes des diverses branches de production se partagent la plus-value, de sorte que la quantité de profits réalisés dans chacune des branches ne correspond plus à la quantité de plus-value extraite dans chaque branche. A ce moment-là, si tous les secteurs possèdent un capital équivalent, ils peuvent réaliser des profits équivalents ; l'importance du profit dépend totalement de l'importance du capital total avancé, ce qui contribue à camoufler davantage la nature du profit et les rapports d'exploitation dont il est l'expression.

L'égalisation des taux de profit entraîne la transformation de la valeur des marchandises en prix de production

En réalité, du fait de ce profit moyen, les capitalistes ne vendent plus les marchandises d'après leur valeur, mais d'après leur prix de production. Le prix de production est égal au coût de production des marchandises ajouté au profit moyen. Si l'on se fonde sur les exemples précédents, le processus de formation du prix de production peut être illustré par le tableau suivant :

Secteur de production	Capital constant (1)	Capital variable (2)	Plus-value (3)	Valeur des marchandises $\frac{(4)}{= (1) + (2) + (3)}$	Taux moyen de profit (5)	Profit moyen $\frac{(6)}{= [(1) + (2)] \times (5)}$	Prix de production des marchandises $\frac{(7)}{= (1) + (2) + (6)}$	Ecart du prix de production par rapport à la valeur $\frac{(8)}{= (7) - (4)}$
Chaussure	7.000	3.000	3.000	13.000	20	2.000	12.000	- 1.000
Textile	8.000	2.000	2.000	12.000	20	2.000	12.000	0
Construction mécanique	9.000	1.000	1.000	11.000	20	2.000	12.000	+ 1.000
Total	24.000	6.000	6.000	36.000	20	6.000	36.000	0

On peut donc voir que dans la branche de la construction mécanique, où la composition organique du capital est élevée, le prix de production des marchandises est supérieure à leur valeur ; par contre, dans la chaussure, où la composition organique du capital est faible, le prix de production est inférieur à la valeur ; ce n'est que dans la branche du textile, où la composition organique du capital est moyenne, que le prix de production peut être égal à la valeur.

Avec l'apparition du profit moyen et la transformation de la valeur en prix de production, les prix de marché n'oscillent plus autour de la valeur, mais autour du prix de production. L'apparition du prix de production signifie-t-elle que la loi de la valeur n'intervient plus ? Non. En effet, si l'on considère les capitalistes de chaque secteur en particulier, certains vendent à un prix de production supérieur à la valeur, réalisant ainsi un profit nettement supérieur à la plus-value créée dans ledit secteur ; certains, par contre, vendent à un prix de production inférieur à la valeur de la marchandise, réalisant ainsi un profit inférieur à la plus-value créée dans ce secteur-là. Mais à l'échelle de la société, le montant de la valeur des marchandises est égal au montant de leur prix de production ; le montant du profit moyen réalisé par l'ensemble des capitalistes industriels est égal à celui de la plus-value créée par la totalité des ouvriers de l'industrie. Ainsi, le prix de production n'est qu'une forme modifiée de la valeur.

La théorie marxiste sur le profit moyen montre clairement que dans la société capitaliste, les ouvriers sont exploités et opprimés non seulement par les capitalistes de leur propre entreprise, mais aussi par l'ensemble des capitalistes industriels.

Le commerce des marchandises permet aux capitalistes commerçants d'avoir une part de la plus-value

La fonction du capital commercial est de réaliser la plus-value

Dans l'analyse précédente, nous avons supposé que la plus-value produite par la classe ouvrière était accaparée par les seuls capitalistes industriels. En réalité, les capitalistes industriels ne peuvent pas se l'approprier seuls, ils doivent en céder une part aux capitalistes commerçants. Ceux-ci ne s'occupent pas de la production des marchandises mais avancent du capital : le commerçant achète à l'industriel des marchandises qu'il revend ; il aide ainsi l'industriel à réaliser la plus-value dont une partie lui revient. Cette partie de plus-value s'appelle le profit commercial.

Mais on pourrait se demander pourquoi les capitalistes industriels ont recours aux capitalistes commerçants pour vendre leurs marchandises et pourquoi ils acceptent de leur céder une partie de la plus-value extorquée. Avec le développement du capitalisme, le nombre des marchandises produites par les industriels s'accroît et les débouchés se font plus nombreux. Si l'industriel s'occupait lui-même de la vente de ses marchandises, il devrait fonder une gigantesque structure commerciale et embaucher un personnel important. L'industriel n'y trouverait aucun avantage : une grande partie du capital resterait dans le procès de circulation, ce qui aurait des répercussions sur l'échelle de sa production et sur sa compétitivité. L'industriel se décharge de la vente des marchandises sur un capitaliste qui se consacre exclusivement au commerce. D'une part, il tire avantage de la spécialisation commerciale et réalise ainsi une économie sur les frais de circulation des marchandises ; d'autre part, du fait de l'existence d'activités autonomes du capital commercial, l'industriel vend en gros ses marchandises au

commerçant et peut ainsi réaliser assez rapidement la transformation de son capital-marchandise en capital-argent. De cette façon, il pourra engager davantage de capital dans la sphère de la production, lequel, en tant que capital productif, permettra d'exploiter davantage de plus-value. Bien qu'il doive céder une partie de la plus-value au commerçant, l'industriel au bout du compte s'y retrouve. Voilà pourquoi le capital commercial se différencie du capital industriel.

Le capital commercial participe aussi à la formation du profit moyen

Le commerçant investit des capitaux dans le commerce et aide l'industriel à réaliser la plus-value. En faisant cela, il exige de retirer un profit commercial qui ne soit pas inférieur au profit moyen du capital industriel. Si ce n'est pas le cas, le commerçant préfère investir son capital dans le secteur productif et cesse ses activités commerciales.

D'où provient le profit commercial? En apparence, il semble provenir du fait que les marchandises sont vendues à un prix supérieur à la valeur. La bourgeoisie renforce cette illusion en prétendant que le profit commercial est le fruit de la circulation des marchandises. C'est un moyen pour camoufler la véritable origine du profit commercial et l'exploitation qui s'ensuit.

En réalité, le profit commercial est une partie de la plus-value que le capitaliste industriel soutire du travail de l'ouvrier. L'industriel demande au commerçant d'écouler pour lui la marchandise : l'industriel ne peut pas la vendre au commerçant au prix de production, il doit donc lui vendre les produits au-dessous du prix de production ; mais quand le commerçant vend au consommateur, il rétablit le prix de production. Ainsi, le capitaliste industriel cède au capitaliste commerçant une partie de la plus-value extorquée sur le dos des ouvriers.

Imaginons qu'à l'échelle de la société, les capitalistes industriels investissent sur une année 40 milliards de francs, le capital constant étant de 30 milliards de francs, le capital variable de 10 milliards de francs et la plus-value de 10 milliards de francs. Supposons aussi que le cycle de production s'effectue en une année et que la valeur du capital constant soit transférée à la marchandise dans le même laps de temps. La valeur totale des marchandises ou le prix de l'ensemble de la production est de 30 milliards + 10 milliards + 10 milliards = 50 milliards de francs ; le taux de profit est donc de :

$$\frac{10}{40} = 25 \%$$

La circulation des marchandises doit passer par l'intermédiaire des commerçants ; supposons alors que le montant global du capital commercial soit de 10 milliards de francs. Dans les sphères de production et de circulation des marchandises, le capital global actif est donc en tout de 50 milliards de francs ; la plus-value de 10 milliards de francs doit être répartie sur les 50 milliards comprenant le capital industriel et le capital commercial. Le taux moyen de profit ne peut être que de 20 % et non plus de 25 %. Avec un taux moyen de profit de 20 %, les industriels réalisent un profit moyen de 8 milliards de francs et les commerçants un profit moyen de 2 milliards de francs. Les commerçants peuvent réaliser ce profit parce que les industriels leur ont vendu la marchandise au-dessous du prix de production. La somme que les commerçants doivent dépenser est de : 48 milliards de francs (coût de production = 40 milliards de francs + profit industriel = 8 milliards de francs). En vendant les marchandises au prix de production : 50 milliards de francs, les commerçants récupèrent un profit de 2 milliards de francs. Ainsi, les industriels et les commerçants se partagent cette plus-value de 10 milliards de francs proportionnellement au capital qu'ils ont respectivement avancé.

Les capitalistes commerçants exploitent les employés de commerce

Les employés de commerce tout comme les ouvriers de l'industrie sont des travailleurs salariés exploités par la bourgeoisie. Ce qui les différencie, c'est que dans la sphère de la production, les ouvriers, sous le contrôle des capitalistes, produisent pour eux la plus-value. Dans la sphère de la circulation, les employés, sous le contrôle des capitalistes, réalisent pour eux la plus-value. Pourquoi dit-on que les employés de commerce comme les ouvriers sont victimes de l'exploitation ? Parce qu'ils doivent tous de la même façon vendre leur force de travail pour vivre. La valeur de leur force de travail est de la même façon fixée en fonction du temps de travail nécessaire à la production de leur force de travail. Bien que le travail commercial ne produise pas en soi de la valeur et de la plus-value, la valeur des marchandises et la plus-value qu'elles comprennent sont pourtant réalisées par le travail des employés. C'est pourquoi le temps de travail des employés de commerce est, tout comme celui des ouvriers, divisé en deux parties : le travail nécessaire et le sur-travail. Pendant le temps de travail nécessaire, en vendant les marchandises, ils assurent la réalisation d'une partie de la plus-value qui compense le capital variable avec lequel les commerçants achètent la force de travail des employés. Pendant le temps de sur-travail, les employés travaillent gratuitement pour les capitalistes commerçants, et par leur travail, ils permettent aux commerçants de constituer un profit commercial à partir d'une partie de la plus-value obtenue du partage avec les industriels. C'est pourquoi les employés de commerce sont des exploités tout comme les ouvriers de l'industrie.

L'exploitation des employés de commerce par les capitalistes commerçants est très cruelle. Les commerçants cherchent toujours à allonger le temps de travail, renforcer l'intensité du travail, élever la productivité et rogner sur les salaires des employés, etc., pour réaliser de plus grands pro-

fits commerciaux. Ils n'hésitent pas à employer les moyens les plus vils pour renforcer l'exploitation des travailleurs. Ainsi, le capitaliste de la boutique de soieries « A la bonne fortune », dans le vieux Shànghāi, avait établi 120 règles de travail. Les employés devaient travailler 16 à 17 heures par jour à une cadence infernale. Ce commerçant rognait tellement sur les salaires que les employés avaient de la peine à survivre. Sous le joug sanguinaire des capitalistes, employés de commerce et ouvriers connaissaient le même sort, ils étaient tous réduits à vendre non seulement leur force de travail mais tout simplement leur propre vie.

Le crédit monétaire permet aux capitalistes financiers d'avoir une part de la plus-value

L'intérêt provient de la plus-value

Dans la société capitaliste, outre les capitalistes actifs comme les capitalistes industriels et les capitalistes commerçants, les capitalistes financiers participent aussi au partage de la plus-value.

Le rapport entre le capital et le prêt a un caractère de nécessité objective. Au cours du processus de reproduction capitaliste, à certains moments, les capitalistes peuvent estimer leur capital insuffisant. C'est le cas par exemple lorsque des produits finis sont encore invendus alors qu'il est nécessaire d'acheter des machines, des matières premières, et qu'il faut verser les salaires : c'est pourquoi les capitalistes doivent recourir à des emprunts en capital-argent. Il arrive aussi que, momentanément, un capital-argent soit inactif ; c'est le cas par exemple lorsqu'un capitaliste, en vue de reconstituer son capital fixe, procède à l'accumulation progressive d'un fonds d'amortissement en espèces. Si pendant un temps, des revenus sur la vente des marchan-

disés s'accumulent alors qu'il n'y a pas à acheter de matières premières ni à verser de salaires, il se forme un capital-argent inactif assez important. Dans ces circonstances, le capitaliste détenteur de capital-argent peut accorder la jouissance de celui-ci, temporairement inactif, à un capitaliste qui cherche des capitaux en argent. Le capitaliste emprunteur entreprend avec cet argent la production ou la vente de marchandises, extorque ou réalise la plus-value. Evidemment, le propriétaire du capital-argent ne prête pas celui-ci gratuitement : il exige que le capitaliste qui a réalisé l'emprunt lui verse une somme d'argent convenue qui joue le rôle de rémunération du prêt. Le capitaliste emprunteur doit donc prélever une part de la plus-value réalisée grâce à l'exploitation pour la donner au capitaliste prêteur : cette part de la plus-value s'appelle l'intérêt.

Le capital-argent prêté contre un intérêt est le capital de prêt. Le rapport entre le capital de prêt et le montant de l'intérêt s'appelle le taux d'intérêt. Le taux d'intérêt ne peut excéder le taux moyen de profit. S'il n'en va pas ainsi, le capitaliste emprunteur n'y gagne rien, et ne cherche plus à faire d'emprunt. La source de l'intérêt est la plus-value. Mais les défenseurs de la bourgeoisie ont imaginé des absurdités du genre « *une grosse somme en produit une petite* », ils profèrent des sottises comme « *l'intérêt est produit par l'argent lui-même* », ceci dans le but de dissimuler l'essence et la source de l'intérêt, de dissimuler les rapports d'exploitation du capitalisme.

Le profit bancaire provient de la différence des intérêts sur les prêts

Dans la société capitaliste, une très grande partie des prêts monétaires se fait par l'intermédiaire des banques. Les banques, par la réception des dépôts, rassemblent le capital inactif dans la société et l'argent momentanément inutilisé dont dispose la population. Par les prêts, elles octroient cet argent aux capitalistes actifs qui se chargent

de l'employer. Au titre des dépôts qu'elle a reçus, la banque paie des intérêts, au titre des prêts qu'elle a consentis, elle touche des intérêts. La banque prête à des taux d'intérêts plus élevés que ceux auxquels elle emprunte. La différence entre ces intérêts sur les prêts et sur les dépôts, déduction faite des dépenses nécessitées par les opérations de la banque, constitue le profit bancaire. Comme pour l'intérêt, la source du profit bancaire est la plus-value créée dans la production par les ouvriers. Les capitalistes de la banque, grâce à la différence des intérêts obtenus sur les prêts, participent au partage de la plus-value créée par les ouvriers.

Les banquiers avancent des capitaux, font des opérations bancaires, dans le but d'accomplir un profit. C'est pourquoi le profit bancaire ne peut être inférieur au profit moyen réalisé par les capitalistes actifs. Si le profit de la banque était inférieur au profit moyen, le banquier ne voudrait certainement pas être à la tête d'une banque, il se lancerait dans l'industrie ou le commerce.

L'apparition des actions reflète l'aggravation du caractère parasitaire du capitalisme

Suivant le développement de la production capitaliste, la dimension des entreprises s'élargit progressivement. L'établissement d'une vaste entreprise nécessite d'importants capitaux ; en général, un capitaliste ne peut seul en assumer la charge, il doit donc constituer une société par actions regroupant beaucoup d'autres capitalistes. La société par actions est une entreprise regroupant des capitaux individuels. C'est un outil essentiel de mainmise du grand capital sur le petit et moyen capital, outil qui accélère la concentration du capital.

La société par actions émet des titres, et le possesseur

d'argent qui achète des actions devient actionnaire. Le possesseur d'actions a le droit de toucher une part des bénéfices de l'entreprise, proportionnellement au nombre de ses actions. Le revenu qu'il en retire ainsi s'appelle le dividende.

Le capitaliste possesseur d'actions n'est pas obligé de gérer ses affaires, et peut passer sa journée, grâce à ses dividendes, à mener une vie de prodigalité et de débauche. Il peut aussi spéculer sur les titres. Dans ce trafic, les concurrences déloyales sont portées à leur comble. Les spéculations sur les titres et la naissance de ces mangeurs de profit vivant de la « tonte des coupons » reflètent le renforcement du caractère parasitaire du capitalisme.

Les propriétaires fonciers se partagent le butin

Le monopole capitaliste de la terre engendre la rente différentielle

Les propriétaires fonciers forment aussi dans la société capitaliste une classe d'exploiteurs. Possédant la terre, ils la louent à des capitalistes industriels et à des capitalistes agriculteurs ; ils perçoivent une rente foncière et, ce faisant, participent aussi au partage de la plus-value. Pour mieux distinguer l'essence de la rente foncière capitaliste, nous allons d'abord discuter des deux formes de rente foncière : la rente différentielle et la rente absolue.

En ce qui concerne la production agricole, la terre est le moyen de production essentiel. Mais la terre se différencie des autres moyens de production en ce que sa surface est limitée. Sur cette surface limitée de terre, la fertilité varie : il y a les bonnes terres, les terres moyennes et les mauvaises terres. Dans la société capitaliste, le caractère limité de la terre engendre le monopole capitaliste de la terre.

Dans ce régime de monopole capitaliste de la terre, certains capitalistes agriculteurs exploitent les bonnes terres et les terres moyennes, d'autres exploitent les terres les plus mauvaises. Les marchandises agricoles produites sur les bonnes et les moyennes terres exploitées ne peuvent suffire à la demande du marché, et cette insuffisance entraîne inévitablement une hausse des prix des produits agricoles. Les prix montent jusqu'à permettre aux fermiers qui exploitent les mauvaises terres de réaliser le profit moyen. Marx a écrit : « *Le prix de production du plus mauvais terrain... est toujours égal au prix régulateur de marché.* »³ De la sorte, les agriculteurs qui exploitent les bonnes terres et les terres moyennes peuvent s'assurer un surprofit. Ce surprofit constitue la rente différentielle.

Il existe deux formes de rente différentielle : la première est liée aux différences de fertilité du sol et de situation topographique, c'est la rente différentielle I ; la rente différentielle II provient de l'accroissement continu des investissements sur une même terre.

Examinons d'abord la rente différentielle I. Prenons l'exemple de trois terrains sur lesquels on cultive des produits agricoles identiques sur une superficie égale, mais de fertilité différente :

Nature du terrain	Capital avancé (1)	Profit moyen (2)	Production en kg (3)	Prix individuel de production		Prix social de production		Rente différentielle I (8)
				Montant total des produits (4) = (1) + (2)	Prix unitaire au kg (5) = (4) : (3)	Prix unitaire au kg (6)	Montant total des produits (7) = (6) x (3)	
Mauvaises terres	200	40	2.000	240	0,12	0,12	240	0
Terres moyennes	200	40	2.500	240	0,096	0,12	300	60
Bonnes terres	200	40	3.000	240	0,080	0,12	360	120

Unité monétaire : 1 franc

Le capital avancé sur chacun de ces trois terrains est de 200 francs ; nous supposons que la totalité de ce capital est transférée dans les produits agricoles, les dépenses de production sont donc de 200 francs. Mais sur des terrains de fertilité différente, la productivité du travail des ouvriers agricoles n'est pas la même, la production est de 2 000 kg, 2 500 kg, 3 000 kg. Si le taux moyen de profit est de 20 %, le montant total de la production, évalué à partir du prix individuel de production, (dépenses de production + profit moyen) pour chaque terrain sera égal à 240 francs. Mais étant donné que le volume de la production sur chaque terrain est différent, le prix individuel de production pour une unité (1 kg) ne sera pas le même ; il sera de 0,12 franc/kg sur les mauvaises terres, de 0,096 franc/kg sur les terres moyennes, et de 0,080 franc/kg sur les bonnes terres. Le prix social de production sur le marché est déterminé par le prix individuel de production sur les plus mauvaises terres (0,12 franc/kg). De la sorte, les terres les plus mauvaises rapportent au fermier 240 francs, c'est-à-dire que mis à part les dépenses de production de 200 francs, son profit moyen est de 40 francs : il n'y a pas de surprofit, pas de rente différentielle. Mais les terres moyennes et les bonnes terres qui procurent respectivement aux fermiers 300 francs et 360 francs, une fois décomptées les dépenses de production de 200 francs et mis à part les 40 francs de profit moyen, leur laissent un surprofit de 60 francs pour l'un et de 120 francs pour l'autre. Ce surprofit, c'est la rente différentielle I.

Pour comprendre la provenance de la rente différentielle II, regardons ce qui se passe quand on procède à des investissements successifs sur une même terre où l'on cultive des produits agricoles donnés. Par exemple, dans le cas de terres les plus mauvaises, le capitaliste agriculteur fait des investissements successifs : le premier est de 200 francs, le volume de la production est de 2 000 kg ; le profit moyen est de 40 francs, il n'y a pas de surprofit, pas de rente diffé-

rentielle. Si ce fermier effectue un deuxième investissement de 200 francs pour faire des travaux hydrauliques pour employer plus d'engrais, pour l'acquisition de nouvelles machines et pour l'embauche d'un plus grand nombre d'ouvriers agricoles, élevant ainsi la productivité du travail, le résultat est qu'il augmentera de 2 500 kg le volume de la production (le total des investissements sera donc de 400 francs, la récolte totale de 4 500 kg). Le prix social de production restant le même, le prix total de cette production de 2 500 kg résultant du deuxième investissement est de 300 francs ; une fois déduits les dépenses de production de 200 francs et les 40 francs de profit moyen, il reste un surprofit égal à 60 francs. Ces 60 francs constituent la rente différentielle II.

Ici, il faut remarquer que le montant de la rente foncière est fixé lors de la signature du bail de fermage entre le capitaliste agriculteur et le propriétaire foncier. Aussi, pendant toute la durée du bail, c'est l'agriculteur qui empêche le surprofit réalisé sur les investissements successifs. Mais à l'expiration, et donc au renouvellement du bail, le propriétaire foncier va vouloir élever la rente foncière. En définitive, c'est le propriétaire foncier qui s'approprie cette part du surprofit dont la rente différentielle II constitue la forme. Marx a écrit : « *La rente différentielle a ceci de particulier que le propriétaire foncier prélève seulement le surprofit qu'autrement le fermier empocherait et qu'il empêche effectivement dans certaines conditions, pendant la durée de son bail.* »⁴

En conséquence, l'agriculteur préfère de beaucoup signer un bail à long terme, alors que le propriétaire foncier s'efforce de lui faire signer un bail à plus court terme ; les deux parties se disputent ce surprofit. Cette contradiction entre le capitaliste agriculteur et le propriétaire foncier a pour effet de pousser l'agriculteur à piller les richesses de la terre avant l'expiration du bail.

Le monopole de la propriété privée de la terre donne lieu à la rente absolue

Les terres les plus mauvaises ne rapportent pas de rente différentielle. S'il n'obtient aucune rente foncière, le propriétaire de la terre peut soit la laisser inculte, soit la donner à cultiver, mais pas gratuitement. En fait, même l'agriculteur qui exploite de mauvaises terres doit payer une rente foncière au propriétaire. Cette rente foncière, conséquence du monopole de la propriété privée de la terre, est la rente absolue.

Puisque l'agriculteur qui exploite de mauvaises terres doit aussi réaliser le profit moyen, d'où provient alors la rente absolue ?

En régime capitaliste, l'agriculture est toujours en retard sur l'industrie au point de vue technique ; la composition organique du capital agricole est inférieure à celle du capital industriel. Nous savons que la plus-value est fonction du capital variable. La composition organique du capital agricole étant inférieure à celle du capital industriel, une certaine quantité de capital agricole rapportera une plus-value beaucoup plus grande que le même capital industriel. Admettons que la composition organique moyenne du capital industriel soit $8/2$, le taux de plus-value égal à 100 % : un capital de 100 francs comprend alors 20 francs de capital variable, la plus-value est donc de 20 francs, le taux moyen de profit est de 20 %, la valeur des marchandises et le prix de la production sont de 120 francs. Admettons maintenant que la composition organique du capital agricole soit de $6/4$, le taux de plus-value égal à 100 % ; un capital de 100 francs comprend alors 40 francs de capital variable, la plus-value est donc de 40 francs, la valeur des produits agricoles est de 140 francs et le taux de profit est de 40 %. En régime capitaliste, les produits agricoles peuvent être vendus au prix équivalent à leur valeur (ici 140 francs). Mais, dans ce cas, le capitaliste agriculteur comme

le capitaliste industriel ne perçoit que le profit moyen, ici 20 francs, le prix de la production agricole étant de 120 francs. Si l'ensemble des produits agricoles est vendu à une valeur supérieure au prix de la production, l'agriculteur peut alors, outre le profit moyen de 20 francs, empocher 20 francs supplémentaires. Cet excédent de la valeur du prix des produits agricoles par rapport au prix de production constitue la rente absolue.

Pourquoi peut-on vendre les produits agricoles à une valeur supérieure au prix de production ? L'existence du monopole de la propriété privée de la terre en est la cause. Dans l'industrie, la composition organique du capital dans chaque branche de production n'est pas la même : les branches de production dans lesquelles la composition organique du capital est faible produisent nécessairement davantage de plus-value. Mais, par le biais de la concurrence et du transfert des capitaux entre les diverses branches, tous les capitalistes industriels peuvent seulement percevoir le profit moyen, et les produits industriels ne peuvent être vendus qu'au prix de production. Mais il n'en va pas de même dans l'agriculture : en effet le monopole de la propriété privée de la terre constitue un frein qui entrave les transferts de capitaux au sein de l'agriculture. Cela empêche la plus-value de participer à l'égalisation des taux de profit dans le secteur agricole. Aussi des produits agricoles se vendent-ils à une valeur supérieure au prix de production.

Ainsi, dans l'agriculture, même dans le cas des terres les plus mauvaises, à capital équivalent, la plus-value est plus importante que dans l'industrie. Cependant, cette partie de plus-value ne peut être partagée dans l'industrie, elle reste à l'agriculture : elle se transforme en rente absolue et revient au seul propriétaire foncier.

La rente foncière en régime capitaliste est aussi une partie de la plus-value

Si les causes de la formation de la rente différentielle et de la rente absolue ne sont pas les mêmes, leur nature et leur source, elles, sont bien les mêmes. Le monopole capitaliste de la terre a pour conséquence la détermination du prix des produits agricoles d'après le prix de production sur les mauvaises terres. Il en résulte que les agriculteurs qui mettent en valeur des terres de bonne et moyenne qualité retirent un surprofit. Ce surprofit et la propriété privée n'ont aucun rapport entre eux. Même s'il n'y avait pas de propriété privée de la terre, les exploitants des bons et moyens terrains retireraient le même surprofit. Marx a écrit que la propriété privée de la terre « *est la cause non de la création de ce surprofit, mais de sa métamorphose en rente foncière* »⁵. L'existence de la propriété privée de la terre permet à ce surprofit de se transformer en rente différentielle. Et même plus : à cause de l'existence du monopole de la propriété privée de la terre, le prix des produits agricoles peut être supérieur au prix de production, les exploitants des mauvaises terres peuvent percevoir un surprofit qui se transforme en rente absolue remise au propriétaire foncier. La source de la rente différentielle et de la rente absolue est le surprofit. Ce surprofit, comme toute plus-value dans l'agriculture, est tiré du travail des ouvriers agricoles. Le capitaliste agriculteur prend en location la terre du propriétaire foncier, achète les moyens de production, emploie des ouvriers agricoles et extorque la plus-value de leur travail. De cette plus-value, le capitaliste agriculteur retire le profit moyen, la part de la plus-value qui excède le profit moyen devient la rente foncière. Ainsi, la rente foncière n'est rien d'autre que de la plus-value.

Mais les propriétaires fonciers et leurs porte-paroles camouflent l'exploitation qu'ils font subir aux ouvriers agricoles, de concert avec les capitalistes agriculteurs, en mettant en avant un phénomène apparent : les variations

quantitatives de production des produits agricoles entre les bonnes et les mauvaises terres. Ils disent froidement que « la rente foncière provient de la terre elle-même ». Ce discours ne tient pas debout. La bonne ou relativement bonne qualité des terres ne peut être que la condition favorable à l'élévation de la productivité du travail, et une base naturelle nécessaire à la formation du surprofit dans l'agriculture. Mais sans le travail des ouvriers agricoles, la meilleure des terres ne prendrait aucune valeur. Marx a écrit : « *Toute rente foncière est de la plus-value, le produit de sur-travail.* »⁶

La théorie de Marx sur la rente foncière démasque l'absurdité des propos des propriétaires fonciers et de leurs porte-paroles.

La rente foncière en régime capitaliste et la rente foncière en régime féodal sont toutes les deux le résultat de la propriété privée de la terre, mais elles manifestent des rapports d'exploitation différents. La rente foncière en régime féodal provient de la totalité du surtravail ou du surproduit, tirés de l'exploitation des paysans par le propriétaire foncier féodal ; mais la rente foncière capitaliste est cette partie de la plus-value qui excède le profit moyen et que le capitaliste agriculteur extorque aux ouvriers agricoles. La rente foncière féodale manifeste les rapports d'exploitation exercés par le seigneur féodal sur les paysans, alors que la rente foncière capitaliste représente les rapports d'exploitation exercés par le propriétaire foncier et le capitaliste agriculteur sur les ouvriers agricoles.

Toute cette analyse nous fait voir que dans une société capitaliste, la bourgeoisie se divise en différentes cliques d'exploiteurs : capitalistes industriels, capitalistes agriculteurs, capitalistes, commerçants, banquiers... Les propriétaires fonciers constituent une autre classe d'exploiteurs dans la société capitaliste. Ils sont « les blaireaux de la même colline ». Ils se partagent la plus-value créée par la

classe ouvrière, exploitent et oppriment ensemble la classe ouvrière. Ainsi, dans la société capitaliste, c'est la bourgeoisie toute entière qui pèse sur la classe ouvrière. La contradiction entre ouvriers et capitalistes est une contradiction entre l'ensemble de la classe ouvrière et l'ensemble de la bourgeoisie. C'est la contradiction fondamentale de la société capitaliste. La classe ouvrière doit se libérer et pour cela elle doit s'unir, prendre les armes, entreprendre la révolution, renverser l'ensemble de la bourgeoisie et anéantir le système d'exploitation capitaliste.

PRINCIPAUX MATERIAUX D'ETUDE

MARX : « *Le Capital* », Livre 3, chapitres 1, 2, 9, 17, 21, 38, 45.

MAO TSE TOUNG : « *Analyse des classes de la société chinoise* », Œuvres choisies, T. 1.

MAO TSE TOUNG : « *La révolution chinoise et le Parti communiste chinois* », chapitre 2, sections 2 et 4, Œuvres choisies, T. 2.

SUJETS DE REFLEXION

1) *Comment chaque clique d'exploiteurs dans la société capitaliste s'unit-elle aux autres pour exploiter la plus-value créée par la classe ouvrière ?*

2) *En quoi la doctrine de Marx sur la redistribution de la plus-value a-t-elle une signification profonde ?*

1. Marx : « *Le Capital* », E.S., Livre 3, T. 1, p. 56.
2. Marx : « *Le Capital* », E.S., Livre 3, T. 1, p. 190.
3. Marx : « *Le Capital* », E.S., Livre 3, T. 3, p. 48.
4. Marx : « *Le Capital* », E.S., Livre 3, T. 3, p. 139.
5. Marx : « *Le Capital* », E.S., Livre 3, T. 3, p. 38.
6. Marx : « *Le Capital* », E.S., Livre 3, T. 3, p. 26.

CHAPITRE VIII

La maladie incurable du capitalisme La crise économique

La crise économique est le résultat inéluctable du développement de l'économie capitaliste, elle est une manifestation sensible de l'exacerbation des différentes contradictions dans la production, la circulation, la distribution et la reproduction capitalistes. Mais au fond comment survient la crise ? Quels sont ses effets sur le développement de ce système ? C'est ce que nous allons expliquer dans ce présent chapitre.

La crise économique est engendrée par l'exacerbation de la contradiction fondamentale du capitalisme.

Les crises économiques du capitalisme sont des crises de surproduction

Avant le capitalisme, par exemple durant la longue histoire du féodalisme en Chine, la vie économique et sociale connaissait déjà de nombreuses crises. La classe des propriétaires fonciers exploitait cruellement les paysans ; les destructions dues aux guerres et aux calamités naturelles (inondation, sécheresse, parasites, grêle...) causaient de graves dommages à la production agricole, aussi le peuple travailleur errait-il sans refuge ; famines et épidémies précipitaient périodiquement des milliers de gens dans la mort. A cette époque, les crises de la vie économique et sociale étaient caractérisées par une insuffisance de la production et particulièrement de la production céréalière. Le trait distinctif des crises économiques du capitalisme n'est pas l'insuffisance de la production, mais l'excédent de la production. Lorsque la crise éclate, le phénomène le plus flagrant est que de grandes quantités de marchandises ne se vendent plus ; les usines ferment, les banques font faillite, les actions baissent, le chômage s'étend rapidement, les forces productives sont gravement endommagées et toute la pro-

duction sociale tombe dans un état de paralysie et de chaos.

Les crises économiques du capitalisme sont des crises de surproduction. Et cependant, quand on parle de « surproduction », il ne s'agit pas de surproduction absolue ; surproduction ne veut pas dire que les objets produits par la société sont trop abondants pour être consommés par les larges masses populaires. Lorsque la crise éclate, on constate souvent ce type de phénomène : les ouvriers du textile, par exemple, reçoivent leur avis de licenciement ; on invoque la surproduction de tissu, l'absence de débouchés, pour justifier la réduction de la production et le licenciement des ouvriers. Cependant, les familles des ouvriers du textile restent mal-vêtues. Ceux qui produisent le tissu n'ont pas les moyens de s'en acheter. Les mineurs sont licenciés, on explique alors qu'il y a surproduction de charbon, que les licenciements et la baisse de production sont des mesures nécessaires. Pourtant les familles des mineurs grelottent de froid, sans argent pour se procurer du charbon. C'est pourquoi la surproduction en système capitaliste est une surproduction relative : cela signifie que la production ne peut apparaître comme trop abondante que par rapport au pouvoir d'achat des masses populaires. En période de crise, d'un côté, les marchandises s'amoncellent dans les entrepôts des capitalistes, elles ne se vendent pas ; on peut voir certaines marchandises pourrir sur place, on va même jusqu'à en détruire artificiellement de grandes quantités. Par ailleurs, le peuple travailleur vit dans la pauvreté, il ne peut rien acheter, nourriture et vêtements sont insuffisants, il se débat dans la misère.

La crise économique de surproduction est une spécificité de l'économie capitaliste, pourtant l'éventualité de crises était déjà latente dans le processus de développement de l'économie marchande. Lorsque le producteur vend ses propres marchandises et en tire de l'argent, il peut très bien ne pas utiliser cet argent immédiatement pour acheter les

moyens de production ou les produits courants dont il a besoin. S'il n'achète pas, les producteurs qui sont ses partenaires dans l'échange ne pourront pas non plus vendre. C'est là que peut survenir une rupture entre l'achat et la vente, ce qui rend dès lors possible la crise. Cependant, tant que la production marchande est encore une petite production reposant sur la propriété individuelle, le but de la production reste d'obtenir par l'échange d'autres marchandises pour garantir sa propre production et satisfaire aux besoins de consommation courante. Aussi est-il en règle générale peu fréquent que la vente ne soit pas suivie d'achat. De plus, lorsque le niveau des forces productives sociales est bas, que l'échelle de la production est réduite, que la division sociale du travail n'est pas très développée et que les relations de production ne sont pas encore très étroites, cette rupture entre l'achat et la vente, bien que possible, n'exerce alors qu'une influence limitée et ne saurait provoquer une crise économique de l'ensemble de la production sociale. En conséquence, bien que la production marchande comporte en elle-même la possibilité de crise, c'est dans le système capitaliste proprement dit qu'il faut aller chercher le caractère inéluctable de la crise.

L'origine des crises économiques est dans la contradiction fondamentale du capitalisme

C'est la contradiction fondamentale de la société capitaliste qui détermine le caractère inéluctable des crises économiques. Staline disait : « *L'origine et la cause des crises économiques de surproduction résident dans le système capitaliste lui-même. L'origine des crises réside dans la contradiction entre le caractère social de la production et la forme de propriété capitaliste des fruits de la production.* »

Pourquoi la contradiction fondamentale du capitalisme conduit-elle nécessairement à la crise ?

Tout d'abord parce que la contradiction fondamentale

du capitalisme se manifeste nécessairement par une contradiction entre l'important accroissement tendanciel de la capacité de production et la baisse relative du pouvoir d'achat du peuple travailleur. La grande production socialisée du capitalisme est très différente de la production individuelle de l'artisan. La production individuelle se caractérise par la reproduction simple. Même si les conditions du marché sont tout à fait favorables, l'augmentation de cette production est extrêmement lente. La production capitaliste est une grande production mécanisée, il lui est possible de se développer rapidement. Or, pour obtenir encore plus de profit, le capitaliste cherche à élargir le plus possible sa production, car la plus-value qu'il extorque augmente en proportion de l'échelle de la production. Parallèlement, pour résister à la concurrence et ne pas être éliminé par les autres capitalistes, il doit s'efforcer de moderniser sa technique et d'élargir sa production. L'augmentation de la production appelle une élévation correspondante du niveau de consommation. C'est seulement ainsi qu'une plus grande quantité de marchandises peut se vendre et que la production sociale peut continuer. Cependant, lorsque les moyens de production sont la propriété privée du capitaliste, ce dernier cherche toujours à bloquer les salaires ouvriers au niveau le plus bas. Le développement de la production capitaliste et l'emploi de techniques modernes font que bon nombre de travailleurs sont renvoyés des usines et vont renforcer les rangs des chômeurs. La concurrence capitaliste provoque la faillite de nombreux paysans et artisans, l'élimination ou l'absorption du petit capital par le grand. Pour toutes ces raisons, l'élargissement du marché ne parvient pas à rattraper l'augmentation de la production. Ainsi, on a d'une part une immense augmentation de la production et d'autre part, une baisse relative du pouvoir d'achat du peuple travailleur. La contradiction entre ces deux tendances fait que la crise économique de surproduction est inévitable.

Si la contradiction fondamentale du capitalisme mène forcément à la crise économique, c'est également parce qu'elle se traduit toujours par une contradiction entre le caractère organisé de la production dans les usines prises séparément et l'état anarchique de l'ensemble de la production. La socialisation de la production resserre les relations et la dépendance mutuelle entre les différentes branches de production et entre les différentes entreprises. Par exemple : le coton nécessaire à une usine textile est fourni par le secteur agricole, ses machines par l'industrie mécanique. C'est pourquoi, pour une période donnée, la quantité de coton, de tissu et de machines nécessaires à la production sociale devra être fixée à l'aide d'un plan et d'une organisation unifiée, afin que la reproduction sociale puisse être menée à bien. Cependant, lorsque les moyens de production sont la propriété privée des capitalistes, toute la société est divisée en d'innombrables entreprises capitalistes qui s'organisent indépendamment les unes des autres. Si nous considérons le problème au niveau de l'entreprise, les ouvriers sont sous les ordres d'un même capital, et la production à l'intérieur de cette entreprise est organisée. Mais si nous considérons le problème au niveau de toute la société, on constate que la nature et la quantité de la production sont l'affaire personnelle des capitalistes des différentes entreprises, personne n'a droit de regard sur son voisin. Aussi toute la production sociale se déroule-t-elle dans un état d'anarchie. Etant donné le caractère aveugle de l'ensemble de la production sociale, chaque capitaliste en particulier est incapable d'appréhender la véritable demande de la société pour telle ou telle marchandise. S'il y a le moindre profit à l'horizon, les capitalistes entrent en concurrence et cherchent à élargir la production. En même temps, une demande illusoire peut apparaître comme le résultat des activités marchandes capitalistes, ce qui masque le véritable pouvoir d'achat dans la société. En réalité, à ce stade, la production dépasse déjà le niveau du pouvoir d'achat

des masses. Mais tant que sur le marché, la tendance à l'augmentation des prix ne s'est pas encore renversée, le capitaliste commerçant continue à passer commande auprès du capitaliste industriel, tandis que le capitaliste financier augmente le crédit au commerçant et à l'industriel. Il vient ainsi en aide à l'élargissement aveugle de la production par l'industriel, ce qui provoque une fausse prospérité sur le marché. Cette fausse prospérité camoufle la surproduction qui existe et se développe de fait, jusqu'à ce qu'elle ne puisse plus être cachée et éclate au grand jour. Alors c'est l'avalanche, la surproduction se traduit par une crise économique.

On peut donc voir que l'origine de la crise économique est le système capitaliste lui-même et la contradiction fondamentale, qui lui est inhérente, entre le caractère social de la production et le caractère privé du système de propriété. Tant que subsiste le capitalisme, il y a nécessairement des crises économiques. Pour les faire disparaître, il faut faire disparaître le système capitaliste.

La théorie marxiste des crises économiques a coupé court aux absurdités invoquées par la bourgeoisie pour masquer les crises

Les thèses scientifiques marxistes sur les crises économiques du capitalisme suscitent frayeur et hostilité chez la bourgeoisie et ses défenseurs, qui s'efforcent de déformer la réalité par des mensonges en tous genres. Ils visent à présenter la crise comme n'ayant aucun rapport avec le capitalisme, afin de duper le peuple travailleur et de protéger ainsi ce système d'exploitation. Certains, par exemple, présentent la crise comme une « insuffisance de la consommation », et en conséquence, ils proposent des méthodes de « stimulation de la consommation » pour mettre un terme à la crise. En fait, cette insuffisance de consommation de la part du peuple travailleur est antérieure à l'apparition du capitalisme, elle existe depuis que la société humaine s'est

scindée en deux classes, les exploités et les exploités ; mais la crise économique de surproduction n'intervient, elle, qu'avec la société capitaliste. On voit donc qu'il n'est pas possible d'expliquer les crises économiques à partir d'une « insuffisance de la consommation ».

Après la deuxième guerre mondiale, la militarisation des économies nationales créa pour un temps une fausse prospérité dans certains pays capitalistes. Les défenseurs de la bourgeoisie semblaient avoir trouvé le brin d'herbe qui sauve in extremis de la noyade et ils déliraient en ces termes : « *Ceux qui croient que les pays capitalistes vont sombrer irrémédiablement dans le marasme économique, se trompent.* » Ils pensaient que l'Etat capitaliste intervenant de plus en plus dans l'économie nationale, de prétendus « mécanismes automatiques de régulation » étaient apparus et que ces mécanismes tendraient, dans une certaine mesure, à « stabiliser automatiquement » le développement de l'économie capitaliste. Cet argument est tout aussi fallacieux que le précédent. Nous savons en effet que l'appareil d'Etat capitaliste est au service de la bourgeoisie. Que l'Etat bourgeois militarise son économie nationale ou qu'il régularise la vie économique, chaque mesure qu'il adopte intensifie l'exploitation du peuple travailleur et enrichit les capitalistes. Lénine disait : « *L'Amérique comme l'Allemagne « réglementent la vie économique » de façon à créer un bagne militaire pour les ouvriers (et en partie pour les paysans), et un paradis pour les banquiers et les capitalistes. Leur réglementation consiste à « serrer la vis » aux ouvriers jusqu'à la famine et à assurer aux capitalistes (en secret, à la manière bureaucratique réactionnaire) des profits supérieurs à ceux d'avant-guerre.* »¹

De fait, lorsque l'Etat bourgeois régularise la vie économique, il ne parvient même pas à ce que l'économie capitaliste « se stabilise automatiquement » ; c'est le contraire qui se passe, tandis que la bourgeoisie récolte des profits scandaleux, le peuple travailleur s'appauvrit davantage encore,

le marché tend à se réduire, la contradiction fondamentale du capitalisme s'exacerbe, et la crise économique s'aggrave.

La tendance à l'aggravation de la crise économique du capitalisme

Les crises économiques du capitalisme éclatent de façon cyclique

Tant que subsiste l'économie capitaliste, sa contradiction fondamentale est à l'œuvre. Le problème n'est pas que la crise économique éclate une ou deux fois, mais bien qu'elle ressurgit souvent et de façon périodique. Historiquement, la première grande crise économique remonte à 1825 en Angleterre. Elle recommença en 1836, 1847, 1857, 1867, successivement, en moyenne tous les dix ans. Par la suite, elle ressurgit systématiquement et s'aggrava même de plus en plus.

Le cycle d'une crise économique est la période entre deux crises successives. Il y a généralement quatre étapes : la crise, la dépression, la reprise, l'expansion. La crise est l'étape fondamentale du cycle, elle est le point final d'un cycle et le point de départ du cycle suivant.

1) La crise : la crise intervient le plus souvent de façon soudaine. Avant qu'elle se déclare, il y a sur le marché une fausse prospérité, toutes les branches de l'industrie et du commerce sont « florissantes ». La production a déjà dépassé les besoins réels, mais comme le crédit et la spéculation sont très intenses, les usines continuent encore à

tourner au maximum et produisent pour les entrepôts et les commandes. Soudain, un maillon de la chaîne lâche, c'est la crise. Dès que la surproduction dans une branche donnée apparaît, l'écoulement des marchandises devient problématique, très vite, d'autres branches sont touchées, entraînant des réactions en chaîne. Supposons qu'il y ait surproduction dans l'industrie automobile, on réduit ou arrête la production, cela aura obligatoirement une répercussion dans la métallurgie et l'industrie du caoutchouc. Si la métallurgie réduit ou arrête la production, les industries du charbon et de l'électricité ainsi que les transports seront à leur tour affectés. Sur le plan commercial, les spéculateurs qui, jusque-là, ont mis de l'huile sur le feu en contribuant à la fausse prospérité, font alors volte-face, et se débarrassent des stocks qu'ils ont entre les mains. Ils n'hésitent pas à casser les prix pour vendre et, ce faisant, il enveniment encore davantage la situation. Les stocks s'entassent dans les entrepôts, on a du mal à les vendre et les prix s'effondrent. Pour éviter cet effondrement des prix, les capitalistes iront jusqu'à détruire artificiellement de grandes quantités de marchandises. Sous le coup de l'absence de débouchés et de la baisse spectaculaire des prix, ce sont d'abord de très nombreuses petites et moyennes entreprises qui font faillite ; de toute part, des banques ferment leurs portes, les usines qui ne ferment pas réduisent l'échelle de leur production. A ce moment-là, dans la société, le nombre des ouvriers et travailleurs d'autres branches au chômage augmente, et toute la situation économique se détériore de façon dramatique.

2) La dépression : après l'ouragan inattendu de la crise, la vague de faillites dans les entreprises industrielles et commerciales finit par s'apaiser. Les entreprises qui ont résisté à la crise continuent la production et la distribution à une échelle moindre. Les enseignes à la porte des magasins se

rallument, on crie à la victoire, et pourtant le commerce est encore bien timide. De nombreux ouvriers restent au chômage, sans moyen d'existence. L'industrie, le commerce et les banques semblent paralysés. Mais pendant cette phase, la consommation sociale se perpétue malgré tout, les marchandises amoncelées et considérablement endommagées finissent pourtant par s'écouler lentement et à des prix très bas. Sous l'apparente stagnation, les facteurs qui stimulent le rétablissement de la production réapparaissent progressivement.

3) La reprise : avec la diminution des stocks, les prix des marchandises remontent progressivement, ainsi que les profits. D'une part, le capitaliste intensifie son exploitation sur les ouvriers et d'autre part, il modernise ses techniques, il installe de nouvelles machines, il renouvelle son capital fixe, il cherche à remporter la victoire au milieu d'une concurrence farouche. Ainsi, la production du Secteur I, c'est-à-dire l'électricité, l'acier, l'équipement mécanique, s'élargit peu à peu. Le nombre de travailleurs employés dans ce secteur augmente ; cette augmentation suscite à son tour un relèvement de la demande en biens de consommation, elle stimule le développement de la production du Secteur II. De cette façon, la production se rétablit pas à pas, le chômage baisse. L'économie capitaliste qui était au comble de la dépression, reprend.

4) L'expansion : les caractéristiques fondamentales de cette étape-ci sont les suivantes : les marchandises se vendent facilement, les profits augmentent en flèche, production et circulation s'accélèrent, le crédit et la spéculation reprennent, le marché « prospère ». Tous les capitalistes élargissent la production au maximum. Derrière ce paysage de « prospérité » s'accumulent chaque jour davantage

les indices d'une nouvelle crise. Engels a ainsi décrit cet aspect florissant de l'économie capitaliste : « *Progressivement, l'allure s'accélère, passe au trot, le trot industriel se fait galop, et ce galop augmente à son tour jusqu'au ventre à terre d'un steeple chase complet de l'industrie, du commerce, du crédit et de la spéculation, pour finir, après les sauts les plus périlleux, par se retrouver dans le fossé... du krach.* »²

Crise, dépression, reprise, expansion, crise..., ces phases sont l'expression du caractère cyclique des crises économiques et de la production capitaliste. Ceci explique pourquoi il est impossible au capitalisme de se développer sans secousse, pourquoi il avance en louvoyant.

La crise économique du capitalisme s'approfondit de jour en jour

Les crises apparaissent de façon répétée tout au long du processus de développement de la production capitaliste. Pourtant, chaque nouvelle crise n'est pas la simple reproduction de la précédente. Elle a tendance à s'aggraver chaque fois un peu plus. Particulièrement depuis la deuxième guerre mondiale, les crises sont plus fréquentes et plus profondes. Voyons quels en sont les effets principaux.

Premièrement, le cycle des crises se raccourcit, les crises sont plus fréquentes.

Avant la deuxième guerre mondiale, les crises économiques étaient espacées d'environ 10 ans, et dans les 20 années consécutives à la guerre, le cycle des crises s'est manifestement raccourci.

D'après les tableaux ci-dessous, on peut voir que de

1948 à 1972, les U.S.A. ont traversé cinq crises économiques, soit en moyenne une crise tous les cinq ans environ ; et le Japon a traversé six crises économiques, soit en moyenne une crise tous les quatre ans environ. Si, depuis la deuxième guerre mondiale, le cycle s'est sensiblement rétréci, c'est que, sous la domination du capital monopoliste, le peuple travailleur subit une exploitation de plus en plus marquée, que son pouvoir d'achat accuse une réduction relative et que les problèmes des marchés intérieurs s'aggravent. Une autre raison est que l'agression et l'expansion extérieures des pays impérialistes aiguïssent les contradictions entre l'impérialisme et les peuples des pays colonisés ou dépendants ; elles stimulent le développement des luttes de libération nationale de ces pays, ce qui réduit constamment les marchés extérieurs des pays impérialistes et provoquent une vente plus difficile de leurs marchandises. C'est ainsi que la contradiction entre production et consommation s'accroît quotidiennement. Tout ceci montre bien que la contradiction fondamentale du capitalisme connaît une exacerbation de plus en plus grande et que les rapports de production font gravement obstacle au développement des forces productives.

Deuxièmement, le renouvellement aveugle du capital a pour effet que les proportions de la reproduction capitaliste sont de plus en plus inadéquates. Avant la deuxième guerre mondiale, chaque fois qu'il y avait crise, les investissements en capital fixe baissaient énormément. Mais après la guerre, le montant des investissements en capital fixe connut généralement une assez grande augmentation. Même en période de crise, le niveau des investissements reste assez élevé. Pendant la cinquième crise américaine de l'après-guerre, les investissements en capital fixe augmentèrent même de 3,5 % entre 1969 et 1970. Au Japon, pendant la sixième crise de l'après-guerre, les investissements en capital fixe augmentèrent de 3,2 % de 1970 à 1971.

Les crises économiques aux U.S.A. après la guerre

Chronologie des crises	Production industrielle				Chiffres maximum du chômage		Entreprises en faillite	
	Maximum avant la crise	Minimum pendant la crise	Baisse en %	Durée de la dépression en mois	Nombre de chômeurs en millions	Taux de chômage en %	Nombre total	Pendant le mois de crise maximum
¹ (1948-1949)	oct. 1948	oct. 1949	10,5	12	4,7	7,6	8.632	884
² (1953-1954)	juil. 1953	août 1954	10,2	13	3,7	5,8	11.400	1.102
³ (1957-1958)	fév. 1957	avr. 1958	13,7	14	5,54	7,7	16.915	1.495
⁴ (1960-1961)	janv. 1960	fév. 1961	7,7	13	5,71	8,1	17.117	1.449
⁵ (1969-1970)	sept. 1969	nov. 1970	8,1	14	5,49	6,5	12.201	1.042

Les crises économiques au Japon après la guerre

Chronologie des crises	Productions industrielles et minières				Chiffres maxim. du chômage		Chiffres maxim. d'entreprises en faillite	
	Maximum avant la crise	Minimum pendant la crise	Baisse en %	Durée de la dépression en mois	Nombre de chômeurs en millions	Taux d'augmentation du chômage en %	Nombre de maisons en faillite	Taux d'augmentation des faillites en %
¹ (janv. 51-oct. 51)	juin 1951	août 1951	4,6	2	0,47	38,2	-	-
² (janv. 54-nov. 54)	janv. 1954	août 1954	1,9	7	0,71	82	-	-
³ (juin 57-juin 58)	juil. 1957	juin 1958	10	11	0,92	76,9	203	54,9
⁴ (déc. 61-oct. 62)	mars 1962	oct. 1962	3,6	7	0,62	72,2	172	186,6
⁵ (oct. 64-oct. 65)	déc. 1964	mai 1965	3,1	5	0,54	100	611	64,2
⁶ (juil. 70-déc. 71)	juil. 1970	mai 1971	4,2	10	0,80	60	964	64,8

Si depuis la guerre, les investissements en capital fixe sont assez élevés en période de crise, cela signifie d'une part que la bourgeoisie monopoliste se sert de l'appareil d'Etat et intensifie son exploitation à l'égard du peuple travailleur. Elle accélère l'accumulation, transformant en capital la plus-value extorquée sur le dos des travailleurs.

Parallèlement, elle accélère la paupérisation du prolétariat et affaiblit encore le pouvoir d'achat du peuple travailleur. D'autre part cela signifie aussi que depuis la guerre, les commandes militaires ainsi que les besoins ayant trait aux préparatifs de guerre constituent l'essentiel des investissements américains en capital fixe. De cette façon, non seulement les ressources sociales sont grandement gaspillées, mais encore on assiste à un développement aveugle du secteur I, ce qui a pour effet que les proportions de la reproduction sociale sont de plus en plus inadéquates ; les contradictions de la reproduction sociale s'aiguisent encore. Les crises, plus fréquentes, sont chaque fois plus graves.

Troisièmement, l'interaction entre crise industrielle et crise agricole approfondit l'ensemble de la crise. Dans le système capitaliste, la crise ne se cantonne pas à l'industrie, elle atteint également l'agriculture. Lorsque la crise agricole éclate, on constate une augmentation rapide des stocks de produits agricoles dans les entrepôts des capitalistes agriculteurs ; les prix de gros s'effondrent, la surface cultivée est réduite, et le chômage augmente chez les ouvriers agricoles ; les salaires de ceux qui ont du travail baissent et un grand nombre de cultivateurs indépendants font faillite. On peut voir que la crise agricole, tout comme la crise industrielle est une crise de surproduction déterminée par la contradiction fondamentale du capitalisme. Tant que subsiste le système capitaliste, les crises de surproduction agricole sont tout aussi inévitables que les crises de surproduction industrielle.

Pourtant, les crises agricoles se maintiennent générale-

ment plus longtemps que les crises industrielles. Depuis l'éclatement simultané de la crise industrielle et agricole aux U.S.A. en 1948, en l'espace de 23 ans, l'agriculture n'a jamais pu sortir de sa crise de surproduction.

L'interaction entre la crise industrielle et la crise commerciale est devenue un grave problème de l'économie américaine de l'après-guerre. A cause de ces crises industrielles, de nombreuses entreprises ferment leur porte, les commandes sont insuffisantes, les ouvriers perdent leur travail, les salaires baissent. Tout ceci a pour résultat une diminution de la demande en produits agricoles et une aggravation de la surproduction agricole. Parallèlement, la crise agricole se répercute sur la production, les travailleurs agricoles s'appauvrissent et font faillite. La demande en moyens de production agricole et autres produits industriels est réduite, ce qui aggrave encore la crise de surproduction industrielle. Etant donné l'interaction entre crise agricole et crise industrielle, la crise économique du capitalisme s'approfondit de plus en plus.

Quatrièmement, crise de surproduction et crise financière s'entremêlent. Après la deuxième guerre mondiale les crises ont un cycle raccourci et les crises financières éclatent de plus en plus fréquemment. Une « double maladie » se déclare bien souvent : crise économique et crise financière. Toutes deux sont le résultat nécessaire de l'exacerbation de la contradiction fondamentale du capitalisme. Les principaux effets en sont : l'insuffisance des revenus de l'Etat par rapport aux dépenses, la trop forte émission de billets, la montée des prix, le déficit de la balance extérieure, l'épuisement des réserves d'or et la dévaluation de la monnaie.

Après la deuxième guerre mondiale, tous les pays impérialistes cherchèrent à intensifier les préparatifs de guerre afin d'échapper à la crise de jour en jour plus grave, administrant ainsi une injection de morphine pour calmer la maladie des économies nationales. Cependant, les

dépenses militaires et les coûts de la production industrielle militaire sont de plus en plus élevés et le budget de l'Etat connaît chaque année un déficit plus grand. Pour combler ces énormes dépenses militaires, les pays impérialistes s'efforcent d'augmenter la fiscalité, d'emprunter à l'extérieur, d'émettre du papier-monnaie. Ils pratiquent l'inflation et provoquent ainsi de graves crises dans les finances publiques. De 1946 à 1971, les finances américaines sont déficitaires : le déficit cumulé est de 137,9 milliards de dollars, la dette publique cumulée de 442,1 milliards. Même des personnalités officielles américaines s'en alarmèrent et dirent que le « *montant de la dette en Amérique est supérieur à celui de tous les autres Etats réunis* » et que « *si l'on convertit cette dette en billets d'un dollar on obtiendrait un anneau de 10 m de large qui ferait 1520 fois le tour de la terre* ».

L'inflation s'aggrave de jour en jour, la monnaie perd peu à peu sa valeur et les prix montent continuellement. Autrefois, lorsque la crise éclatait, les prix baissaient généralement. Mais depuis la deuxième guerre mondiale, les Etats capitalistes pratiquent intentionnellement la militarisation de l'économie nationale et la politique inflationniste. En période de crise, les prix ne baissent plus, bien au contraire, ils accusent une hausse colossale. On note, par exemple, une hausse des prix pour les crises américaines d'après-guerre, exception faite de celle de 48-49. Cela signifie qu'à chaque fois le pouvoir d'achat de la monnaie a baissé. La dévalorisation de la monnaie à l'intérieur du pays a nécessairement des répercussions sur le crédit de cette monnaie à l'étranger. L'impérialisme américain déclenche d'incessantes guerres d'agression : les dépenses dues au stationnement de troupes à l'extérieur et aux préparatifs de guerre augmentent, provoquant la fuite massive de dollars et une perte du crédit international du dollar. Depuis la deuxième guerre mondiale, sur le marché financier, les crises éclatent sans arrêt, suscitant des mouve-

198

ments de vente de dollars d'achat d'or qui, par deux fois, à la fin de 1971 et en février 1973, contraignirent le gouvernement américain à dévaluer. C'était là l'écroulement de la position hégémonique du dollar U.S. dans le monde capitaliste.

La « double maladie » de la crise industrielle et financière plonge l'économie capitaliste dans un gouffre dont elle ne peut elle-même se sortir. D'une part, la crise économique, l'importante baisse de la production et la paupérisation qu'entraîne la crise se répercutent sur les recettes budgétaires des Etats capitalistes ; de là survient un déficit des finances publiques et un déséquilibre de la balance extérieure qui aggrave encore la crise financière. D'autre part, avec l'approfondissement de la crise financière, il y a inflation, augmentation de la fiscalité et baisse du salaire réel des ouvriers ; le pouvoir d'achat des masses populaires diminue de façon relative, créant obligatoirement une aggravation de la crise de surproduction.

On voit donc que le caractère cyclique des crises économiques est une sorte de cercle vicieux. Leur gravité toujours plus grande ajoute encore aux contradictions antagonistes, déjà très aiguës, inhérentes au capitalisme. Les tempêtes des crises successives font trembler le monde capitaliste.

La crise économique ébranle la base de la domination capitaliste

La crise économique accentue encore la contradiction fondamentale du capitalisme. Pendant les périodes de crise, la concurrence entre les capitalistes est à son paroxysme. Les petites et moyennes entreprises qui n'arrivent pas à résister à la concurrence des plus grandes, sont les premières à faire faillite. Une minorité de grandes entre-

prises à forte compétitivité en profitent pour les racheter à bas prix, et les absorber. C'est pourquoi, à chaque crise que traverse la société capitaliste, le capital se concentre davantage dans les mains d'un petit nombre de capitalistes. La concentration de la production et du capital redouble de vitesse. Cette concentration rapide signifie l'exacerbation toujours plus grande de la contradiction fondamentale du capitalisme, contradiction entre la socialisation de la production et le système de propriété privée.

La crise provoque l'accentuation des contradictions de classes. Les capitalistes se servent toujours du peuple travailleur pour atténuer les dommages que leur cause la crise. Ils licencient de nombreux ouvriers, baissent les salaires des ouvriers qui ont du travail, utilisent l'inflation, alourdissent la fiscalité : ils cherchent par tous les moyens à faire payer la crise au peuple travailleur. De même, en période de crise, l'exploitation de l'industrie sur l'agriculture, de la ville sur la campagne, s'intensifie, et accule de nombreux paysans à la faillite. Aussi la crise économique est-elle extrêmement grave pour la classe ouvrière et les autres travailleurs ; la contradiction entre la classe ouvrière et les capitalistes, entre les paysans et les gros propriétaires fonciers s'exacerbe un peu plus chaque jour. La vague de lutte du prolétariat contre la bourgeoisie grossit, ébranlant la base de la domination capitaliste.

Les crises économiques ont bien révélé le caractère historiquement transitoire du système capitaliste. Elles montrent qu'il existe une contradiction antagoniste entre les rapports de production et les forces productives du capitalisme. Par rapport aux forces productives hautement socialisées, les rapports de production sont trop étroits : ils sont un grave obstacle au développement des forces productives. En période de crise, c'est seulement lorsque les forces productives ont été profondément ruinées et que la production a été considérablement réduite, que la contradiction entre production et consommation peut trouver une résolu-

tion imposée par la force provisoire. Dans le même temps, les éléments annonciateurs d'une nouvelle crise s'accumulent progressivement. Dans le processus de développement de l'économie capitaliste, la tendance à l'aggravation de la crise montre que les rapports de production capitalistes sont déjà pourrissants. Il doivent être remplacés par d'autres rapports de production adaptés aux besoins du développement des forces productives, c'est-à-dire par les rapports de production socialistes.

PRINCIPAUX MATERIAUX D'ETUDE :

ENGELS : « *Anti-Dühring* », Chap. III, 2^e partie.

LENINE : « *Les leçons de la crise* », Œuvres T. 5, p. 86.

SUJETS DE REFLEXION :

1) *Quelle est l'origine des crises économiques du capitalisme ?*

2) *Pourquoi dit-on que la crise économique mène rapidement le capitalisme à sa perte ?*

1. Lénine : Œuvres, T. 25, p. 363.

2. Engels : « *Anti-Dühring* », E.S., p. 312.

CHAPITRE IX

**La nature de l'impérialisme
ne changera pas**

**L'impérialisme est le capitalisme
monopoliste**

Avant les années 70 du XIX^e siècle, le capitalisme se trouve à l'époque historique de la libre concurrence. A partir des années 70, la libre concurrence se développe progressivement vers le monopole. A la fin du XIX^e siècle et au début du XX^e, le capitalisme achève son passage de la libre concurrence au monopole et se développe jusqu'à atteindre le stade impérialiste. Lénine a donné une définition précise et complète de l'impérialisme : « *L'impérialisme est un stade historique particulier du capitalisme. Cette particularité est de 3 ordres : l'impérialisme est (1) le capitalisme monopoliste ; (2) le capitalisme parasitaire et pourrissant ; (3) le capitalisme agonisant.* »¹ On exposera d'abord les caractéristiques fondamentales de l'impérialisme en tant que capitalisme monopoliste.

Lénine a indiqué que l'impérialisme a cinq caractéristiques fondamentales sur le plan économique, à savoir :

- « 1) *concentration de la production et du capital parvenue à un degré de développement si élevé qu'elle crée les monopoles, dont le rôle est décisif dans la vie économique ;*
- 2) *fusion du capital bancaire et du capital industriel, et création, sur la base de ce « capital financier », d'une oligarchie financière ;*
- 3) *l'exportation des capitaux, à la différence de l'exportation des marchandises, prend une importance toute particulière ;*
- 4) *formation d'unions internationales monopolistes de capitalistes se partageant le monde, et*
- 5) *fin du partage territorial du globe entre les plus grandes puissances capitalistes.* »²

La théorie de Lénine sur l'impérialisme est le télescope et le microscope qui nous permet de connaître la nature réactionnaire de l'impérialisme.

Le monopole est la principale base économique de l'impérialisme

Le monopole est le produit inéluctable du développement du capitalisme

L'évolution de la libre concurrence vers le monopole est, sur le plan économique, le phénomène le plus frappant du développement du capitalisme vers le stade impérialiste. Les autres caractéristiques de l'impérialisme sont toutes liées au monopole et se sont développées sur la base de celui-ci. C'est pourquoi, l'impérialisme est aussi appelé généralement capitalisme monopoliste. La naissance du capitalisme monopoliste a son processus de développement historique, que l'on peut en gros diviser en trois étapes fondamentales.

La première étape se situe au XIX^e siècle, dans les années 60 et 70 : la libre concurrence capitaliste s'est déjà développée jusqu'à atteindre son apogée. Dans l'industrie, ce sont les inventions du moteur électrique, du moteur à combustion interne et de nouveaux procédés d'affinage de l'acier. Le développement des forces productives commence à entraîner un changement au niveau de la place respective de l'industrie légère et de l'industrie lourde, et c'est celle-ci qui devient prépondérante. Le développement constant de l'industrie lourde dont la composition organique du capital est élevée, a accéléré la concentration du capital, et fait apparaître les premiers embryons de groupements monopolistes.

La deuxième étape commence avec la fin de la plus profonde crise économique du XIX^e siècle, qui éclate en 1873 : la concurrence entre les entreprises s'intensifie grandement. Partout, bon nombre de moyennes et petites entreprises font faillite, et les groupements monopolistes connaissent un développement important. Aux U.S.A., en 1879, Rockefeller fonde le premier grand trust (la Compa-

gnie Standard Oil) ; en 1880, tout le volume de la production d'anhracite est le monopole de sept compagnies. Cependant les monopoles de l'époque n'occupaient pas encore une place dominante. La plupart des accords entre les monopoles sont des accords à court terme, et ne sont pas encore stables. Dans les trente dernières années du XIX^e siècle, on découvre successivement la turbine à vapeur, l'automobile, la locomotive à moteur diesel, etc. ; les forces productives atteignent un haut degré de développement, la place de l'industrie lourde se renforce un peu plus, et dans l'ensemble, les conditions du passage au stade monopoliste sont mûres.

La troisième étape se situe à la fin du XIX^e siècle et au début du XX^e. L'accumulation et la concentration du capital s'accroissent grandement ; de plus en plus de capitaux sont concentrés entre les mains des grandes entreprises, les groupements monopolistes se développent rapidement, très vite ils contrôlent tous les secteurs industriels importants et deviennent la base de toute la vie économique. Au début du XX^e siècle, les groupements monopolistes aux U.S.A. contrôlaient 70 % de l'industrie métallurgique de transformation, 66 % de l'industrie sidérurgique, 81 % de l'industrie chimique, 85 % de la production d'aluminium, 80 % de l'industrie du sucre et du tabac, 95 % de la production de charbon et de pétrole. A partir de ce moment, le capitalisme de libre concurrence a évolué vers le capitalisme monopoliste, le capitalisme s'est transformé en impérialisme. C'est pourquoi Lénine dit : « *La principale base économique de l'impérialisme est le monopole.* »³

Avec le passage du capitalisme de libre concurrence à l'impérialisme, la nature fondamentale du capitalisme n'a pas pour autant changé. Sa base économique est encore la propriété privée capitaliste des moyens de production. Sa contradiction de classe est encore la contradiction entre prolétariat et bourgeoisie. La concurrence inhérente au capitalisme, l'état anarchique de la production et autres

lois économiques, exercent toujours leur rôle. Le président Mao a indiqué : « *Lorsque le capitalisme de l'époque de la libre concurrence se transforma en impérialisme, ni le caractère de classe des deux classes en contradiction fondamentale - le prolétariat et la bourgeoisie - ni l'essence capitaliste de la société ne subirent aucun changement.* »⁴ Au stade impérialiste, sont apparues certaines nouvelles caractéristiques, ce qui a accentué et amplifié les contradictions initiales du capitalisme.

Les formes de groupements monopolistes garantissent l'extorsion de superprofits monopolistes

Les groupements monopolistes, ce sont les plus grandes entreprises capitalistes, ou bien l'association de plusieurs entreprises capitalistes. Ils contrôlent la production et la vente des produits, s'appuient sur leur position monopoliste pour fixer des prix de monopole ; ils extorquent des superprofits monopolistes et contrôlent les secteurs économiques vitaux des pays capitalistes.

Les formes de groupements monopolistes sont multiples. Il y a les « *accords de prix à court terme* », où chaque entreprise s'entend avec les autres pour fixer des prix de monopole unifiés ; il y a les « *cartels* » où les entreprises dirigent de façon autonome la production et la vente, mais s'unissent lorsqu'il s'agit de se diviser le marché, de fixer le montant de la production, les prix, etc. ; il y a les « *syndicats patronaux* » où les entreprises produisent seules, mais s'unissent pour l'achat des matières premières, pour la vente des produits, etc. ; il y a les « *trusts* » qui regroupent la totalité des entreprises qui produisent le même produit ; il y a encore les « *Konzern* » réunissant plusieurs entreprises différentes (houillère, compagnie commerciale, compagnie de transport, banque, etc.). En se développant, les groupements monopolistes de toutes sortes ont progressivement contrôlé tous les secteurs économiques, et dominé la vie économique des pays capitalistes. En particulier,

depuis la fin de la II^e guerre mondiale, la production sociale et les richesses sociales se sont de plus en plus trouvées concentrées entre les mains d'un petit nombre de capitalistes monopolistes. Les manifestations en sont les suivantes :

I) l'échelle des entreprises s'élargit sans cesse, le degré de monopole s'élève encore plus. Aux U.S.A. par exemple, les grandes compagnies dont le capital dépasse 1 milliard de dollars sont passées d'une en 1901 à 96 en 1960, et à 282 en 1970.

II) les secteurs industriels sont de plus en plus contrôlés par un petit nombre de capitaux monopolistes. Dans plusieurs secteurs industriels, quelques grandes compagnies contrôlent la majeure partie, voire la totalité de la production. Aux U.S.A. en 1969, trois grandes compagnies d'automobiles exerçaient leur monopole sur 78,1 % de la production automobile nationale ; en Angleterre en 1970, une compagnie sidérurgique exerçait son monopole sur 93 % de la production nationale d'acier ; au Japon en 1970, sept grands groupements monopolistes contrôlaient 95,5 % du tonnage global de la construction navale nationale ; en France en 1968, une compagnie d'électricité contrôlait la production d'électricité de l'ensemble du pays.

III) la production agricole se concentre et le degré de monopole se renforce. En 1939 aux U.S.A., le nombre total des fermes s'élevait à 6 187 000, en 1959 il diminuait jusqu'à 3 701 000, pour n'être plus que de 2 800 000 en 1971, ce qui fait en moyenne 90 000 fermes en faillite par an. En réalité, la production agricole américaine est aujourd'hui contrôlée par moins de 50 000 très grandes fermes monopolistes, c'est-à-dire 2 % du nombre total des fermes. La vente de leurs produits représente plus de 80 % du montant total de la vente de l'ensemble des produits agricoles américains.

IV) les groupements monopolistes développent de plus en plus une production diversifiée. Bon nombre de compagnies qui, par le passé, produisaient principalement un ou

deux produits ont vu, à la fin des années 60 de ce siècle, leur sphère d'exploitation s'élargir rapidement à plusieurs secteurs. Aux U.S.A. par exemple, la Compagnie « International Telephon and Telegraph » (I.T.T.), fondée en 1920, produisait principalement, pendant les quarante premières années de son histoire, du matériel de télécommunication. Mais depuis les dix dernières années, elle a racheté 50 compagnies n'ayant aucun rapport avec le matériel de télécommunication, et sa sphère d'exploitation s'est étendue au pain, aux fibres artificielles, au bâtiment, à l'hôtellerie, aux assurances, etc. Elle contrôle dans le monde entier 150 compagnies, son réseau de vente touche plus de 100 pays et territoires.

Bien que ces groupements monopolistes de toutes formes aient leurs différences et qu'ils puissent connaître des transformations, leur nature n'en reste pas moins la même ; par le monopole de la production et du marché, ils garantissent aux capitalistes monopolistes l'acquisition de superprofits monopolistes.

Les superprofits monopolistes sont des profits que les capitalistes obtiennent grâce à leur position monopoliste et qui sont largement supérieurs aux profits moyens. D'où viennent les superprofits monopolistes ? Avant tout, ils proviennent encore de la plus-value produite par les ouvriers au sein de l'entreprise capitaliste monopoliste. Les groupements monopolistes instaurent des conditions de travail éprouvantes, augmentent l'intensité du travail, exploitent les ouvriers. En outre, en élevant le prix des produits de consommation, les capitalistes monopolistes accaparent entre leurs mains une partie des revenus des ouvriers et des autres consommateurs ; en s'appuyant sur leur position monopoliste, ils baissent le prix d'achat des produits agricoles, élèvent le prix de vente des produits industriels, et s'approprient une partie de la valeur produite par les paysans ; grâce aux prix de monopole, ils accaparent entre leurs mains une partie des profits des capita-

listes qui n'appartiennent pas aux groupes monopolistes. Grâce à l'échange à valeur inégale, le capital monopoliste pille les peuples des colonies, des pays dépendants et d'autres pays. Tout cela montre que ce que gagnent les groupements monopolistes par les superprofits, c'est précisément ce que perdent les ouvriers, les petits producteurs, et les peuples des colonies et des pays dépendants ; une petite partie est aussi constituée par ce qui est enlevé aux moyens et petits capitalistes qui n'appartiennent pas aux monopoles. C'est pourquoi, pour ce qui est de l'ensemble du monde capitaliste, et du point de vue de la tendance à long terme, les prix de monopole n'ont en rien changé l'ensemble de la valeur et de la plus-value produites par le monde capitaliste ; c'est-à-dire qu'ils n'ont pas fait éclater les limites de la loi de la valeur ; seuls quelques changements sont intervenus dans la forme du rôle joué par la loi de la valeur. De même, au stade monopoliste, la loi de la plus-value, loi économique fondamentale du capitalisme, continue toujours de jouer son rôle ; seule la forme de ce rôle diffère : avant le monopole, elle se manifeste à travers le profit moyen ; au stade monopoliste, elle se manifeste principalement à travers les superprofits monopolistes.

L'augmentation des superprofits monopolistes signifie que l'exploitation de la classe ouvrière et du peuple travailleur est encore plus forte, et indique que les moyens de cette exploitation sont encore plus féroces. De 1940 à 1949, les compagnies monopolistes américaines ont obtenu en moyenne par année des superprofits s'élevant à 24 356 millions de dollars US. De 1960 à 1969, ces superprofits ont atteint 67 670 millions de dollars US. Le taux de plus-value des industries japonaises était en 1930 de 182 %, il atteignait en 1954, 313 % pour arriver en 1960 à 345 %. A partir de l'évolution de ces deux types de chiffres, on peut voir l'exacerbation de l'opposition entre les couches riches et pauvres des pays impérialistes.

Le monopole rend la concurrence encore plus acharnée

La libre concurrence a donné le monopole, mais celui-ci n'a en rien supprimé la concurrence, au contraire, il l'a rendue plus acharnée. Ceci parce que la concurrence est le produit de la propriété privée capitaliste et que les monopoles n'en ont pas du tout changé la nature ; ils ne peuvent donc supprimer la concurrence. En particulier, les moyens de production s'étant de plus en plus concentrés entre les mains d'une petite oligarchie monopoliste, les groupements monopolistes, pour étrangler l'adversaire, attaquent par tous les moyens leurs concurrents, et la concurrence n'en devient que plus aiguë et féroce. A l'époque impérialiste, la lutte à mort entre les capitalistes et entre chaque groupe de capitalistes se manifeste principalement ainsi :

La concurrence existe entre groupements monopolistes et ce qui n'est pas groupements monopolistes. Dans les conditions du capitalisme, quelle que soit la concentration de la production, atteindre le monopole absolu est impossible, il existe toujours un certain nombre d'entreprises non monopolistes. Même dans les pays où le capitalisme monopoliste est le plus développé, il existe un grand nombre de moyennes et petites entreprises ; ainsi, sur 4 millions d'entreprises industrielles aux U.S.A., il y a plus de 3 millions de moyennes et petites entreprises. Une lutte sans merci doit nécessairement se développer entre entreprises monopolistes et non monopolistes.

Entre chaque groupement monopoliste existe une concurrence acharnée pour se disputer les sources des matières premières, les débouchés, les communications et les transports.

Entre les différentes entreprises d'un même groupement monopoliste existe aussi une concurrence pour se disputer le marché afin d'élever le quota de production et de vente. Cette concurrence peut même conduire à la scission du

groupement monopoliste, la création d'un nouveau groupement, et déclencher une nouvelle lutte.

Au sein des trusts et des Konzern, la lutte que se livrent les grands capitalistes pour se disputer le pouvoir de direction, le pouvoir de contrôle des actions et le pouvoir de répartition des profits n'ont jamais cessé.

C'est pourquoi le capitalisme monopoliste n'a rien à voir avec ce prétendu « capitalisme organisé » que proclament la bourgeoisie et les révisionnistes. Les monopoles ont au contraire accru la concurrence, ce qui a aggravé la contradiction entre la socialisation capitaliste de la production et la propriété privée, ainsi que la contradiction entre le caractère organisé de la production dans l'entreprise individuelle, et l'état anarchique de la production dans l'ensemble de la société. Lénine a indiqué : « *Les monopoles n'éliminent pas la libre concurrence dont ils sont issus ; ils existent au-dessus et à côté d'elle, engendrant ainsi des contradictions, des frictions, des conflits particulièrement aigus et violents.* »⁵

« *C'est justement cette conjonction de deux « principes » contradictoires, la concurrence et le monopole, qui caractérise l'impérialisme ; c'est justement lui qui prépare la faillite de l'impérialisme ; c'est-à-dire la révolution socialiste.* »⁶

Le capital financier est un monopoliste tout-puissant

La fusion du capital bancaire et du capital industriel constitue le capital financier

Du point de vue économique, la caractéristique première de l'impérialisme est le monopole ; la deuxième caractéristique, c'est la constitution du capital financier et la domination de l'oligarchie financière. Au fur et à mesure que les monopoles apparaissent dans l'industrie, ils appa-

raissaient aussi dans les banques. Pendant la période où la libre concurrence était dominante, les banques jouaient en quelque sorte un rôle d'intermédiaire : elles rassemblaient l'argent épars et inactif dans la société pour le fournir, sous la forme de crédits à court terme, à l'usage des capitalistes de l'industrie et du commerce. A l'époque de l'impérialisme, de simples intermédiaires, les banques, sont devenues de tout-puissants monopoles. Le monopole des banques a fondamentalement transformé les relations entre la banque et l'industrie : les grandes banques achètent des actions dans l'industrie et les groupements monopolistes de l'industrie achètent des actions bancaires, créant ainsi une osmose entre la banque et l'industrie. Ainsi, le capital monopoliste bancaire et le capital monopoliste industriel fusionnent de plus en plus, pour former le capital financier. « *Concentration de la production avec, comme conséquence, les monopoles ; fusion ou interpénétration des banques et de l'industrie, voilà l'histoire de la formation du capital financier et le contenu de cette notion.* »⁷ « *Ce qui est caractéristique de l'impérialisme, ce n'est point le capital industriel, justement, mais le capital financier* »⁸. L'oligarchie financière est la minorité des très gros capitalistes qui possèdent un énorme capital financier. La méthode essentielle par laquelle le capital financier contrôle l'économie nationale est la pratique de ce qu'on appelle « le système de participations ». C'est-à-dire que les capitalistes financiers, en faisant acheter par leur principale compagnie d'action (« maison-mère ») un grand nombre d'actions dans les autres compagnies de façon à y détenir la majorité des parts, font de ces compagnies leurs « filiales » ; chacune de ces « filiales » par le même procédé prend à nouveau le contrôle d'un plus grand nombre d'autres compagnies (« filiales de filiales ») et ainsi de suite, jusqu'à contrôler et dominer, à l'aide d'un capital relativement faible, un capital plusieurs fois supérieur à leur propre capital. De ce fait, ils sont les maîtres

de l'économie nationale, et la grande majorité des richesses créées par le peuple travailleur est aux mains d'un oligarchie financière. En 1968, le montant du capital contrôlé par 18 groupements monopolistes de la finance américaine s'élevait à 678,4 milliards de dollars US. Parmi ces 18, les deux groupes Morgan et Rockefeller sont les plus puissants du point de vue économique, ce sont les deux plus grands groupes monopolistes financiers de tout le monde capitaliste. Le montant des biens qu'ils contrôlaient en 1970 atteignait 330,4 milliards de dollars, c'est-à-dire à peu près la moitié de la somme des capitaux contrôlés par les 18 groupements monopolistes américains, c'est-à-dire encore, plus que le montant du capital contrôlé par les groupes monopolistes financiers de quatre pays, la Grande-Bretagne, la France, le Japon et l'Allemagne de l'Ouest. Les entreprises contrôlées par le groupe Morgan couvrent toutes les branches de l'économie nationale, en particulier les industries de base comme la sidérurgie, l'électricité, l'électronique, la chimie (entre autres). Le groupe Morgan occupe une position encore plus absolue dans les branches des transports publics et des communications ; il occupe une place déterminante dans l'économie américaine. Les entreprises contrôlées par le groupe Rockefeller sont plus concentrées : ses cinq grandes compagnies pétrolières contrôlaient en 1967, 94,1 % des exploitations de pétrole sur le sol américain. Ces deux grands groupements ont une influence déterminante sur l'économie nationale.

Le capital financier contrôle directement le pouvoir d'Etat ainsi que toute la superstructure.

Lénine indique : « *Le monopole, quand il s'est formé et brasse des milliards, pénètre impérieusement dans tous les domaines de la vie sociale* »,⁹ Pour exploiter et opprimer plus encore le peuple travailleur, s'emparer de superprofits monopolistes, le capital financier doit contrôler non seule-

ment le réseau vital de l'économie nationale, mais aussi le pouvoir d'Etat. L'oligarchie financière achète des hauts fonctionnaires et des membres du Parlement pour en faire ses agents et contrôler l'appareil d'Etat. Les magnats se mettent parfois eux-mêmes en avant et occupent les postes dominants de l'Etat. Prenons par exemple le gouvernement américain présidé par Eisenhower après la II^e guerre mondiale. Eisenhower est arrivé au pouvoir avec le soutien des groupes Rockefeller et Morgan ; 150 personnes parmi les 272 hauts fonctionnaires de son gouvernement étaient des gros capitalistes. Parmi eux Dulles, Secrétaire d'Etat, était directeur de la Fondation du groupe Rockefeller ; le ministre de la Défense Wilson était directeur général de la compagnie Général Motors ; un autre ministre de la Défense, Gates, était un personnage de premier plan du groupe Morgan, en 1965 il a pris les fonctions de chef du Conseil d'administration de la compagnie de crédit Morgan ; le ministre des Finances G. Humphrey était responsable de la compagnie minière Hanna principale entreprise du groupe financier Cleveland. L'oligarchie financière contrôle non seulement le pouvoir d'Etat, mais aussi tous les domaines de la superstructure. Aucune des entreprises américaines de la presse, l'édition, la radio, la télévision, le cinéma, n'échappe au contrôle du capital monopoliste et de l'oligarchie financière. Le groupe Rockefeller possède aussi des prétendues « entreprises de charité » de très grande échelle, ainsi que toutes sortes de centres dits de « bienfaisance sociale », « artistiques » : fondations, écoles, musées, hôpitaux, etc. Tout cela constitue le moyen par lequel le pouvoir du groupe financier Rockefeller règne et s'étend sur tous les aspects de la vie sociale.

Le capitalisme monopoliste d'Etat a exacerbé les relations entre capital et travail

Engels l'a déjà prédit : à une certaine période du développement du capitalisme, « *il faut finalement que le représen-*

tant officiel de la société capitaliste, l'Etat, prenne la direction de la production »¹⁰. A l'époque de l'impérialisme, les forces productives se sont largement développées, et certains groupes capitalistes monopolistes ne cessent de dévoiler leur impuissance à continuer de diriger ces forces productives. C'est pourquoi apparaît ce phénomène : « *La monstrueuse oppression des masses laborieuses par l'Etat, qui se confond toujours plus étroitement avec les groupes capitalistes tout-puissants, s'affirme de plus en plus.* »¹¹ C'est le capitalisme monopoliste d'Etat, c'est-à-dire, sur la base du système de propriété capitaliste, un capitalisme monopoliste où capital monopoliste et pouvoir d'Etat ont fusionné.

Le développement rapide du capitalisme monopoliste d'Etat est un phénomène marquant de l'impérialisme contemporain. Après la II^e guerre mondiale, les pays impérialistes ont de plus en plus pratiqué ce qu'on appelle « la nationalisation » grâce à l'achat par l'Etat d'entreprises privées ; ou bien ils ont créé des « entreprises d'Etat », avec des investissements directs de l'Etat. La proportion de ce type d'entreprises dans l'ensemble des entreprises capitalistes s'est considérablement élevée : cette proportion pour les quatre principaux pays de l'Europe de l'ouest était la suivante en 1968 :

Pays	% du nombre d'ouvriers et d'employés	% du capital
France	11,2	33,5
Allemagne de l'ouest	8,7	22,7
Italie	11,6	28
Grande-Bretagne	8,5	17

Le développement du capitalisme monopoliste d'Etat aux U.S.A. a ses particularités propres. Pendant la II^e guerre mondiale, le gouvernement américain a créé un grand nombre d'« entreprises d'Etat » ; après la guerre, il les a transférées aux groupes capitalistes monopolistes, à un prix extrêmement bas. En même temps, le gouvernement américain a aussi opéré des « transfusions de sang » en soutenant ces groupes avec les impôts extorqués au peuple.

Outre la pratique de la « nationalisation » ou la création d'« entreprises d'Etat », les pays capitalistes au service de la bourgeoisie monopoliste ont encore adopté les méthodes suivantes pour assurer aux groupes monopolistes l'obtention certaine de superprofits :

- 1) épauler les risques des investissements faits par les capitalistes en utilisant l'argent des réserves de l'Etat et les taxes fournies par le peuple, en donnant par exemple des subsides aux capitalistes ;
- 2) grâce à la législation et au budget de l'Etat, procéder à une nouvelle répartition d'une très grande partie du revenu national, à l'avantage des groupements monopolistes capitalistes ;
- 3) utiliser le pouvoir d'Etat pour renforcer l'accumulation et la concentration du capital, aggraver la mainmise du capital monopoliste sur les petites et moyennes entreprises ;
- 4) par le moyen de « l'Etat » et de la politique extérieure, mener une lutte acharnée au niveau mondial pour conquérir des marchés, et se faire en outre un instrument avantageux permettant à la bourgeoisie monopoliste de pratiquer le néo-colonialisme.

Les pays impérialistes au service de la bourgeoisie sont de types différents, mais leur but est cependant toujours de renforcer l'asservissement du travail par le capital. « *Plus l'Etat moderne fait passer de forces productives dans sa propriété, et plus il devient capitaliste collectif en fait, plus*

il exploite les citoyens. Les ouvriers restent des salariés, des prolétaires. Le rapport capitaliste n'est pas supprimé, il est au contraire poussé à son comble. »¹²

Contrairement à ce que prônent les défenseurs de la bourgeoisie monopoliste et les révisionnistes modernes, le capitalisme monopoliste d'Etat ne comporte absolument aucun « facteur de socialisme » et ne permet aucune direction planifiée de l'économie nationale. Bien au contraire, il n'a en rien changé le caractère capitaliste des relations dans la production : il n'est qu'un instrument des pays impérialistes au service des groupements monopolistes pour renforcer le pouvoir de l'oligarchie financière. Le capitalisme monopoliste d'Etat a renforcé l'exploitation du capital des monopoles sur la classe ouvrière et sur le peuple travailleur, ainsi que le pillage des peuples des colonies ; il a accéléré l'expansion des armements et les préparatifs de guerre dans les pays impérialistes, aggravé la concurrence et la situation anarchique. Il a ainsi rendu plus brutales encore les contradictions inhérentes à la société capitaliste. Il subit de plus en plus l'opposition du prolétariat et du peuple travailleur, et continue de préparer les conditions matérielles pour la révolution socialiste prolétarienne.

L'exportation des capitaux permet au capital financier de jeter ses filets sur le monde

**L'exportation des capitaux est le reflet de l'excédent relatif
des capitaux**

« Ce qui caractérisait l'ancien capitalisme, où régnait la libre concurrence, c'était l'exportation des marchandises. Ce qui caractérise le capitalisme actuel, où règnent les monopoles, c'est l'exportation des capitaux. »¹³ L'exportation de capitaux existait dans la période du capitalisme pré-

cèdent les monopoles. Mais ce n'est qu'avec le stade du capitalisme monopoliste qu'elle s'est généralisée, possédant alors une signification essentielle. Ceci vient du fait que l'exploitation cruelle du peuple travailleur par les groupements monopolistes à l'intérieur des pays impérialistes a permis d'accumuler une grande quantité de capitaux. Cependant, les entreprises avantageuses à l'intérieur de ces pays ont déjà à peu près toutes été monopolisées et les investissements de capitaux dans les branches économiques peu développées au départ ne peuvent pas non plus assurer des superprofits monopolistes, une très grande partie des capitaux accumulés est donc devenue « un excédent de capitaux ». Où cet « excédent de capitaux » trouve-t-il le placement le plus avantageux ? Justement dans les pays dont l'économie est retardataire. En effet, les capitaux y sont rares, les salaires bas, le prix du terrain et les matières premières bon marché, il est donc possible d'obtenir de très gros profits. C'est pourquoi les capitaux monopolistes sont exportés à l'étranger soit par investissements directs (exploitation de mines, d'usines, de chemins de fer, implantation commerciale), soit par investissements indirects (crédits), pour exploiter avec cupidité le peuple travailleur des pays économiquement retardataires et s'emparer de surprofits monopolistes. C'est au début du XX^e siècle seulement que l'exportation des capitaux s'est prodigieusement accélérée. Le montant global des capitaux exportés par les principaux pays capitalistes en 1970 atteignait déjà plus de 300 milliards de dollars US, c'est-à-dire plus de cinq fois celui de 1914.

L'exportation des capitaux est l'instrument par lequel l'impérialisme exploite et opprime tous les peuples

L'exportation des capitaux est un moyen essentiel par lequel les capitalistes monopolistes recherchent des superprofits, s'implantent à l'étranger, exploitent et pillent les peuples de tous les pays, et en particulier ceux d'Afrique,

d'Asie et d'Amérique latine, dont l'économie est retardataire. Par exemple, dans l'ancienne Chine, les capitaux étrangers à la veille de la guerre de résistance contre le Japon s'y élevaient à 4,3 milliards de dollars US ; vers la fin de cette guerre ils étaient passés à 9,8 milliards de dollars dont la plus grande part, 600 millions, était investie par l'impérialisme japonais. Ces capitaux étrangers contrôlaient 70 % de notre industrie moderne et des transports, 95 % de la sidérurgie et de l'industrie du pétrole ; 75 % de l'exploitation de l'énergie électrique et du charbon ; et jusqu'à l'industrie alimentaire qui, pour plus de la moitié, dépendait aussi de ces capitaux. Après la capitulation de l'impérialisme japonais en 1945, l'impérialisme américain a pris sa place dominante en Chine. En 1948, les investissements américains (y compris la prétendue « aide américaine ») s'élevaient à 80 % de l'ensemble des capitaux étrangers en Chine. L'agression du capitalisme étranger, *« tout en minant les fondements de l'économie féodale chinoise, a créé certaines conditions et possibilités objectives pour le développement de la production capitaliste en Chine »*.¹⁴ Cependant, *« en pénétrant en Chine, les puissances impérialistes n'avaient aucunement l'intention de faire de la Chine féodale un pays capitaliste ; au contraire, elles voulaient en faire une semi-colonie et une colonie »*.¹⁵ La pénétration prolongée d'une grande quantité de capitaux étrangers a gravement nui aux forces productives sociales de notre pays ; elle a fait tomber notre peuple dans une vie extrêmement misérable et mis notre pays au rang d'un pays semi-colonial et semi-féodal.

Après la II^e guerre mondiale, le montant global des capitaux exportés par les pays impérialistes a considérablement augmenté et les U.S.A. sont devenus le plus gros pays exportateur de capitaux. En 1914, les U.S.A. n'exportaient que 3,5 milliards de dollars de capitaux ; en 1970, ce chiffre était passé à 155,5 milliards : en 56 ans, l'augmentation était de plus de 44 fois. Avec cette augmentation fréné-

tique, les super-profits monopolistes des capitalistes augmentaient plus encore. De 1950 à 1970, le montant global des profits tirés des investissements directs à l'étranger, faits par des personnes privées américaines, s'élevait à 88,77 milliards de dollars : c'est-à-dire 14 % de plus que le montant global de leurs investissements directs à l'étranger jusqu'à 1970. L'importance des profits tirés des investissements de l'impérialisme, en Asie, en Afrique et en Amérique latine a de quoi remplir de stupeur. Par exemple, en 1970 les investissements directs des U.S.A. dans ces régions représentaient 27,3 % du montant global des investissements américains à l'étranger ; la même année, les profits ramassés en Asie, en Afrique et en Amérique latine représentaient quant à eux 43,5 % du montant global des profits tirés des investissements directs à l'étranger. Actuellement, l'impérialisme est déjà devenu le plus avide des vampires, qui exploite les peuples dans le monde entier.

Depuis la II^e guerre mondiale, tout en continuant à développer l'exportation de capitaux privés, les pays impérialistes accordent une importance de plus en plus grande à l'exportation de capitaux d'Etat. La forme la plus importante de cette exportation est ce qu'on appelle « l'aide » à l'étranger. Du milieu de l'année 1945 au milieu de l'année 1970, le montant global de « l'aide » américaine à l'étranger s'élève à 149,6 milliards de dollars. Cette « aide » se décompose en ce qu'on appelle « dons » et « prêts ». Apparemment, les « dons » ne sont pas remboursés ; mais en réalité, ce sont des chaînes qui lient ceux qui reçoivent le « don ». Le président Mao a très tôt dévoilé le but politique réactionnaire de « l'aide » de l'impérialisme américain : « *De l'argent, disent-ils, on peut vous en donner, mais il y a une condition. Laquelle ? Marcher avec nous.* »¹⁶ Ces dernières années, la part des prêts accordés par les pays impérialistes augmente continuellement et la part des « dons » baisse corrélativement. Pour la plupart de ces prêts, l'intérêt dépasse 5 % par an, l'intérêt le plus élevé dépassant 8 % par an ; en

outre, de nombreuses conditions politiques, économiques et militaires y sont attachées. Ces prêts sont non seulement un moyen pour pomper le sang, mais aussi un instrument important de la politique impérialiste d'agression et d'expansion dans la lutte pour l'hégémonie mondiale.

L'exportation des capitaux des pays impérialistes apporte des malheurs immenses aux pays et aux peuples des colonies et des semi-colonies. Pourtant, impérialistes et révisionnistes mettent toute leur énergie à défendre cette agression, et clament de toutes forces que l'exportation des capitaux peut « aider » les pays non développés à atteindre un haut niveau économique. Les renégats du révisionnisme soviétique clament de façon éhontée que l'impérialisme pourrait utiliser les sommes économisées par un désarmement total et radical pour « aider » les pays dont l'économie est retardataire, et créer ainsi une nouvelle ère pour le développement économique de l'Asie, de l'Afrique et de l'Amérique latine. Toutes les nations et tous les peuples du monde qui subissent l'exploitation et l'asservissement sont déjà rassasiés des difficultés que leur apporte « l'aide » impérialiste : pour la chanson des renégats révisionnistes, le public est de plus en plus rare.

Les unions internationales monopolistes se partagent le monde sur le plan économique

Les unions internationales monopolistes sont des sortes de supermonopoles

Les groupements monopolistes d'un pays se partagent en premier lieu le marché intérieur. Dans le système capitaliste, marché intérieur et extérieur sont étroitement liés. Du fait de l'augmentation de l'exportation des capitaux, du fait aussi des relations internationales des unions monopolistes, ainsi que de l'élargissement de leur zone d'in-

fluence, la concentration de la production et du capital dans le monde se développe aussi à un degré supérieur. A ce moment-là, un petit nombre de grands groupements monopolistes de quelques pays peuvent alors tenir entre leurs mains la plus grande partie de la production et de la vente de certaines marchandises dans le monde. Ces grands groupements monopolistes sont de forces égales et s'en tiennent à leur propre intérêt individuel : dans des conditions déterminées, un accord ou une entente à caractère international peut se nouer temporairement. Ces unions internationales fixent les prix de monopole internationaux, délimitent les marchés de vente et les régions productrices de matières premières, limitent les quantités produites, etc. formant ainsi des unions internationales monopolistes. Ces unions dépassent déjà les limites d'un seul pays, et Lénine les appelle des « supermonopoles ».

Ces supermonopoles ont fait leur apparition dans les années 1870 et ont connu un développement rapide après 1900. Après la II^e guerre mondiale, de nouveaux groupement monopolistes internationaux sont apparus, et d'anciens ont éclaté. D'après les statistiques, si l'on s'arrête à 1968, le total des biens (valeur des fonds) à l'étranger des compagnies internationales était de 94 milliards de dollars, et la valeur de la production annuelle de leurs filiales à l'étranger était de 240 milliards de dollars. Les cinq plus grandes compagnies monopolistes internationales sont : la compagnie General Motors, la compagnie Standard Oil of New-Jersey, la compagnie automobile Ford, la compagnie pétrolière anglaise Shell, et la compagnie General Electric. Du fait du développement accéléré des compagnies monopolistes internationales, le monopole de ces groupes sur la production et le commerce mondiaux s'est renforcé. Certaines branches de l'industrie du monde capitaliste, comme le pneumatique, le pétrole, le tabac, les produits pharmaceutiques, l'automobile, sont presque entièrement contrôlées par ces compagnies monopolites. Ces dernières

années, les unions internationales monopolistes à caractère régional ont aussi connu un nouveau développement. Le Marché commun de l'Europe de l'ouest et la zone de libre échange sont, du point de vue économique, un genre d'unions internationales monopolistes. Leur développement et leur élargissement constituent une opposition et une limitation à la volonté de se partager le monde des deux superpuissances actuelles, les U.S.A. et l'U.R.S.S.

La lutte entre les unions internationales monopolistes est de plus en plus violente.

A l'époque impérialiste, les groupements monopolistes connaissent un très grand développement : il est donc toujours nécessaire d'avoir un plus grand nombre de régions fournissant des matières premières, des marchés pour la vente des marchandises et les investissements de capitaux. Prenons l'exemple de l'année 1969. La part des matières premières importées par les U.S.A. provenant des pays d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine était comme suit : égale ou presque à 100 % pour l'étain, la bauxite, le caoutchouc naturel ; 91,9 % pour le manganèse, 78,2 % pour le cuivre, 62,9 % pour le pétrole, 41,6 % pour le chrome, etc. La proportion des matières premières importées d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine par le Japon, l'Allemagne de l'Ouest, la Grande Bretagne, est aussi très grande. C'est pourquoi la lutte entre les groupements monopolistes internationaux pour s'emparer des zones productrices de matières premières est de plus en plus vive. Pour s'emparer du pétrole du Moyen Orient, les capitaux monopolistes de nombreux pays se sont précipités sur cette région : la lutte y est particulièrement aiguë et complexe.

La lutte des groupements monopolistes de chaque pays pour s'emparer des marchés de vente est également très vive. Après la II^e guerre mondiale, les U.S.A. ont acquis une hégémonie totale sur le marché du monde capitaliste, le montant global de leurs exportations représentait 1/3

du montant global des exportations du monde capitaliste. Cependant, avec la montée des forces économiques de l'Europe de l'Ouest, du Japon, la position hégémonique des U.S.A. a commencé à baisser. En 1971, ils ne représentaient déjà plus que 14,2 % du montant global des exportations du monde capitaliste. Des luttes violentes pour s'emparer des marchés ont éclaté de façon répétée entre les groupements monopolistes de tous les pays, en Asie, en Afrique, en Amérique latine, ainsi qu'en Europe de l'ouest, en Amérique du Nord et en Océanie. Face à la popularité des automobiles japonaises sur la côte ouest des U.S.A., Henri Ford Jr, directeur de la compagnie américaine Ford, a exprimé son amertume : « *Ce que nous voyons n'est qu'un début. Si nous restons à attendre, ces diables de japonais ne tarderont pas à mettre la main sur le centre des Etats-Unis* ». Lénine a indiqué avec profondeur : « *Si les capitalistes se partagent le monde, ce n'est pas en raison de leur scélératesse particulière, mais parce que le degré de concentration déjà atteint les oblige à s'engager dans cette voie afin de réaliser des bénéfices...* »¹⁷

Les unions internationales monopolistes sont, à l'origine, des groupements monopolistes à caractère international créés par le capital monopoliste de chaque pays pour s'emparer de superprofits et se partager le marché mondial du point de vue économique. Mais les accords et les unions établis par ces capitaux monopolistes dans la lutte pour le partage du monde sont toujours provisoires, relatifs, leur nature est la poursuite de superprofits et cette nature détermine que la lutte entre eux ne saurait s'arrêter un seul instant. Les impérialistes et les révisionnistes prétendent que cette internationalisation du capital pourrait apporter l'espoir et la paix entre tous les peuples : cette ineptie a déjà reçu la critique cinglante de Lénine. Lénine indique que « *les formes de la lutte (entre les groupements monopolistes internationaux) peuvent changer et changent constamment pour des raisons diverses, relativement tem-*

poraires et particulières, alors que l'essence de la lutte, son contenu de classe, ne saurait vraiment changer tant que les classes existent ». ¹⁸ Depuis, l'histoire de plus d'un demi-siècle a parfaitement prouvé le jugement scientifique de Lénine.

Les puissances impérialistes luttent pour le partage et le repartage territorial du monde

Les colonies sont une condition essentielle de l'existence de l'impérialisme

A l'époque impérialiste, le partage économique du monde qu'opèrent les capitaux monopolistes se développe nécessairement jusqu'au partage de territoires et à l'occupation de colonies. La politique coloniale des pays capitalistes et le pillage des colonies avaient déjà commencé pendant la période de l'accumulation primitive du capital. Mais c'est seulement avec l'époque impérialiste que la « grande marée » de la conquête des colonies a débuté, et que des luttes violentes se sont ouvertes entre les pays impérialistes pour le partage territorial du monde. Ceci pour les raisons suivantes.

Premièrement, les colonies sont les plus importantes zones productrices de matières premières pour l'impérialisme. Les monopoles ont créé la production à grande échelle : plus cette échelle est grande, et plus les besoins en matières premières sont grands, et plus le contrôle des zones productrices de matières premières est donc essentiel. Lénine indique : « *Plus le capitalisme est développé, plus le manque de matières premières se fait sentir, plus la concurrence et la recherche des sources de matières premières dans le monde entier sont acharnées et plus est brutale la lutte pour la possession des colonies.* » ¹⁹

Deuxièmement, les colonies sont les lieux où il est le plus avantageux pour l'impérialisme d'exporter des capitaux. Les groupements monopolistes des métropoles peuvent y exploiter encore plus cruellement le peuple travailleur et le mettre en esclavage ; ils peuvent y éliminer plus facilement les concurrents grâce aux monopoles, et garantir ainsi que les capitaux exportés pourront donner des superprofits monopolistes.

Troisièmement, les colonies sont les marchés de vente les plus avantageux pour les groupes monopolistes ; les métropoles peuvent y utiliser les barrières douanières pour s'assurer des monopoles.

Quatrièmement, les colonies sont aussi les bases de la stratégie militaire de chaque pays impérialiste dans la lutte pour l'hégémonie mondiale. Les pays métropoles peuvent y installer de nombreuses bases militaires, piller largement des matières stratégiques, rassembler des soldats en grand nombre, tout cela au service de la politique de guerre de l'impérialisme.

Finalement, les colonies sont la condition essentielle sur laquelle s'appuie l'impérialisme pour exister. « *Seule la possession des colonies donne au monopole de complètes garanties de succès contre tous les aléas de la lutte contre ses rivaux.* »²⁰ C'est pourquoi les pays impérialistes cherchent toujours à s'emparer de colonies plus nombreuses. Après 1870, la lutte des puissances impérialistes pour le partage territorial du monde a atteint un degré extrêmement aigu. En 1914, les colonies occupées par six pays impérialistes — la Grande-Bretagne, la Russie, la France, l'Allemagne, les USA, le Japon — couvraient une superficie de 65 millions de km², et cette colonisation dominait une population de 523 millions d'habitants. La superficie colonisée par la Russie était à peine inférieure à celle occupée par la Grande-Bretagne et venait au deuxième rang mondial ; à l'époque, la superficie de la Russie était de 22,8 millions de km², dont 17,4 millions étaient des colonies.

Lénine a montré avec profondeur : « *Le caractère réactionnaire, spoliateur, esclavagiste de la guerre est infiniment plus frappant du côté du tsarisme que du côté des autres gouvernements.* »²¹

La Russie tsariste était « *la prison des peuples de toutes les nationalités* ». ²²

Dans le passé, la Chine a longtemps été démembrée par les puissances impérialistes. Depuis la fin du XIX^e siècle, chacun des pays impérialistes agresseur de la Chine a délimité, d'après ses forces économiques et militaires sur place, une région déterminée comme sa propre zone d'influence : notre pays est ainsi devenu une semi-colonie. Par exemple, les provinces du moyen et du bas Yangzi délimitaient la zone d'influence anglaise, le Yunnan, le Guangdong, le Guangxi celle de la France ; la Plaine du nord-est a été fixée comme zone d'influence de la Russie, puis, après la guerre russo-japonaise de 1905, la partie sud de cette région est devenue la zone d'influence du Japon. Lors du démembrement de la Chine par l'impérialisme, la Russie tsariste était « *une des toutes premières à tendre les griffes* ». ²³ Les Tsars « *comme des voleurs* » ont été des agresseurs contre la Chine, et ils ont occupé plus de 1,5 millions de km² de notre territoire, c'est-à-dire une superficie égale à trois fois la France ou deux fois la Tchécoslovaquie.

Au début du XX^e siècle, les puissances impérialistes s'étaient déjà partagé les territoires du monde qui n'étaient pas encore occupés. Cependant, la lutte entre les pays impérialistes pour s'emparer des colonies était loin d'être terminée, chacun des pays impérialistes menant une lutte féroce pour un nouveau partage du monde.

Le partage et le repartage des colonies entraînent nécessairement la guerre.

Pour obtenir des superprofits monopolistes, l'impéria-

lisme est obligé de pratiquer l'agression et l'expansion vers l'étranger, et de lutter pour un nouveau partage territorial. Cette expansion et cette lutte dépendent des forces des pays impérialistes : celui qui peut s'arroger l'hégémonie mondiale est celui qui possède la force la plus grande. La forme suprême de ce type de résolution des contradictions par la force, c'est la guerre. Tant que l'impérialisme existera, la guerre sera inévitable. C'est par la guerre que l'impérialisme s'empare des colonies, c'est par la guerre qu'il s'empare de l'hégémonie mondiale, c'est par la guerre qu'il obtient des superprofits monopolistes. Lénine indique : « *La guerre actuelle a été engendrée par l'impérialisme.* »²⁴ Les deux grandes guerres mondiales de la première moitié du 20^e siècle ont l'une et l'autre été provoquées par l'impérialisme, pour un nouveau partage du monde en vue de s'assurer l'hégémonie mondiale.

Les monopoles économiques exacerbent nécessairement la contradiction fondamentale du capitalisme et aggravent ses crises politiques et économiques. Pour échapper à ces crises, adoucir les contradictions de classes aiguës dans leurs pays et sauver le système capitaliste, les impérialistes peuvent être poussés à se jeter dans des guerres de la dernière chance. Le président Mao indique : « *La guerre mondiale impérialiste a éclaté parce que les puissances impérialistes cherchent à se sortir d'une nouvelle crise économique et politique.* »²⁵

Ayant saisi la nature économique de l'impérialisme, nous pouvons comprendre la maxime de Lénine : « *Sur cette base économique, les guerres impérialistes sont absolument inévitables, aussi longtemps qu'existera la propriété privée des moyens de production.* »²⁶ L'impérialisme américain a grandi grâce à la guerre. Au cours des deux grandes guerres mondiales, les cliques du capital monopoliste américain ont fait un commerce d'armes et accumulé des gains. Pendant la 1^{re} guerre, leurs profits ont été de 38 milliards de dollars ; pendant la II^e guerre, de 117 milliards

de dollars : de ce fait, ils ont accédé à l'hégémonie dans le monde capitaliste. Depuis, la bourgeoisie monopoliste américaine a plus encore considéré la guerre comme un moyen rapide pour faire fortune, provoquant sans cesse des guerres d'agression. D'après les statistiques, les groupes capitalistes monopolistes américains ont fait des superprofits s'élevant à 115,4 milliards de dollars pendant la guerre d'agression contre la Corée ; et à 76 milliards de dollars environ pour les seules années 1964 et 1965 pendant la guerre d'agression contre le Viet Nam. Chaque dollar dans les bourses des milliardaires américains est trempé du sang rouge du peuple travailleur. Tant qu'existera l'impérialisme, la source des guerres modernes existera aussi. Pour éliminer la guerre, il faut éliminer le système impérialiste.

Cependant, afin de préserver ce système, impérialistes et révisionnistes fabriquent toujours toutes sortes d'absurdités dans le but de tromper le peuple. La « théorie de l'ultra-impérialisme » lancée à la veille de la 1^{re} guerre mondiale par Kautsky, chef de file révisionniste de la II^e Internationale, est une ineptie tout à fait caractéristique. Kautsky gomme délibérément les faits, c'est-à-dire l'agression et l'expansion impérialistes vers l'étranger déterminées par la nature du capitalisme monopoliste. Il affirme qu'il s'agit là d'une politique que « préfère » l'impérialisme, et raconte que *« cette nouvelle politique ultra-impérialiste substituerait à la lutte entre les capitaux financiers nationaux l'exploitation de l'univers en commun par le capital financier uni à l'échelle internationale »* : ainsi une prétendue paix prolongée pourrait apparaître dans le monde. Du tac au tac, Lénine a indiqué : *« L'ultra-impérialisme » de Kautsky, c'est consoler les masses, dans un esprit éminemment réactionnaire, par l'espoir d'une paix permanente en régime capitaliste, en détournant leur attention des antagonismes aigus et des problèmes aigus de l'actualité et en l'orientant vers les perspectives mensongères d'on ne sait*

quel futur ultra-impérialisme prétendument nouveau. »²⁷
Depuis la découverte de « l'ultra-impérialisme » par Kautsky, tous les révisionnistes l'ont porté aux nues et n'ont cessé, dans des situations nouvelles, de propager cette « théorie » sous une forme ou sous une autre. Les révisionnistes modernes de l'Union soviétique, Brejnev en tête, disent que la collaboration partielle, temporaire et relative, entre les deux super-puissances actuelles, est « la structure d'une paix durable » : ils veulent masquer les contradictions profondes existant entre les deux super-puissances, tromper le peuple et endormir leur rival, dans l'intérêt de leur lutte impérialiste. Il y a à la fois lutte et collusion entre les impérialismes, cette collusion est au service d'une lutte encore plus grande. La lutte est absolue, prolongée ; la collaboration est relative, temporaire. Les accords passagers d'aujourd'hui ne font que préparer la lutte encore plus grande de demain.

Le monopole est la principale base économique de l'impérialisme. Cette base détermine que la nature d'agression et le pillage de l'impérialisme ne pourra jamais changer. Comme l'indique le président Mao : « *Quand nous disons : l'impérialisme est féroce, nous entendons que sa nature ne changera pas, et que les impérialistes ne voudront jamais poser leur couteau de boucher, ni ne deviendront jamais des bouddhas, et cela jusqu'à leur ruine.* »²⁸

PRINCIPAUX MATERIAUX D'ETUDE

LENINE : « *L'Impérialisme, stade suprême du capitalisme.* »

MAO TSE-TOUNG : « *la Démocratie nouvelle* », Œuvres choisies, T.2.

MAO TSE-TOUNG : « *rejetez vos illusions et préparez-vous à la lutte* », Œuvres choisies, T. 4.

SUJETS DE REFLEXION

1) *Quelles sont les caractéristiques fondamentales de l'impérialisme ? Pourquoi dit-on que le monopole est la principale base économique de l'impérialisme ?*

2) *Pourquoi dit-on que la nature de l'impérialisme ne changera pas ? Critiquer la « théorie de l'ultra-impérialisme » ainsi que ses rééditions.*

1. Lénine : « *L'impérialisme et la scission du socialisme* », Œuvres, T. 23, p. 116.
2. Lénine : « *L'impérialisme, stade suprême du capitalisme* », E.P., p. 105.
3. Lénine : « *L'impérialisme...* », E.P., p. 118.
4. Mao Tse-Toung : « *De la contradiction* », Œuvres choisies, E.P., T. 1, p. 363.
5. Lénine : « *L'impérialisme...* », E.P., p. 104.
6. Lénine : « *Textes pour la révision du programme du Parti* », Œuvres, T. 24, p. 478.
7. Lénine : « *L'impérialisme...* », E.P., p. 53.
8. Lénine : « *L'impérialisme...* », E.P., p. 108.
9. Lénine : « *L'impérialisme...* », E.P., p. 66.
10. Engels : « *Anti-Dühring* », E.S., p. 314.
11. Lénine : « *L'Etat et la révolution* », E.P., p. 1.
12. Engels : « *Anti-Dühring* », E.S., p. 315.
13. Lénine : « *L'impérialisme...* », E.P., p. 71.
14. Mao Tse-Toung : « *La révolution chinoise et le Parti Communiste chinois* », Œuvres choisies, E.P., T. 2, p. 330.
15. Mao Tse-Toung : « *La révolution chinoise et le Parti Communiste chinois* », Œuvres choisies, E.P., T. 2, p. 331.
16. Mao Tse-Toung : « *Bon voyage Leighton Stuart* », Œuvres choisies, E.P., T. 4, p. 460.
17. Lénine : « *L'impérialisme...* », E.P., p. 88.
18. Lénine : « *L'impérialisme...* », E.P., p. 87.
19. Lénine : « *L'impérialisme...* », E.P., p. 97.
20. Lénine : « *L'impérialisme...* », E.P., p. 97.
21. Lénine : « *Le socialisme et la guerre* », Œuvres, T. 21, p. 347.
22. Lénine : « *Le prolétariat révolutionnaire et le droit des nations à disposer d'elles-mêmes* », Œuvres, T. 21, p. 429.
23. Lénine : « *La guerre de Chine* », Œuvres, T. 4, p. 389.
24. Lénine : « *Projet de résolution de la gauche de Zimmerwald* », Œuvres, T. 21, p. 357.
25. Mao Tse-Toung : « *La situation actuelle et les tâches du Parti* », Œuvres choisies, E.P., T. 2, p. 317.
26. Lénine : « *L'impérialisme...* », E.P., p. 5.
27. Lénine : « *L'impérialisme...* », E.P., p. 142-143.
28. Mao Tse-Toung : « *Rejetez vos illusions et préparez-vous à la lutte* », E.P., Œuvres choisies, T. 4, p. 445.

CHAPITRE X

**L'impérialisme est la veille
de la révolution
socialiste prolétarienne**

**L'impérialisme est le capitalisme pourrissant
et agonisant**

Après le passage du capitalisme du stade de la libre concurrence à celui du monopole, les contradictions se sont toutes exacerbées au plus haut point. Tel un volcan sur le point d'exploser, elles menacent quotidiennement l'existence déjà précaire de l'impérialisme. Bien que celui-ci montre toujours ses dents, ce n'est qu'en réalité qu'un tigre en papier, fort en apparence et faible en réalité. L'impérialisme est la veille de la révolution socialiste prolétarienne.

L'impérialisme, c'est le capitalisme parasitaire et pourrissant

Le développement de la production et de la technique tend à la stagnation

Le capitalisme à son stade monopoliste tombe en décomposition. L'impérialisme, c'est le capitalisme parasitaire et pourrissant. La base économique en est le monopole et la domination monopoliste.

Ce pourrissement de l'impérialisme se traduit d'abord par le fait que l'organisation monopoliste entrave considérablement le développement des forces productives et qu'elle freine artificiellement le progrès technique ; le développement de la production et de la technique tend ainsi à la stagnation. Avant qu'apparaissent les monopoles, les capitalistes, dans leur course aux surprofits et dans la concurrence pour éliminer l'adversaire, ne pouvaient que s'intéresser aux améliorations techniques. Au stade monopoliste, les capitalistes monopolistes qui dominent l'immense majorité de la production dans certains secteurs, ont pu obtenir des profits énormes en fixant des prix de monopole. Le moteur du progrès technique s'en trouva ainsi ralenti dans une certaine mesure. A ce stade, les capitalistes craignent que le progrès technique ne soit pas favorable à leur position monopoliste, et ils entravent souvent

artificiellement les nouveaux développements techniques.

Pourquoi craignent-ils et freinent-ils le développement technique ? Premièrement, parce que l'usage à grande échelle des nouvelles techniques et nouveaux équipements entraîne une baisse du prix de revient, une augmentation de la production, mais aussi des pertes considérables pour les capitalistes monopolistes dont les équipements se voient dépréciés et mis au rebut. Deuxièmement, parce que l'adoption de nouvelles techniques et de nouveaux équipements met en concurrence des produits identiques mais meilleur marché qui menacent la position monopoliste de certains capitalistes. Aussi ces derniers prennent-ils souvent des mesures pour réduire la production, afin de maintenir les prix de monopole qui leur permettent d'empocher des superprofits. C'est pourquoi beaucoup des nouvelles techniques et découvertes favorables au développement de la production sont mises de côté dès que les brevets sont achetés par les capitalistes monopolistes. Par exemple, le procédé de fabrication de l'essence fut mis au rencart pendant près de vingt ans parce qu'il défavorisait le monopole des compagnies pétrolières ; la découverte de l'énergie atomique est en soi un grand succès scientifique, mais l'impérialisme s'en sert pour fabriquer des armes atomiques meurtrières, et il est incapable de l'utiliser largement à des fins industrielles.

Les entraves des monopoles au développement de la production et de la technique entraînent un ralentissement progressif de la reproduction élargie. Prenons les U.S.A. : de 1871 à 1900, pendant une période de trente ans, la production industrielle a été multipliée par 3,9 environ. Pourtant de 1901 à 1929, pour une même période, elle a seulement été multipliée par 2,7 ; et de 1930 à 1959, par 1,7. De 1961 à 1970 la moyenne d'accroissement de la production industrielle a été de 4,4 % seulement. La vitesse du développement de la production américaine est de plus en plus lente et montre bien le pourrissement de l'impérialisme.

Dire qu'il existe une tendance au pourrissement et à la stagnation dans le développement de la production et de la technique au stade impérialiste, ne veut pas dire qu'il n'y a plus du tout de développement. Lénine a indiqué : « *Mais ce serait une erreur de croire que cette tendance à la putréfaction exclut la croissance rapide du capitalisme ; non, telles branches d'industrie, telles couches de la bourgeoisie, tels pays manifestent à l'époque de l'impérialisme, avec une force plus ou moins grande, tantôt l'une, tantôt l'autre de ces tendances* ». ¹ Si la libre concurrence a abouti au monopole, le monopole n'a pas pour autant éliminé la concurrence, il l'a seulement rendue plus aiguë et plus féroce. Dans la concurrence, chaque groupe capitaliste monopoliste d'une part use de la violence, de la corruption, du chantage, du mensonge et d'autres moyens plus barbares pour abattre l'adversaire ; d'autre part, il est parfois obligé d'avoir recours à des innovations techniques, à des baisses de prix de revient et autres moyens économiques pour anéantir les concurrents. Dans le même temps, les forces économiques des principaux pays capitalistes sont en constant changement. La tendance générale étant le fort ralentissement du développement des forces productives, l'ensemble des pays capitalistes voient leur position s'affaiblir ou décliner constamment, même si certains cas isolés connaissent une progression par bonds. C'est pourquoi au stade monopoliste, on ne peut exclure la possibilité d'un développement relativement rapide, limité à une période, un pays ou un secteur. Mais cela ne peut modifier le fait que le développement de la production et des techniques dans les pays impérialistes tend globalement à la stagnation.

Si, à l'époque impérialiste, un pays peut connaître un développement assez rapide des techniques et de la production, celui-ci est toujours temporaire et monstrueux. Au Japon par exemple, entre 1950 et 1971 la valeur globale moyenne de la production nationale a augmenté chaque

année de plus de 10 %. Cette tendance à la croissance ne peut pas durer très longtemps. La principale raison du développement relativement rapide de la production japonaise réside dans le soutien massif accordé par l'impérialisme américain au capitalisme monopoliste japonais. Ainsi, les guerres d'agression américaines contre la Corée et le Vietnam ont permis aux capitalistes monopolistes japonais de se constituer d'énormes fortunes. Pendant la guerre d'agression contre la Corée (1950-53), l'impérialisme américain a passé des commandes militaires « spéciales » au Japon pour une somme d'environ 2 milliards de dollars. Pendant la période de la guerre d'agression contre le Vietnam, l'impérialisme américain a versé au Japon, entre 1960 et 1965, 300 à 400 millions de dollars par an au titre de ces dépenses « spéciales », pour atteindre à partir de 1965 le chiffre de 500 à 600 millions par an. L'impérialisme américain a fourni de grandes facilités de crédit au capitalisme japonais, en même temps qu'il investissait directement dans l'industrie lourde japonaise, exportait des brevets techniques en grande quantité vers le Japon, etc. En outre, le capital monopoliste japonais exploite cruellement son propre peuple. Il a bénéficié de nombreuses subventions prélevées sur le budget d'Etat, ce qui a joué un rôle très important dans le développement rapide de l'industrie. En comparaison avec les monnaies étrangères, la valeur du yen japonais était plus basse et les produits japonais ont ainsi pu occuper une position favorable sur les marchés mondiaux. Ce qui précède démontre que les quelques facteurs qui ont stimulé l'industrie japonaise ne sont ni très solides, ni très durables. Ce développement relativement rapide n'est pas seulement temporaire, mais il est aussi monstrueux et n'a pas une assise stable. A l'époque de l'industrialisation sauvage, la production agricole japonaise amorçait déjà une tendance à la diminution. Après la deuxième guerre mondiale, la production de blé et de soja a baissé, celle du riz aussi à partir de 1968. De 1960 à 1970,

le taux de couverture des besoins par les produits agricoles nationaux est tombé de 90 % à 73 %. De plus, les importations de matières premières et l'exportation massive de produits finis deviennent une nécessité. Le taux d'importation des dix principales matières premières, telles que le cuivre, l'aluminium, le minerai de fer, le pétrole, la houille, etc., est passé de 71 % en 1960 à 90 % en 1970. Le pourcentage des produits industriels exportés par rapport à la production globale est passé de 18,3 % en 1950 à 30,1 % en 1969. Parmi ces produits, les textiles synthétiques sont exportés pour 46,4 %, les machines à coudre pour 67,4 %, les bateaux pour 68,9 %. De nombreux faits montrent que la base du développement de l'économie japonaise est extrêmement fragile. A partir de là, il n'est plus possible qu'un développement aussi rapide continue sur une longue période, tout au contraire la tendance à la stagnation doit l'emporter.

La militarisation de l'économie nationale nuit énormément aux forces productives sociales

La militarisation de l'économie nationale, c'est l'impasse où est obligée de s'engager l'économie impérialiste. C'est le résultat inéluctable du développement des contradictions inhérentes au capitalisme, et la manifestation concrète quotidienne de la putréfaction grandissante de l'impérialisme. Pour échapper à la crise économique, l'impérialisme atténue la contradiction entre la demande solvable relativement insuffisante des masses et la croissance de la capacité productive du capitalisme. Pour se repartager le monde et pour obtenir des superprofits, les monopolistes accroissent les préparatifs militaires, ils prélèvent de plus en plus sur le revenu national pour l'entretien d'armées colossales, la fabrication d'armées destructrices, pour une recherche scientifique à des fins militaires, et pour provoquer des guerres d'agression impérialistes.

La militarisation de l'économie nationale des pays impé-

rialistes apparaît d'abord dans l'augmentation des dépenses militaires. Depuis la II^e guerre mondiale, la part des dépenses de défense nationale dans les finances américaines est de plus en plus grande. De 1946 à 1970, les U.S.A. ont consacré en tout plus de 1 100 milliards de dollars pour les dépenses militaires directes, soit en moyenne plus de 45 milliards par an. Pour l'année fiscale 1972-1973, les dépenses militaires directes se sont élevées en tout à 78,3 milliards, auxquels il faut ajouter les pensions versées aux anciens combattants (11,7 milliards de dollars), les dépenses pour l'aérospatiale (3,2 milliards de dollars) soit en tout pour ces trois domaines 93,2 milliards de dollars. Militarisation signifie aussi que la science, la technique et l'industrie se rapportant au domaine militaire pèsent de plus en plus lourd dans les secteurs scientifiques et industriels. Une bonne partie de la force de travail est transférée de la sphère de production des richesses sociales vers les secteurs de la recherche et de la production militaire. Au cours de l'année 1967-1968, le nombre de personnes dans chaque secteur industriel travaillant pour la production militaire était le suivant : équipement électronique : 126 500 (33,8 %) ; équipement radio, téléviseurs, instruments de communication : 256 900 (38,6 %) ; pour les avions et leurs pièces de rechange : 615 900 personnes (72,4 %). Parmi l'ensemble du personnel technique et scientifique des U.S.A., 2/3 ont un rapport plus ou moins étroit avec l'armée et l'aérospatiale. Sur 77 millions de travailleurs américains (non compris les forces armées) environ 20 % dépendent, sur le plan économique et pour l'emploi, des commandes militaires de la défense nationale.

L'impérialisme réalise la militarisation de l'économie nationale dans tous les domaines, ce qui provoque de graves conséquences. Les U.S.A. dépensent chaque année 100 milliards de dollars pour l'expansion des armements et les guerres d'agression ; si ce matériel n'est pas utilisé dans le massacre sanglant des peuples et la destruction des

richesses sociales, il est alors stocké. Les entreprises monopolistes ne tardent pas à le transformer en tas de ferraille. Quelquefois le matériel est déjà dépassé par l'apparition de nouveaux modèles, avant même sa sortie de l'usine. La militarisation de l'économie nationale suit un développement monstrueux : l'industrie militaire enflé démesurément et l'industrie civile régresse. Depuis vingt ans, la valeur de la production des secteurs industriels relevant de l'aérospatiale (production des missiles, des avions et des vaisseaux spatiaux) a augmenté de six fois. Par contre, le développement de l'industrie civile est très lent ; la production parfois même diminue, comme pour l'industrie textile, dont le volume de production en 1970 a diminué de 12 % par rapport à 1950. L'impérialisme développe une politique d'agression et de guerre, réalise la militarisation de son économie ; tout ceci entraîne un gaspillage insensé en hommes, matériel et richesses. Ce terrible coup porté aux richesses sociales est un signe manifeste du pourrissement de l'impérialisme.

La bourgeoisie devient chaque jour davantage une simple couche de rentiers

La putréfaction et le parasitisme de l'impérialisme apparaissent clairement dans le fait que la bourgeoisie devient chaque jour davantage une simple couche de rentiers. Ce qu'on appelle la couche des rentiers, ce sont des personnes ayant complètement perdu contact avec le procès de production et qui dépendent seulement des « intérêts » pour vivre. C'est par l'exploitation des ouvriers et non par la participation au travail productif que la bourgeoisie peut vivre dans le luxe. Au stade impérialiste, le parasitisme de la bourgeoisie se développe davantage. La gestion des entreprises capitalistes est entièrement aux mains d'administrateurs. La bourgeoisie, et particulièrement la bourgeoisie monopoliste, n'a plus aucun lien avec le procès de production : elle mène une vie de parasite avec les seuls

revenus tirés des actions et autres valeurs. Très tôt, Lénine a indiqué : « *L'impérialisme est une immense accumulation de capital-argent dans un petit nombre de pays* », « *d'où le développement extraordinaire de la classe ou, plus exactement, de la couche des rentiers, c'est-à-dire des gens qui vivent de la tonte des coupons, qui sont tout à fait à l'écart de la participation à une entreprise quelconque et dont la profession est l'oisiveté.* » En 1950 aux U.S.A., les revenus provenant des dividendes et les intérêts individuels s'élevaient en tout à 19,5 milliards de dollars ; mais en 1963 ils étaient déjà de 50,3 milliards de dollars (soit une augmentation de 157 %), et dans le même temps, le revenu national ne progressait que de 102 %. En 1970, dividendes et intérêts individuels se montaient à 89,7 milliards de dollars. Les grands monopolistes américains s'appuient justement sur ces revenus tirés de l'exploitation pour mener une vie de débauche. Quelques grands financiers américains non seulement accaparent beaucoup de terres pour y construire villas, terrains de golf, et terrains de chasse, mais aussi jettent l'argent par les fenêtres, mènent une vie de plaisir et rivalisent dans l'extravagance. En 1964, le grand capitaliste américain Ford a dépensé près de 500 000 dollars à l'occasion d'un banquet pour l'anniversaire de sa fille. Peu de temps après, un grand capitaliste, Mellon, pour surpasser Ford a dépensé un million de dollars à l'occasion d'un banquet pour introduire sa fille « in the society ».

Une des caractéristiques de l'impérialisme, c'est l'exportation de plus en plus massive de capitaux. Ainsi quelques pays plus riches deviennent-ils des Etats rentiers, vivant principalement de l'exploitation des peuples des colonies et des pays dépendants, et rongé comme des vers quantité de pays sous-développés. D'après les statistiques, entre 1950 et 1970 les profits réalisés par les U.S.A. sur les investissements privés directs à l'étranger atteignaient 88,77 milliards de dollars, soit 14 % de plus que le montant global des investissements directs privés jusqu'à la fin de 1970.

Les investissements directs américains en Amérique latine étaient en 1946 de 3 milliards de dollars, et en 1969 ils avaient atteint la somme 11,7 milliards de dollars. Mais au cours de ces 24 années, si on considère seulement le profit sur les investissements directs, les U.S.A. avaient extorqué aux pays d'Amérique latine 23,409 milliards, ce qui est beaucoup plus que le montant net des investissements directs américains pour la même période.

La majorité des profits réalisés à l'étranger reviennent chaque année aux U.S.A. où ils permettent à une poignée de capitalistes de mener une vie dépravée. De 1960 à 1970, les profits ainsi empochés par les U.S.A. s'élevaient à 43,4 milliards de dollars ; il faut leur ajouter 19 milliards de dollars réinvestis directement à l'étranger, qui contribuent à renforcer le pillage des colonies et autres pays dépendants. Ainsi l'augmentation des profits et des investissements accentue année après année le caractère parasitaire de l'impérialisme.

Tout ceci montre que l'exportation des capitaux est la base de l'oppression et de l'exploitation par l'impérialisme de la grande majorité des peuples et des nations dans le monde. C'est la base du parasitisme capitaliste d'une petite minorité des pays les plus riches.

L'apparition d'une aristocratie ouvrière, autre reflet de la putréfaction de l'impérialisme

La putréfaction de l'impérialisme se reflète nécessairement dans le mouvement ouvrier par la formation d'une aristocratie ouvrière et par l'apparition du révisionnisme. Lénine indique : « *L'Etat-rentier est un Etat du capitalisme parasitaire, pourrissant, et ce fait ne peut manquer d'influer sur les conditions sociales et politiques du pays en général, et sur les deux tendances essentielles du mouvement ouvrier en particulier.* »³ L'exploitation des colonies, des pays dépendants et du prolétariat de son propre pays permet à la bourgeoisie monopoliste de réaliser d'énormes

profits monopolistes. Pour réprimer la résistance des masses ouvrières, elle prélève une petite partie des superprofits monopolistes et soudoie des ouvriers, traîtres à leur propre classe, qui deviennent des agents de la bourgeoisie monopoliste. Ainsi naît l'aristocratie ouvrière, caractérisée par de hauts salaires et un mode de vie bourgeois, et qui sert fidèlement la bourgeoisie monopoliste. Elle est mêlée à la classe ouvrière ; elle est là pour brader les intérêts du mouvement ouvrier et nuire à celui-ci. Cette couche de l'aristocratie ouvrière représente les chiens couchants au service de la bourgeoisie monopoliste des pays impérialistes.

Les superprofits du capital monopoliste sont la base économique du révisionnisme dans le mouvement ouvrier. Dans les conditions de l'impérialisme, avec cette couche privilégiée apparaissent aussi la théorie et la ligne révisionnistes qui préservent la domination impérialiste. Les aristocrates ouvriers sont des éléments bourgeois habillés en ouvriers, et le révisionnisme, c'est la théorie bourgeoise sous les couleurs du marxisme. L'aristocratie ouvrière et les révisionnistes sont les ennemis les plus dangereux, dissimulés au sein du mouvement ouvrier. Si on ne s'attaque pas vraiment à cet abcès dans le corps de la révolution, l'impérialisme pourra se maintenir pendant un temps encore relativement long dans cet état de pourrissement. C'est exactement comme Lénine l'a indiqué : « *En réalité, la rapidité particulière et le caractère particulièrement odieux du développement de l'opportunisme ne sont nullement une garantie de sa victoire durable* »⁴ et encore : « *Si elle n'est pas indissolublement liée à la lutte contre l'opportunisme, la lutte contre l'impérialisme est une phrase creuse et mensongère* ». ⁵

Sur le plan politique, c'est la tendance à la réaction sur toute la ligne, la crise sociale devient de plus en plus aiguë

A l'étape de la libre concurrence, la bourgeoisie s'entoure pudiquement d'un voile de « démocratie, liberté, éga-

lité, fraternité », pour masquer sa dictature. Au stade de l'impérialisme, ce voile devient de plus en plus transparent, quiconque s'oppose à l'exploitation et à l'oppression sera cruellement réprimé. Lénine a indiqué : « *La superstructure politique qui coiffe la nouvelle économie, le capitalisme monopoliste (l'impérialisme est le capitalisme monopoliste), c'est le tournant à partir de la démocratie vers la réaction politique. A la libre concurrence correspond la démocratie. Au monopole correspond la réaction politique.* »⁶

Aux U.S.A., ce ne sont pas seulement les masses populaires menant la lutte violente qui sont réprimées, car même ceux qui préconisaient la non-violence le sont aussi. En 1968, le pasteur noir Martin Luther King a été assassiné par les impérialistes américains parce qu'il luttait contre la discrimination raciale et pour la reconnaissance des droits des minorités nationales.

Parallèlement, l'idéologie et la vie culturelle des pays impérialistes sont en pleine décadence. Livres, films, dont les sujets sont la pornographie, les crimes, etc., envahissent le marché. En Californie par exemple, il y a trente compagnies spécialisées dans les films pornographiques. Dans le monde capitaliste, ce ne sont qu'habits farfelus, danses tremoussantes, « Beatles », groupes de jazz, expositions très à la mode de peintures « impressionnistes » barbouillées par des orang-outans. On va même jusqu'à organiser des compétitions féminines internationales de « pleurs » et des courses de bambins qui ne marchent pas encore. La culture et les arts impérialistes sont futiles et décadents à l'extrême. Les activités criminelles, les vols, la drogue, sont devenus un véritable fléau social.

Face à cette société complètement pourrie, de nombreux jeunes sont désorientés, ils n'ont plus aucun but dans la vie et leur avenir leur apparaît des plus incertains. Quelques historiens américains pensent que « *pour la première fois, les U.S.A. voient leur confiance en leur propre idéal, leur pro-*

pre système, leur propre avenir, se désagréger », « (qu'ils sont) *confrontés de toutes parts à des crises.* » Certains, ne mâchant pas leurs mots, disent : « *La crise, à vrai dire, est une crise spirituelle manifestant l'échec évident du système capitaliste que nous avons nous-mêmes tant vanté* » (Newsweek, 6 juillet 1970). C'est précisément dans ces contradictions profondes de l'impérialisme que des éléments avancés prennent conscience, découvrent le marxisme et reconstruisent de vrais partis et organisations marxistes, unissent les larges masses, et engagent une ferme lutte contre le système impérialiste.

Le parasitisme et la putréfaction de l'impérialisme sont déterminés par sa caractéristique fondamentale, le monopole. Cela montre qu'il est un tigre en papier, fort en apparence et faible en réalité. C'est le peuple qui est vraiment fort et non l'impérialisme et tous les réactionnaires. Comme l'a indiqué le président Mao : « *Ainsi considérés dans leur essence du point de vue de l'avenir et sous l'angle stratégique, l'impérialisme et tous les réactionnaires doivent être tenus pour ce qu'ils sont : des tigres en papier.* »⁷

L'impérialisme, c'est le capitalisme agonisant

L'exacerbation de la contradiction entre prolétariat et bourgeoisie dans les pays impérialistes

Staline a dit : « *Lénine appelait l'impérialisme, « le capitalisme agonisant ».* Pourquoi ? Parce que l'impérialisme pousse les contradictions du capitalisme jusqu'à la dernière limite, jusqu'aux bornes extrêmes au-delà desquelles commence la révolution ».⁸ La nature de classe de la contradiction fondamentale entre prolétariat et bourgeoisie, ainsi que la nature capitaliste de cette société au stade monopoliste, n'ont pas changé. Mais le monopole pousse la socialisation de la production à une plus grande échelle

et concentre davantage la propriété des moyens de production. Le développement de la contradiction fondamentale entraîne une exacerbation de toutes les contradictions à l'intérieur et à l'extérieur des pays capitalistes. Le président Mao a indiqué, parlant du prolétariat et de la bourgeoisie : *« Toutefois, la contradiction entre ces deux classes s'accroît, la contradiction entre le capital monopoliste et le capital non monopoliste surgit, la contradiction entre les puissances coloniales et les colonies devient plus marquée, la contradiction entre les pays capitalistes, contradiction provoquée par le développement inégal de ces pays, se manifeste avec une acuité particulière ; dès lors apparut un stade particulier du capitalisme — le stade de l'impérialisme ».*⁹ C'est justement à cause de cette exacerbation de toutes les contradictions que l'impérialisme devient le capitalisme agonisant et la veille de la révolution socialiste prolétarienne.

La bourgeoisie monopoliste, pour empêcher des superprofits, accentue sans scrupules son exploitation, augmente les cadences, détériore les conditions de travail et oblige des millions de travailleurs à braver la famine et la mort. Par ailleurs, elle utilise l'inflation pour abaisser le salaire réel des ouvriers et diminuer leur pouvoir d'achat. Dans les principaux pays capitalistes, de 1963 à 1970, le coût de la vie s'est beaucoup élevé à cause de l'inflation et de la hausse des prix des marchandises : il a augmenté de 26,8 % aux U.S.A., de 35,3 % en Grande-Bretagne, de 30,9 % en France, de 20,6 % en Allemagne de l'Ouest, et de 44,4 % au Japon. Mais les salaires n'ont pas connu une augmentation correspondante, ce qui a entraîné une détérioration des conditions de vie du peuple. Les capitalistes monopolistes utilisent le pouvoir d'Etat pour exploiter les masses et le prolétariat en leur imposant toutes sortes de taxes et d'impôts. De 1940 à 1970, les impôts perçus aux U.S.A. ont augmenté de près de 17 fois : de 16,5 milliards de dollars en 1940 (c'est-à-dire 20 % du revenu national) ils

sont passés à 278 milliards en 1970 (35 % du revenu national). Cette fiscalité pèse d'un poids énorme sur les travailleurs.

Le capital monopoliste, pour sauvegarder ses intérêts économiques, est inéluctablement conduit à exercer une dictature fasciste sur le plan politique, et à se servir de l'appareil d'Etat pour réprimer plus sévèrement les ouvriers. La réaction sur toute la ligne est le reflet inévitable, sur le plan politique, de l'économie capitaliste monopoliste. Pour exercer sa dictature fasciste et réprimer le peuple, l'impérialisme développe de façon effrayante les organismes de sa dictature réactionnaire. Aux U.S.A., par exemple, un américain sur vingt en moyenne travaille pour un organisme d'Etat.

La répression sanglante sur le plan politique et l'exploitation cruelle sur le plan économique exercées par le capitalisme monopoliste, ont accru la contradiction entre prolétariat et bourgeoisie. Plus l'oppression est pénible et plus la révolte est puissante. Les masses et le prolétariat s'éveillent et engagent la lutte révolutionnaire contre le système capitaliste.

Depuis la seconde guerre mondiale, en particulier depuis ces dernières années, le mouvement ouvrier en Europe, en Amérique du Nord et ailleurs, s'est développé sur une grande échelle. Par vagues successives, il a fait front à l'impérialisme. D'après des évaluations publiées officiellement par les U.S.A., et manifestement réduites, en 1970 la classe ouvrière américaine a mené 5 600 grèves, rassemblant 3,3 millions de grévistes. En 1971, une grève nationale de 500 000 ouvriers des téléphones et une grande grève de 160 000 cheminots ont éclaté aux U.S.A.. Pendant ces grèves, les ouvriers ont lancé le mot d'ordre : « A bas la guerre d'agression, la misère et la répression », et ils ont de plus en plus lié leur lutte économique à la lutte politique. D'après des matériaux publiés officiellement par les

Anglais (les chiffres étant bien évidemment réduits) il y a eu, en 1970, 3 888 grèves, soit 1,65 million de grévistes ; en 1971, la Grande-Bretagne a perdu 13,5 millions de journées de travail pour cause de grèves. La lutte révolutionnaire de la classe ouvrière japonaise est aussi des plus intenses. D'après des statistiques officielles japonaises, les soi-disant « conflits entre travail et capital » (qui sont en réalité des luttes que les ouvriers mènent contre les capitalistes) sont passés de 1 345 en 1955 à 5 283 en 1969, soit une augmentation de 3,9 fois, alors que le nombre des ouvriers participant à ces luttes passait de 3,748 millions de personnes à 14,483 millions, soit près de 4 fois plus.

Le développement vigoureux du mouvement ouvrier porte la révolte au cœur de l'impérialisme, accentue la crise économique du capitalisme et la crise politique, et ne cesse d'infliger de durs coups à la domination du capitalisme monopoliste. L'impérialisme est de plus en plus gravement menacé dans son existence même.

Les contradictions entre l'impérialisme et les nations opprimées s'approfondissent.

« *Les colonies ont été conquises par le fer et par le feu* ». ¹⁰ Après s'être emparés par la force armée des colonies et des semi-colonies, les impérialistes les ont asservies et exploitées cruellement. Pour réaliser leur domination politique, ils supportent à bout de bras des fantoches, font cantonner des troupes, aménagent des bases militaires. Pour faciliter leur exploitation économique et réaliser des superprofits, ils ouvrent des comptoirs commerciaux, contrôlent les douanes et le commerce extérieur, monopolisent les finances publiques et privées et s'octroient par la force les privilèges tels que l'exploitation de mines, d'usines, la maîtrise du transport fluvial intérieur. Tout ceci exacerbe comme jamais auparavant les contradictions entre l'impérialisme et les nations opprimées. L'impérialisme domine les secteurs vitaux de l'économie des colonies

et des semi-colonies, et agissant de concert avec les forces féodales et compradores locales, entrave le développement de l'économie nationale de ces pays. L'impérialisme a recours à toutes sortes de moyens pour contraindre les colonies et les semi-colonies à la spécialisation dans un domaine afin qu'elles ne produisent que les quelques marchandises dont les groupes monopolistes étrangers ont besoin. Ainsi l'économie de ces régions a suivi un développement monstrueux et unilatéral : elle n'est ni indépendante ni autosuffisante, et doit dépendre de l'impérialisme.

Depuis la II^e guerre mondiale, les mouvements de libération nationale d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine, n'ont cessé de prendre de l'ampleur, beaucoup de pays et de régions se sont débarrassés du carcan colonial et impérialiste, et ont pris la voie de l'indépendance. Mais les impérialistes ne se retireront jamais de leur plein gré de ces immenses régions. Outre le fait qu'ils continuent à avoir recours aux vieilles méthodes coloniales, ils emploient maintenant de plus en plus des méthodes néo-colonialistes. Sous couvert « d'aide » économique, ils cherchent à dominer ces pays nouvellement indépendants. Au moyen de « l'aide », le but de leurs intrigues est de protéger leurs investissements et autres intérêts, de bénéficier de privilèges pour de nouveaux investissements. Ils peuvent ainsi écouler leur surplus de production et pratiquer le « dumping »¹¹ ; ils peuvent aussi s'ingérer et orienter la politique économique des pays « aidés », afin de dominer leur développement. Dans certains pays qui ne se sont pas laissés tromper par l'impérialisme, celui-ci poursuit une politique d'agression, trame des complots, incite les forces réactionnaires à déclencher des coups d'Etat militaires et à renverser les pouvoirs progressistes qui sont pour l'indépendance nationale et s'opposent à l'impérialisme.

Le fait que l'impérialisme se livre au pillage féroce des colonies et semi-colonies, et qu'il tienne les peuples de ces régions dans l'asservissement, a accentué les contradic-

tions avec les peuples et les nations opprimés. Depuis que les bottes des bandits impérialistes ont foulé le territoire sacré des peuples d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine, ceux-ci, épris de liberté et d'indépendance, se sont saisis de pierres, de flèches, de lances et de canons pour résister partout à l'impérialisme. Plus l'exploitation et l'oppression impérialistes sont pesantes, et plus la lutte de résistance des peuples et des nations opprimés est acharnée. Après la révolution d'Octobre, les mouvements de libération nationale sont entrés dans une nouvelle phase de leur histoire et sont devenus une partie de la révolution socialiste prolétarienne mondiale. Les mouvements de libération nationale et les mouvements révolutionnaires prolétariens des pays impérialistes se soutiennent et se renforcent mutuellement. Les colonies et les semi-colonies, d'armées de réserve de l'impérialisme qu'elles étaient, sont devenues les armées de réserve de la révolution prolétarienne mondiale. C'est précisément comme l'a indiqué le président Mao : « *La tempête révolutionnaire en Asie, en Afrique et en Amérique latine infligera inévitablement des coups décisifs et destructeurs qui briseront tout le vieux monde* ». ¹²

Les contradictions entre les pays impérialistes sont de plus en plus aiguës.

A cause de leurs luttes pour le partage du monde, tant sur le plan territorial que sur le plan économique, les contradictions entre pays impérialistes se sont aiguës. Quelques grandes puissances rivalisent pour l'hégémonie, pour le partage des territoires. Elles s'entretuent et s'affaiblissent réciproquement, ce qui est favorable à la révolte des peuples et des nations opprimés.

Au stade impérialiste, l'aggravation de l'inégalité du développement politique et économique de chaque pays capitaliste explique l'exacerbation des contradictions entre les pays impérialistes.

Lénine a indiqué : « *L'inégalité du développement écono-*

mique et politique est une loi absolue du capitalisme ». ¹³
Dans le monde capitaliste, certains pays se développent relativement rapidement et d'autres beaucoup plus lentement. Certains pays peuvent même connaître pour un temps un développement accéléré. Ce développement inégal de l'économie des pays capitalistes devient inévitablement la base de leur inégalité de développement sur le plan politique. Ceci revient à dire que l'inégalité du développement économique conduit inévitablement à un changement du rapport de forces entre les pays impérialistes.

La loi de l'inégalité du développement politique et économique joue pleinement son rôle pendant toute l'époque historique du capitalisme. Mais à l'époque de l'impérialisme, l'inégalité du développement est devenue encore plus grande. Dans la dernière moitié du XIX^e siècle, la Grande-Bretagne, ce vieux pays capitaliste, occupait de très nombreuses colonies et avait une position de monopole dans le monde entier. Elle pouvait sans la moindre difficulté tirer des superprofits de toutes les régions du monde où elle était présente, et c'est cela qui a provoqué chez elle une tendance à la stagnation de la technique et de la production. A ce moment là, des pays capitalistes jusqu'alors moins développés, en particulier les U.S.A. et l'Allemagne, ont mis à profit les dernières inventions techniques pour se développer rapidement. Dans les années 1880, les U.S.A. ont commencé à dépasser la Grande-Bretagne et ils ont porté leur production industrielle au premier rang mondial. Au début du XX^e siècle, l'Allemagne a également dépassé la Grande-Bretagne, se plaçant au deuxième rang derrière les U.S.A. pour la production industrielle. Ces changements dans le rapport des forces économiques ont produit en même temps des changements dans le rapport des forces politiques, et ont inévitablement entraîné des luttes entre les pays impérialistes pour un nouveau partage des sphères d'influence et la conquête des colonies.

Depuis la II^e guerre mondiale, la loi de l'inégalité du

développement économique et politique des pays capitalistes a continué à jouer son rôle avec les particularités suivantes : la position des U.S.A. s'est affaiblie, celle de la Grande Bretagne a continué à s'effondrer, l'Allemagne de l'Ouest et le Japon ont connu une croissance accélérée, alors que l'Italie et la France connaissaient une croissance relativement plus faible. De 1949 à 1969, la croissance annuelle moyenne de la valeur de la production nationale globale de ces pays est la suivante : 3,9 % aux U.S.A. pour les dix premières années, et 4,3 % pour les dix années suivantes ; 2,5 % jusqu'en 1959 et 3 % ensuite en Grande Bretagne ; 7,4 % jusqu'en 1959 et 5,2 % ensuite en Allemagne de l'Ouest ; 4,5 % jusqu'en 1959 et 5,9 % ensuite en France ; 6,1 % jusqu'en 1959 et 5,6 % ensuite en Italie ; et plus de 10 % sur l'ensemble de cette période au Japon. Dans ce rapport des forces, de nouvelles inégalités sont apparues dans les secteurs de la production industrielle, de l'exportation des capitaux et des marchandises, et dans les forces financières internationales. L'aggravation de l'inégalité du développement politique et économique entre les pays impérialistes entraîne inévitablement une aggravation de la lutte pour les marchés, pour les sources de matières premières et les possibilités d'exportation de capitaux.

L'action de la loi de l'inégalité du développement économique et politique conduit les pays impérialistes à s'entredéchirer et à s'affaiblir réciproquement, faisant apparaître un maillon faible sur le front impérialiste. Ces conditions sont favorables au prolétariat et au peuple révolutionnaire pour enterrer l'impérialisme. Dans sa recherche sur la loi du développement de l'impérialisme, Lénine a dégagé une importante conclusion : à cause de l'inégalité du développement économique et politique de l'impérialisme, le front impérialiste mondial sera brisé par son endroit le plus faible, et la révolution socialiste triomphera d'abord dans un ou quelques pays. Lénine a non seulement défini la théorie révolutionnaire permettant d'arracher la victoire, mais il a

aussi donné un glorieux exemple de pratique révolutionnaire. Pendant la I^{ère} guerre mondiale, la Russie était alors un point de concentration de toutes les contradictions impérialistes, c'était le maillon le plus faible de la chaîne impérialiste. En saisissant ce maillon, Lénine a dirigé le prolétariat russe, il a déclenché la grande révolution socialiste d'Octobre et utilisé la violence révolutionnaire pour briser la dictature de la bourgeoisie russe. Il a construit le premier Etat socialiste de dictature du prolétariat au monde, et a ouvert une nouvelle ère de l'histoire de l'humanité. Depuis la II^e guerre mondiale, les victoires de la révolution en Chine et dans certains pays d'Asie et d'Europe, ont encore plus confirmé cette thèse scientifique de Lénine.

L'explosion des deux guerres mondiales, les victoires de la révolution socialiste prolétarienne, l'essor des mouvements de libération nationale, ont précipité l'impérialisme dans une crise générale, politique, économique et sociale.

Bien qu'il se soit déjà produit de grands changements dans la situation mondiale, l'époque d'aujourd'hui n'a pas changé de nature. Le président Mao nous enseigne souvent que nous sommes toujours à l'époque de l'impérialisme et de la révolution prolétarienne. L'analyse scientifique de l'impérialisme faite par Lénine selon les principes fondamentaux du marxisme est donc tout à fait juste. Les principes de base du léninisme ne sont nullement dépassés, et restent toujours la base théorique qui aujourd'hui guide notre pensée.

Les jours de l'impérialisme sont comptés. L'impérialisme, c'est le capitalisme pourrissant et agonisant, c'est la veille de la révolution socialiste prolétarienne. Cependant il ne se retirera jamais de lui-même de la scène de l'histoire. A cause de sa nature, plus il sent sa fin prochaine et plus il se débat dans l'agonie. Nous devons bien comprendre que l'impérialisme n'est qu'un tigre en papier, et faire rayonner l'esprit d'oser lutter, de savoir lutter. Nous devons unir tous les peuples révolutionnaires du monde afin de mener

jusqu'au bout la lutte contre l'impérialisme. « *Provocation de troubles, échec, nouvelle provocation, nouvel échec et cela jusqu'à leur ruine - telle est la logique des impérialistes et de tous les réactionnaires du monde à l'égard de la cause du peuple ; et jamais ils n'iront contre cette logique* ». ¹⁴ Les troubles sont des manifestations de l'agonie de l'impérialisme. La défaite jusqu'à la mort : c'est la tendance inévitable du développement de l'impérialisme. Personne ne pourra modifier cette loi de l'histoire.

PRINCIPAUX MATERIAUX D'ETUDE

LENINE : « *L'Impérialisme, stade suprême du capitalisme*, chapitre 7 à 10.

LENINE : « *L'impérialisme et la scission du socialisme* », Œuvres, T.23.

MAO TSE-TOUNG : « *Entretien avec la journaliste américaine Anna Louise Strong* », Œuvres choisies, T.4.

SUJETS DE REFLEXION

1) *Pourquoi dit-on que l'impérialisme et tous les réactionnaires sont des tigres en papier ?*

2) *Pourquoi dit-on que l'impérialisme est la veille de la révolution socialiste prolétarienne ?*

1. Lénine : « *L'Impérialisme,...* », E.P., p. 150

2. Lénine : « *L'Impérialisme,...* », E.P., p. 119

3. Lénine : « *L'Impérialisme,...* », E.P., p. 121

4. Lénine : « *L'Impérialisme,...* », E.P., p. 152

5. Lénine : « *L'Impérialisme,...* », E.P., p. 153

6. Lénine : « *Une caricature du marxisme et à propos de l'« économisme impérialiste* », Œuvres, T. 23, p. 44

7. Mao Tsé-toung : « *Entretien avec Anna Louise Strong* », Œuvres choisies, E.P., T. 4, p. 99

8. Staline : « *Des principes du Léninisme* », E.P., p. 4

9. Mao Tsé-toung : « *De la contradiction* », E.P., Œuvres choisies, T. 1, p. 363

10. Lénine: « *Le socialisme et la guerre* », Œuvres, T. 21, p. 313
11. N.d.T.: politique consistant à vendre une marchandise en-dessous de son coût de production
12. « *Télégramme du président Mao au 5^e Congrès du Parti du Travail d'Albanie* », publié par le « *Quotidien du Peuple* ».
13. Lénine: « *A propos du mot d'ordre des Etats-Unis d'Europe* », Œuvres T. 21, p. 354
14. Mao Tsé-toung: « *Rejetez vos illusions et préparez-vous à la lutte* », E.P., Œuvres choisies, T. 4, p. 448

CHAPITRE XI

Le social-impérialisme soviétique fait partie de l'impérialisme mondial

**Le social-impérialisme,
c'est le socialisme en paroles
et l'impérialisme dans les faits**

Au cours du processus d'anéantissement graduel de l'impérialisme, le social-impérialisme soviétique est apparu au milieu du XX^e siècle. Lorsque l'URSS était dirigée par Lénine et Staline, c'était un pays socialiste prestigieux. Mais après la mort de Staline, la clique des renégats Khrouchtchev-Brejnev a déclenché un coup d'Etat contre-révolutionnaire et elle a usurpé le pouvoir suprême du Parti de l'Union soviétique. Elle a restauré en grand le capitalisme et transformé l'URSS en un Etat social-impérialiste.

Durant la Première guerre mondiale, Lénine a dénoncé le courant kautskiste, Kautsky étant à l'époque chef de file du parti social-démocrate allemand : il s'agit de « *social-impérialistes, c'est-à-dire de socialistes en paroles et d'impérialistes en fait.* »¹ En ce qui concerne la clique de renégats de Brejnev, il s'agit aussi, tout comme le courant kautskiste, de social-impérialistes. Ce qui diffère, c'est que non content de colporter le révisionnisme et de se faire les défenseurs de l'impérialisme, cette clique contrôle le pouvoir d'Etat et a fait dégénérer en Etat social-impérialiste un Etat socialiste prestigieux que Lénine avait bâti de ses propres mains. Le social-impérialisme, c'est l'impérialisme sous l'étiquette « socialisme ». Il est né en URSS, patrie de Lénine, qui fut le premier Etat socialiste et n'en a donc qu'un caractère encore plus trompeur, par conséquent encore plus dangereux. C'est un impérialisme des plus féroces.

Le capitalisme monopoliste d'Etat est la base économique principale du social-impérialisme

La formation du capitalisme monopoliste d'Etat en URSS

Qu'il s'agisse de l'impérialisme capitaliste classique ou

du social-impérialisme, leurs caractéristiques économiques fondamentales sont tout à fait identiques. Leur base économique principale, c'est le capitalisme monopoliste d'Etat. Mais dans les Etats impérialistes de type classique, l'économie capitaliste monopoliste présente deux formes : le capitalisme monopoliste privé et le capitalisme monopoliste d'Etat. Dans l'Etat social-impérialiste, le capitalisme monopoliste prend toujours la forme du capitalisme monopoliste d'Etat : celui-ci est la base économique principale du social-impérialisme. Cette différence entre social-impérialisme et impérialisme capitaliste est déterminée par les conditions historiques différentes dans lesquelles est né le capital monopoliste.

Dans les pays impérialistes capitalistes, le capital monopoliste s'est constitué progressivement à partir de l'économie capitaliste privée, au cours d'un processus de concurrence acharnée et à travers l'accumulation de la concentration du capital. Ici, c'est le capitalisme monopoliste privé qui fait en premier son apparition et existe à grande échelle. Après que le capitalisme monopoliste privé eut connu un certain développement, que les organes d'Etat bourgeois se furent soumis au capital monopoliste et que ce dernier se fut lié au pouvoir d'Etat, alors seulement put apparaître le capitalisme monopoliste d'Etat. Dans l'Etat social-impérialiste, le capitalisme monopoliste d'Etat est apparu après que les dirigeants engagés dans la voie capitaliste eurent usurpé le pouvoir suprême du Parti dans l'Etat socialiste. Cela provoqua la dégénérescence de l'économie socialiste, au cours du processus de restauration du capitalisme.

Après que la clique des renégats soviétique eut usurpé le pouvoir suprême du Parti de l'URSS, la couche privilégiée de bourgeois soviétiques a considérablement gonflé son propre pouvoir politique et économique. Dans le Parti, les domaines politique, militaire, économique, culturel, ils occupent la position dominante et forment ainsi, de l'intérieur,

une bourgeoisie bureaucratique monopoliste qui contrôle tout l'appareil d'Etat et dispose de l'ensemble des richesses sociales. Cette bourgeoisie bureaucratique monopoliste d'un nouveau type a transformé, grâce au pouvoir d'Etat qu'elle contrôle, la propriété socialiste en propriété des dirigeants engagés dans la voie capitaliste et l'économie socialiste en une économie capitaliste et une économie capitaliste monopoliste d'Etat.

Pour juger de la nature socio-économique d'un pays, cela ne dépend pas de l'enseigne qu'il arbore mais de la nature du système de propriété des moyens de production, c'est-à-dire de savoir qui détient les moyens de production, qui en dispose, au service de qui ils sont. Après que la clique des renégats Khrouchtchev-Brejnev eut usurpé le pouvoir suprême dans le Parti de l'Union soviétique elle a pris en main tous les pouvoirs politique et économique et appliqué une ligne révisionniste de bout en bout dans le domaine économique. Ils ont fait du tapage autour de propos saugrenus comme : *« le rouble est l'étalon du mérite dans le travail »*, *« le profit est la meilleure référence pour un communiste chargé de la gestion d'une entreprise »*, etc. L'économiste soviétique révisionniste Liberman a sorti, avec le soutien de la clique des renégats soviétiques, un projet de gestion des entreprises d'Etat, centré autour du profit au poste de commandement et des stimulants matériels ; par ailleurs on a largement lancé des « expériences ». Après que Brejnev eut remplacé Khrouchtchev, on a totalement mis en application le soi-disant « nouveau système économique » : on affermissait, sous forme de décrets, le principe du profit capitaliste et on aggravait l'exploitation du peuple travailleur par l'oligarchie bureaucratique monopoliste. Grâce à cette « réforme », les moyens de production qui, à l'origine, étaient propriété du peuple travailleur soviétique sont désormais détenus par la bourgeoisie bureaucratique monopoliste d'un nouveau type : c'est elle qui dispose de ces moyens de production et les met à son

service. Les ouvriers et paysans soviétiques, spoliés de leur droit de propriété sur les moyens de production, sont retombés dans la misérable situation de travailleurs salariés. L'URSS d'aujourd'hui, bien qu'arborant toujours l'emblème du socialisme, a en fait transformé le système autrefois socialiste de la propriété en propriété de la bourgeoisie bureaucratique monopoliste.

Dans la société socialiste, l'économie d'Etat, établie sur la base de la propriété socialiste d'Etat, est l'élément dirigeant dans l'économie nationale. Du moment que la clique des renégats révisionnistes a usurpé le pouvoir dirigeant de l'économie socialiste, elle devait nécessairement transformer celle-ci en une économie capitaliste monopoliste d'Etat. C'est que plus cette bourgeoisie bureaucratique monopoliste d'un type nouveau accapare de forces productives à travers la propriété d'Etat qui représente ses intérêts, plus elle peut, au nom de l'Etat, disposer de l'ensemble des richesses sociales. De cette façon, il est aisé de continuer à tromper le peuple travailleur en arborant l'enseigne de l'Etat et on peut faire de l'Etat un capitaliste collectif qui contrôle solidement dans sa propre main l'ensemble de l'économie nationale. C'est pourquoi l'économie capitaliste en URSS a une particularité : le capitalisme monopoliste d'Etat domine tout, régenté tout. Cette situation est fort rare dans les pays impérialistes classiques. Dans ces pays, bien que le capitalisme monopoliste d'Etat ait connu un développement relativement important, il n'en est pourtant pas encore au niveau atteint aujourd'hui en URSS. Précisément à cause de cela, la classe ouvrière et les larges masses de travailleurs en URSS subissent une exploitation et une oppression particulièrement sévères. Lénine avait déjà noté : *« La propriété privée des moyens de production étant maintenue, cette monopolisation et cette étatisation croissantes de la production entraînent nécessairement une exploitation plus intense des masses laborieuses, une oppression plus pesante, la résistance aux*

*exploiteurs devenant plus difficile ; elles renforcent la réaction et le despotisme militaire, en même temps qu'elles conduisent inéluctablement à une augmentation inouïe du profit des gros capitalistes aux dépens de toutes les autres couches de la population et qu'elles condamnent les masses laborieuses à verser aux capitalistes, pendant des dizaines d'années, un tribut sous la forme de milliards d'intérêts pour les emprunts. »² A le lire aujourd'hui, comme ce passage de Lénine semble être l'analyse de l'économie capitaliste monopoliste d'Etat dans l'URSS révisionniste ! Le célèbre poète russe Nékrassov demandait déjà douloureusement, en s'en prenant à la sinistre domination tsariste : « *En Russie, qui peut se sentir heureux et libre ?* » Aujourd'hui, en Russie, les glorieux enfants de la révolution d'Octobre subissent d'innombrables misères, privés qu'ils sont de bonheur et de liberté. Or, la bourgeoisie bureaucratique monopoliste avec Brejnev à sa tête, trônant au-dessus du peuple, fait main basse sans aucun scrupule sur le trésor public, se livre à une débauche et à un luxe insolents, elle règne par la violence et la barbarie, elle a les pleins pouvoirs, et peut ainsi s'abreuver du sang et de la sueur du peuple soviétique. Cette bourgeoisie, c'est la base de classe du social-impérialisme, c'est la « personnification » du capitalisme monopoliste d'Etat.*

Les sociétés conjointes : forme fondamentale de l'organisation monopoliste en URSS

Les sociétés conjointes constituent une forme capitale de l'organisation du capitalisme monopoliste en URSS. Le chemin suivi par ces sociétés est quelque peu différent des organisations monopolistes dans les pays impérialistes capitalistes : essentiellement, elles s'appuient sur la force de coercition du pouvoir d'Etat et se constituent à partir de l'absorption de quantité de petites et moyennes entreprises par de grandes entreprises.

Les sociétés conjointes, organisations monopolistes, se

développent très vite en URSS. En 1961, il n'existait en URSS que 2 sociétés conjointes et dix ans après, en juin 1971, il y en avait 1 400, détenant plus de 14 000 entreprises, 7,7 millions d'ouvriers et employés. Près d'un tiers des entreprises industrielles et minières ont déjà été absorbées au sein de sociétés conjointes. Au 24^e congrès du parti révisionniste de l'URSS, en 1971, Brejnev clamait : « *La directive sur l'établissement de sociétés et entreprises conjointes doit être appliquée avec encore plus de diligence — à l'avenir, elles devront constituer l'unité de compte économique de base de la production sociale.* » Suivant les ordres et décrets de la clique dirigeante soviétique, les sociétés conjointes continuent, depuis 1971, à étendre leur sphère de domination et englobent rapidement tous les secteurs de l'industrie nationale.

Ces sociétés conjointes soviétiques présentent les trois formes fondamentales suivantes :

- 1) L'entreprise absorbée « *a perdu son indépendance et ses droits de personne morale* », la société conjointe devient « *l'unité de compte économique de base de la production sociale* », elle a tous les droits vis-à-vis des entreprises qui dépendent d'elle.
- 2) L'entreprise absorbée a perdu quelques aspects de son indépendance juridique, elle « *conserve une indépendance relative en tant qu'entreprise* ».
- 3) L'entreprise absorbée « *reste indépendante* », mais elle doit se soumettre à la gestion d'une société conjointe.

Parmi ces trois genres de sociétés conjointes, c'est le premier que les révisionnistes soviétiques s'efforcent le plus de développer. Il est calqué sur le modèle des entreprises capitalistes monopolistes occidentales et fondé en « utilisant » le plan systématique d'organisation des monopoles américains. Les révisionnistes soviétiques clament que les sociétés conjointes « *renferment les structures de l'avenir de l'industrie soviétique qui, comprimées, n'ont pas encore éclos* », qu'il s'agit d'un type « *particulier soviétique de Kon-*

zern ». Les sociétés conjointes s'occupent non seulement de production, mais aussi de fournir les matières premières et d'écouler les produits. Ce qui diffère des entreprises capitalistes monopolistes d'Occident, c'est qu'en URSS elles sont encore plus intimement liées au pouvoir d'Etat. La société conjointe est non seulement une unité de compte économique de base, mais elle possède aussi une partie du pouvoir qui, à l'origine, dépendait de la direction principale³, voire même du département ministériel dans les domaines du plan, de la production, de l'approvisionnement et de la vente. Les sociétés conjointes régionales de grande envergure « *sont non seulement des complexes de production, mais aussi des organes de gestion économique* ». Entre les départements de l'économie, de l'administration et les sociétés conjointes, il n'existe aucun organe intermédiaire. Le directeur d'une société conjointe, tout comme chaque ministre et vice-ministre, compte parmi « *le personnel dirigeant de l'économie nationale* » soviétique : c'est un élément important de la bourgeoisie bureaucratique monopoliste dont Brejnev est le chef de file. C'est pourquoi la société conjointe incarne l'unité entre les organes d'Etat et l'organisation monopoliste : c'est une forme importante du système de gestion du capitalisme monopoliste d'Etat.

En fait, mis à part cette organisation monopoliste des sociétés conjointes, les entreprises d'Etat soviétiques ont très tôt viré au capitalisme. Dans les entreprises d'Etat révisionnistes, en URSS, les masses ouvrières ont été reléguées du rang de maîtres de l'entreprise à celui d'esclaves salariés de la bourgeoisie bureaucratique monopoliste. Ce sont les représentants de la clique révisionniste dirigeante qui tiennent en main le pouvoir de direction dans les entreprises. D'après la réglementation des « *statuts des entreprises de production d'Etat socialistes* », le directeur de l'entreprise contrôle « *le pouvoir concernant les activités de production dans l'entreprise* », il a pouvoir de fixer la quantité de personnel dans l'entreprise, il a pouvoir de « *recruter et*

licencier le personnel, et vis-à-vis des travailleurs de l'entreprise d'adopter des mesures d'encouragement et de sanction », il a pouvoir de fixer salaires et primes du personnel, il a pouvoir de vendre, de céder ou de louer les moyens de production de l'entreprise, etc. En somme, même sans les sociétés conjointes, les administrateurs, directeurs d'usine délégués par la clique révisionniste dirigeante sont les maîtres omnipotents des entreprises d'Etat alors que les larges masses d'ouvriers sont devenus les esclaves salariés de cette bourgeoisie bureaucratique monopoliste. Aujourd'hui, après l'apparition de cette organisation monopoliste des sociétés conjointes, la bourgeoisie bureaucratique monopoliste a pu encore renforcer son contrôle sur les circuits économiques de l'Etat soviétique. Cette nouvelle grande bourgeoisie utilise l'appareil d'Etat et les sociétés conjointes qu'elle a en main, emprunte abusivement l'étiquette de l'Etat et, grâce à des moyens comme les impôts et les profits, fait main basse sur les fruits du travail des ouvriers soviétiques. Elle satisfait ainsi les gaspillages dispendieux d'une poignée de bourgeois, réprime le peuple soviétique à l'intérieur et applique à l'extérieur une politique sociale-impérialiste d'agression et d'expansion.

La clique de renégats de Brejnev, en même temps qu'elle développait le plus possible l'organisation monopoliste dans les entreprises industrielles et minières, développait aussi toutes sortes d'organisations monopolistes dans l'agriculture :

1) des trusts agricoles, organisations conjointes de fermes d'Etat spécialisées, comme le trust volailler, le trust d'élevage, le trust des légumes, etc. ;

2) des sociétés conjointes agricoles, organisations conjointes de quelques fermes d'Etat (sovkhozes), de quelques fermes collectives (kolkhozes) ou de fermes d'Etat et de fermes collectives ;

3) des complexes unifiés agriculture-industrie aussi appelés entreprises conjointes agriculture-industrie, entreprises

conjointes où des entreprises agricoles s'occupent directement des usines de transformation des produits agricoles.

Grâce à ces organisations monopolistes dans l'agriculture, la bourgeoisie bureaucratique monopoliste a renforcé sa mainmise et son pillage sur les campagnes soviétiques.

« L'expérience de Chtchekino » : modèle du système sanguinaire des entreprises monopolistes révisionnistes en URSS.

Dans l'URSS révisionniste, cette nouvelle bourgeoisie bureaucratique monopoliste a monopolisé les circuits de l'économie nationale, restauré complètement le système du travail salarié capitaliste, renforcé l'exploitation et l'oppression du peuple travailleur. La prétendue « *expérience de Chtchekino* » commencée en 1967 est la meilleure preuve de la renaissance totale du travail salarié en URSS.

Chtchekino est un combinat chimique dans la banlieue de Moscou avec plus de 7 000 employés et ouvriers, produisant des engrais et autres produits chimiques. En août 1967, conformément aux besoins de la bourgeoisie bureaucratique monopoliste, a commencé la prétendue « *expérience économique pour renforcer l'attention du personnel sur l'augmentation de la production, pour élever la productivité du travail et réduire le personnel* ». A travers des mesures comme le cumul de postes, la concentration de travaux différents, l'élargissement des tâches, etc., cette « expérience » n'a cessé d'accroître l'intensité du travail des ouvriers et a atteint son but de réduction du personnel et d'élévation de la productivité du travail. En même temps, on a stipulé que le montant global des salaires et des primes dans l'entreprise ne variait pas sur plusieurs années, aussi salaires et primes économisés par la réduction de personnel reviennent en grande partie à la disposition d'une poignée de privilégiés dans l'entreprise. Cette « *expé-*

rience » a été chantée par Brejnev comme « *un modèle parfait de rémunération* » et elle a été élargie à l'ensemble de l'URSS.

Le cœur de cette « *expérience de Chtchekino* », c'est « *l'élévation de la productivité du travail par la réduction du nombre des employés* », l'entreprise pouvant ainsi « *mettre en œuvre son potentiel* ». Comment donc élever la productivité du travail? « *L'expérience de Chtchekino* » prouve qu'on peut atteindre ce but en élevant l'intensité du travail des ouvriers. D'après des statistiques de juin 1971, le combinat chimique de Chtchekino a réduit en tout son personnel de plus d'un millier d'ouvriers, soit plus d'1/7 de l'ensemble du personnel, depuis qu'il pratique cette « *expérience* ». Parmi eux, la réduction de personnel du fait de l'élévation du niveau de l'automatisation et de l'allègement des travaux pénibles représente 68 ouvriers, soit 6 %. Par contre, plus de 90 % des ouvriers victimes de la réduction ont tous été chassés de l'usine du fait de l'élévation de l'intensité du travail des ouvriers en poste. Marx indique : « *Tout le système de la production capitaliste vise à prolonger ce travail gratuit par l'extension de la journée de travail ou par le développement de la productivité, c'est-à-dire par une plus grande tension de la force de travail, etc.* »⁴ A l'époque de l'impérialisme, l'extorsion du travail gratuit des ouvriers par le capital monopoliste a centuplé. Dans les pays impérialistes capitalistes classiques, le capital monopoliste utilise le « *taylorisme* » et autres « *méthodes scientifiques de gestion* » pour contraindre les ouvriers à élever au maximum l'intensité du travail et accroître l'extorsion de plus-value. « *L'expérience de Chtchekino* » que la clique des renégats soviétiques élargit au maximum, c'est la réédition du taylorisme, dénoncé fermement par Lénine comme « *système sanguinaire* ». Son but est de contraindre les ouvriers soviétiques à accepter qu'un seul

fasse le travail de plusieurs, d'extorquer sauvagement sur le dos des ouvriers soviétiques encore plus de sur-travail, encore davantage de plus-value.

En juillet 1971, les 121 entreprises qui appliquaient « *l'expérience de Tchekino* » avaient déjà réduit leur personnel de 65 000 personnes. Aujourd'hui, une armée de chômeurs est née en URSS. Ce système économique qu'est le capitalisme monopoliste d'Etat, dans l'URSS révisionniste, a déjà poussé au plus haut point les rapports entre capital et travail salarié. Il a déjà suscité et continuera à l'avenir de susciter la résistance acharnée de la classe ouvrière et du peuple travailleur de l'URSS.

Les « relations internationales de type nouveau » de l'URSS : un autre nom du néo-colonialisme

L'intégration économique : principale mesure néo-colonialiste des révisionnistes soviétiques

En même temps qu'il accentue l'exploitation du peuple à l'intérieur, le capital monopoliste visant à accaparer des superprofits doit nécessairement chercher l'expansion à l'extérieur ; grâce à l'exportation de capitaux et à une politique colonialiste, il pille et asservit les peuples d'autres pays. Bien évidemment, le capitalisme monopoliste d'Etat, dans l'URSS révisionniste, ne peut pas, lui non plus, se contenter de l'exploitation des masses paysannes et ouvrières soviétiques : il doit nécessairement étendre ses griffes à l'extérieur. Les premiers pays menacés, ce sont les « *pays frères* », de cette « *grande communauté socialiste* ».

La clique des renégats de Brejnev a enrôlé plusieurs pays d'Europe de l'Est et la Mongolie dans la prétendue « *grande communauté socialiste* ». En paroles, on prétend

que les rapports entre l'URSS et les « *pays frères* » à l'intérieur de cette grande famille constituent « *le nouveau type de relations internationales socialistes* »; en réalité, ce qu'on y voit pratiquer, ce sont absolument les rapports chat-souris qui existent entre métropole impérialiste et colonies. C'est avec les méthodes les plus sauvages, les plus féroces que les Soviétiques aggravent leur mainmise sur ces pays. Sur le plan militaire, grâce au « *Pacte de Varsovie* » et à des accords bilatéraux, ils font stationner un grand nombre de troupes dans certains pays, au point d'envoyer au grand jour des centaines de milliers d'hommes occuper la Tchécoslovaquie. Sur le plan politique, grâce à la corruption, à la subversion, ils en arrivent même à créer des gouvernements fantoches directement à coups de sabre. Sur le plan économique, grâce à leur instrument du « *Conseil pour l'assistance économique réciproque* » (COMECON), ils mettent en application les prétendues « *intégration économique* », « *division internationale du travail* » et autre « *spécialisation de la production* » : vis-à-vis de certains pays d'Europe de l'Est et de la Mongolie, ils pratiquent une domination néo-colonialiste et une exploitation inouïe.

« *L'intégration économique* », appliquée par le social-impérialisme soviétique, a pour but de désarticuler les systèmes économiques nationaux des pays membres du COMECON, d'y créer des économies coloniales qui connaissent un développement unilatéral monstrueux, de tenter d'« intégrer » totalement en direction de l'URSS sociale-impérialiste le territoire, la population et les ressources de ces pays. Pour l'URSS, la « *division internationale du travail* » et la « *spécialisation de la production* » sont subordonnées à la réalisation de ce but qu'est l'« *intégration économique* » et sont à son service.

La première des méthodes soviétiques pour asservir les « *pays frères* » au nom de l'« *intégration économique* » est de saboter l'industrie traitant les combustibles et les

matières premières dans les pays du COMECON et de faire de ces industries le grand monopole de l'URSS. D'après les statistiques officielles du COMECON et de l'URSS, entre 1966 et 1970, les proportions des 5 principales importations de combustibles et de matières premières en provenance d'URSS vers la Bulgarie, la Hongrie, la RDA, la Pologne et la Tchécoslovaquie sont les suivantes : 93 % du pétrole, 61,9 % du charbon, 86,9 % du minerai de fer, 97,5 % de la fonte, 64,3 % du coton brut. En monopolisant largement la fourniture de combustibles et de matières premières de ces pays membres du COMECON, l'URSS les a pris à la gorge.

La seconde méthode est de contraindre les pays du COMECON à développer unilatéralement les produits et les productions dont l'URSS a besoin. La Pologne est ainsi obligée de développer l'industrie navale dont l'URSS a besoin, la Tchécoslovaquie est contrainte de se spécialiser dans le matériel ferroviaire pour l'URSS, la RDA doit développer l'industrie de machines d'extraction minière, fabriquant pour l'URSS les équipements dans ce domaine, la Bulgarie est forcée de développer les productions de légumes et de fruits dont l'URSS a besoin, la Mongolie doit développer unilatéralement son élevage pour fournir l'URSS en viande. Les « *pays frères* » se transforment ainsi en usines de transformation, en vergers et potagers, en parcs d'élevage soumis à l'URSS.

Afin d'accélérer cette « *intégration économique* » et contrôler encore plus efficacement les pays membres du COMECON, l'URSS a mis en place tout un lot d'« *organismes supra-nationaux* » comme « *l'organisation de coopération internationale pour l'industrie métallurgique* », « *l'organisation de coopération internationale pour l'industrie chimique* », « *la banque internationale d'investissements* », etc. Ces « *organismes supra-nationaux* » sont en fait des organisations monopolistes internationales contrôlées par le capitalisme monopoliste d'Etat soviétique.

Grâce à eux, les secteurs névralgiques de l'économie nationale de chaque membre du COMECON sont entre les mains des révisionnistes soviétiques.

L'URSS a pris les « *pays frères* » à la gorge et contraint l'économie de ces pays à s'hypertrophier monstrueusement, selon ses propres besoins. Cela rend possible un commerce de pillage sur la base de la domination monopoliste et coloniale. L'URSS occupe une place d'absolue prépondérance dans le commerce extérieur des pays membres du COMECON. D'après des revues soviétiques et d'autres sources d'information, en 1970, les échanges avec l'URSS représentaient 80 % du commerce extérieur global en Mongolie, plus de 50 % en Bulgarie, environ 40 % en RDA et environ 1/3 en Pologne, Hongrie et Tchécoslovaquie. Dans le commerce extérieur, l'URSS utilise sa position hégémonique vis-à-vis de ces pays pour se livrer à des échanges à valeur inégale et à une cruelle exploitation. L'URSS échange une bicyclette contre 4 chevaux mongols, un mouton en peluche contre un vrai mouton mongol. Le prix des voitures électriques importées de Tchécoslovaquie par l'URSS est inférieur de 2/5 à celui qu'elle paie à l'Allemagne de l'Ouest, alors qu'elle vend 2 fois plus cher son minerai de fer à la Tchécoslovaquie qu'à l'Allemagne de l'Ouest. L'URSS vend des réacteurs atomiques à certains pays d'Europe de l'Est : leur prix est de 4 fois supérieur à celui du marché mondial. L'ancien responsable du Comité du plan en RDA se plaignait de ce que son pays subissait chaque année l'énorme perte de 2 milliards de marks, dans son commerce avec l'URSS.

Le social-impérialisme soviétique, tout comme l'impérialisme capitaliste classique, se livre au nom de la « coopération » à l'exportation de capitaux dans certains pays d'Europe de l'Est et en Mongolie. Début 1971, l'URSS avait exporté en tout vers la Bulgarie pour 2 150 millions de roubles de capitaux, sous la dénomination de « prêts » à long terme. Grâce à ces exportations de capitaux, l'URSS

empêche des intérêts et contrôle l'orientation suivie par ces pays dans leur édification. En même temps, elle peut, grâce à l'exportation de marchandises qui en résulte, écouler au prix fort quantité de produits et de matériel stockés, empochant ainsi des superprofits monopolistes.

Parallèlement à l'exportation de capitaux, l'URSS utilise sa position hégémonique dans l'« intégration économique », sous prétexte que chaque pays du COMECON augmentait sans cesse ses importations en matières premières venant de l'URSS ; elle contraint certains pays à construire des usines au bénéfice de l'URSS, à mettre en exploitation pour elle des gisements miniers en déboursant capitaux et force de travail. Voilà qui est pur pillage. Par exemple, en 1966, la Tchécoslovaquie dut fournir à l'URSS un prêt spécial de 500 millions de roubles sous forme de fourniture en tubes d'acier et en équipement pétrolier pour mettre en exploitation le champ pétrolifère de Tioumen. En 1968, la Tchécoslovaquie dut à nouveau fournir quantité de camions et de tuyaux de gros calibre pour la construction d'un gazoduc en Sibérie. Les révisionnistes sont allés jusqu'à réquisitionner quantité de main-d'œuvre en Bulgarie pour l'envoyer en URSS même s'occuper des travaux pénibles, exploitant ainsi directement leur surtravail.

Lénine a déjà condamné le tsarisme qui « *baserait ses rapports avec ses voisins... sur le principe féodal des privilèges* ». ⁵ Aujourd'hui, l'URSS, dans chacun de ses actes à l'égard des pays voisins, est encore pire que le tsarisme. La « *division internationale du travail* » et la « *spécialisation de la production* » qui sont au service de l'« *intégration économique* » des révisionnistes soviétiques sont de même nature que la « *division du travail* » entre métropole et colonies que prônaient autrefois les militaristes japonais en claironnant « *un Japon industriel et une Chine agricole* ». La « *grande communauté socialiste* » des révisionnistes soviétiques, c'est le « *nouvel ordre européen* » de l'Allemagne hit-

lérienne et la « *grande aire de prospérité asiatique* » du militarisme japonais. C'est simplement un synonyme des zones d'influence impérialistes, un point c'est tout.

Au nom de la « coopération », mise en place d'une politique d'expansion colonialiste vers les pays d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine

Puisque l'URSS s'est transformée en Etat social-impérialiste, elle est nécessairement soumise aux lois de l'impérialisme. Bien sûr elle ne peut pas se satisfaire des limites de la « *grande communauté socialiste* » pour pratiquer sa domination colonialiste et doit nécessairement accaparer, dans les vastes régions du globe, encore plus de marchés pour écouler ses marchandises, encore plus de sources de matières premières et de zones d'investissements. L'objectif de l'expansionnisme colonialiste des révisionnistes soviétiques, ce sont les pays d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine où les ressources sont abondantes et l'économie attardée.

La clique des renégats soviétiques prétend en paroles qu'elle apporte une « *aide* » à ces pays, mais en fait, sous l'enseigne de l'« *aide* » elle s'efforce d'amener certains pays de ces régions dans sa propre sphère d'influence et dispute à l'impérialisme américain la zone intermédiaire.

L'« *aide soviétique* », c'est l'outil qui permet de pénétrer totalement le pays « assisté », car elle est assortie de conditions politiques et économiques très rigoureuses. Il s'agit essentiellement d'« *aide militaire* », à savoir l'écoulement de matériel militaire démodé et à partir de là de contrôler le pays « assisté » et de s'ingérer dans les domaines militaire, politique et économique. Chaque année, l'« *aide* » consentie par l'URSS dans ces régions atteint un milliard de roubles, 30 % en « *aide économique* » et 70 % en « *aide militaire* ». Les zones importantes sont avant tout le Moyen-Orient et la région du Golfe persique, ensuite vient le sous-continent sud-asiatique. Le Moyen-Orient et la

région du Golfe persique ont une grande importance stratégique, de plus le pétrole y est abondant. L'URSS s'efforce par son « aide » d'y établir des bases navales et aériennes, de contrôler la prospection, l'exploitation, le raffinage et le transport du pétrole d'un grand nombre de pays de ces régions, de monopoliser les achats de pétrole. Le sous-continent sud-asiatique revêt non seulement une grande importance stratégique mais il est aussi très riche en ressources humaines et matérielles. Grâce à des exportations d'armements, de capitaux et à un commerce inégal, l'URSS fait main basse sur ces ressources, s'ingère dans les affaires intérieures des pays de cette région et accapare en douce des bases militaires.

Dans le sous-continent sud-asiatique, l'Inde est le principal bénéficiaire de l'« aide » soviétique : une très grande partie des circuits de son économie est désormais sous le contrôle des révisionnistes soviétiques. Fin 1970, les entreprises que l'URSS avait « aidées » à construire contrôlaient la production industrielle du pays dans les proportions suivantes : 30 % de l'acier, 60 % du pétrole raffiné, 85 % de la mécanique lourde, 20 % de la production d'électricité, 30 % des produits pétroliers, 60 % du matériel électrique. Dans les travaux où l'URSS apporte son « aide », elle ne se contente pas d'accaparer les plans du projet et d'exercer un pouvoir absolu durant la construction de l'usine, elle s'arrange aussi pour qu'après la mise en service, l'Inde ne puisse pas se dégager de sa dépendance vis-à-vis d'elle. Dans les domaines de la réparation des équipements, des fournitures de pièces et de matériel, des fournitures en matières premières essentielles, etc., il faut encore s'appuyer sur les révisionnistes soviétiques. En outre, par le biais de la clause selon laquelle son « aide » doit être remboursée par l'Inde en nature, l'URSS régenté encore mieux la production de l'Inde entière. En Inde, plusieurs usines de chaussures, de vêtements, de colorants, de cuir, d'ampoules électriques, etc., ont été établies suivant les besoins

soviétiques. Les produits de ces usines ne sont pas destinés à l'Inde elle-même, mais à l'URSS, comme remboursement des dettes. C'est ainsi que sous couvert d'« aide », les révisionnistes soviétiques utilisent les matières premières et la main-d'œuvre bon marché de l'Inde et transforment ce pays en leur usine annexe de transformation. La presse indienne s'en désolait ainsi : « *L'Inde, c'est l'œuf qui à coup sûr tombe dans la corbeille russe* ».

La clique des renégats soviétiques se vante de ce que c'est seulement en s'appuyant sur son « aide », en pratiquant une « *division internationale du travail* » avec elle, que les pays en voie de développement « *pourront sans encombre atteindre une véritable indépendance politique et économique, et s'opposer au pouvoir arbitraire de l'impérialisme* ». Voilà vraiment un gigantesque mensonge. Les révisionnistes soviétiques eux-mêmes sont obligés d'avouer que la division du travail entre l'URSS et les pays en voie de développement « *s'est constituée sous l'influence relativement forte d'une division antérieure des tâches* », et que sa particularité, c'est que « *des produits industriels, surtout des machines sont échangés contre des matières premières, produits tropicaux, combustibles, etc.* » 95 % du caoutchouc, importé en URSS, 92 % du coton sont arrachés aux régions d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine. Le pétrole du Moyen-Orient, le cuivre chilien, l'étain bolivien, la viande de l'Est africain, l'uranium somalien, voilà contre quoi l'URSS échange de vieilles machines démodées. Est-ce que cette « *division internationale du travail* » entre une « *URSS industrielle et une Asie, une Afrique et une Amérique latine agricoles* » n'est pas la division du travail typique entre métropole et colonies ?

La clique des renégats soviétiques se vante de ce que le taux d'intérêt de ses prêts n'est que de 2,5 % par an, ce qui est inférieur à celui pratiqué par l'impérialisme classique, preuve qu'il s'agit bien d'une « *aide désintéressée* ». En fait, le prêt soviétique, c'est de l'usure camouflée : le taux usu-

raire est caché dans le prix fort des marchandises fournies. Dans les prêts accordés par l'URSS aux pays d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine, il est stipulé qu'ils doivent servir à acheter des marchandises soviétiques. Pour l'essentiel, ces marchandises sont des armes démodées, des équipements archaïques et des produits stockés. Non seulement ils présentent retard technique et mauvaise qualité, mais leurs prix sont anormalement élevés, supérieurs de 20 à 30 % à ceux du cours mondial (certains sont même deux fois plus élevés). En outre, le social-impérialisme soviétique profite souvent de sa position de créancier pour obliger au remboursement et décider brutalement que le pays débiteur doit rembourser ses dettes en fournissant à l'URSS certaines matières premières. D'après la presse, un pays du Moyen-Orient doit, suivant les accords, rembourser tout son endettement et son déficit commercial vis-à-vis de l'URSS avec son pétrole, et ce entre 1973 et 1980 ; par ailleurs le prix de ce pétrole doit être inférieur de 20 % à celui du cours mondial. Cette « *aide désintéressée* » n'est en fait qu'une féroce exploitation.

La clique des renégats soviétiques prétend en paroles qu'elle « *soutient totalement* » la lutte révolutionnaire des peuples d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine. En réalité, pour pratiquer le néo-colonialisme, les révisionnistes soviétiques sont de mèche avec toutes les forces les plus réactionnaires dans le monde, sabotant ainsi la lutte révolutionnaire de ces peuples. Ils envoient argent et armes pour aider les réactionnaires de tous les pays à massacrer les révolutionnaires. Ils se livrent à des activités de subversion dans quantité de pays d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine, ils soutiennent par mille moyens les réactionnaires de tous les pays pour éteindre les flammes de la lutte armée des peuples de ces pays, ils répriment les mouvements de libération nationale et se font les gendarmes du monde.

Le social-impérialisme soviétique, c'est la veille de la seconde révolution d'octobre

Parasitisme et pourrissement extrêmes du social-impérialisme soviétique

Le social-impérialisme soviétique, c'est le capitalisme monopoliste. Il a la férocité d'une bête sauvage, exploite et opprime cruellement le peuple travailleur d'URSS, pille et asservit impitoyablement les peuples des autres pays, en particulier ceux d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine, et n'a rien à envier à l'impérialisme capitaliste classique. De ce point de vue-là, c'est un vrai tigre, il faut tenir sérieusement compte de lui. Mais comme tous les impérialismes, le social-impérialisme soviétique est en même temps un tigre en papier. Du fait que tout capitalisme monopoliste est nécessairement à la fois pourrissant et parasitaire, c'est un capitalisme agonisant. Le capitalisme monopoliste d'Etat en URSS ne fait pas exception. Que ce soit dans les domaines économique ou politique, le social-impérialisme soviétique laisse apparaître de toutes parts ses caractéristiques de parasitisme et de pourrissement extrêmes ; le jour où le peuple soviétique et les peuples du monde le mettront au musée de l'histoire n'est plus très loin.

L'extrême pourrissement du social-impérialisme soviétique se manifeste en premier lieu dans la stagnation du développement économique. Les rapports de production du capitalisme monopoliste d'Etat en URSS bloquent sérieusement le développement des forces productives sociales. Quand l'URSS était un pays socialiste, la production industrielle se développait considérablement, au rythme élevé de 17,4 % en moyenne par an, entre 1929 et 1938. Lorsque le social-impérialisme soviétique eut fait son apparition, la production industrielle entre 1961 et 1970 a vu

son rythme moyen d'accroissement tomber à 8,6 % par an ; en 1971, il était de 7,7 % et en 1972, il continuait à tomber à moins de 7 %. Sous la domination de la clique des renégats Khrouchtchev-Brejnev, la situation de la production agricole soviétique est encore plus désastreuse, provoquant à de nombreuses reprises de graves crises dans l'agriculture au point de ne pas pouvoir éviter l'importation d'une grande quantité de céréales des USA, du Canada et d'Australie. Du fait du déclin de l'industrie, de l'effondrement de l'agriculture, de la réduction de l'élevage, de l'inflation, de la pénurie de marchandises sur le marché, des problèmes d'approvisionnement, le peuple travailleur vit de plus en plus difficilement.

L'extrême pourrissement du social-impérialisme soviétique se manifeste encore dans le fait qu'il investit une énorme quantité de forces humaines et matérielles dans les préparatifs de guerre. Pour mener agression et expansion à l'extérieur, la bourgeoisie bureaucratique monopoliste dont la clique de renégats de Brejnev est la représentante doit nécessairement appliquer la politique hitlérienne « *Des canons, pas de beurre* », pratiquant en grand la militarisation de l'économie nationale. D'après certaines estimations, les dépenses militaires de l'URSS seraient de 3 à 4 fois supérieures aux chiffres reconnus officiellement : depuis les années 70, les dépenses militaires annuelles atteignent environ 80 milliards de dollars, soit plus de 30 % des dépenses budgétaires de l'Etat. Pour disputer l'hégémonie maritime, l'URSS a formidablement élargi sa flotte de guerre : les dépenses militaires pour la construction navale s'accroissent d'année en année. D'après certaines estimations, dans les années 60, les dépenses de l'URSS dans ce domaine étaient en moyenne de 2 milliards de dollars par an, alors qu'en 1970 elles atteignaient 3 milliards de dollars, soit 900 millions de dollars de plus que les USA la même année. Une grande quantité de richesses sociales n'est pas utilisée pour la reproduction élargie ou pour amé-

liorer la vie du peuple, elle est utilisée au service des préparatifs de guerre du social-impérialisme, de sa politique extérieure d'agression et d'expansion : voilà bien là une manifestation sensible du pourrissement du social-impérialisme.

Celui-ci se manifeste encore dans sa politique réactionnaire sur toute la ligne et une grave dépravation de la vie sociale. Le président Mao a indiqué : « *En URSS aujourd'hui, c'est la dictature de la bourgeoisie, la dictature de la grande bourgeoisie, c'est une dictature de type fasciste allemand, une dictature hitlérienne.*⁶ » Cette thèse du président Mao a parfaitement dévoilé la nature de classe et l'origine sociale du social-impérialisme soviétique, elle a souligné sa nature fasciste et démasqué ce mensonge des renégats soviétiques sur « *l'Etat du peuple tout entier* ». Depuis leur arrivée au pouvoir, les révisionnistes soviétiques ont frénétiquement renforcé les rouages de leur dictature fasciste. Non seulement ils ont équipé les organes de police et d'espionnage avec les dernières méthodes techniques et scientifiques pour renforcer leur répression sur le peuple, mais ils établissent aussi sur une large échelle des organisations spéciales dans les usines, les coopératives agricoles, les administrations, les associations, pour contrôler étroitement les masses populaires. L'URSS d'aujourd'hui est totalement étouffée sous la terreur blanche. Il suffit que quelqu'un exprime clairement son mécontentement vis-à-vis de la bande à Brejnev, qu'il ose résister, pour qu'il se retrouve surveillé, épié, traduit en justice ou envoyé dans un « *hôpital psychiatrique* », pour qu'il se voit chargé du crime de « *calomnies sur l'Etat soviétique et sabotage de l'ordre social* » et enfermé dans des camps de concentration ou des prisons.

Hormis la violence pure, pour réprimer le peuple, la clique de renégats de Brejnev utilise aussi les méthodes douces pour assassiner : elle a transplanté chez elle la culture, les arts et le mode de vie dissolu les plus pourris des

pays impérialistes classiques pour empoisonner le peuple soviétique. Les choses les plus attardées, les plus réactionnaires et les plus pourries de toutes les idéologies au monde trouvent un terrain favorable dans l'URSS sociale-impérialiste.

Le parasitisme et le pourrissement extrêmes du social-impérialisme soviétique se manifestent encore dans le fait que cette bourgeoisie bureaucratique monopoliste accapare ses revenus de plusieurs dizaines voire de plus de cent fois supérieurs à ceux des simples ouvriers et paysans. Or si cette bourgeoisie coule une vie dissolue de parasite, c'est non seulement grâce à des salaires, des primes élevés et d'innombrables indemnités individuelles, mais aussi par la fraude, la corruption et la concussion, l'accaparement du bien public, grâce à son pouvoir économique et politique. Il existe une aristocratie intellectuelle révisionniste intimement liée à la bourgeoisie bureaucratique monopoliste. Cette aristocratie intellectuelle, ce sont les intellectuels de la bourgeoisie bureaucratique monopoliste, à son service dans le domaine de l'idéologie, et qui, comme cette bourgeoisie, mène la même vie dissolue de parasite. Cholo-khov, auteur décadent qui répand peur de la guerre et pacifisme bourgeois, est devenu richissime : il a voiture privée mais aussi avion privé et quant à son compte en banque, lui-même en ignore la montant exact !

En somme, en URSS, dans chacun des domaines économique, politique ou culturel, règne l'atmosphère pestilentielle d'une société pourrie. Ce régime social, tel le parasite qui vit sur un tas de fumier, reste sans force propre.

Une nouvelle période historique a d'ores et déjà commencé, celle de la lutte contre l'impérialisme américain et le révisionnisme soviétique.

A l'intérieur, le social-impérialisme soviétique opprime

et exploite sauvagement le peuple travailleur soviétique, à l'extérieur il pratique une domination coloniale féroce sur les pays de la « *grande communauté socialiste* » et partout dans le monde il cherche agression et expansion. Voilà pourquoi, sur le plan intérieur comme sur le plan international, toutes les contradictions auxquelles ils doit faire face ne peuvent que s'aiguiser de jour en jour.

Là où il y a oppression, il y a résistance. Oppression et exploitation du peuple soviétique par la bourgeoisie bureaucratique monopoliste se heurtent nécessairement à la résistance de ce peuple : les contradictions entre ce dernier et cette bourgeoisie s'aiguisent de jour en jour.

Les formes que revêt cette résistance sont multiples. Les ouvriers de beaucoup d'endroits manifestent leur mécontentement et leur résistance à la clique dominante par le sabotage de la production, l'absentéisme ou la grève. Dans de nombreux endroits, les masses révolutionnaires ont à plusieurs reprises manifesté dans des défilés de protestation contre la dictature fasciste des autorités soviétiques. Partout en URSS, on édite souvent des revues clandestines, on diffuse toutes sortes de tracts, en protestant contre la domination réactionnaire de la clique des renégats révisionnistes, en dévoilant les méfaits de la couche privilégiée. Les enfants héroïques d'Octobre ne peuvent absolument pas se soumettre devant la domination réactionnaire des nouveaux tsars. Sous la sinistre domination tsariste, Lénine écrivait déjà, plein de confiance : « *Le prolétariat de Russie n'a reculé devant aucun sacrifice pour délivrer l'humanité de cette honte qu'est la monarchie tsariste.* »⁷ Aujourd'hui, le prolétariat, le peuple travailleur et les intellectuels révolutionnaires en URSS répondront sûrement à l'appel de Lénine pour renverser les nouveaux tsars et rétablir la dictature du prolétariat.

Par ailleurs, les Etats et les peuples qui subissent les per-

sécutions du néo-colonialisme soviétique voient s'aggraver sans cesse leurs contradictions avec le social-impérialisme.

L'URSS pratique sa politique néo-colonialiste de « *l'intégration économique* » et asservit, pille ainsi certains pays d'Europe de l'Est ou la Mongolie. Voilà qui accélère le développement de la lutte de ces pays contre le pillage et la mainmise. L'URSS a insolemment envoyé ses soldats occuper la Tchécoslovaquie, ouvrant mieux encore les yeux des peuples des pays d'Europe de l'Est et de Mongolie et renforçant leur lutte contre le social-impérialisme soviétique. Aujourd'hui, l'Europe de l'Est, tel un baril de poudre, devra bien un jour exploser. Que les chars soviétiques soient entrés à Prague, voilà qui, loin de représenter la force du social-impérialisme, est au contraire le signe que son empire néo-colonial commence à s'effondrer.

L'URSS arbore le drapeau de « *l'aide* » pour s'infiltrer piller et agresser les pays d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine et se place ainsi dans le camp opposé aux peuples de ces pays. La main diabolique du social-impérialisme soviétique est arrivée jusqu'à certains pays riverains de la Méditerranée et de l'Océan indien : il établit là-bas des bases militaires, s'approprie le droit d'usage des ports, contrôle et s'immisce dans les politiques intérieure comme extérieure de tous ces pays. Les chalutiers soviétiques de haute mer sont partout, pillant et détruisant les réserves en poisson d'autres pays, violant la souveraineté maritime. Les peuples d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine apprennent de jour en jour à voir clair sur la nature réactionnaire du social-impérialisme soviétique. Ils ont sévèrement indiqué que les renégats soviétiques n'étaient que « *des traîtres aux peuples révolutionnaires du monde* », « *des néo-colonialistes* », « *des ennemis publics des peuples du monde* ». Les Etats et les peuples qui subissent agression, contrôle, ingérence et vexation de la part du révisionnisme soviétique et de l'impérialisme américain sont en train de s'unir et enta-

ment victorieusement une lutte anti-impérialiste et anti-colonialiste, et surtout une lutte contre les deux super-puissances atomiques.

En troisième lieu, le social-impérialisme soviétique se livre à l'extérieur à de frénétiques agressions et expansions, il fourre sa main partout, dispute les marchés, les réserves de matières premières ou les marchés d'investissement. Aussi les contradictions inter-impérialistes et en particulier celles entre les deux super-puissances atomiques, URSS et USA, qui toutes deux rêvent de régenter le monde, s'aiguissent-elles comme jamais auparavant.

Aujourd'hui, la course à l'hégémonie des deux super-puissances atomiques est principale. Le point stratégique de leur rivalité est l'Europe. Du fait que l'Europe est une région vitale du monde capitaliste, c'est un lieu que les deux super-puissances doivent se disputer. L'Occident a toujours imaginé pouvoir pousser le social-impérialisme soviétique vers l'Est et détourner ce fléau sur la Chine. Mais la Chine est coriace, et depuis plusieurs années, tout le monde s'y est cassé les dents. Aujourd'hui, les révisionnistes soviétiques font du bruit à l'est pour frapper à l'ouest et redoublent d'efforts pour disputer l'Europe. 2/3 des forces militaires soviétiques de terre et de l'air sont basées à l'ouest de l'Oural. Depuis ces dix dernières années, la flotte de guerre soviétique s'est enflée de façon spectaculaire : en 1970, plus de 200 bâtiments étaient lancés. Partout sur les mers importantes, on assiste à de grandes manœuvres de caractère planétaire qui lui permettent de vanter sa puissance navale et d'intensifier son expansion en Méditerranée, dans l'Océan indien et partout où sa patte peut se fourrer. La rivalité URSS-USA est la source de l'insécurité dans le monde. Cette rivalité pour l'hégémonie mondiale se voit de plus en plus confrontée à la résistance acharnée du Tiers-Monde et provoque en même temps le mécontentement du Japon et des pays occidentaux. Enchevêtrements de difficultés intérieures et exté-

rieures, jours de plus en plus difficiles des deux super-puissances, c'est qu'en fait « *la fleur se fane irrémédiablement.* »

L'impérialisme, c'est l'agression, c'est la guerre. Le social-impérialisme soviétique cantonne des troupes à la frontière chinoise, rêvant de faire de la Chine sa colonie. Nous devons observer l'enseignement du président Mao : « *se préparer en prévision d'une guerre et de calamités naturelles, et tout faire dans l'intérêt du peuple* », il nous faut accroître notre préparation en prévision d'une guerre pour repousser l'envahisseur, rester vigilants face au déclenchement d'une guerre mondiale impérialiste et surtout vigilants face à une attaque surprise de l'URSS sociale-impérialiste : nous anéantirons résolument et complètement tout ennemi qui oserait nous envahir !

Le président Mao a souligné : « *Le révisionnisme soviétique et l'impérialisme américain ont commis dans leur collusion tant de méfaits et d'infamies que les peuples révolutionnaires du monde ne les laisseront pas impunis. Les peuples du monde se dressent. Une nouvelle période historique a d'ores et déjà commencé, celle de la lutte contre l'impérialisme américain et le révisionnisme soviétique.* »⁸ Dans sa lutte contre l'hégémonisme et la politique arbitraire des deux super-puissances, le Tiers-Monde prend conscience et se renforce. C'est un grand événement dans les relations internationales aujourd'hui. La situation dans le monde est actuellement caractérisée par de « *grands bouleversements sous le ciel* ». « *A l'approche de la tempête, le vent emplit le pavillon* ». C'est la manifestation actuelle des contradictions fondamentales mondiales analysées par Lénine. Les pays qui subissent agression, subversion, ingérence, contrôle ou vexation de l'impérialisme sont de plus en plus unis et constituent le plus large front uni, accentuant leur lutte contre l'impérialisme, le néo-colonialisme ou le colonialisme classique, et surtout contre l'hégémonisme des deux super-puissances, USA et URSS. Les pays

veulent l'indépendance, les nations veulent la libération et les peuples veulent la révolution, c'est déjà un courant irrésistible de l'histoire. Ce formidable courant de l'histoire emportera les deux super-puissances.

A la veille de la victoire dans la guerre de résistance contre le Japon, le président Mao prédisait : « *Le monde prendra la voie du progrès et non celle de la réaction. Nous devons, bien entendu, garder toute notre vigilance et savoir que le cours des événements peut comporter temporairement des détours, parfois fort dangereux. Dans de nombreux Etats, les forces de la réaction sont encore puissantes, elles ne veulent pas que le peuple de leurs propres pays et celui des autres s'unissent, progressent et se libèrent. Qui perd cela de vue commettra des erreurs politiques. Néanmoins, le cours général de l'histoire est d'ores et déjà tracé, il ne changera pas.* »⁹ L'apparition du social-impérialisme soviétique est un détour temporaire de l'histoire. Mais, tout comme l'impérialisme capitaliste classique, il s'empêtre dans d'innombrables contradictions. Ce sont celles de la bourgeoisie bureaucratique monopoliste soviétique avec le prolétariat et le peuple travailleur soviétiques tout entier, celles du social-impérialisme soviétique avec les peuples des colonies et les peuples du monde entier, celles du social-impérialisme avec l'impérialisme capitaliste classique et surtout l'impérialisme américain, toutes ces contradictions s'exacerbent de plus en plus. Du fait de l'existence et du développement de ces contradictions, le social-impérialisme soviétique sera inéluctablement remis au musée de l'histoire par le peuple soviétique et les peuples du monde. Lénine avait déjà conclu : « *L'impérialisme est le prélude de la révolution sociale de prolétariat.* »¹⁰ Le social-impérialisme soviétique est le prélude de la seconde révolution socialiste d'Octobre. Le président Mao a indiqué : « *L'Union soviétique fut le premier Etat socialiste, et son Parti communiste, le parti créé par Lénine. Bien que la direction du Parti et de l'Etat soviéti-*

ques soit à présent usurpée par les révisionnistes, je conseille aux camarades d'avoir la ferme conviction que le peuple soviétique, la grande masse des membres du Parti et des cadres sont bons et veulent la révolution, et que la domination du révisionnisme ne sera pas de longue durée. »¹¹ Sous le prestigieux drapeau du léninisme, le peuple soviétique, fort de la glorieuse tradition révolutionnaire d'Octobre et du soutien des peuples du monde, finira bien par enterrer le social-impérialisme pour refaire briller sur la vaste terre des soviets la dictature du prolétariat, le socialisme et le marxisme-léninisme.

« *Que les classes dirigeantes tremblent à l'idée d'une révolution communiste ! Les prolétaires n'y ont rien à perdre que leurs chaînes. Ils ont un monde à y gagner.*

PROLETAIRES DE TOUS LES PAYS UNISSEZ-VOUS ! »¹²

PRINCIPAUX MATERIAUX D'ETUDE :

LENINE « *Les tâches de la II^e Internationale* », Œuvres, Tome 29.

MAO TSE-TOUNG : « *Entretien avec la journaliste américaine Anna Louise Strong* », Œuvres choisies, T. 4.

MAO TSE-TOUNG : « *Télégramme de félicitations au 5^e Congrès du Parti du Travail d'Albanie* » (25/10/1966).

SUJETS DE REFLEXION :

1) *Comment peut-on appréhender la nature du social-impérialisme à partir des caractéristiques économiques de base de l'impérialisme ?*

2) *Pourquoi la domination de la clique de renégats de Brejnev ne pourra-t-elle pas être de longue durée ?*

1. Lénine : « *L'impérialisme, stade suprême du capitalisme* », E.P., p. 131.

2. Lénine : « *La septième conférence de Russie du P.O.S.D.(b)R. (conférence d'avril). Résolution sur la situation actuelle* », Œuvres, T. 24, p. 314-315.

3. N.d.T. : « *Glavki* » en russe, c'est-à-dire une subdivision des ministères industriels groupant administrativement et économiquement tous

les trusts c'est-à-dire les établissements publics chargés de coordonner la marche d'usines identiques.

4. Marx : « *Critique du programme de Gotha* », E.P., p. 22.

5. Lénine : « *De la fierté nationale des Grands-Russes* », Œuvres, T. 21, p. 100.

6. Extrait d'un entretien du 11 mai 1964, cité d'après le « *Quotidien du Peuple* » du 22 avril 1970.

7. Lénine : « *La guerre et la social-démocratie russe* », Œuvres, T. 21, p. 24.

8. Cité dans le « *Quotidien du Peuple* » du 28 avril 1969.

9. Mao Tse-Toung : « *Du gouvernement de coalition* », E.P., Œuvres choisies, T. 3, p. 217.

10. Lénine : « *L'impérialisme...* », E.P., p. 10.

11. Mao Tse-Toung cité dans le « *Quotidien du Peuple* » du 6 novembre 1967.

12. Marx et Engels : « *Manifeste du Parti communiste* », E.P., p. 76.

Les éditions des livres utilisés sont les suivantes :

E.P. : Editions de Pékin en langues étrangères.

E.S. : Editions sociales, Paris.

Pour les textes de Lénine, Œuvres : Œuvres en 46 volumes, Paris-Moscou.

Certaines citations n'ayant pu être retrouvées dans les éditions en français, elles ont été traduites à partir du chinois.

SOMMAIRE

Présentation	7
---------------------------	---

CHAPITRE I

Etudions l'économie politique : objet de l'économie politique	9
--	---

CHAPITRE II

Les systèmes socio-économiques pré-capitalistes

Les rapports de production dans la société primitive, la société esclavagiste et la société féodale	25
-La communauté primitive a établi les premiers rapports de production dans l'histoire de l'humanité	26
-L'esclavagisme est le premier système d'exploitation de l'histoire	33
-Le système féodal est aussi un système d'exploitation où existe l'antagonisme de classes	40

CHAPITRE III

On doit partir de la marchandise pour disséquer la société capitaliste

Marchandise - Monnaie - Loi de la valeur	53
-Les rapports marchands portent en germe toutes les contradictions du capitalisme	54
-La monnaie est le produit nécessaire du développement de l'échange marchand	65
-La loi de la valeur est la loi économique de la production marchande	72
-Qu'est-ce que le fétichisme de la marchandise ?	76

CHAPITRE IV

Comment les capitalistes exploitent et oppriment les ouvriers

Capital et plus-value	79
-Le secret de l'exploitation des ouvriers par les capitalistes	80
-Les méthodes cruelles de l'exploitation et de l'oppression des ouvriers par les capitalistes	87
-Le salaire masque les rapports d'exploitation du capitalisme	95
	289

CHAPITRE V

Les inégalités s'accroissent continuellement dans la société capitaliste

L'accumulation du capital et la paupérisation du prolétariat ..	101
-L'accumulation du capital aggrave l'exploitation des ouvriers	102
-Le chômage ouvrier est le résultat inévitable de l'accumulation du capital	107
-L'accumulation du capital entraîne la paupérisation du prolétariat	117
-Le prolétariat est le fossoyeur du système capitaliste	123

CHAPITRE VI

Le procès du mouvement du capital est le procès par lequel la plus-value est extorquée et réalisée

Le cycle, la rotation du capital et la reproduction du capital social	129
-Le cycle du capital passe par trois phases et prend trois formes	130
-La rotation du capital est la production et la réalisation continue de la plus-value	135
-La reproduction capitaliste se réalise spontanément au milieu de contradictions antagonistes	143

CHAPITRE VII

C'est la bourgeoisie dans son ensemble qui exploite et opprime les ouvriers

La redistribution de la plus-value	155
-La concurrence entre les capitalistes industriels aboutit à l'égalisation des taux de profit	156
-Le commerce des marchandises permet aux capitalistes commerçants d'avoir une part de la plus-value	164
-Le crédit monétaire permet aux capitalistes financiers d'avoir une part de la plus-value	168
-Les propriétaires fonciers se partagent le butin	171

CHAPITRE VIII

La maladie incurable du capitalisme, la crise économique	181
-La crise économique est engendrée par l'exacerbation de la contradiction fondamentale du capitalisme	182

-La tendance à l'aggravation de la crise économique du capitalisme	189
-La crise économique ébranle la base de la domination capitaliste	199

CHAPITRE IX

La nature de l'impérialisme ne changera pas	
L'impérialisme est le capitalisme monopoliste	203
-Le monopole est la principale base économique de l'impérialisme	205
-Le capital financier est un monopoliste tout puissant ...	212
-L'exportation des capitaux permet au capital financier de jeter ses filets sur le monde	218
-Les unions internationales monopolistes se partagent le monde sur le plan économique	222
-Les puissances impérialistes luttent pour le partage et le repartage territorial du monde	226

CHAPITRE X

L'impérialisme est la veille de la révolution socialiste prolétarienne	
L'impérialisme est le capitalisme pourrissant et agonisant	233
-L'impérialisme, c'est le capitalisme parasitaire et pourrissant	234
-L'impérialisme, c'est le capitalisme agonisant	245

CHAPITRE XI

Le social-impérialisme fait partie de l'impérialisme mondial	
Le social-impérialisme, c'est le socialisme en paroles et l'impérialisme en fait	257
-Le capitalisme monopoliste d'Etat est la base économique principale du social-impérialisme	258
-Les « relations internationales de type nouveau » de l'URSS : un autre nom du néo-colonialisme	268
-Le social-impérialisme soviétique, c'est la veille de la seconde révolution d'octobre	277



Réimpression : 3^e trimestre 1977
Imprimerie Ch. Corlet
14110 Condé-sur-Noireau

**Editions en langues étrangères de Pékin
et les Editions du Centenaire**

Dépôt légal 3^e trimestre 1976
